

M. Geremek  
déclare forfait

COMME prévu, quinze jours après les élections polonaises à la proportionnelle qui ont amené au Parlement vingt-neuf partis, dont aucun n'a obtenu plus de 13 % des voix, le pays est toujours sans gouvernement, une coalition devant unir au moins cinq formations pour s'assurer une majorité.

Le président Walesa était sans doute tenu de proposer à celle arrivée en tête, l'Union démocratique - la gauche de la Solidarité, qui avait fait campagne contre lui lors de l'élection présidentielle, - de tenter de former un cabinet. Mais son choix s'était porté, la semaine dernière, sur celui des trois candidats de l'UD qui avait le plus de chances de cristalliser les oppositions, le professeur Bronislaw Geremek.

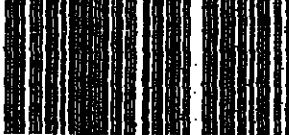
SUSCITANT des réactions de méfiance dans la Pologne profonde pour son intelligence brillante, son passé communiste, fût-il ancien, et ses origines juives, ce dernier a annoncé mercredi qu'il renonçait à la tâche. « J'ai proposé un pacte pour former un gouvernement, mais l'Alliance du centre (la droite de la Solidarité) l'a rejeté et le Congrès démocratique libéral (du premier ministre sortant, Jan Krzysztof Bielecki) a présenté une position floue », a-t-il expliqué. Certains avaient vu dans le choix de M. Walesa un cadeau empoisonné aux intellectuels de la gauche de la Solidarité contraints de démontrer leur impuissance. Selon d'autres, M. Walesa était réellement prêt à travailler avec quelqu'un qui ne lui a certes pas ménagé les critiques, mais qui aurait rassuré l'Occident.

Toujours est-il que l'ex-premier ministre, M. Bielecki, s'est, dès mercredi, déclaré prêt à assumer un second mandat et que les consultations en cours au Belvédère rendent probable que M. Walesa le lui propose. Le président a en effet déjà refusé l'autre candidature, celle de Jan Olszewski, proposé laborieusement par les quatre partis de centre droit initialement chargés de former une coalition.

SET avocat avait déjà échoué à former un gouvernement lors de l'accession, en janvier, de M. Walesa à la présidence, en raison de son hostilité au programme économique de M. Leszek Balcerowicz. Et M. Walesa est conscient de la nécessité de poursuivre ce programme, même si M. Balcerowicz - cible de la majorité des partis polonais lors de la campagne électorale - paraît écarté.

Reprendre M. Bielecki, dont la popularité s'est affirmée chez beaucoup de Polonais sensibles à son pragmatisme et à sa souplesse non dépourvue de caractère - qu'il a notamment su affirmer face à l'épiscopat, - serait la solution la plus logique. Il sera certes obligé, pour recevoir l'investiture du Parlement convoqué le 25 novembre, de donner des garanties à certains partis, notamment aux agriculteurs. Mais même les créanciers occidentaux et le FMI semblent désormais reconnaître que le plan de rigueur de M. Balcerowicz nécessite des aménagements et que la Pologne exploiterait sans des mesures de relance économique.

M0147 - 1115 0 - 6.00 F

Tandis que lord Carrington tente d'obtenir un nouveau cessez-le-feu  
La Croatie met en garde contre l'extension  
de la guerre à la Bosnie-Herzégovine

A l'issue de ses entretiens, jeudi 14 novembre à Belgrade, avec le ministre yougoslave de la défense pour tenter d'obtenir un nouvel accord de cessez-le-feu, le médiateur européen, lord Carrington, a déclaré que les dirigeants serbes, croates et fédéraux étaient d'accord pour tenter d'instaurer un cessez-le-feu. A ses yeux, un « véritable » arrêt des hostilités est une condition préalable à l'envoi

éventuel de casques bleus en Yougoslavie, idée à laquelle les belligérants adhèrent.

Dans une interview au « Monde », le ministre croate de la défense, M. Gojko Susak, souligne que cette force devrait être stationnée sur les frontières séparant la Croatie de la Serbie. En cas de nouvel échec des efforts diplomatiques, il n'exclut pas une extension rapide du conflit à la Bosnie-Herzégovine.

## ZAGREB

de notre envoyé spécial

M. Gojko Susak est formel : « S'il était décidé de faire venir des forces de paix en Croatie, elles ne pourraient être stationnées que sur les frontières existantes, les frontières légitimes entre Républiques ; c'est la seule possibilité ». Et, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté quant à la position de Zagreb, au moment où le président croate Franjo Tudjman est engagé dans des pourparlers, notamment avec lord Carrington, pour faire avancer l'idée d'une présence de l'ONU en Yougoslavie, le ministre de la défense tient à souligner que « c'est une chose que la Croatie a demandée bien avant la Serbie ».

La récente demande serbe de casques bleus, assure M. Susak, qui détiend le portefeuille de la défense croate depuis septembre dernier, « ne nous a pas surpris, car l'armée a envahi beaucoup de territoires et, maintenant, elle estime que c'est le moment de demander une aide extérieure, car la crise ne fait que s'aggraver en Serbie, et il est évident que celle-ci finira par perdre cette guerre. Donc, ils (les militaires de Belgrade) demandent maintenant l'aide de l'ONU pour ne pas avoir à se retirer de ces territoires ».

Quant à la composition d'une force des Nations unies susceptible de rétablir la paix, M. Susak ne veut pas se faire d'illusion : « Nous ne pouvons pas espérer de

l'ONU qu'elle envoie une véritable armée, capable d'affronter l'armée fédérale. Ce serait irraisonnable. Mais s'ils (les casques bleus) venaient, ce serait, en soi, un message bien clair pour la Serbie : que la communauté internationale ne tolérera pas la force ». En aucun cas la Croatie ne compte réclamer de gros effectifs, et le ministre se déclare « persuadé que, si un seul navire de la sixième flotte (américaine) était venu à Dubrovnik, l'armée n'aurait jamais fait ce qu'elle a fait ». Or, jusqu'à présent, « ni l'ONU ni l'Europe n'ont pris de position très précise, n'ont été très claires (...) ».

YVES HELLER

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN page 3

## Le retour de Sihanouk

Après treize années d'exil, le prince est rentré jeudi 14 novembre à Phnom-Penh



## PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Je suis très content », a simplement déclaré l'ancien monarque, visiblement ému, revenu directement de Pékin en compagnie de M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh. Le prince avait, en effet, tout lieu d'être satisfait de la façon dont le régime avait fait les choses. Comités de quartier, écoles,

ministères, entreprises publiques avaient depuis la veille distribué des dizaines de milliers de petits drapeaux du Conseil national suprême du Cambodge (une carte blanche du pays sur fond bleu ciel) et du régime en place, l'Etat du Cambodge (les cinq tours en or d'Angkor sur fond rouge et bleu nuit).

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 6

## Une sinistreuse économique contagieuse

Les « locomotives » allemande et japonaise s'essouffent, l'OCDE confirme la lenteur de la reprise américaine

par Eric Le Boucher

La sinistreuse n'est pas réservée à la France. La reprise mondiale tardant, elle touche tous les pays développés ou presque. M. François Mitterrand n'est pas le seul dirigeant à se plaindre du peu d'appétit des consommateurs et du ralentissement des investissements des entreprises. M. George

Bush comme M. John Major, qui sont aussi en campagne électorale, tâchent quotidiennement de redonner confiance en l'avenir : « La reprise arrive, la reprise est là... », ne cessent-ils de dire à leurs citoyens électeurs, qui regardent les statistiques et en doutent. Pour les gouvernements, qui soulignent la bonne santé structurelle de leurs économies,

la conjoncture mondiale tarde à repartir parce que la morosité se nourrit, en partie, d'elle-même. La méfiance d'untel provoque celle de son voisin... et personne ne consomme plus ni n'investit. Les économistes cherchent quelles peuvent bien être les explications du malaise : l'épargne insuffisante ? La crise

bancaire mondiale ? La fin de la spéculation immobilière, elle aussi mondiale ? Le déficit budgétaire américain qui menace de se creuser à nouveau ?

Certains, à l'OCDE par exemple, désignent même la médiatisation mondiale et la vitesse infinie de transport des mauvaises nouvelles.

Lire la suite page 26

**DAN FRANCK**

La séparation

ROMAN

Prix Renaudot 1991

Editions du Seuil

## Délinquances urbaines

I. - Barcelone contre le retour des milices

A la veille de l'ouverture à Paris de la semaine internationale de prévention de la délinquance, du 18 au 23 novembre, nous commençons la publication d'une série de reportages sur les politiques suivies à Barcelone, Birmingham et Montréal.

## BARCELONE

de notre envoyé spécial

Au terminus de la ligne d'autobus 605, une milice populaire attend les usagers venus de Barcelone. Coups de matraque sur le crâne, pour les uns. Arrestation brutale et conduite au poste de police, pour les autres. La chasse aux usagers hétéroclites de la ligne 605 s'est ouverte cet été.

Les chasseurs sont des habitants du quartier de Sant Cosme, commune d'El Prat, dans la banlieue de Barcelone. Des commerçants et des adolescents, pour la plupart, qui se prennent pour des justiciers. Excédés par le trafic de drogue et les petits délits commis par des drogués en mal d'argent, ils se sont organisés en patrouilles et milices contre les obédés de la seringue qui viennent acheter leur dose dans un no man's land d'immeubles à l'abandon.

Sant Cosme hante Barcelone comme un mauvais rêve. Dix ans après la dictature franquiste, la capitale de la Catalogne ne s'attendait pas au retour des milices sur le terrain de l'insécurité. Au pouvoir depuis 1979, la municipalité socialiste a trop investi dans la prévention de la délinquance pour ne pas s'inquiéter de résurgences sécuritaires qui se sont traduites par des manifestations au cœur même de Barcelone.

Cet été, les habitants de la Vieille Ville, Ciutat Vella, ont orchestré des concerts de casseroles, tandis que les commerçants baissaient leur rideau de fer pour protester contre le trafic de rue, et les vols d'autoradios ou de sacs à main qui les accompagnent. Ils ont demandé, et obtenu, davantage de policiers.

ÉRICH INCIVAN

Lire la suite page 13

## La politique nucléaire de la Corée du Nord

Une grave crise régionale menace.

page 6

## Les affrontements à Djibouti

Paris préconise le « dialogue » avec l'opposition.

page 8

## Robert Maxwell : la piste soviétique

Le Foreign Office s'intéresse aux liens du magnat de la presse avec le Parti communiste d'URSS.

page 28

## Le budget de la défense

L'opposition critique la réduction des dépenses militaires.

pages 2 et 10

## Les juifs fichés

L'INSEE utilisait jusqu'en 1987 un répertoire national d'identification intégrant la mention de « juif indigène ».

page 12

## AFFAIRES

« Les paradis reconquis de la banque Warburg »  
« Automne brumeux pour le Printemps »  
A quoi servent les plans textiles.

pages 29 à 31

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36

## DÉBATS

Union soviétique

## BIBLIOGRAPHIE

## Conservatisme militaire

UNE FRANCE SANS DÉFENSE  
de Jean d'Albion.  
Éditions Calmann-Lévy.  
344 p., 130 francs.

Cinq ans plus tard, presque jour pour jour, le même titre ou quasiment. A la fin de septembre 1986, le général André Dubroca publie un pamphlet au titre interrogatif : *la France sans défense*. Voilà qu'à la mi-novembre 1991 paraît un livre polémique, signé d'un pseudonyme, Jean d'Albion, qui cache l'identité d'un responsable ancien dans l'administration militaire, et intitulé de façon plus affirmative : *Une France sans défense*. Entre-temps, le point d'interrogation a disparu, mais ce sont, à quelques exceptions près, les mêmes interrogations qui sont avancées et, donc, qui sont restées sans réponse, durant cinq ans, des gouvernements.

Sur le mode moins pamphlétaire que le précédent ouvrage, le livre de Jean d'Albion se veut, lui aussi, un diagnostic — on dirait maintenant un audit — de l'état où se trouve, après la guerre du Golfe, qui en a montré les limites, l'organisation et le fonctionnement quotidien de la défense de la France. L'état des lieux n'est ni réjouissant ni même enthousiasmant tant, à cinq ans d'intervalle, les problèmes demeurent comme avant.

A croire que, de constat en inventaire, la défense française apparaît comme immuable, figée, y compris dans ses maux, depuis, comme le relève justement Jean d'Albion, le passage au ministère de la défense de M. Michel Debré et à l'état-major de l'armée de terre du général Jean Lagarde, qui furent, en leur temps, de vrais réformateurs de l'institution militaire. L'auteur d'*Une France sans défense* a raison de leur rendre un hommage appuyé.

## Plus critique que prospectif

Mais, de cette manière, Jean d'Albion souligne aussi combien, de son point de vue, tous les événements qui se sont succédés depuis, et singulièrement depuis la parution du livre du général Dubroca, marquent la fin d'une doctrine gaulliste pure et dure en matière de dissuasion, du moins telle que ceux qui se veulent ses disciples orthodoxes continuent d'en interpréter l'esprit.

Dans cet ouvrage, tout est

passé en revue avec, de ci, de là, quelques réminiscences de critiques antérieures dont l'auteur n'a pas le paternité de la découverte : par exemple, l'incapacité des armées à vaincre de l'intérieur leur propre immobilisme, le (faux) consensus qui est censé rapprocher les Français autour de leur sécurité, la faillite constante des lois pluri-annuelles de programmation militaire jamais appliquées par ceux-là mêmes qui les promulguent, la carence quasi congénitale des états-majors, les ambitions démesurées et souveraines — faute d'un contrôle par le législatif et l'exécutif — du lobby militaro-industriel sous l'œil bienveillant d'une délégation générale pour l'armement accusée de mélanger ses casquettes étatiques et ses casquettes industrielles.

Bref, la « maison » défense est disséquée sans complaisance, en dépit de quelques erreurs de fait, de nombreuses rectifications, voire de lieux communs ou de contradictions dans un même chapitre qui peuvent enlever du crédit à la thèse développée.

Car c'est aux suggestions de Jean d'Albion, dans l'intention que le système marche enfin, que son lecteur attend *Une France sans défense*. Celui-ci restera un peu sur sa faim. S'il se contente de ce qui lui est proposé comme se voulant l'essentiel, à savoir, en vrac, la désignation par le pouvoir politique — qui n'en veut pas réellement — d'un chef d'état-major des armées qui soit la véritable « autorité de synthèse », la continuation de la nécessaire coopération franco-allemande, un meilleur emploi des fonds publics qu'on aurait tort de trop chercher à diminuer, ou encore la possession par la France d'un missile de croisière à bord duquel serait, entre autres, embarquée une arme nucléaire.

Le livre de Jean d'Albion, même s'il relève de cette catégorie d'ouvrages plus critiques que prospectifs, vient à point nommé. Pendant combien de temps encore la France évitera-t-elle de faire les arbitrages qu'il lui convient pour sa défense ? Il y a trente ans, Charles de Gaulle les avait rendus pour elle. A contre-courant d'une opinion qui les a admis progressivement. Cette époque est aujourd'hui révolue. A quand les nouveaux choix qui s'imposent ?

JACQUES ISNARD

## L'armée rouge passera-t-elle l'année 92 ?

par Bertrand Gallet

« L'URSS n'a plus d'alliés ni à l'ouest ni à l'est. Elle se trouve dans la situation de 1939 », déclarait l'amiral Khvalov au 18<sup>e</sup> congrès du PCUS en 1990, résumant l'amertume d'une armée rouge qui ne cesse de prendre des coups et qui risque d'en prendre beaucoup plus encore dans les mois qui viennent.

Cette institution, chargée, tout comme le PCUS, de façonner l'« homme soviétique » internationaliste, n'échappe plus à la tourmente générale. Déjà meurtrie par son retrait sans gloire d'Afghanistan, elle se fait attaquer quotidiennement par une presse qui dénonce les conditions de vie épouvantables faites aux appelés. On nous apprend ainsi qu'au cours des cinq dernières années 15 000 soldats sont morts des suites de viols, de meurtres ou de suicides ! Les conscrits non slaves font l'objet de brimades racistes qui atteignent l'insupportable.

Par ailleurs, le transfert de 1,2 million de soldats des ex-pays de l'Est et de la Mongolie pose d'insolubles problèmes de logement.

Enfin, une opinion publique toute neuve s'enflamme devant les catastrophes écologiques et sanitaires du centre d'essais nucléaires de Semipalatinsk et de la centrale de Tchernobyl pour dénoncer en bloc le nucléaire militaire et civil.

Bien qu'elle se soit plutôt tenue à l'écart du putsch d'août, l'armée fédérale ne finit pas d'en subir les conséquences.

## Atteinte dans dans son intégrité

Elle est maintenant, en effet, atteinte dans son intégrité même. Beaucoup de Républiques réclament aujourd'hui leur défense propre. La Biélorussie, sans vouloir se mêler des questions stratégiques, veut une garde nationale de 40 000 hommes. Le Kazakhstan souhaiterait pour sa part participer aux décisions concernant les mouvements de troupes et d'armes sur son territoire. Il demande que les appelés kazakhs, particulièrement brimés, « cessent de construire des datchas pour les patrons russes » et fassent leur service au Kazakhstan. En attendant, le président Nazarbaev a interdit, malgré les demandes de M. Gorbatchev, venu tout exprès à Alma-Ata, les essais nucléaires sur son territoire. Un mouvement, aux ambitions mondiales, de lutte contre le nucléaire militaire est né au Kazakhstan. Il est dirigé par un jeune député, M. Souleïmanov, qui compte bien,

après avoir obtenu un moratoire en URSS, faire cesser les essais nucléaires dans le Nevada et à Mururoa.

Le cas le plus net est celui de l'Ukraine. Cette République, qui s'est déclarée souveraine et qui soumettra son indépendance à référendum en décembre, a décidé de créer sa propre armée et voudrait saisir les armements, nucléaires et conventionnels, déployés sur son territoire. L'armée de citoyens ukrainiens devrait avoir, selon le Parlement, environ 430 000 hommes et disposerait de son aviation et de sa marine. Mais, M. Antonov, ministre de l'économie d'Ukraine, estime ne pas pouvoir financer une armée supérieure à 200 000 hommes.

Lorsque l'on s'interroge du devenir des armes atomiques, les Ukrainiens répondent qu'ils sont prêts à prendre part aux négociations internationales aux côtés de M. Bush et de Gorbatchev comme le dit le président Kravtchouk. En attendant une Ukraine dénucléarisée, la jeune République prendra sa part des destructions prévues par l'accord START — 130 missiles stratégiques sur 176 (?) — et demande un système de « double clef » qui permettrait aux Ukrainiens de bloquer un feu nucléaire partant de leur République et dirigé par Moscou. Elle se dit prête à supprimer les armes tactiques dont elle a vu ignorer le nombre exact, mais elle en refuse le rapatriement en Russie. Considérés comme de l'artillerie conventionnelle, ces missiles dépendent des commandants de zones et peuvent fort bien échapper à l'autorité fédérale. La précipitation des Américains de Moscou à proposer leur destruction n'est pas due au hasard.

Ces exigences multiples des Républiques ne rejoignent pas outre mesure le Kremlin, qui y a déjà répondu par une lettre du ministre de la défense, le général Chapochnikov, aux commandants de zone, leur demandant d'ignorer les desiderata des Républiques. Cette lettre alourdit un contentieux créé, dès après le putsch, par la déclaration de Boris Eltsine, menaçant l'Ukraine de revoir les frontières communales. Le texte de Soljenitsyne demandant, en octobre, le référendum sur l'indépendance ukrainienne se fasse région par région a encore aggravé la situation. A Kiev comme à Lvov, on y a vu une volonté impérialiste de Moscou, toute une partie de l'Ukraine étant peuplée de Russes. La peur du grand russe n'est pas étrangère aux désirs ukrainiens de créer une armée forte.

## Passage à haut risque

Mais les problèmes de l'armée rouge ne s'arrêtent pas là. Après avoir péniblement établi un budget officiel de 96,5 milliards de roubles, l'état-major avoue ne pas trop savoir comment il sera financé, puisque certaines Républiques refusent de faire remonter les impôts vers Moscou tant qu'elles n'y verront pas plus clair dans les dépenses. Pressé de questions, le conseiller budgétaire auprès de l'état russe finit par avouer que, en 1992, seule la planche à billets de la banque d'Etat permettra de payer les militaires. Pourtant, ce budget se veut réaliste, réduisant de 40 % les commandes de matériels et augmentant sensiblement les dépenses destinées à améliorer le sort des hommes. En réalité, personne ne semble connaître le coût réel de la défense. Il pourrait être estimé à 300 milliards voire 500 milliards de roubles, au dire du jeune député, le major Lopatin. Pris de neuf ministères participant en effet à la défense au travers du complexe militaro-industriel, véritable monstre qui semble dévorer l'économie soviétique.

L'industrie de guerre serait travailler entre 3 millions et 5 millions de personnes ; l'activité de villes entières, non mentionnées sur les cartes, y serait consacrée. Des programmes de fabrication d'armes, électrologiques et redondants, auraient contribué, selon des parlementaires, à suréquiper l'armée rouge depuis des décennies, le choix des armes revenant, semble-t-il, plus aux industriels qu'aux états-majors.

Aujourd'hui, le réveil est rude. Cette panoplie colossale est accusée d'inutilité : vaincue par des vau-pieds en Afghanistan, essouffée par le déploiement des Pershing en Europe, distancée technologiquement

ment par le programme de la guerre des étoiles de Reagan, ridiculisée par la précision des alliés dans la guerre du Golfe, elle est l'objet d'attaques incessantes.

On parle maintenant de tout réduire. Les effectifs passeraient de 4 millions à 2,6 millions d'hommes. Les commandes d'armement tendraient vers zéro. La fabrication du plutonium et les essais nucléaires auraient déjà cessé. La reconversion, tant souhaitée, ne produirait, dans l'immédiat, que plusieurs millions de chômeurs.

Il s'agit là d'un passage à haut risque. Les officiers ne se taient pas éternellement. Les risques de prolifération des armes tactiques nucléaires ou des dizaines de tonnes de plutonium que produirait leur destruction sont pris très au sérieux par les Russes eux-mêmes. Le formidable capital de savants et de techniciens d'armement commence déjà à se disperser, aujourd'hui vers les États-Unis. Demain vers les pays du Sud ?

Après cinquante ans d'économie

de guerre, l'URSS semble se réveiller avec la « guerre de bois ». Les conséquences seront profondes et durables. La France est sollicitée à la fois par la Russie et par l'Ukraine pour aider à la reconversion des industries d'armement, et Paris doit recevoir bientôt une délégation d'industriels. Mais notre pays ne pourra faire longtemps l'économie d'une réflexion sur l'indépendance de l'Ukraine. La fiction d'un pouvoir central symbolisé par M. Gorbatchev n'est plus guère tenable. L'armée rouge reste sans doute le dernier symbole de l'Union. Cela ne durera pas. Au pis, elle implosera avec des conséquences imprévisibles, au mieux elle deviendra l'armée d'une Russie indépendante. A nous de suivre cette évolution de très près.

► Bertrand Gallet est député socialiste d'Eure-et-Loir. Rapporteur pour avis du budget des affaires étrangères pour la commission de la défense, il vient d'effectuer une mission d'information sur les problèmes stratégiques et militaires de l'URSS.

## BONHEURS

## Le drame du silence

par Albert Memmi

UN disciple ayant interrogé le Boudha sur un problème de métaphysique, le Bienheureux demeura muet. On s'en étonna. C'était pourtant clair : la question ne comportait pas de réponse, à quoi bon parler ?

On regrette souvent d'avoir parlé, rarement de s'être tu. Le silence nous préserve des foucades de l'amour-propre, nous épargne bien des sottises. La maîtrise de soi commence par la maîtrise de la langue. Les Grecs, qui avaient tout esquissé en matière de morale, avaient un dieu du silence. « Le silence est ton maître », affirme Solon le Sage.

Les logorrhéiques du téléphone, les one-man-show de salon, qui réduisent tous les assistants à des figurants, achèvent de nous en convaincre. Que de fois sommes-nous rentrés d'une soirée où, comme dans certaines lectures, rien ne méritait d'être retenu. Nous aurions pu y être sourds sans dommage.

Au début de ma vie d'homme, j'aurais voulu faire vœu de silence, comme on fait celui de chasteté. Périodiquement, je me rappelle à l'ordre : « Apprends à te taire ! » Mais, je le découvre bientôt, je me trompais sur la nature du silence.

Le prestige des silencieux vient du crédit qu'on leur accorde. Lorsque André Gide dit de sa vie conjugale : « Ce fut le drame du silence », il faisait allusion à ce qui aurait dû

être dit. Les erreurs pédagogiques viennent surtout d'une parole manquante. Le drame du silence est aussi un drame de la parole.

L'art de la conversation, qui est de permettre un échange, est de savoir se taire autant que de parler. « Étre-ami », dit-on, c'est pouvoir se taire ensemble. Les vieux époux, qui sont de vieux amis, n'ont pas besoin de mots pour se comprendre. Le thérapeute se tait pour mieux écouter ; les initiés, moines ou francs-maçons, doivent se taire pour apprendre à parler.

A chaque crépuscule, allongés sur le fil du téléphone, les hirondelles de mon jardin papotent bruyamment. Je ne connais pas leur langue, mais je suppose que, outre le plaisir d'être ensemble, elles se rassurent l'une l'autre devant le silence de la nuit qui vient.

L'un de ces merveilleux contes hassidiques rapporte cette histoire : pour conjurer une sécheresse persistante, toute la communauté priaît inlassablement, en vain. Un pauvre berger, muet de surcroît, ne savait comment se joindre à l'effort commun ; lorsque, mobilisant tous les muscles de sa gorge, il lança un énorme cri, aussitôt s'ouvrirent les cataclysmes du ciel.

Je ne connais pas le sens de ce conte ; qu'on me permette de l'interpréter ainsi : ce n'est ni parler ni se taire qui importe, c'est de trouver le discours adéquat.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde

Jacques Lesourne, président  
François Huguet-Devallier, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arta  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Téléc. MONDIPUB 634 128 F  
Téléfax : 46-62-76-77 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composé 30-15 - Tapez LEMONDE  
ou 30-15 - Tapez LM

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0393-2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	700 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Localité :

Code postal :

Pays :

Vous avez l'obligation d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



YUGOSLAVIE : faisant état de progrès « significatifs » dans les négociations

## Lord Carrington tente d'obtenir un nouvel accord de cessez-le-feu à Belgrade

BELGRADE

de notre correspondant

Lord Carrington, le président de la conférence de La Haye et l'ambassadeur de la présidence de la CEE, M. Henry Wijnbold, ont rencontré, mercredi 13 et jeudi 14 novembre, les protagonistes de la crise yougoslave pour leur soumettre le nouveau plan européen de paix prévoyant un nouveau cessez-le-feu et l'envoi de casques bleus en Croatie. Après une série d'entretiens avec le président croate, M. Franjo Tudjman, son homologue serbe, M. Slobodan Milosevic, et le ministre fédéral de

la défense, le général Veljko Kadijevic, le médiateur européen a déclaré, jeudi au fin de matinée : « Toutes les parties conviennent qu'il devrait y avoir une force de maintien de la paix des Nations unies en Yougoslavie. Il faut en explorer la possibilité et les modalités. [...] Mais tout dépend d'un accord de cessez-le-feu et, après deux semaines sans effet, on ne peut se montrer très optimiste. » La veille, à Zagreb, le président de la Croatie,

M. Franjo Tudjman, avait estimé que les forces d'interposition des Nations unies pourraient intervenir en Croatie pour garantir la sécurité de la population serbe une fois que l'armée fédérale se

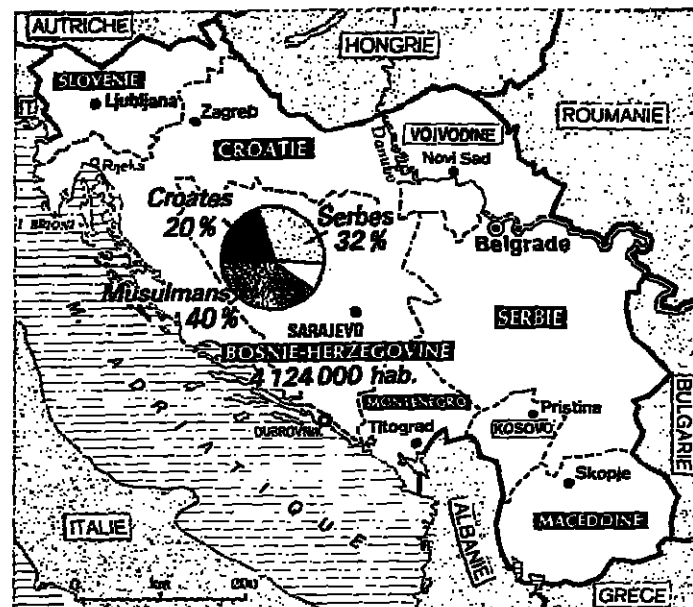
serait retirée de cette République. Selon M. Mario Nobile, conseiller du président croate, la proposition européenne devrait permettre la signature d'un nouveau cessez-le-feu. Toutefois, la Croatie continue à revendiquer le déploiement des forces d'interposition le long des frontières croates entre la Bosnie-Herzégovine et la Serbie (voir l'enquête avec le ministre croate de la défense).

Le président serbe, M. Slobodan Milosevic, qui a reçu mercredi après-midi à Belgrade lord Carrington a réitéré pour sa part le point de vue du « bloc serbe » de la présidence yougoslave : à savoir la création de zones-tampons le long des enclaves serbes de Croa-

tie. Lord Carrington, qui a fait état d'une « avancée significative » dans les négociations, a néanmoins souligné qu'aucun accord ne pouvait être conclu sur l'envoi de casques bleus en Croatie puisque les Nations unies ne s'étaient pas encore prononcées sur la question. Si elles refusaient, a ajouté Lord Carrington, la CEE ou l'Union de l'Europe occidentale devront envoyer leurs propres troupes.

Judi après-midi, le négociateur européen devait avoir des entretiens avec le président de la Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, à Sarajevo.

FLORENCE HARTMANN



## Une mise en garde de la Croatie

Suite de la première page

Si les Nations unies prenaient une position, poursuit M. Susak, la première chose à faire serait de désigner l'agresseur. L'Europe l'a déjà fait d'une certaine manière, mais toujours pas suffisamment.

Sur les conditions du déploiement d'une force de l'ONU, M. Susak est tout aussi formel que sur leur localisation : « L'armée fédérale n'aurait plus le choix (après l'arrivée des casques bleus) : la République de Croatie exige qu'elle se retire et lui garantisse qu'elle pourra évacuer en paix le territoire croate. Depuis un an, nous demandons à la communauté internationale d'envoyer n'importe quelle commission, n'importe quelle force sur le territoire croate pour voir sur place si les Serbes sont vraiment menacés, s'ils sont vraiment en danger, et de chercher en quoi consiste cette menace. »

Après le retrait de l'armée fédérale et la mise en place d'une force de l'ONU aux frontières de la Croatie, il ne serait pas nécessaire, pour les forces croates, de reconquérir les territoires actuellement tenus par les autonomistes serbes et l'armée, où, selon M. Susak, ne vivaient qu'une minorité de « terroristes », la grande majorité des Serbes de ces régions ayant été « forcés » de se battre.

Le ministre affirme qu'il reviendrait alors à la police croate d'intervenir « pour rétablir l'ordre ». « Dans les zones de guerre actuelles, il n'y a que 15 % de population serbe. Il y a davantage de Serbes qui vivent à Zagreb qu'en Krajina. Si l'armée se retirait, il ne resterait que de petits groupes de terroristes qui auraient le choix, soit de rester

sur place et d'avoir affaire à la police, soit de fuir avec l'armée. Parallèlement, indique M. Susak, des élections seraient organisées en Croatie - après le départ de l'armée fédérale - qui permettraient aux minorités de « choisir leurs députés ». « Et, surtout, on s'assure que les Serbes sont majoritaires, la République de Croatie leur garantirait tous les droits reconnus en Europe pour les minorités », souligne le ministre de la défense.

### Risque d'extension du conflit

Regrettant que la communauté internationale se soit montrée, depuis le début de la crise, indifférente aux risques d'extension du conflit, M. Susak estime que le danger est, aujourd'hui, immédiat. « La situation en Bosnie-Herzégovine est parfaitement claire : les Musulmans et les Croates se retiennent toujours d'entrer en guerre, mais il est sûr et certain qu'ils ne plus n'accepteront pas cette guerre d'agression de la Serbie : ils n'accepteront pas de perdre des territoires (...). La Serbie a déjà proclamé six régions autonomes serbes en Bosnie-Herzégovine. (...) Or, depuis toujours, les Nations unies et l'Europe ont été parfaitement claires, du moins jusqu'à présent : aucun changement de frontière ne sera reconnu, surtout des changements de frontières par la force, ce qui est le cas. Et la Bosnie est entièrement avec nous, et du même avis que nous. »

Et M. Susak d'enfoncer le clou : « Il faut que vous compreniez ce que le monde ne comprend pas actuellement : en Herzégovine occidentale, 98 % de la population est croate, et nous ne prétendons pas reconquérir ce ter-

ritoire, car la Croatie affirme depuis toujours respecter les frontières existantes. Je suis né en Herzégovine, et vous ne pouvez pas imaginer la pression qui y existe actuellement. Nous sommes parfaitement conscients que, sur le territoire de Bosnie-Herzégovine, il y a trois nations qui sont et seront obligées de trouver un mode de vie commun. Cela n'est possible que si la Serbie est forcée d'abandonner ses idées de conquête territoriale ; et cela pourrait être réalisé de deux façons : soit rapidement, en faisant intervenir l'ONU, soit - et, malheureusement, il ne s'agit pas d'une question de mois ou de semaines mais de jours - se délester en Bosnie-Herzégovine la même chose (car ce qui se passe en Croatie) que ce ne peut plus tolérer ce que font les Serbes. Et si cela se réalisait, il y aurait immédiatement des répercussions sur le Kosovo. Donc, ce serait la guerre. »

En cas d'aggravation de la situation, la Croatie pourrait-elle être amenée à porter la guerre en Serbie, comme l'a récemment suggéré le président (croate) de la fédération, M. Stipe Mesic ? « Non, il n'en est pas question. On ne peut pas demander quelque chose à la communauté internationale et, dans même temps, violer ses règles », assure

le ministre de la défense, qui affirme que, soumis aux pressions d'une partie de la population ainsi que de militaires croates pour porter la guerre en Serbie, le gouvernement de Zagreb estime qu'une telle initiative aurait « un effet négatif » sur la Croatie - quel qu'en puisse être le résultat militaire. Elle aurait notamment pour effet, selon M. Susak, de permettre au régime de Belgrade de mobiliser massivement la population serbe.

En revanche, si l'armée de Belgrade se retire pas de Croatie et si l'ONU n'intervient pas, les forces croates lanceraient une contre-offensive pour récupérer les territoires conquis par les militaires et les autonomistes serbes, assure M. Susak, selon qui les Croates sont en mesure de lancer des attaques sur plusieurs fronts. A cet égard, le ministre estime que les « zones de guerre » couvrent actuellement 40 % du territoire croate.

« L'armée dite fédérale mais, en fait, serbe, n'est pas en mesure de garder les territoires qu'elle a envahis. Elle peut continuer à faire ce qu'elle fait à Dubrovnik ou à Vukovar : bombarder, détruire, mais elle ne peut pas garder ces territoires. Dans la région de Dubrovnik, il y a moins de 5 % de Serbes (...). Il est vrai que les habitants des

environs de Dubrovnik se sont réfugiés dans Dubrovnik même, mais on ne peut pas nier que 95 % de la population est croate », souligne M. Susak, pour qui les régions ayant dû être évacuées par les Croates « sont des zones-tampons ou des champs de bataille d'où les civils ont fui. Mais, par exemple, le fait que les habitants (de la région) se sont repliés à Zadar (sur la côte adriatique) ne veut pas dire que ce territoire est perdu, sous prétexte qu'à l'heure actuelle il n'est pas habité ».

### « Préparés pour l'enfer »

Tout en se montrant mesuré dans ses propos, M. Susak n'en critique pas moins l'attitude européenne et, notamment, la décision des Douze de décréter un embargo sur les fournitures d'armes à la Yougoslavie, qu'il juge injuste. « Seul, la Croatie ressent les conséquences de l'embargo sur les fournitures d'armes à la Yougoslavie. Pendant quarante-cinq ans, la Croatie a payé les armes qui sont maintenant retournées contre elle. Et cette armée (fédérale, sous prétexte de protéger une population et de vouloir maintenir la Yougoslavie, emploie ces armes contre la Croatie. L'année dernière, après les élections (d'avril 1990), nous n'avions que trois mille fusils, que possédaient les policiers croates. Alors, nous avons été obligés d'emprunter (à l'armée) une partie des armes que nous avons payées pendant quarante-cinq ans. »

En ce qui concerne les besoins actuels des forces croates, le ministre cite de l'armement antiaérien et antichars, assurant que Zagreb ne recherche que des armes défensives, en aucun cas offensives. « Nous (gouvernement croate) avons le devoir d'armer la population, de résister, d'éviter un bain de sang », étant donné la guerre d'agression à laquelle nous devons faire face. Par ailleurs, la communauté internatio-

nale - dont « le langage est encore trop poli pour qu'ils (les Serbes) comprennent - rend notre position encore plus difficile en employant toujours les termes de Yougoslavie et armée fédérale : ce que les généraux interprètent à leur façon, à savoir qu'il leur est permis d'intervenir ». Or, « il n'y a plus que des Serbes » dans l'armée fédérale, dit encore M. Susak, « à part les milliers de prisonniers que les généraux ne laissent pas partir. Il y a six mille recrues croates en Serbie en ce moment, qu'on ne laisse pas partir bien qu'ils aient accompli leur service militaire. Il en est de même avec les Musulmans, les Macédoniens, qu'ils (les militaires) ne relâchent pas et que l'on peut bien appeler prisonniers ».

En outre, explique le ministre, alors que les Croates ont « montré des signes de bonne volonté en débloquant certaines casernes, comme à Rijeka », les militaires n'ont toujours pas levé le siège de Dubrovnik et de Vukovar en dépit des accords conclus. Malgré la violence des attaques de l'armée contre Vukovar, M. Susak se montre relativement confiant quant à la capacité des forces croates à défendre cette ville, dont il pense qu'elle ne tombera pas. Dubrovnik et Vukovar, dit-il, c'est l'enfer, « mais nous sommes psychologiquement préparés pour l'enfer ».

YVES HELLER

■ BULGARIE : élection présidentielle le 12 janvier 1992. - La première élection présidentielle au suffrage universel direct de l'histoire de la Bulgarie se déroulera le 12 janvier 1992, selon une décision prise, mercredi 13 novembre, par le Parlement de Sofia. Selon la loi électorale, les candidatures aux postes de président et de vice-président devront être enregistrées avant le 2 décembre. Les postulants doivent être âgés de plus de quarante ans et avoir vécu en Bulgarie durant les cinq dernières années. - (AFP)

URSS : selon M. Boris Eltsine

## M. Gorbatchev s'oppose à l'extradition de M. Erich Honecker

Le président Boris Eltsine se dit favorable à l'extradition vers l'Allemagne de l'ancien dirigeant est-allemand M. Erich Honecker, mais affirme que M. Mikhail Gorbatchev s'y oppose. « Il est sous la protection de Gorbatchev », déclare M. Boris Eltsine dans un entretien publié, jeudi 14 novembre, par l'hebdomadaire hambourgeois Die Zeit.

Le président russe ajoute que M. Honecker, qui a près de quatre-vingts ans, résiste obstinément à toutes les tentatives de Moscou pour le persuader de rentrer en

Allemagne de son plein gré. Il avait été transféré à Moscou par l'armée soviétique en mars dernier, sans le consentement des autorités allemandes.

M. Honecker « est sous la protection de Gorbatchev. Vous devez comprendre ma situation. Je peux régler de nombreux problèmes sans en référer à Gorbatchev, presque tous. Mais il y en a certains pour lesquels je ne peux prendre seul une décision. Je ne peux pas aller chercher Honecker là où il est et vous l'amener. Ce serait moi qui serais moralement condamnable. » - (Reuters)

Pour la première fois depuis vingt-quatre ans

## Un ambassadeur soviétique nommé en Israël

Alexandre Bovine, chroniqueur politique du journal Izvestia, a été nommé ambassadeur de l'URSS en Israël, a indiqué le service de presse de la présidence soviétique, le 13 novembre. D'après l'agence Interfax, Mikhail Gorbatchev a déjà signé le décret de nomination de l'ambassadeur qui sera rendu public dans quelques jours. Moscou et Tel-Aviv ont annoncé le 18 octobre la restau-

ration de leurs relations diplomatiques, plus de vingt-quatre ans après leur rupture provoquée par la guerre de six jours en 1967. M. Bovine, né à Leningrad en 1930, a été membre du comité central du PC soviétique de 1963 à 1972 avant de travailler au quotidien Izvestia. Il a toujours été un ardent défenseur du rétablissement des relations diplomatiques avec Israël. - (AFP)

Le premier tome de  
La décennie Mitterrand  
était un ouvrage de référence.  
Le second le surpasse. Il s'agit  
d'un document passionnant.  
Affaire Greenpeace, terrorisme,  
cohabitation : une lumière  
inédite sur l'exercice  
du pouvoir au quotidien.

Jean-Yves Lhomet / Libération

Collection L'Epreuve des Faits  
dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman.  
149 F

Editions du Seuil

Pierre Favier, Michel Martin-Roland

LA DÉCENNIE MITTERRAND

2. Les épreuves

سنة من الحكم

لقد في الحول

## EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : après deux jours de négociations

### Tchèques et Slovaques ne sont pas parvenus à un compromis sur l'avenir de la Fédération

BRATISLAVA  
correspondance

« Si nous voulons continuer à discuter avec les Tchèques, je vous propose que nous ne parlions pas de la souveraineté de la Slovaquie dans la présente séance. » Cet appel à la modération lancé par le premier ministre slovaque Jan Carnogursky devant le Conseil national slovaque (le Parlement de Bratislava) pourrait bien être le seul résultat concret de la rencontre de deux jours des présidents des Parlements tchèque et slovaque, les 11 et 12 novembre à Bratislava. Le Parlement slovaque a d'ailleurs rejeté mercredi pour la deuxième fois en quinze jours, la tenue d'un débat sur une déclaration de souveraineté.

Les quarante-huit heures de pourparlers, qui s'inscrivent dans une série de négociations entamées depuis plus d'un an, se sont soldées, une fois de plus, par de bien maigres avancées : les députés devaient s'accorder sur la nature juridique du traité entre les deux Républiques ébauché par le président Havel le 3 novembre dernier ; ils n'y sont pas

parvenus. C'est toujours la même impasse : les Slovaques souhaitent faire de ce texte une source de droit et préconisent un système à l'américaine. Tout changement au sein de la Fédération devrait, selon eux, faire l'objet d'une ratification au sein de chacune des Républiques. Les Tchèques, quant à eux, font valoir qu'aucun traité ne peut être adopté, ce traité fera double emploi et n'aura donc plus de raison d'être. Une façon, surtout, de garantir la suprématie des instances fédérales sur celles des Républiques.

Aussi, les protagonistes de Papiernicka envisagent-ils désormais trois solutions : un référendum sur la continuité de l'Etat commun, valable pendant cinq ans, des élections anticipées, ou bien encore le gel de cette question. Mais la tenue d'un référendum paraît maintenant hypothétique puisque le Parlement fédéral n'a pas réussi, mercredi 13 novembre, à rassembler une majorité des trois cinquièmes pour l'organisation d'une telle consultation.

Les Slovaques (hormis le VPNU, membre de la coalition gouvernementale slovaque et ouvertement fédéraliste) ne sont que peu

favorables au référendum : « Les Tchèques sont partisans d'une solution radicale, déplore Jan Carnogursky, c'est la Fédération ou rien. Je pense, poursuit-il, qu'il y a d'autres voies. C'est pourquoi nous devons continuer sur cette idée de traité en nous appliquant non pas à chercher un accord à tout prix, mais à définir le plus grand multiple commun qui permettra par la suite d'élaborer une Confédération ou une Fédération assouplie ». Mais face à la pression des revendications slovaques, une partie croissante de l'opinion tchèque commence à perdre patience et estime qu'une séparation est inévitable, voire souhaitable.

Quant aux élections anticipées, elles seraient matériellement difficiles à organiser. Et qui plus est, il n'est pas certain qu'un renvoi aux urnes avant terme contribuerait à renforcer la crédibilité d'institutions parlementaires qui n'ont pas encore eu le temps de faire la preuve de leur efficacité. Finalement, la seule solution acceptable par tous demeure la troisième : le gel jusqu'aux élections législatives de juin 1992.

CATHERINE MONROY

IRLANDE : contesté au sein de son parti et au Parlement

### M. Charles Haughey a remanié son gouvernement

Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, a profondément remanié son gouvernement, mercredi 13 novembre, pour venir à bout d'une vague de contestation au sein de son propre parti, le Fianna Fail. Mais le vote du Parlement sur le nouveau gouvernement a dû être reporté. L'un des nouveaux ministres pressentis a été accusé d'avoir entretenu des liens avec le Sinn Féin, branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

DUBLIN

de notre correspondant

Après le renvoi, la semaine dernière, de deux ministres, dont le ministre des finances, et de trois ministres d'Etat, M. Haughey a annoncé, mercredi 13 novembre, un important remaniement de son gouvernement. Mais dans la soirée, au Parlement, l'un d'entre eux a dû refuser sa nomination, et la session parlementaire a été suspendue. Le docteur James McDaid, originaire de la région frontalière de Donegal, nommé ministre de la défense, a dû faire face tout d'abord aux attaques des formations de l'opposition, qui l'accusaient d'avoir des liens avec un membre du Sinn Féin. Bien qu'il ait rejeté vigoureusement les accusations, la petite formation

des démocrates progressistes, qui participe, avec le Fianna Fail (nationaliste) de M. Haughey, au gouvernement de coalition, a menacé de voter contre sa nomination. La chute du gouvernement a été évitée par le retrait de M. McDaid et M. Haughey a nommé, pour le remplacer, M. Vincent Brady, chef du groupe parlementaire du Fianna Fail.

Après des mois d'un mécontentement agaçant, par des révélations de « scandales » financiers où les partis de l'opposition essaient, sans beaucoup de succès, d'impliquer le premier ministre, M. Haughey a fait face, la semaine dernière, à une révolte dans les rangs de la formation qu'il mène depuis douze ans. Les députés du Fianna Fail avaient déjà exigé de lui, il y a quelques semaines, qu'il prenne l'engagement de démissionner dans un avenir proche, et en tout cas avant les élections législatives prévues dans deux ans. M. Haughey a obstinément refusé, en soulignant qu'il jugerait lui-même du moment opportun de son retrait de la scène politique.

Face au refus de M. Haughey, qui, au début des années 80, après avoir survécu à trois « complots » politiques, avait déclaré, « La politique, c'est ma vie » - d'être plus précis quant à la date de son départ, un groupe de jeunes députés décida de proposer une motion de censure. Deux ministres seulement se sont associés au « putsch » : le ministre des finances, M. Albert

Reynolds, lui-même candidat à la succession de M. Haughey, avec le soutien du parti, et le ministre de l'environnement, M. Padraig Flynn. Samedi, M. Haughey, âgé de soixante-six ans, est encore une fois sorti victorieux d'une réunion des députés qui a duré quatorze heures : cinquante-cinq parlementaires ont voté contre la motion de censure et vingt-deux pour.

Les qualités politiques de M. Haughey sont légendaires, et sa position semble de nouveau solide. Ceux qui avaient fait preuve de loyauté à son égard ont été récompensés dans le remaniement qu'il a proposé. Sur quatorze ministres, seuls les anciens titulaires des affaires étrangères, de la marine, des transports et de la justice ont conservé leur poste. Le premier ministre a changé radicalement le profil du gouvernement et promu quelques « jeunes tiges ».

Parmi les nominations les plus surprises, on peut citer celle de M. Bertie Ahern aux finances. Agé de quarante ans, il n'a détenu jusqu'à présent qu'un portefeuille, celui du travail. Bien qu'il ait mis à profit ses talents de conciliateur pour jouer un rôle considérable dans les négociations récentes entre le gouvernement, le patronat et les syndicats, il manque d'expérience pour préparer, d'ici à fin janvier, le budget de 1992, ainsi qu'un nouveau plan d'austérité, jugé très urgent.

JOE MULHOLLAND

IRLANDE DU NORD

### Quatre morts dans des attentats revendiqués par l'IRA

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué trois attentats commis dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 novembre en Irlande du Nord, qui ont fait quatre morts et deux blessés graves, dont un bébé. Deux tireurs ont fait irruption dans une maison d'un quartier protestant de Belfast-Ouest. Ils ont tué deux hommes et blessé grièvement la nièce de l'un des victimes. Les corps de deux autres hommes ont été trouvés, quelques instants plus tard dans un parc d'un quartier protestant au nord de Belfast. Enfin, dans un troisième quartier protestant, un homme a été grièvement blessé par l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture. L'IRA a ajouté qu'elle a tenu, sans y parvenir, de tuer un dirigeant d'une organisation paramilitaire protestante. Cette nouvelle nuit de violence fait suite à une vague d'attaques protestantes contre des catholiques dans l'ensemble de l'Ulster.

En République d'Irlande, mardi 12 novembre, pour la première fois depuis la création de l'actuel Sinn Féin (branche politique de l'IRA), il y a vingt ans, la municipalité de Dublin a refusé de prêter à ce mouvement le bâtiment historique de Mansion House, résidence officielle du maire, pour son congrès annuel. Ce refus devrait être maintenu tant que le Sinn Féin n'aura pas condamné la campagne de violence de l'IRA. (AFP)

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

### L'argent du Pentagone ne servira pas à aider l'URSS

WASHINGTON

correspondance

« Pas d'aide américaine immédiate pour l'Union soviétique » : tel est en bref l'état d'esprit du Congrès, où les parlementaires des deux partis, dans leur majorité, se sont opposés au projet de diverter, au bénéfice de l'Union soviétique, un milliard de dollars des 291 milliards du budget de la défense. Aucun vote n'est intervenu, mais les auteurs du projet, le sénateur Nunn et le représentant Aspin, tous deux démocrates et respectivement président de la commission des forces armées du Sénat et président de la Chambre, ont renoncé mercredi 13 novembre à le présenter devant l'hostilité déclarée de leurs collègues des deux assemblées.

Ce projet aurait permis au département de la défense de financer le transport et la distribution de produits alimentaires et pharmaceutiques. Le Pentagone aurait pu aussi aider l'Union soviétique à détruire son arsenal nucléaire et à rendre à la vie civile les militaires soviétiques démobilisés. Cette assistance aurait enfin permis d'éliminer les dommages causés à l'environnement par les industries d'armement soviétiques et à aider les entreprises américaines à investir dans la reconversion des industries soviétiques de la défense.

Mais MM. Nunn et Aspin avaient sous-estimé la force du courant nationaliste teinté d'isolationnisme très

perceptible déjà dans les discussions des projets d'aide à l'étranger. Les démocrates ont toujours insisté pour que ce qu'on appelle les « dividendes de la paix » soient dépensés à l'intérieur du pays, à commencer par la reconversion des industries militaires américaines. « Préoccupons-nous en priorité de nos affaires », tel fut un des thèmes majeurs de la campagne de M. Harris Wofford, qui a gagné haut la main le 5 novembre l'élection sénatoriale de Pennsylvanie contre un adversaire républicain et ami personnel du président Bush, M. Richard Thornburgh (le Monde du 7 novembre). Les démocrates pouvaient difficilement accorder au projet d'aide

aux Soviétiques un soutien qui aurait contredit leur argument majeur contre le président Bush, accusé de trop s'occuper des affaires étrangères au détriment des problèmes intérieurs. De leur côté, les républicains, sensibles aux arguments de leurs adversaires, n'ont pas voulu soutenir un projet difficile à justifier auprès de larges secteurs de l'opinion publique. « Pourquoi devrions-nous recycler les ouvriers et les militaires soviétiques démobilisés alors que nos ouvriers des industries de la défense et nos soldats de retour d'Europe connaissent les mêmes problèmes ? » demandait un officiel.

HENRI PIERRE

### Deux agents libyens inculpés pour l'attentat de Lockerbie

Deux agents présumés des services secrets libyens devaient être inculpés jeudi 14 novembre à la suite de l'enquête sur l'attentat contre le vol 103 de la PanAm le 21 décembre 1988 au-dessus de Lockerbie (Ecosse), qui avait fait 270 morts, a-t-on appris à Washington de source gouvernementale américaine. Ces inculpations devaient être annoncées dans la journée par les autorités judiciaires américaines et écossaises, a-t-on précisé de même source. Les deux ressortissants libyens en cause sont

actuellement libres de leurs mouvements, a ajouté un responsable américain qui a requis l'anonymat.

Il s'agit des premières inculpations prononcées dans cette affaire. Citant des sources américaines et françaises, le Washington Post avait affirmé le 31 octobre que l'attentat contre l'avion de la PanAm avait été décidé à Tripoli en même temps que celui contre l'appareil de la compagnie française UTA qui a eu lieu le 19 septembre 1989 au-dessus du Sahara et qui a fait 170 morts. (Reuters, AFP)

HAÏTI

### La délégation de l'OEA est repartie sans avoir obtenu de résultats tangibles

Après quatre jours d'entretiens difficiles, la mission dépechée par l'Organisation des Etats américains à Port-au-Prince n'est pas parvenue à convaincre les autorités haïtiennes de rendre le pouvoir au président Jean-Bertrand Aristide, renversé par un coup d'Etat militaire il y a six semaines.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Quoique le Parlement ait reconnu « l'urgence nécessaire pour toutes les parties concernées de se rencontrer sous les auspices de l'OEA pour trouver une solution à la crise dans les meilleurs délais », la date et le lieu de cette rencontre, qui, selon le chef de la délégation de l'OEA, M. Augusto Ramirez Ocampo, devrait réunir des représentants du président Aristide et des présidents du Sénat, M. Déjean Bélière, et de la Chambre des députés, M. Duly Brutus, n'ont pas été fixés.

Lors d'une brève conférence de presse mercredi 13 novembre

avant le départ de la délégation pour Washington, M. Ramirez Ocampo a annoncé « l'envoi dans les plus brefs délais d'une mission humanitaire qui sera chargée d'évaluer les conséquences de l'embargo sur la population haïtienne ». Parallèlement, la commission interaméricaine des droits de l'homme viendra enquêter « sur la situation antérieure et postérieure au départ du président Aristide ».

Interrogé sur l'attitude des militaires face au processus de négociation, M. Ramirez Ocampo a déclaré que le général Raoul Cedras, commandant en chef de l'armée, s'était engagé « à respecter les décisions du pouvoir civil établi par la Constitution ».

Un engagement qui demeure ambigu dans la mesure où les militaires affirment qu'ils ont remis le pouvoir aux civils et qu'ils respectent la Constitution qui était, selon eux, violée par le

président Aristide. Rappelant que l'OEA s'était clairement prononcée pour le retour du président Aristide, M. Ramirez Ocampo a constaté l'existence « d'une fracture très profonde au sein de la société haïtienne. Lorsqu'une solution à la crise aura été trouvée, l'OEA apportera son appui dans les domaines économique, social et institutionnel, pour renforcer la démocratie haïtienne ».

« C'est l'amorce d'un dialogue, au moins les discussions vont pouvoir commencer », commentait M. Arnold Antonin, dirigeant d'une formation social-démocrate, peu après le départ de la délégation. Dans la rue, les réactions étaient plus déçues. « Vous croyez vraiment qu'ils vont accepter de laisser revenir notre président ? », interrogeait une femme qui avait dû marcher 4 kilomètres pour se rendre à son travail.

JEAN-MICHEL CAROIT

EN BREF

■ CUBA : pourparlers avec l'URSS sur le retrait d'une brigade soviétique. - L'URSS et Cuba devaient entamer jeudi 14 novembre des pourparlers sur le projet de retrait d'une brigade de l'Armée soviétique, a-t-on appris mercredi à La Havane de sources autorisées cubaines et soviétiques. Le président Fidel Castro a fait savoir qu'il n'était pas d'accord avec la proposition de retrait de la brigade de 2 800 hommes, annoncée le 11 septembre par M. Gorbatchev. Cuba s'est plaint de n'avoir pas été consulté à ce propos. (Reuters)

■ CHILI : les prisonniers politiques ont cessé leur grève de la faim. - Les quatre prisonniers politiques qui faisaient la grève de

la faim depuis quarante-cinq jours se sont rendus à l'injonction des médecins, mercredi 13 novembre, et ont recommencé à s'alimenter. Ils sont affectés par des troubles physiologiques graves et ont perdu en moyenne 25 % de leur poids.

Le gouvernement avait annoncé mardi l'envoi au Congrès d'un projet de loi, à discuter en priorité, dont l'approbation permettrait d'accélérer les procédures judiciaires (le Monde du 14 novembre). Il faut en effet que les cent quarante-cinq militants de mouvements armés d'extrême gauche, emprisonnés sous la dictature militaire, soient d'abord jugés pour pouvoir bénéficier de la grâce présidentielle. (Corresp.)

IN ELEVEN YEARS

La presse américaine parie sur

AS GOVERNOR,

le seul candidat

HE HAS TRANS-

capable d'affronter Bush.

CENDED HIS BASE.

En français, cette semaine, dans  
Courrier International.



Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL  
vous ne le lirez jamais.

INÉDIT  
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde  
Tome II  
LES MOISSONS DE LA FRANCE  
L'histoire de la France 20<sup>e</sup> siècle  
Histoires, données des 41 pays d'expression  
française. De la 1<sup>re</sup> à la 2<sup>e</sup> : les zones frontalières  
sont les plus propices à l'émigration et à l'immigration.  
L'Europe française : 25 millions d'habitants.  
L'Amérique française : 10 millions d'habitants.  
L'Afrique française : 100 millions d'habitants.  
L'Asie française : 10 millions d'habitants.  
L'Océanie française : 10 millions d'habitants.  
L'ensemble de la France 20<sup>e</sup> siècle : 250 millions d'habitants.  
France des années 1990  
MARTINOT DE PREUIL  
49560 NUEL-SUR-LAYON  
(Tome I 100 F, Tome II 140 F, France)

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT  
GUIDE  
DE VOS  
DÉMARCHES  
Tome I 100 F, Tome II 140 F, France

BERNARD DEGIOANNI  
Des vélos  
plein la tête  
LA CHINE  
N'EST PAS PRÊTE  
A  
S'ÉVEILLER !!!  
FRANCE  
EMPIRE



RIQUES

LES INES

du Pentagone  
is à aider l'URSS

Des 1700 libyens incrimés  
pour l'attentat de Lockerbie

e l'OEA est repartie  
de résultats tangibles

CHINE

CHINE

CHINE

CHINE

CHINE

CHINE

# DANS LA VIE, IL Y A TOUJOURS EU LES PREMIERS ET LES AUTRES.



Partout dans le monde, la Visa Premier,  
c'est 320 000 guichets bancaires et 80 000 distributeurs Visa.  
Retrait de 10 000 francs par semaine en monnaie locale.



Assurance, assistance médicale pour toute votre famille  
et envoi d'une carte de dépannage en 48 heures  
en cas de perte ou de vol à l'étranger.  
Accueil privilégié dans les plus grands hôtels.  
Ne soyez pas le dernier à avoir une Visa Premier.

*VISA PREMIER.*  
*SOYEZ PREMIER PARTOUT.*

هكذا في الأصل

هنا من اجل

ASIE

CORÉE DU NORD : soupçonnée d'être orientée vers la fabrication d'une bombe A

La politique nucléaire de Pyongyang pourrait déboucher sur une grave crise régionale

L'affaire nucléaire nord-coréenne se développe, alors que le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, lors d'une visite dans trois pays d'extrême-Orient, se trouve à Séoul jeudi 14 novembre. La conviction s'installe, dans les chancelleries, que Pyongyang a des choses à cacher. Ce n'est certes pas la panique de 1950 - veille de la guerre de Corée - mais une réelle inquiétude est perceptible.

Pourquoi le vieux maréchal Kim Il-sung - signataire en 1985, sous la pression, il est vrai, de ses amis chinois, du traité de non-prolifération nucléaire - a-t-il de façon répétée, ces derniers temps, refusé de laisser inspecter son territoire par des experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)? Que se passe-t-il sur le site nucléaire de Yongbyon, à une centaine de kilomètres au nord de Pyongyang?

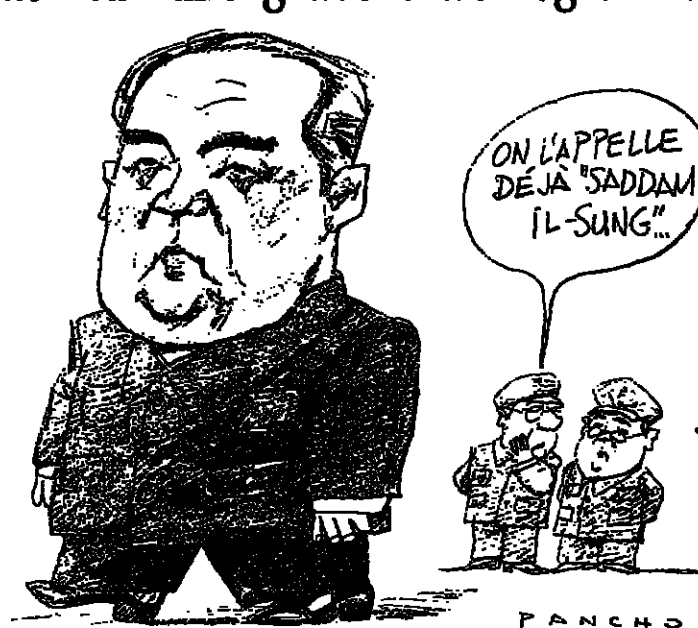
N'y conduit-on que d'innocents travaux en vue d'une utilisation pacifique de l'énergie atomique, comme l'affirme le gouvernement de la Corée du Nord? Ou bien y pousse-t-on la production de plutonium destiné à fabriquer une bombe A, comme le soupçon s'en est répandu, notamment depuis la défection de deux hauts-fonctionnaires, MM. Kim Jung-min et Ko Yong-hwan, dont le «débrièvement» a fait frissonner des agents des services secrets?

Et que recèle le site de Pakchon, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Pyongyang, récemment découvert par un satellite français? Et n'y aurait-il pas un autre lieu encore, souterrain celui-là, où se préparent des choses inavouables? Il importe, naturellement, de raison garder, tant, en ce domaine, la désinformation peut jouer à plein; mais il est vrai, également, que, selon le mot connu, on ne prête qu'aux riches...

Menace sur l'Asie orientale

Pour Pyongyang, en revanche, les choses sont simples: la Corée du Nord n'a pas la moindre velléité de mettre au point des armes nucléaires... nous n'en sommes pas capables, vient de déclarer le maréchal Kim Il-sung au directeur de la librairie japonaise Iwanami. Pyongyang refuse, dès lors, non le principe d'inspection, mais l'attitude injuste de certains gens qui... tentent de nous l'imposer de façon unilatérale. La position de Pyongyang s'explique donc, dans sa logique, par le souci d'aboutir à la seule «dénucloéarisation» conforme à cette indépendance et cette souveraineté que la capitale du Nord estime défendre au nom de la péninsule tout entière: le départ avec armes (atomiques) et bagages du protecteur du Sud, les Etats-Unis.

La situation a toute chance, cependant, de s'aggraver en raison d'un précédent irakien. Les alliés asiatiques de Washington, non seulement la Corée du Sud mais aussi le Japon, sont anxieux. Ils font observer que la faute d'appréciation commise par les services américains sur



la capacité de Bagdad à produire rapidement une arme nucléaire a bien failli conduire le Proche-Orient, et peut-être la planète, à une catastrophe. Et, interrogé-ils: peut-on faire davantage confiance au vieux potentat communiste qu'à l'indéboulonnable Saddam Hussein?

A Washington, on est très conscient qu'il y a là une affaire de crédibilité. Mais on n'est pas pour autant prêt, quelques mois après le Golfe, à repartir pour une guerre - surtout en Corée. Le Pentagone établit, dès lors, des plans de routine («contingency plans»), pouvant aller jusqu'au bombardement des sites nucléaires nord-coréens; et on les laisse savamment filtrer! Pour l'instant, cependant, c'est l'activité diplomatique qui prévaut. L'actuelle tournée de M. James Baker en Extrême-Orient est en évidence un moment privilégié.

Inquiétudes chinoises

C'est ainsi que, à Tokyo, le secrétaire d'Etat américain a évoqué une idée - d'origine soviétique, naguère reprise presque en l'état par Séoul, et que Washington, jusqu'à, avait repoussée: celle d'une «initiative multilatérale», avec la participation des principaux voisins de la Corée, le Japon, la Chine, l'URSS, ainsi, bien entendu, que les Etats-Unis. Réunis avec les deux Etats coréens, ces quatre puissances devraient, en toute priorité, faire comprendre à Pyongyang la gravité de la situation, créée par sa «course au nucléaire», présentée comme «la principale menace actuelle sur la sécurité en Asie orientale»; et, au-delà, il pourrait s'agir d'amorcer un processus de règlement de l'un des «derniers conflits hérités de la guerre froide», et en tout cas le plus susceptible, aujourd'hui, de conséquences dévastatrices pour la région. M. Kiichi Miyazawa, le nouveau premier ministre japonais, a donné son accord de principe à une telle approche - il est vrai des plus floues encore.

A Séoul, où il est arrivé mardi 12 novembre pour participer, avec la Chine et treize autres pays ou territoires de la zone au Forum de coopération économique Asie-Pacifique

(APEC), M. Baker aura tout loisir de tester, et peut-être de peser, cette idée. Il pourra faire valoir que son pays ne se paie pas de mots en cette affaire: le président Bush n'a-t-il pas annoncé, le 27 septembre, sa décision de retirer de Corée du Sud toutes les armes nucléaires de courte portée qui y sont entreposées, sur terre et à bord des navires de guerre?

L'hôte du secrétaire d'Etat, le président sud-coréen Roh Tae-woo, vient, quant à lui, de déclarer que son pays «ne possédait, ne stockait, ne déploierait et n'utiliserait pas d'armes nucléaires» - un engagement très bien reçu dans la plupart des grandes capitales mondiales, à commencer par Paris, mais que Pyongyang vient officiellement de disqualifier comme «dépourvu de signification».

A Pékin, enfin, du 15 au 17 novembre, M. Baker sondera sur le même thème ses interlocuteurs chinois. Ceux-ci sont évidemment une des clés de la situation. Principaux alliés de Pyongyang, aussi attachés que le vieux maréchal nord-coréen à l'idée d'indépendance et de souveraineté nationales, ils n'en sont pas moins très inquiets du tour pris par les événements. Ils ont fait savoir qu'ils avaient exercé des pressions sur le président Kim Il-sung lors de sa visite en Chine, en octobre, afin qu'il consente à des inspections de l'AIEA.

Eux-mêmes engagés dans une très délicate partie avec Washington sur les thèmes de l'ouverture commerciale et des droits de l'homme, ils ne peuvent que faire monter avec chaleur leur éventuel appui sur l'affaire nucléaire nord-coréenne. Or, en dépit d'une prédisposition très favorable envers la Chine, M. Bush ne peut vraisemblablement pas payer un prix élevé, tant le Congrès est, ces temps-ci, «remonté» contre Pékin.

C'est dire que la partie qui débute promet, à sa façon, d'être aussi délicate, et de plus de conséquences pour les Etats-Unis eux-mêmes, que celle récemment engagée par leurs points pour un règlement politique au Proche-Orient.

JEAN-PIERRE CLERC

CAMBODGE : la mise en place du processus de paix

Des militaires français en bleu-ONU

NEAK-LEUNG  
de notre envoyé spécial

Bérêts bleu ciel, trauils verts et véhicules blancs, trente-trois hommes de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT), ont franchi le Mékong, mercredi 13 novembre, en empruntant le ferry de Neak-Leung. Partis de Ho-Chi-Minh-Ville le matin même, ces soldats français devaient gagner Phnom-Penh nettement après la nuit tombée en roulant sur l'ancienne route coloniale n° 1, défendue, il y a déjà quarante ans, par leurs aînés de deux générations.

Avec l'arrivée de leurs treize camions et trois véhicules légers, à la rencontre desquels s'étaient rendus deux 4x4 des services radio de l'armée australienne (qui compteront jusqu'à quarante hommes au Cambodge dans le cadre de la MIPRENUC), le petit contingent militaire français (112 hommes) de la Mission préparatoire des Nations unies s'est retrouvé au complet

à Phnom-Penh. Quatre hélicoptères Puma, montés à Tan-Son-Nhut, l'aéroport de l'ancienne Saïgon, avaient gagné Pochentong, l'aéroport de Phnom-Penh, en milieu de matinée. Mardi, le général Michel Loridon était arrivé de Bangkok. Et deux avions gros porteurs, un C-130 et un C-160, avaient débarqué à Pochentong les premiers éléments français, qui appartiennent au 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie de Saïgon. Ces hommes ne sont pas armés.

Une mise en place de quatre mois

C'est pour l'instant la règle. Ils ont pour «mission originale» - la formule est du général Loridon, commandant militaire de la MIPRENUC - d'assurer la fratrie aérienne et de préparer l'arrivée des autres détachements de l'ONU. Les Français auront, au début de l'année prochaine, également la responsabilité d'une campagne sur les risques résultant des mines plantées par centaines de milliers, surtout dans l'ouest du pays. Pour l'instant, on en reste donc au tout début d'une mise en place qui s'étalera au moins sur quatre mois.

La population de Neak-Leung - pour l'essentiel, de petits commerçants cambodgiens et vietnamiens installés dans des échoppes, restaurants et cafés de fortune sur les deux rives du fleuve - a été totalement surprise. Cette halte pour voyageurs, sur le principal axe routier entre le Vietnam et le Cambodge, n'a pas vu de combats depuis douze ans. Certains ignoraient qu'un règlement avait été signé le 23 octobre à Paris.

Aucun ne savait que des forces étrangères étaient attendues dans le pays. Seul le retour de Norodom Sihanouk, jeudi, était connu d'une population qui a donc regardé avec curiosité ces militaires à la belle allure se faire photographier par un groupe consistant de journalistes.

J.-C. P.

Le retour de Sihanouk

Suite de la première page

Des milliers de fleurs artificielles ainsi que trente mille portraits du prince avaient également été répartis dans la foule placée, de façon ordonnée, sur la dizaine de kilomètres empruntés par le cortège officiel pour se rendre de l'aéroport de Pochentong au palais royal. Des dizaines de camions avaient, tôt le matin, transporté une partie de la foule sur ce chemin, tandis que les écoliers en uniforme avaient rejoint à pied les «emplacements» qui leur étaient réservés.

Le 6 janvier 1979, après avoir vécu en résidence surveillée pendant trois années, durant le «régne» des Khmers rouges, le prince Sihanouk avait été évacué de Phnom-Penh par les Chinois à la veille de la prise de la ville par les troupes vietnamiennes. C'est à bord d'un Boeing-707 d'Aix China qu'il est revenu à Phnom-Penh le 14 novembre. Son fils, le prince Norodom Ranariddh, qui est également membre du CNS, l'accompagnait.

A l'aéroport de Pochentong, le prince Sihanouk a écouté, sur une estrade, encadré par les dignitaires du régime, l'hymne de l'Etat du Cambodge. Puis il a passé en revue des détachements des trois armes et de la police, et salué les diplomates - même ceux qui ne sont pas encore accrédités - ainsi que les dirigeants de la MIPRENUC, la Mission préparatoire des Nations unies pour le Cambodge. Il s'est ensuite incliné devant un groupe de bonzes et a assisté à des danses cambodgiennes. Puis il a pris place à bord d'une Chevrolet (décapotable couleur ivoire en compagnie de M. Hun Sen, chargé de l'accompagner jusqu'à sa résidence).

«Nous le recevons en tant que président du CNS, en toute sincérité, sans arrière-pensée. Il s'agit d'une vraie réconciliation», nous a déclaré M. Chea Sim, président du Parti du peuple cambodgien, au pouvoir en effet, dans la phase actuelle de l'application du règlement de paix signé à Paris le 23 octobre, de bonnes relations se sont établies entre le prince et les autorités de Phnom-Penh qui, bien entendu, profitent de la politique de la chaise vide pratiquée par les autres factions pour occuper le terrain.

La fin d'une ère

Le retour de Norodom Sihanouk marque la fin d'une ère. D'abord, c'est la fin des relations très étroites entre Phnom-Penh et Hanoï, maintenues après le rapatriement, en septembre 1989, du gros du corps expéditionnaire vietnamien. Hanoï continuera certes de suivre de très près l'évolution de la situation chez son voisin; il en va de la sécurité du régime communiste. Mais le Vietnam a dû renoncer à bâtir une Fédération indochinoise, fondée sur des liens privilégiés entre partis communistes.

L'été dernier, au cours de la dernière phase des négociations entre factions cambodgiennes, le

gouvernement de Phnom-Penh a été plus loin, dans le domaine de concessions pourtant inévitables, que ne le souhaitaient certains conservateurs vietnamiens, qui ont encore du poids au sein du Parti communiste vietnamien. En outre, à la veille de l'accord de paix de Paris, le Parti communiste cambodgien s'est hâtivement transformé, et son héritier, le Parti du peuple cambodgien, a rompu avec le socialisme et décidé d'appuyer sans réserve le prince Sihanouk.

Ambassadeur vietnamien inamovible à Phnom-Penh depuis 1979, M. Ngo Dien - que le prince Sihanouk avait appelé un jour «mon pro-consul» - a quitté le Cambodge la veille du retour de l'ancien monarque. Certes, l'ambassade de Hanoï au Cambodge conservait une influence, notamment en raison de la présence d'une très forte communauté vietnamienne sur place (au moins trois cent mille personnes). Mais Hanoï a apparemment tiré un trait sur près de treize années de présence, au cours desquelles son corps expéditionnaire a compté jusqu'à deux cent mille hommes.

Laborieuse mise en place du CNS

La façon dont s'est organisée le retour de Sihanouk semble également confirmer les bonnes relations de travail établies entre le prince et le premier ministre de Phnom-Penh lors de leur rencontre à Djakarta, le 2 juin. Dans la soirée de ce jeudi, le gouvernement devait organiser au palais de Chamear Mon, en l'honneur du prince-président du CNS, un banquet, au cours duquel lui seront présentés fonctionnaires et officiers, jusqu'au niveau des directeurs adjoints de ministère et des colonels.

Le prince Sihanouk rendra la politesse vendredi soir au palais royal, où il recevra les principales autorités du régime en place. C'est au palais royal également, et non au siège du Conseil national suprême, que seront présentées les lettres de créance. Norodom Sihanouk a demandé au ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh, M. Hor Nam Hong, d'être à ses côtés lors de la réception des nouveaux ambassadeurs (1). En outre, le prince a déjà accepté de visiter, avant la fin du mois, les villes de Kompong-Cham et de Kompong-Speu où son accueil sera, bien entendu, organisé par des autorités provinciales nommées par Phnom-Penh.

La mise en place du CNS s'annonce, quant à elle, très lente. On ignore encore quand M. Son Sann, président du Front national de libération du Kampuchea (FNLPK, nationaliste), gagnera la capitale. L'un des deux Khmers rouges membres du CNS, M. Son Sen, est attendu le 17 novembre dans la capitale.

Le gouvernement a accepté de le loger dans une maison d'hôte, Sakol 1, située non loin du palais et à deux pas de la délégation de

l'Alliance française - ainsi que la maison d'hôte jumelle, Sakol 2, réservée au prince Norodom Ranariddh. Mais, selon M. Chea Sim, «Son Sen ne devrait pas rester longtemps à Phnom-Penh». Et le deuxième Khmer rouge du CNS, M. Khieu Samphan, n'a pas encore annoncé la date de son arrivée.

Le gouvernement de Phnom-Penh pense qu'il sera difficile de réunir les douze membres du CNS avant la fin du mois de novembre. En outre, le secrétariat de six membres de ce Conseil, dont trois nommés par Phnom-Penh, n'a pas encore été formé. Enfin, le Fonds de contribution créé pour alimenter la caisse du CNS est encore «à sec». Dans ces conditions, l'administration locale, affirme, sur le plan pratique, comme le seul interlocuteur opérationnel à court terme pour tous les étrangers qui débarquent à Phnom-Penh - à commencer par les fonctionnaires et les militaires de l'ONU.

La nouvelle situation offre néanmoins aux Khmers rouges une légitimité qui leur était niée par beaucoup auparavant. Ils reviennent légalement à Phnom-Penh même si les autorités locales affirment qu'un procès pour génocide n'est toujours pas exclu et qu'elles n'ont pas l'intention de fermer les musées qui témoignent des crimes commis, notamment le lycée-prison de Tuol-Sleng, situé en pleine ville.

«Les Khmers rouges ont un pied dans la maison, même s'ils sont contraints d'accepter la lutte politique. A long terme, cependant, le problème qu'ils posent n'est pas réglé», nous a déclaré un membre du gouvernement de Phnom-Penh. «Leur calcul, a-t-il ajouté, est double. Non seulement ils reviennent légalement, mais ils tentent sur le fait que le pouvoir use. A mon avis, ils n'envisagent pas, même s'ils le disent, une prise de pouvoir à l'occasion des élections prévues en 1993. Ils se préparent déjà pour l'étape suivante».

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Le premier ambassadeur à présenter ses lettres de créance au prince Sihanouk sera le représentant de la France, M. Philippe Coste, qui deviendra ainsi le doyen du corps diplomatique.

AFGHANISTAN : un rassemblement de l'opposition interrompu. - Des dizaines de contre-manifestants, dont beaucoup étaient armés, ont interrompu, le mercredi 13 novembre, à Kaboul, un rassemblement d'environ deux cents partisans de l'ancien roi Zahir Shah. Le gouvernement du président Najibullah, qui n'avait pas interdit la manifestation, une première depuis son accession au pouvoir en 1985, a rejeté toute responsabilité dans l'incident. - (AFP)

**Le Monde**  
NUMÉRO SPÉCIAL

**PROCHE-ORIENT : de la guerre à la paix ?**

Un numéro spécial du Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.

132 p. - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Océan Indien**

**MADAGASCAR**

**Des opposants dans le nouveau gouvernement**

Le premier ministre, M. Guy Razanamasay, a formé, mercredi 13 novembre, un nouveau gouvernement auquel a refusé de s'associer M. Albert Zafy, le chef du Comité des forces vives qui rassemble les principaux mouvements d'opposition. Ce dernier aurait décidé de ne pas participer à cette nouvelle équipe en raison du refus du président Didier Ratsiraka de renoncer au commandement suprême des armées, a-t-on appris de bonne source.

Cependant, le nouveau gouvernement comprend plusieurs membres du Mouvement pour le pouvoir prolétarien (MPP) de M. Manandry Rakotonirina, qui a été l'une des composantes du Comité des forces vives avant de s'en écarter. Leur ont été confiés les portefeuilles de la décentralisation (M. Francis Ravyony), des finances (M. Gérard Rabevohitra) et de l'instruction publique (M. Jacques Vestalys). - (AFP)

**Le Monde**  
HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque semaine, à 18 heures

## DIPLOMATIE

Avant le sommet de Maastricht

### La réunion ministérielle de Noordwijk a abouti à des rapprochements limités

M. Roland Dumas a qualifié de tout à fait « positif » les résultats du « conclave » qu'ont tenu, les 12 et 13 novembre, les ministres des affaires étrangères des Douze à Noordwijk, aux Pays-Bas, afin de rapprocher les positions en présence à quatre semaines du conseil européen de Maastricht (le Monde du 14 novembre).

NOORDWIJK (Pays-Bas)  
de notre envoyé spécial

Tout au long des deux journées du « conclave » qui réunissait à Noordwijk (Pays-Bas) les ministres des affaires étrangères des Douze, les participants ont fait état d'une ambiance constructive. « Pour la première fois, on est entré dans la phase des négociations et d'arbitrage... Personne n'osera prendre la responsabilité d'un échec. Les Britanniques, j'ai l'impression, cherchent un compromis, et cette réunion a permis quelques avancées », a commenté M. Marc Eyskens, le ministre belge.

Comme l'a observé M. Delors, on pouvait craindre que « les ministres sortent de ces deux jours avec le sentiment que l'échec était inévitable ». Indéniablement, cela ne s'est pas produit. Il reste que les rapprochements accomplis sont limités et que les points de blocage demeurent considérables.

Par ses positions toujours restrictives, le Royaume-Uni demeure le principal obstacle à un accord. Les protagonistes de ce débat essentiel pour la construction européenne en sont tellement conscients que le moindre mouvement qu'opère M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, dans le sens de la conciliation est accueilli avec reconnaissance comme une bénédiction.

Pour compréhensible qu'il soit, cet état d'esprit recèle un danger majeur : celui de voir les Douze se

contenter d'un compromis médiocre. « Il est important que Maastricht ne finisse pas au-dessous de la ligne de flottaison », a souligné le ministre français des affaires étrangères, M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou. Et M. Dumas a mis en garde contre le risque d'« édulcorer » le traité sur l'union politique.

Pour cette même raison, M. Hans Dietrich Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, nullement satisfait de la prétendue percée acquise à propos du renforcement des pouvoirs du Parlement européen, a rappelé le lien qu'avait établi son gouvernement entre la signature du traité entraînant une union économique et monétaire et l'adoption de dispositions satisfaisantes sur l'union politique.

N'est-ce pas, en effet, faire preuve d'un humour fortement teinté de cynisme que d'accepter l'idée, ainsi que l'ont fait mardi les talentueux diplomates britanniques, d'une procédure donnant des pouvoirs législatifs à l'Assemblée de Strasbourg, mais en en limitant le champ d'application à l'extrême, de manière quasiment caricaturale ?

M. Dumas, qui n'a probablement pas pour souci prioritaire l'épanouissement du Parlement européen, n'a pas dénoncé la manœuvre, ne voulant en retenir que le côté positif. Et il est vrai que face à de telles méthodes, les interlocuteurs des Britanniques, notamment les Français, ont semblé hésiter quant à l'attitude à adopter : jouer le jeu, dédramatiser,

pour faciliter la tâche à M. John Major face aux adversaires britanniques de l'intégration européenne ou bien, au contraire, montrer qu'on n'est pas dupe et qu'on ne pourra se contenter le moment venu de telles concessions de « pacotille ».

« De vieux pays belliqueux et arrogants »

Les Douze ont-ils la volonté d'unifier progressivement leurs politiques étrangères et, pour débiter, sur les terrains où leurs intérêts sont voisins, d'entreprendre des actions communes ? Le sommet de Maastricht devra le dire. Pour « ces vieux pays belliqueux et arrogants », comme les décrivait lors d'un précédent sommet un proche collaborateur du président de la République, le transfert de souveraineté qu'implique un tel choix est certainement le plus sensible qui puisse être demandé au nom de l'Europe. Bien plus assurément que celui qu'implique l'instauration d'une monnaie commune.

Et la principale évidence qui s'impose après le conclave de Noordwijk, c'est que les Anglais n'y sont toujours pas prêts, qu'ils refusent que des décisions un tant soit peu importantes puissent être prises à la majorité qualifiée, fût-elle renforcée. « Sur la politique étrangère nous n'avons pas progressé », a simplement constaté M. Delors, estimant « absurde » la proposition de compromis actuellement discutée et qui a trait aux conditions (étroitement limitées) dans lesquelles des décisions de politique étrangère pourraient être prises à la majorité qualifiée. La formule suggérée est la suivante : avant de débiter d'un sujet d'actualité pouvant nécessiter une action commune des Douze, ceux-ci commenceraient par examiner si les décisions à prendre relèvent de l'unanimité ou bien du vote majoritaire.

PHILIPPE LEMAITRE

### Le candidat de M. Major élu à la présidence du comité européen du Parti conservateur britannique

Le candidat soutenu par le premier ministre britannique, Sir Norman Fowler, a été élu, mercredi 13 novembre, à la présidence du comité européen du parti tory, ce qui représente une victoire des proeuropéens.

LONDRES

de notre correspondant

Drôle de scrutin, ponctué de scènes que des gentlemen n'auraient pas, à coup sûr, qualifiées de « convenables » : on vit même M. Norman Tebbit, ancien président du Parti conservateur et chef de file du groupe des « euro-sceptiques » (les « anti-fédéralistes »), grimper sur une table en vociférant pour réclamer des bulletins de vote.

Autour de lui, le tumulte était à son comble, chacun se bousculant pour tenter de mettre son bulletin dans l'urne, au cours des cinq minutes imparties pour le scrutin. Tous ne votèrent pas, mais certains votèrent plusieurs fois... « C'était comme au moment des soldes chez Harrods (le plus grand magasin de Londres), ils grimpaient les uns sur les autres », rapporte un des participants, M. Beaumont-Dark. Un autre observateur remarquait : « Vous pouvez voter deux fois et, si vous étiez vraiment malhonnête, six fois... ».

Le détail des résultats ne fut pas communiqué, mais on apprenait plus tard que Sir Norman Fowler, ancien ministre et proche confident du premier ministre, M. John Major, avait réussi à détrôner le titulaire du poste, M. William Cash, chef de file des « euro-sceptiques ». Vic-

toire totale puisque, outre Sir Norman, trois autres ardents supporters de la politique d'« ouverture » européenne de M. Major (par comparaison avec celle de M<sup>me</sup> Thatcher), remplacèrent des « euro-sceptiques » aux postes de vice-présidents et de secrétaire. Environ 210 députés prirent part au vote, et les partisans de Sir Norman estimèrent que celui-ci l'a emporté à trois contre un... M. Norman Tebbit a considéré que ce scrutin s'était déroulé dans des conditions « sans précédent » et sans « aucun contrôle ».

Un résultat bon à prendre

Pour M. Major, ce résultat est malgré tout bon à prendre : il signifie que sa position au sein du Parti conservateur est forte, ce qui n'est pas sans importance avant le débat européen des 20 et 21 novembre qui aura lieu à la Chambre des communes, lequel décidera pour une large part de l'attitude du premier ministre lors du sommet européen de Maastricht, début décembre.

Chacun s'attend à assister à une charge antieuropéenne de la part de M<sup>me</sup> Thatcher au cours de ce débat parlementaire. M. Major n'a cependant pas que des motifs de satisfaction : selon un sondage que publie le *Guardian*, dans son édition du 14 novembre, les Britanniques sont de plus en plus hostiles à la fois à une Europe fédérale, à l'établissement d'une monnaie unique et à l'accroissement des pouvoirs des institutions politiques européennes.

LAURENT ZECCHINI



Philippe Robert / Photo By Reuters

Comment implanter de nouvelles entreprises dans de nouveaux sites sans en faciliter l'accès ? Comment relier les nouveaux lieux de travail aux nouveaux quartiers d'habitation ? Comment améliorer l'accès à l'emploi sans développer et moderniser en priorité les transports en commun ? Dès maintenant, la qualité de notre vie en dépend, la qualité de notre ville est à ce prix.

comment

# favoriser les transports en commun ?

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun



هنا في البيت



هنا في الحب

## AFRIQUE

### MOZAMBIQUE

#### Accord entre le gouvernement et la Renamo

Le gouvernement mozambicain et la Résistance nationale du Mozambique (Renamo) ont signé, mercredi 13 novembre, à Rome, un protocole d'accord sur l'activité des partis, qui prévoit la reconnaissance du mouvement rebelle comme parti politique « aussitôt après la signature d'un accord général de Paix », a annoncé la communauté catholique San Egidio, qui abrite ces négociations. Les deux parties avaient déjà signé, il y a quelques semaines, un « Préambule ».

Le protocole d'accord insiste sur « la nécessité de garantir la réalisation d'une démocratie pluraliste » et organise le statut des partis politiques. (AFP)

### DJIBOUTI : au lendemain d'affrontements entre l'armée et des maquisards

## Le gouvernement français invite les autorités locales à « engager le dialogue avec l'opposition »

Le gouvernement français, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, a indiqué, mercredi 13 novembre, qu'il suivait « avec une extrême attention » la « dégradation » de la situation à Djibouti et a « vivement » encouragé les autorités locales à « engager le dialogue avec l'opposition » (nos dernières éditions du 14 novembre). Les autorités locales avaient décrété, quelques heures plus tôt, la « mobilisation générale de tous les citoyens » pour défendre les institutions de la République et l'intégrité territoriale, qui sont « menacées ».

Cette mesure a été annoncée alors que l'on apprenait, de sources concordantes, que des accrochages entre maquisards afars et soldats gouvernementaux avaient eu lieu, la veille, dans la région de Tadjoura, dans le nord du pays. Selon les informations recueillies par l'AFP, un soldat aurait été tué, deux autres blessés et une unité de quarante hommes serait partie manquante.

Selon d'autres informations, les troubles auraient débuté dans la nuit de lundi à mardi, avec l'attaque de la station hertzienne proche de Tadjoura par de jeunes

maquisards du Front révolutionnaire pour l'unité et la démocratie (FRUD). Des renforts de troupes auraient été acheminés par bac du port de Djibouti jusqu'à Tadjoura et une partie de l'armée, forte de 2 500 hommes, envoyée plus au nord, vers Obock.

Un violent accrochage avait déjà eu lieu, le 17 octobre, dans le district de Dikhil. L'armée en était sortie victorieuse, tuant une douzaine de rebelles du FRUD. L'attaque de Tadjoura paraît avoir été organisée en représailles à ce que certains opposants afars, considèrent comme un « massacre ».

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

#### DIMANCHE 17 NOVEMBRE

- S. 1 et 7 - 14 h 30. IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES. - M<sup>re</sup> LOUDMER.
- S. 4 - 14 h. LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. - M<sup>re</sup> BRIEST (Expo le 16-11, 11/18 h 30).
- S. 8 - Arts d'Orient. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.
- S. 9 - Tableaux Valeurs Actuelles. - M<sup>re</sup> ROGEON.
- S. 13 - Fourrures, cuirs, accessoires. - M<sup>re</sup> JUTHEAU.

#### LUNDI 18 NOVEMBRE

- S. 2 - Affiches de cirque. - M<sup>re</sup> LENORMAND, DAYEN.
- S. 4 - Extrême-Orient, M. T. Portier, expert. Tapis d'Orient, MM. D. et P. Chevalier, experts. - M<sup>re</sup> MILLON, ROBERT. (Expo le 17-11 (11/18 h, Salle 2)).
- S. 5 et 6 - 14 h 15. ART ISLAMIQUE. Tableaux orientalistes. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN, Lucien Arsache, expert. (Catalogue : poste 469).
- \*S. 11 - Tableaux, Meubles - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

#### MARDI 19 NOVEMBRE

- S. 1 - 21 h. Tableaux modernes. - M<sup>re</sup> BRIEST.
- S. 3 - Précieux objets de vitrine. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 5 et 6 - 14 h 15. Suite de la vente du 18 novembre. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN.
- S. 9 - Collection d'antiquités préhispaniques (Pérou, Equateur, Costa-Rica). - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

#### MERCREDI 20 NOVEMBRE

- S. 1 - 14 h 30. Tableaux abstraits et contemporains. - M<sup>re</sup> BRIEST.
- S. 2 - 14 h 15. Linge. Dentelles. Eventails. Poupées. Jouets. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. M<sup>re</sup> J. Daniel, expert (Catalogue, poste 469).
- S. 3 - Travaux africains. Tapis. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 4 - Colons. Estampes. Tableaux. Meubles modernes et contemporains. - M<sup>re</sup> BINOCHÉ, GODEAU.
- \*S. 5 - 20 h 30. Atelier NICOLAS ISSAIEV. ARCOLE. - (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).
- \*S. 6 - 15 h. Fourrures neuves. - M<sup>re</sup> CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13. (Essaiage de 11 h à 14 h).
- \*S. 7 - 20 h. Tabatières chinoises. - M<sup>re</sup> JUTHEAU.
- S. 10 - Estampes, dessins et tableaux modernes. Sculptures. - M<sup>re</sup> COUTURIER, de NICOLAY et M<sup>re</sup> DAUSSY, de RIQUES.
- S. 14 - Tableaux, objets d'art, mobilier ancien. ARCOLE (M<sup>re</sup> RABOURDIN, CHOPPIN de JANVY).

#### JEUDI 21 NOVEMBRE

- S. 8 - Curiosa. Autographes. Livres des 16, 17, 18, 19 et 20<sup>e</sup> siècles. - M<sup>re</sup> COUTURIER, de NICOLAY.
- S. 10 - 21 h. Montres Swatch. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.

#### VENDREDI 22 NOVEMBRE

- S. 1 et 7 - Tableaux modernes et contemporains. Art nouveau, art déco. - M<sup>re</sup> JUTHEAU.
- S. 3 - 20 h 30. Photos de sculpture 1839 - 1960. - M<sup>re</sup> WAPLER, M. Chomette et P.-M. Richard, experts (Expo. pub., le 21-11 14/18 h et le 22-11 11/18 h).
- S. 4 - Importants dessins anciens et du XIX<sup>e</sup> (Œuvres de Delacroix, Gérard, Delmas, etc.). - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 5 et 6 - 14 h 30. Importants tableaux et sculptures des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>. - M<sup>re</sup> PICARD. (Veuillez contacter Thierry Picard au 47-70-77-22).
- S. 10 - Tab., bib., mob. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.
- S. 12 - Bijoux. Argenterie. - M<sup>re</sup> BONDU.
- S. 13 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN (sans catalogue).
- S. 14 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. M. J.-P. Dillé, expert (Catalogue, poste 469).
- S. 15 - Livres anciens et modernes. Photographies. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 3, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.  
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.  
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.  
DAUSSY, de RIQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.  
JUTHEAU, 13, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (successeur de RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-81-50-91.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.  
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.  
RABOURDIN, CHOPPIN de JANVY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.  
WAPLER, 18, rue de Margnan (75008), 42-25-58-78.

#### HOTEL DROUOT (Salles 1 et 7)

#### DIMANCHE 17 NOVEMBRE à 14 h 30

IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES  
Robert DELAUNAY « les Coureurs » (1924)  
Jean DUBUFFET « la Grande Traite solitaire » (1943)  
Pablo PICASSO « Nature morte à la cafetière » (1943)  
Georges SEURAT « le Moissonneur » (1891)  
Kees VAN DONGEN « la Femme à l'algues » (1908)  
CHAGALL - ERNST - FOUITTA - LEGER - MAGNELLI  
MATISSE - RENOU - UTRILLO - VILLON - VILAMINCK  
(Expo : Salles 1 et 7, les 15 et 16-11, 11/18 h et le 17-11, 11/12 h.)

GUY LOUDMER  
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

L'ancien Territoire français des Afars et des Issas a beau s'appeler Djibouti depuis la proclamation de l'indépendance, en juin 1977, la dualité entre les deux principales communautés ethniques ne s'en est pas pour autant évanouie d'un coup de baguette magique. En décembre 1977, quelques mois après l'élection du président Hassan Gouled Aptidon - d'origine Mamasan, sous-clan issa - un attentat à la bombe perpétré contre Le Palmier en juin, un café en plein cœur de Djibouti, fut officiellement revendiqué par des éléments afars.

Durant ces quatorze dernières années, d'autres manifestations de mauvaise humeur suivront, souvent plus pacifiques et moins spectaculaires, égrenant la rancœur grandissante d'une communauté qui s'estime écartée du pouvoir. Ses membres représenteraient pourtant, selon des estimations officielles, environ 40 % des quelque 450 000 habitants de la minuscule République. Jusqu'à présent, le gouvernement - au sein duquel figurent plusieurs ministres afars - semble ne pas vouloir faire grand cas de cette colère rampante.

« A la moindre manifestation de mécontentement, les Afars ont tou-

jours fait l'objet de répressions de toutes sortes, victimes de torture et de séquestration illégale », écrit, en mars 1991, un militant d'un groupe d'opposition clandestin, l'Action pour la révision de l'ordre à Djibouti (AROD). Si l'on en croit le récent rapport d'Amnesty International, ces accusations sont parfaitement fondées.

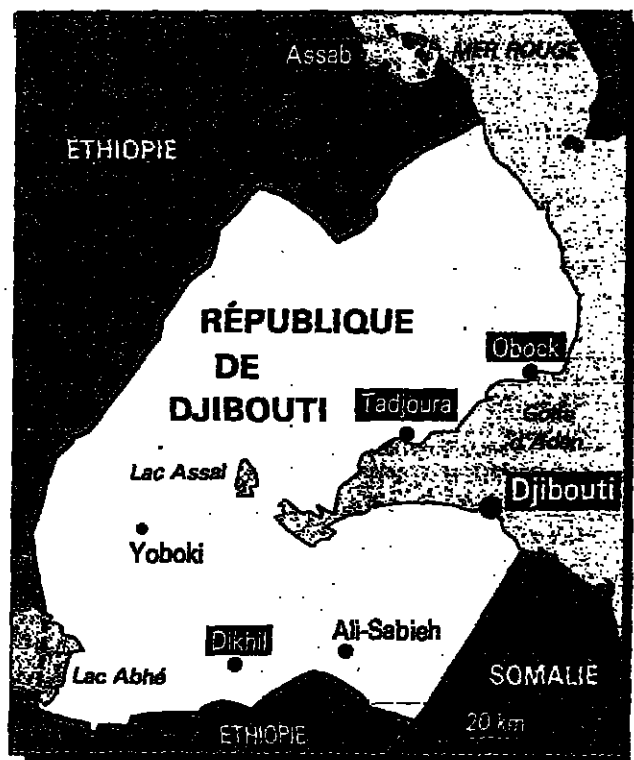
Selon l'organisation humanitaire, près de trois cents personnes, arrêtées à l'occasion de rafles, ont été torturées entre 1990 et 1991 (le Monde du 7 novembre). Malgré le démenti du ministère de la justice, le soupçon - pour le moins - est jeté. Djibouti, réputée pour son calme et sa stabilité, fait son entrée parmi les pays africains affligés de régimes « autoritaires », selon l'expression consacrée.

Sans doute encouragés par le vent de démocratisation qui souffle sur l'Afrique depuis bientôt deux ans, d'autres groupuscules clandestins se sont créés dès les premiers mois de 1991. L'arrestation de M. Ali Aref Bourhan, ancien président du conseil, considéré comme une figure de la contestation afar, n'est sans doute pas étrangère à ce regain. Soupçonné d'avoir commandité un complot contre le régime, M. Ali Aref, emprisonné depuis la mi-janvier, attend toujours de passer en jugement.

#### Traffic d'armes

Outre l'AROD, on parle aussi d'un Front de résistance des patriotes djiboutiens (FRPD), qui disposerait d'un bureau à Mogadiscio, capitale de la Somalie voisine. En Ethiopie, les « milices afars » de la région d'Assab se vantent de bloquer la route qui mène au port de la mer Rouge, situé en zone érythréenne, à Addis-Abeba. Depuis la chute des régimes somaliens et éthiopiens, la Corne de l'Afrique est en pleine tourmente. La minuscule République de Djibouti n'est plus bordée par des États, mais par des mouvements de guérilla, à base tribale, dont les « combattants » versent volontiers dans le banditisme.

Traditionnellement florissants, les trafics en tout genre - celui des armes, notamment - ont vraisemblablement bénéficié de ce climat de



semi-anarchie. Il n'est pas improbable que les rebelles du Front révolutionnaire pour l'unité et la démocratie (FRUD), apparemment impliqués dans les troubles de Tadjoura, aient ainsi pu « profiter » d'une partie des armes et des munitions que les « réfugiés » éthiopiens - civils et militaires mêlés - ont laissés derrière eux fin mai, lorsqu'ils ont traversé Djibouti (le Monde du 3 juillet). Le FRUD, qui serait fort, dit-on, de plusieurs milliers d'hommes, aura-t-il les moyens de tenir tête à l'armée gouvernementale ? On le saura sans doute dans les jours à venir.

Les objectifs politiques de cette rébellion afar demeurent encore assez obscurs. Si les nombreux tracts ou pamphlets adressés au président Gouled font passer la menace d'une « guerre civile » (dont le régime est, d'avance, tenu pour responsable), aucun n'appelle, explicitement, au renversement du chef de l'État : on

vilipende le régime, mais non son « père ».

De même, on différencie mal les différents mouvements d'opposition afars. Trois d'entre eux ont, semble-t-il, fusionné pour former le FRUD, sans que l'on sache très bien ce qui, avant, les séparait. Et si le mot « démocratie » revient comme un leitmotiv, en revanche, le « multipartisme » ne semble pas faire partie des revendications les plus urgentes de ces soldats de l'ombre.

An reste, le président Gouled n'y est pas formellement hostile. « Si nos populations deviennent favorables à la création du multipartisme, nous n'y serions pas opposés », nous avait indiqué le chef de l'État lors d'un entretien, fin juin. « Mais attendons d'abord que la paix soit rétablie dans la région », ajoutait-il. Les quatre mois qui se sont écoulés n'ont guère donné de signe en ce sens...

CATHERINE SIMON

## PROCHE-ORIENT

### M. Arafat affirme que des pays du Golfe financent les intégristes palestiniens

M. Yasser Arafat a accusé mercredi 13 novembre, dans un entretien publié par l'hebdomadaire égyptien *El Moustafaw*, « certains pays arabes du Golfe », qu'il n'a pas nommés, de financer les intégristes palestiniens des territoires occupés dans le but de « contrôler l'OLP ». Il a ajouté que des « fonds sont toujours versés par certains pays arabes dans le but de provoquer un changement à la tête de la direction de l'OLP », sans donner d'autres précisions.

Interrogé en outre sur l'état actuel des relations entre l'OLP et les monarchies du Golfe, il a estimé « difficile d'imaginer une amélioration des relations avec le Koweït, car ce qui a été commis contre le peuple palestinien par ce pays est pire que ce qui a été commis par Israël contre les Palestiniens dans les territoires occupés ». « Deux mille cinq cents Palestiniens ont été tués au Koweït et 12 000 autres y ont été détenus », a indiqué M. Arafat, ajoutant qu'il serait difficile pour le peuple palestinien d'oublier cela. D'autre part, l'agence d'information offi-

cielle saoudienne a démenti les informations selon lesquelles l'Arabie saoudite aurait repris l'aide financière qu'elle accordait à l'OLP avant le début de la crise du Golfe. Selon ces informations, Ryad a versé en septembre près de 9 millions de dollars à l'OLP et en octobre une nouvelle aide de près de 3 millions de dollars. Selon l'agence saoudienne, il ne s'agirait que de « l'aide financière aux Palestiniens eux-mêmes, une assistance qui n'a jamais été interrompue ».

M. Arafat a par ailleurs affirmé qu'il acceptait « l'autonomie comme solution transitoire », à la condition que « les troupes israéliennes se retirent des territoires occupés ». A Jérusalem, M. Ariel Sharon, le ministre du logement, a appelé à l'annexion par Israël des régions de Cisjordanie « qui sont peuplées de juifs, s'il est décidé de mettre en œuvre le plan d'autonomie de 1978 qui était en fait destiné à permettre à l'Égypte de signer l'accord de paix avec Israël ». (AFP)

### IRAK

### M. Saddam Hussein a nommé un de ses demi-frères ministre de l'Intérieur

Le président irakien Saddam Hussein a nommé mercredi 13 novembre l'un de ses demi-frères, M. Wabban Ibrahim El Hassan, au poste de ministre de l'Intérieur en remplacement de M. Ali Hassan El Majid, devenu ministre de la Défense. M. Wabban Ibrahim El Hassan qui, selon l'agence irakienne INA, occupait les fonctions de gouverneur de la province de Salah el-Dine, au nord de Bagdad, était pendant la crise du Golfe à la tête du service de renseignement chargé de la protection personnelle du président.

Selon des informations non officiellement confirmées, une série d'attentats qui auraient visé ces derniers mois le chef de l'État irakien avaient été déjoués à la dernière minute grâce à la vigilance des collaborateurs de M. Hassan, dont les hommes constituent la garde personnelle de M. Saddam Hussein. Le frère de M. Hassan, M. Sabahou Ibrahim El Hassan, également demi-frère du président, avait dirigé, selon ces mêmes informations, le bureau de renseignement civil et militaire irakien au cours de l'occupation de Koweït. (AFP)



# POLITIQUE

Le débat sur les réformes institutionnelles

## Le gouvernement retire le projet de loi modifiant le Conseil supérieur de la magistrature

Après l'annonce par M. Mitterrand, au cours de son entretien télévisé du 10 novembre, d'une réforme constitutionnelle portant notamment sur le Conseil supérieur de la magistrature, le gouvernement a retiré de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, mercredi 13 novembre, le projet de loi organique modifiant la composition et les pouvoirs du CSM qui devait être examiné par les députés les 21 et 22 novembre.

Souvent débattu, toujours repoussé, la réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature, est, depuis 1981, l'un des leitmotivs de tout débat sur l'indépendance de la justice. Les textes confèrent en effet au président de la République des pouvoirs très étendus : c'est celui-ci qui préside le CSM et qui nomme les neuf membres de cet institution chargée notamment des procédures disciplinaires des magistrats du siège et de la nomination des hauts magistrats. Situation souvent jugée paradoxale : depuis sa création en 1958, le CSM, qui est l'un des principaux outils de l'indépendance des magistrats, est en prise directe avec le pouvoir exécutif.

En 1981, le candidat Mitterrand avait promis, dans ses « cent dix propositions », que l'indépendance des magistrats serait « assurée par une réforme du Conseil supérieur de la magistrature ». La formule était vague et le dessin fut rapidement abandonné : de 1981 à 1986, malgré quelques tentatives avortées, aucune réforme ne vit le jour. Le débat reprit donc de plus belle lors du retour des socialistes au pouvoir, en 1988. Après maintes tergiversations, le garde des sceaux de l'époque, M. Pierre Arpaillange, annonça en octobre 1989, par la voix de son directeur de cabinet, M. Lenoir, qu'une réforme du Conseil supérieur de la magistrature serait soumise au conseil des ministres au printemps 1990. Deux voies étaient alors possibles : celle, ambitieuse, de la révision constitutionnelle - la composition du CSM est inscrite dans la Constitution - et celle, plus modeste, de la voie organique.

Tous ceux qui venaient depuis des années d'une réforme de grande ampleur se prirent alors à espérer. Le monde judiciaire était en crise, l'intersyndicale regroupant l'ensemble des professions de justice réclamait une réforme du CSM, et les magistrats, fait rarissime, venaient de se mettre en grève. Le discours de M. François Mitterrand devant la Cour de cassation, le 30 novembre

1990, mit fin à leurs illusions. Ce jour-là, alors que les magistrats manifestaient place Dauphine, le président écartait la « grande » réforme tant attendue : « Faut-il recourir [pour assurer l'indépendance de la magistrature] au grand appareil d'une révision constitutionnelle ? Certains le souhaitent, qui voudraient rompre tout lien avec le chef de l'Etat... Mais alors, je vous le demande, qui serait le garant de votre indépendance dans notre République ? Les organisations professionnelles et syndicales ? La corporation ? Sous le prétexte de protéger les magistrats contre les abus éventuels du pouvoir politique, toujours soumis au contrôle du Parlement et de l'opinion publique, on instaurerait l'emprise, sur la magistrature, des pouvoirs irresponsables. »

Depuis, le discours de la chancellerie n'a pas varié d'un pouce. Ces derniers mois, la réforme constitutionnelle était jugée « politiquement risquée », et porteur, disait-on, de « menaces corporatistes ». La lourde procédure de la révision constitutionnelle était donc écartée au profit d'une solution plus souple, mais aussi plus limitée : la réforme de la loi organique. Le projet présenté par M. Nallet prévoyait une légère modification de la nomination des membres du CSM, et le suivi obligatoire des avis sur les nominations de magistrats par le ministère de la justice (le Monde du 23 mars 1991). Déçu par les projets de la chancellerie, le syndicat de la magistrature (SM, gauche) décidait, au printemps dernier, de ne plus participer aux discussions préparatoires conduites Place Vendôme. L'avant-projet, selon le SM, ne « remettait en cause ni la dépendance organique du Parquet à l'égard du pouvoir exécutif, ni l'organisation pyramidale et fortement hiérarchisée du corps judiciaire ». L'opposition se méfiait à ce concert de critiques en mai dernier : lors de la septième convention de ses états généraux, les responsables de l'UDF et du RPR proposaient une réforme totale du Conseil supérieur de la magistrature (le Monde du 24 mai 1991).

L'annonce du président de la République sur la réforme du CSM vient donc de mettre à bas l'édifice mis en place par la Place Vendôme : le projet de loi réformant le CSM, a été retiré, mercredi 13 novembre, de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Les syndicats de magistrats s'en félicitent : M. Béatrice Patrie, secrétaire générale du syndicat de la magistrature, estime que les propos de M. Mitterrand « créent une ouverture politique qui n'existait pas jusqu'ici » et M. Claude Pernollet, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), se réjouit de cette annonce qu'il juge cependant « vague et tardive ». Tous attendent les projets de la chancellerie, qui reste pour le moment silencieuse.

ANNE CHEMIN

## Partie de billard à l'Assemblée

M. Jacques Chirac pensait atteindre M. François Mitterrand à travers sa question à M. Edith Cresson. M. Cresson voulait blesser M. Chirac en évoquant, dans sa réponse, M. Raymond Barre. Et finalement, M. Barre a réglé ses comptes avec M. Chirac.

C'est bien une partie de billard inattendue qui s'est jouée, mercredi 13 novembre, à l'Assemblée nationale. Elle a débuté dans la plus grande orthodoxie parlementaire : un ancien premier ministre interpelle l'actuel sur l'intervention du président de la République et ses propositions de réforme institutionnelles. « Plutôt que de parler de grandes réformes », déclare M. Chirac, demandons-nous si le président de la République et le premier ministre ont bien l'intention de rendre son sérieux à notre démocratie. « Ou allons-nous assister à la poursuite de la dérive monarchique et autoritaire qui aura caractérisé la période socialiste ? », ajoute-t-il en dénonçant l'usage « systématique » par le gouvernement des moyens de contrainte qui privent « la représentation nationale de toute responsabilité, de toute dignité ».

La séance se poursuit, toujours dans le respect des règles classiques, par une réponse de M. Cresson, qui raille d'abord la dévotion tardive de la famille gaulliste contre la Constitution de 1958 et l'un de ses articles-clés, le 49-3. Qui, ensuite, répond pourcentage aux chiffres avancés par M. Chirac et qui, enfin, se permet de rappeler que, lorsque M. Barre était premier ministre et que le RPR était « en principe allié du pouvoir », il avait dû, en 1979 et en 1980,

« s'y reprendre à quatre reprises pour faire voter son budget » et, précise M. Cresson, « l'on pouvait se demander s'il n'y avait pas, à l'intérieur même de la majorité, une volonté de renverser le gouvernement ».

Au banc des ministres, MM. Jean-Pierre Soisson et Bruno Durieux, tous deux proches de M. Barre, couvent des yeux le député du Rhône, attentifs à sa réaction. Celui-ci tient sa revanche. Non content de hocher la tête aux propos de M. Cresson, il s'annule à pointer un doigt accusateur en direction des députés RPR et ponctue chaque mot de M. Cresson d'une sonore approbation. « Exactement, exactement », entend-on répéter avec ravissement tandis que M. Chirac rougit de ce mauvais coup.

### Petite victoire pour M. Cresson

M. Cresson peut savourer sa petite victoire, son gouvernement n'est pas quitte pour autant des propos présidentiels. Tour à tour, un député communiste, M. Jacques Brunhes, et un député centriste, M. Jean-Jacques Hyeat, vont revenir à la charge. M. Hyeat vise juste en s'indignant « des propos désobligeants et méprisants tenus par le président de la République au sujet du Parlement ». Il annonce un projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature en ignorant apparemment que l'Assemblée était saisie, la semaine précédente, d'un texte sur ce sujet (lire ci-contre l'article d'Anne Chemin) et qui veut « saisir le garde des sceaux de la question des peines incompressibles

alors que, depuis deux ans, le Parlement travaille à la rédaction d'un nouveau code pénal et que, justement, les deux Assemblées étaient parvenues, sur ce point, à des solutions appropriées et justes ».

« Allez-vous vous engager à tenir le président de la République informé des travaux de notre Assemblée ? », a lancé, acide, le député centriste au ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Popere. Celui-ci n'était pas en position très facile, partagé entre le respect dû à un député assidu et la nécessité de défendre les positions du président et du gouvernement. « Je comprends que vous soyez mal à l'aise depuis trois jours », a lancé M. Popere, plus à l'adresse de l'opposition bruyante que de son interlocuteur. « Vous avez reçu un coup, encaissez ! »

PASCALE ROBERT-DIARD

M. Cresson gagne quatre points, M. Mitterrand en perd trois. Selon un sondage de l'Institut Louis Harris publié dans l'Express du 14 novembre, 32 % des personnes interrogées (au lieu de 28 % le mois précédent) approuvent l'action de M. Edith Cresson. 52 % la désapprouvent, au lieu de 57 % en octobre. L'action de M. François Mitterrand est approuvée par 39 %, au lieu de 42 % en octobre. Il s'agit du plus mauvais résultat enregistré par le président de la République depuis la création du baromètre de l'Express, en janvier 1989. Cette enquête a été réalisée les 4 et 5 novembre auprès d'un échantillon de 1 006 personnes.

## Les socialistes prennent leur temps pour élaborer un mode de scrutin « mixte »

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 13 novembre, a convoqué pour le 19 novembre le groupe de travail chargé d'élaborer une proposition de mode de scrutin « mixte » (majoritaire et proportionnel) pour les élections législatives. M. André Billardon, fabusien, numéro deux du parti, a déclaré, d'autre part, que l'intervention du président de la République, le 10 novembre, « permet aux socialistes de repasser à l'offensive ». « La droite s'est vue piégée, a-t-il expliqué. Il n'y a qu'à

constater son trouble et son embarras à déterminer une position collective ».

Les dirigeants du PS ont évoqué, aussi, les relations avec les Verts, après l'assemblée générale du mouvement écologiste à Saint-Brieuc. MM. Henri Emmanuelli, jospiniste, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et Gérard Fuchs, rocardien, membre du secrétariat national, se sont prononcés pour un débat de fond avec les Verts, qui ne soit pas limité à l'aspect électoral. M. Emmanuelli a exprimé

enfin, à titre personnel, ses réserves sur la façon dont M. Bernard Tapie entend organiser la majorité pour les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en reprochant, notamment, au député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône de vouloir imposer ses vues dans la composition des listes dans le Var et le Vaucluse.

Tous ceux qui venaient depuis des années d'une réforme de grande ampleur se prirent alors à espérer. Le monde judiciaire était en crise, l'intersyndicale regroupant l'ensemble des professions de justice réclamait une réforme du CSM, et les magistrats, fait rarissime, venaient de se mettre en grève. Le discours de M. François Mitterrand devant la Cour de cassation, le 30 novembre

## Devant les partisans de l'amendement « Refondation » M. Chevènement accuse M. Mauroy de « porter en bière le parti d'Épinay »

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense, a réuni, mercredi 13 novembre, à Paris, les partisans de l'amendement « Refondation » au projet de texte doctrinal dont les militants socialistes discutent, actuellement, en vue du congrès extraordinaire du mois prochain. Cet amendement a été considéré, d'ailleurs, par le secrétariat national du PS, comme un contre-projet, dont il juge le vote incompatible avec celui du document adopté par le comité directeur le 12 octobre dernier.

### « La SFIO-tisation accélérée »

Instruction a été donnée aux fédérations de compter les partisans de cet amendement comme votant contre le « projet ». M. Pierre Mauroy et les principaux courants du PS veulent ainsi contraindre les membres du courant Socialisme et République, divisé depuis la guerre du Golfe, à choisir entre leur participation à la synthèse d'après le congrès de Rennes - avec les garanties que cela leur apporte pour les candidatures aux élections à venir - et la marginalisation.

Aussi M. Chevènement a-t-il dirigé ses attaques, devant quelque cinq cents personnes, contre

M. Mauroy, qu'il a accusé d'avoir « entrepris de porter en bière le parti d'Épinay ». Pour l'ancien ministre, « si le PS n'existait pas, on ne s'en apercevrait pas ». Le maire de Belfort, qui avait adhéré à la SFIO, ancêtre du PS, au début des années 60, a dénoncé « la « SFIO-tisation » accélérée du PS ». « M. Mauroy, a-t-il continué, a ouvert dès 1988 l'ère de l'après-Mitterrand. Il avait déjà péché au congrès de Metz (en 1979). Il s'est racheté depuis. Il a péché à nouveau le 11 mai [1988]. Au congrès de Rennes, il s'est tenu à carreau, effectuant un tango chahuté pour rester à son poste. M. Mauroy passe son temps à essayer de faire oublier son crime de lèse-majesté ».

Au sujet de M. François Mitterrand, cependant, M. Chevènement a déclaré que « le président rappelle qu'il est maître du jeu et prend l'opposition à son piège ». « C'est bien joué, a-t-il commenté, mais pour quoi faire ? » Pour l'ancien ministre, il faut distinguer « le discours en direction des écologistes » et la « réalité » de la stratégie suivie, qui est « l'alliance au centre avec l'UDF et l'utilisation de Le Pen comme discriminant, ce qui ne peut, en réalité, que le servir ». Il a appelé les militants socialistes à « résister » pour « sauver et refonder la gauche ».

### SPECIAL MONTAND

rappelle-toi Barbara...

Les combats, les passions, les contradictions et les secrets de la dernière star engagée

## L'EVENEMENT

#### DOSSIER

Portunisme, lobbies, ultra-féminisme, corporatismes, sectarisme sexuel, affronté à la vie privée...

#### LA DICTATURE DES MINORITES

L'exemple américain guette-t-il la France ?

#### LA FRANCE MASO

Nos têtes sont encore plus malades que le pays. Enquête

#### LE MYSTERE MAXWELL

Suicide, meurtre ou mort naturelle... Agent du Mossad ou du KGB ?

## 550F\*

UNE VOITURE ET JUSQU'À 5 PERSONNES

### L'Angleterre n'a plus le sens des valeurs !



\*ALLER SIMPLE OU ALLER-RETOUR 72 H MAXI SUR PLACE 550 F  
ALLER-RETOUR 5 JOURS MAXI SUR PLACE 850 F  
ALLER-RETOUR LONGUE DURÉE 1100 F

CALAIS-DOUVRES JUSQU'AU 31/03/92  
BOULOGNE-FOLKESTONE JUSQU'AU 31/12/91

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT

**SEALINK**  
jamais les traversées n'auront paru si courtes.

On y prend goût

## NOUVELLES FRONTIÈRES

Le héros du guerrier, devant un cappuccino discussion fortissimo en terrasse sur la place seul hic : je ne sais pas l'italien... alors on parle avec les maîtres !

### ROME 990 F

VOI ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES  
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

هذا من احوال

## POLITIQUE

Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale

## Les incertitudes internationales « interdisent d'amputer notre dispositif de défense », déclare M. Joxe

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a demandé, jeudi 14 novembre, la réserve du vote sur les crédits de son département. D'un montant de 195,4 milliards de francs (hors pensions militaires), ce budget augmente de 0,5 %, soit une hausse inférieure à l'évolution du coût de la vie. La régression, en francs constants, des crédits militaires est une des conséquences de la situation internationale. Toutefois, pendant le débat, M. Joxe a annoncé que les armées bénéficieraient, en 1991, de 4,8 milliards de francs supplémentaires pour supporter le coût des opérations extérieures menées cette année, notamment au Koweït.

C'est inévitable : on ne peut à la fois satisfaire ceux qui, croyant en une paix durable, veulent au plus vite en toucher les dividendes et ceux qui, méfiant, continuent de plaider en faveur d'un effort budgétaire accru. En écoutant les neuf rapports présentés sur le budget de son département, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a donc essayé tout à tour les critiques des uns et des autres. Seul le rapporteur de la commission des finances, M. François Hollande (PS, Corrèze), a jugé que le projet de budget se situait sur « une voie

modérée », en soulignant que la réduction des dépenses militaires était, en France, « plus tardive et plus prudente » qu'aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne. L'effort de défense représente aujourd'hui 3,4 % du produit intérieur brut marchand (PIBM). Il tombera à 3,26 % en 1992, pour être stabilisé ensuite à 3,1 % en 1997. Dans la même période, les effectifs de l'armée de terre devraient passer de 280 000 à 225 000 (le Monde du 14 novembre). Dès 1992, 2 200 postes de militaires d'active et 17 000 postes d'appelés seront supprimés. Il s'agit là d'une première étape dans ce que les spécialistes appellent « la réduction du format » de l'armée et non d'une évolution vers l'armée de métier, car, en répondant par avance à M. François Hollande (RPR, Sarthe), que l'on sait favorable à la constitution progressive d'une armée professionnelle, M. Hollande a estimé que celle-ci coûterait de 10 à 20 milliards de francs supplémentaires.

Dans ce contexte plutôt défavorable aux militaires, quelques secteurs s'en tirent tout de même fort bien : la gendarmerie, avec un million d'emplois supplémentaires – et la création, accordée en séance par M. Joxe à M. Georges Lemoine (PS, Eure-et-Loir), d'un grade d'inspecteur général à cinq étoiles, et la réduction de la durée des fins de renseignements : c'est là l'un des enseignements de la guerre du Golfe.

M. Boucheron : *aggiornamento*

En revanche, l'armée de l'air ne pourra pas commander un seul avion de combat en 1992. « Le gouvernement pratique un pilotage à vue dangereux », a estimé l'un des rapporteurs, M. Jean Briaud (UDC, Aveyron). La marine sera contrainte d'étaler ses programmes d'équipement et, le secrétaire d'État à la défense, M. Jacques Mellick, l'a confirmé dans le débat, le huitième sous-marin nucléaire d'attaque ne sera pas construit. « Le projet de budget ne répond pas aux besoins des forces armées », a encore ajouté M. Jean-Guy Branger (app. UDF, Charente-Maritime), en s'inquiétant des conséquences économiques et sociales de cette situation pour l'industrie de l'armement. Mais, de tous les rapporteurs, seul M. Jean Gaté, ancien secrétaire d'État à la défense, député socialiste de Valenciennes et adjoint au maire d'Orangé, se verra, séchement, attribuer un « prix citoyen » par le ministre, pour avoir critiqué l'absence de perspectives claires et « la gestion à court terme » des personnels.

Prenant délibérément ses distances avec les chancelleries habituelles des débats budgétaires, le président de la commission de la défense nationale et des forces armées, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine), a préféré dessiner l'enjeu de la fin de ce siècle, qui ne serait rien d'autre que « la transformation radicale de notre outil de défense et l'aggiornamento de notre doctrine militaire ».

G. P.

Suppléant de M. Bruno Durieux

## Jacques Houssin, député du Nord, est décédé

M. Jacques Houssin, député (non-inscrit) du Nord, suppléant de M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, est décédé d'une crise cardiaque, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 novembre, au Canada.

Sa disparition devrait entraîner une élection législative partielle dans la quatrième circonscription du Nord.

[Né le 27 juillet 1928 à La Bassée (Nord), Jacques Houssin, agissant en tant que suppléant de M. Bruno Durieux, était maire (NPR) de Verlinghem, une commune de la banlieue lilloise, depuis 1971 et conseiller général, dans le canton de Quevaucourt-sur-Deûle, depuis 1978. Candidat battu aux élections légis-

latives de 1986 sur la liste du RPR, M. Houssin avait été élu, en juin 1988, en qualité de suppléant de M. Bruno Durieux (CDS) dans la quatrième circonscription du Nord. Il était entré à l'Assemblée nationale après la nomination de M. Durieux au ministère de la santé dans le gouvernement de M. Michel Rocard, en octobre 1990. Militant du RPR, Jacques Houssin avait décidé de ne pas rejoindre ce groupe à l'Assemblée nationale et s'était rangé dans les rangs des non-inscrits. Il avait voté la motion de censure déposée par les trois groupes de l'opposition sur la contribution sociale généralisée (CSG), en novembre 1990, alors que, pour la première fois, le gouvernement était menacé par la conjonction des votes favorables à la censure des groupes RPR, UDF, UDC et PCF.]

DÉTAILED NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde



Depuis le dernier budget, a-t-il fait remarquer, « il est intervenu rien moins qu'une guerre, la disparition de deux empires – l'empire soviétique et l'empire américain – et l'implosion de l'empire intérieur – une guerre civile en Europe, un processus de désarmement nucléaire, la disparition d'un pacte d'alliance militaire, le début de la refonte de l'Alliance atlantique, l'enclenchement de la balkanisation de l'URSS d'abord, puis la Russie ensuite, l'unité de l'Allemagne et enfin l'émergence d'une seule superpuissance militaire et politique mondiale : l'Amérique (...). Il est peu de dire que la menace et les risques ont changé de nature ».

« C'est franchement terrible d'être conservateur », a lancé M. Jacques Rimbault (PC, Cher) au président de la commission, avant de plaider pour une substantielle réduction des crédits militaires. En présentant son plan pour un passage à l'armée de métier, comme il l'avait fait lors du débat sur la réduction à dix mois du service national (le Monde du 4 octobre), M. Fillon a expliqué qu'il fallait rompre avec cette tradition qui fait que, « depuis des décennies, notre conscience nationale est marquée par l'ardente obligation de la défense aux frontières », comme en témoigne l'existence d'« une armée de terre composée à plus de 60 % de conscrits, utilisables pour la seule défense des abords du Rhin ». L'ancien président de la commission de la défense, du temps de la cohabitation, plaide en revanche pour « un outil militaire rénové, apte à intervenir plus vite, et surtout plus loin ».

Pour M. Arthur Paeht (UDF, Var), cet outil passe par « une alliance européenne intégrée » à laquelle la France abandonnerait

une part de son autonomie de décision. « Laissons les évolutions géopolitiques se dessiner plus nettement, laissons les discussions internationales en cours progresser, laissons le temps aux Français de changer de majorité », a-t-il conclu, avant de suggérer au ministre de la défense de remettre à plus tard le projet de loi de programmation militaire, prévu pour la prochaine session de printemps.

Évoquant à son tour les incertitudes qui pèsent sur la scène internationale, le ministre de la défense a jugé que celles-ci « interdisent d'amputer notre dispositif de telle ou telle composante principale », mais qu'elles « réclament une adaptation considérable de nos armées, pour les préparer à réagir à une gamme de scénarios beaucoup plus étendue que par le passé ». « Le budget de 1992 marque le point de départ du processus d'adaptation de notre dispositif de défense au nouveau contexte géopolitique », a assuré M. Joxe, en esquissant devant les députés le contenu de la future loi de programmation militaire (diminution des effectifs, nouvelle organisation opérationnelle, modernisation des équipements). Pour faire face aux conséquences de ces restructurations, un fonds particulier doté de 30 millions de francs sera introduit par un amendement du gouvernement lors de la deuxième lecture du budget, la loi de finances. « L'objectif est de faciliter la mise en œuvre de mesures sociales et d'aménagement du territoire ». Puis le ministre a conclu : « Nous nous engageons dans une époque nouvelle pour notre défense, dans un cycle qui sera probablement de l'ordre d'une génération, comme l'a été celui qui s'est ouvert au début des années 60 ».

JEAN-LOUIS SAUX

Les revendications des personnels de santé

## M. Bianco s'en prend vivement à l'opposition

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a violemment pris à partie les députés de l'opposition, mercredi 13 novembre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance de questions au gouvernement. Interrogé sur la maîtrise des dépenses de santé et les revendications sociales du personnel soignant par M. Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), M. Bianco a dénoncé « le mariage de la carpe et du lapin » dans ces mouvements sociaux.

Tandis que des manifestants avaient été des tribunes de l'émancipation pour y déployer des banderoles et déverser des tracts, M. Bianco s'est exclamé : « Qu'y a-t-il de commun entre ceux qui veulent améliorer le système de santé et ceux qui veulent le privatiser ? Entre la CGT et le RPR ? Entre les défenseurs de l'hôpital public et les porte-parole de puissants intérêts privés ? »

Le traitement des infirmières

## Une lettre du directeur des hôpitaux

Nous avons reçu de M. Gérard Vincent, directeur des hôpitaux au ministère des affaires sociales et de l'intégration, une lettre en réponse au « Point de vue » du professeur Jean-Paul Cachera concernant les infirmières, paru dans « Le Monde sciences-médecine » du 23 octobre. Il nous écrit notamment :

Je lis dans le « Point de vue » du professeur Cachera : « Comment accepter paisiblement l'idée qu'une jeune fille sortant de l'école d'infirmières soit ans après le baccalauréat puisse être engagée pour travailler de nuit à un salaire tout juste supérieur au SMIC ? »

En réalité, une infirmière débutante gagne aujourd'hui et avant l'application du récent accord survenu dans la fonction publique et de toutes les mesures qui viennent d'être proposées : 7 800 F net par mois, auxquels s'ajoutent si elle travaille de nuit 800 F de prime pour seize nuits de travail en moyenne, ce qui fait 8 600 F par mois. Or, le SMIC est actuellement à 4 525 F net – ce qui fait une différence de 4 100 F soit plus de 91 %. Ce qui n'a rien à voir avec « tout juste supérieur », comme l'écrit le professeur Cachera.

Évoquant le soutien apporté par les partis de l'opposition à l'organisation des manifestations, M. Bianco a demandé : « Qui finance une manifestation dont le coût est évalué à cinquante millions de francs ? On ne fera croire à personne qu'il suffit de vendre des épinglettes pour rassembler une telle somme ! »

Pour le ministre des affaires sociales et de l'intégration, le gouvernement ne doit avoir « qu'un mot d'ordre : négocier pour mettre en place un système de maîtrise des dépenses de santé ». « L'alternative est très simple, conclut M. Bianco. Ou l'on diminue les remboursements ou l'on augmente les cotisations ; (...) ou l'on cherche ensemble à maîtriser les dépenses de santé pour assurer à tous nos compatriotes une meilleure qualité et le maintien de notre système de protection sociale ».

## Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a approuvé, le 13 novembre, le mouvement préfectoral suivant :

– M. Dominique Bellion, directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, est nommé préfet de la Mayenne.

[Né le 15 août 1948 à Saint-Flour (Cantal), M. Bellion est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux et ancien élève de l'ENA. Nommé directeur du cabinet du directeur général des collectivités locales en juillet 1981, il a été chef de cabinet de M. Edouard Avice, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, puis de son successeur, M. Alain Calmat, avant d'être nommé délégué interministériel pour les candidatures françaises aux Jeux olympiques de 1992. Il est devenu en 1987 directeur adjoint, puis directeur du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, M. Olivier Philip.]

– M. Denis Prieur, préfet de la Mayenne, est nommé directeur général de l'administration au ministère de l'Agriculture.

[Né le 24 mars 1946 au Havre (Seine-Maritime), M. Denis Prieur, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, est nommé directeur du cabinet du préfet de l'Isère (1972) puis du Val-de-Marne (1974). Secrétaire général du Cantal (1975), puis de l'Yonne (1977), il est chargé de mission à la Datar en 1978. Deux ans plus tard, il est nommé chef de mission auprès du préfet de la région Corse avant de devenir, en 1982, directeur du cabinet du préfet de la région Pays de la Loire. Sous-préfet de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), puis de Montmorillon (Vendée), il a été nommé préfet de la Mayenne le 23 août 1989.]

Par huit voix contre cinq

## Le conseil d'administration de l'ENA demande que le transfert à Strasbourg soit différé

Le conseil d'administration de l'ENA, présidé par M. Marc Bauer, vice-président du Conseil d'État, a adopté, mercredi 13 novembre, un vœu demandant au gouvernement de surseoir au transfert de l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg (nos dernières éditions du 14 novembre).

En entrant au 13, rue de l'Université, mercredi 13 novembre, les dix-huit membres du conseil d'administration ont vu la porte de l'ENA surmontée d'un large calicot proclamant : « Non au transfert ». Après deux heures et demi de discussion à huis clos, le conseil, présidé par M. Long, n'a cependant pas adopté, formellement, à ce sujet, un texte. Par huit voix contre cinq (il y a eu cinq bulletins blancs), le conseil d'administration a adopté, dans un vote à bulletin secret, un vœu qui ne repousse pas catégoriquement le transfert de l'ENA à Strasbourg, mais qui indique que « le déplacement de l'Ecole hors de Paris aurait pour effet de changer la nature de la formation des hauts fonctionnaires ».

Toutes les raisons du maintien de l'ENA dans la capitale sont énumérées dans les annexes du conseil, et celles en faveur du transfert à Strasbourg sont réfutées. Le texte se conclut ainsi : « En conséquence de ces constatations, le conseil d'administration émet le vœu que le gouvernement prenne en compte, avant la mise en œuvre de sa décision, les informations qui n'ont pu lui être fournies faute de consultation préalable de l'Ecole et de son conseil d'administration. » Le texte initial soumis au conseil demandait au gouvernement de « renoncer à sa décision », mais l'indiscret des représentants de l'Etat à ce qui était considéré comme une injonction a contraint les membres du conseil à accepter une atténuation de cette formule.

Les partisans du maintien à Paris espèrent que la nouvelle rédaction offrira au gouvernement la possibi-

lité de se donner encore le temps de la réflexion et d'accorder, au moins, un sursis avant la mise en œuvre de sa décision. Les avocats du statu quo, parmi lesquels M. Long, M. René Lenoir, directeur de l'Ecole, ainsi que les délégués des élèves et du personnel, avaient envisagé une démarche auprès du président de la République. Pour le moment, le vœu du conseil a été transmis au ministre de tutelle, M. Jean-Pierre Soisson, responsable de la fonction publique.

Le conseil d'administration a joint à son vœu une suggestion pour répondre à la préoccupation « européenne » du transfert, qui avait été avancée par M. Cresson. Il propose la création d'une institution à laquelle participerait l'ENA, l'Institut international d'administration publique pour l'enseignement du droit communautaire. Cet organisme, qui serait chargé, aussi, de former les fonctionnaires en poste aux disciplines européennes, pourrait être installé ailleurs qu'à Paris.

Les membres du conseil d'administration avaient reçu, au début de leur réunion, plusieurs motions hostiles au transfert, émanant du personnel de l'Ecole et des élèves. Le représentant de la CGT, membre du conseil d'administration, a exprimé son opposition à une « décision irresponsable ». Les élèves étrangers (une cinquantaine) estiment que le départ de Paris « affaiblirait le prestige international de l'Ecole ».

M. Lenoir, interrogé par la presse après la réunion du conseil d'administration, a déclaré qu'il avait envisagé de donner sa démission, mais, tout en rappelant que son poste est à la disposition du gouvernement, il a ajouté : « Je n'abandonnerai pas le personnel et les élèves ». Puis il a précisé que, à titre personnel, il « souhaite que l'ENA reste à Paris et que le gouvernement revienne sur sa décision ». L'ENA organise, mardi 19 novembre, une journée « portes ouvertes ».

ANDRÉ PASSERON

Ancien membre du bureau politique

## M. Claude Poperen donne sa démission du PCF

M. Claude Poperen a assisté, mardi soir 12 novembre, à sa dernière réunion de cellule. Ancien membre du bureau politique du PCF et animateur du courant des « reconstruiseurs » avec MM. Marcel Rigout et Félix Damette, il a annoncé aux quatre « camarades » présents de la cellule Pablo Neruda d'Elancourt (Yvelines) qu'il quittait son parti « qui a été si longtemps [pour lui] synonyme d'espérance, de démocratie, d'humanité, persuadé à l'expérience des faits qu'il ne peut plus changer ».

Contrairement au slogan de M. Georges Marchais selon lequel

« le Parti a changé », « Après le vingt-septième congrès [de décembre 1990], avec son quasi-manisme et son refus d'abandonner le centralisme démocratique, après le refus de condamner le putsch de Moscou, le 19 août, a déclaré M. Poperen, je n'étais dit que devant un tel entêtement à ne pas changer, je n'avais plus grand chose de commun avec ce qui fut « mon parti » durant quarante-cinq ans. La préparation du dix-neuvième congrès, le compte-rendu du cinquantième anniversaire de la fondation de Châteaubriant font que désormais la coupe déborde ».

M. Poperen a rappelé qu'une centaine de résistants avaient refusé d'assister à cette cérémonie, le 20 octobre, en dénonçant la présence du secrétaire général dont l'attitude pendant la seconde guerre n'a jamais été éclaircie et il s'est indigné du compte-rendu fait par l'Humanité de cet hommage, au cours duquel un ancien résistant communiste avait brièvement manifesté contre M. Marchais avant d'être placé sous la garde du service d'ordre (le Monde du 21 octobre). « Que serait-il arrivé à Gilbert Brulé, qui, voici cinquante ans, avec d'autres, assez peu nombreux hélas, risquait sa vie pour notre liberté, si « nous » avions été aujourd'hui au pouvoir ? », a demandé M. Poperen. « Après, et avec bien d'autres communistes, je constate que l'on peut condamner le stalinisme sans pour autant abandonner ses méthodes », conclut-il, en affirmant : « Je continue mon combat avec tous ceux, communistes ou non, qui travaillent sans attendre à reconstruire les forces de progrès et de démocratie, qui aspirent à fonder en France un courant politique transformateur ».

Après son adhésion aux jeunes communistes en avril 1946, M. Poperen avait rejoint le PCF en janvier 1949. Elu au comité central en 1967, il avait été promu au bureau politique trois ans plus tard. Il avait donné sa démission de cette instance et du « CC » en 1987 pour protester contre l'expression « délégué » utilisée par M. Marchais pour stigmatiser les communistes contestataires. Son frère, M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, avait rompu avec le PCF à la fin des années 50.

satisfait



# Merci à nos clients

DOB NEEDHAM

## Enquête satisfaction utilisateurs OI Informatique : Bull 1<sup>er</sup> en 1991.

Chaque année, le magazine OI Informatique établit le classement détaillé de tous les fournisseurs informatiques en collaboration avec le cabinet Datapro Research Corporation. En 1991, c'est Bull qui satisfait le plus ses clients. Merci à nos clients de reconnaître les efforts des hommes et des femmes de Bull qui ne cessent d'améliorer la qualité de leurs produits et de leurs services.

Réseaux  
et systèmes  
d'information

**Bull**



شركة بول

## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Avant un contrôle de la CNIL

## L'INSEE utilisait jusqu'en 1987 un répertoire national d'identification intégrant la mention de « juif indigène »

En 1987, une mission de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) découvrait dans les locaux de l'INSEE un fichier de personnes établi entre 1941 et 1944 et comportant des indications de « race ». Une preuve supplémentaire de la nécessité de contrôles réguliers.

La découverte d'un fichier précieusement dissimulé à la curiosité suscite toujours la surprise. Par quel stratagème, se demande l'opinion, ces documents ont-ils pu si longtemps rester l'otage d'une opacité administrative ou politique? Le fichier des juifs de la zone occupée, constitué en octobre 1940 et « retrouvé » miraculeusement par M. Serge Klarsfeld, n'échappe pas à la règle.

Mais la réalité est souvent plus banale qu'on ne l'imagine. Les archives des ministères ne ressemblent pas aux bibliothèques publiques. Leur accès est strictement réglementé et on n'y pénètre qu'après avoir obtenu une dérogation. Ainsi les administrations possèdent-elles bien des documents étonnants voués généralement à une confidentialité absolue.

Un répertoire d'identification de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), établi entre 1941 et 1944, serait par exemple toujours

en activité si une mission de contrôle dirigée par M. Jacques Favet, président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, ne s'était rendue en 1987 dans ses locaux de Nantes. Or ce fichier pouvait à juste titre, depuis quelques décennies, laisser rêveur. Portant sur les personnes nées à l'étranger et dans les territoires d'outre-mer depuis au moins 1881, il indiquait par le truchement d'un chiffre (1, 2, 3, etc) le « statut » des hommes et des femmes recensés.

Après une première instruction en date du 18 mars 1941, un texte du 21 mai 1942 avait défini cinq catégories de personnes classées aussi selon leur sexe : les citoyens français (1 et 2), les « indigènes d'Algérie et de toutes les colonies, à l'exception des juifs » (3 et 4), les « juifs indigènes » (5 et 6), les étrangers quels que soient leurs lieux de naissance (7 et 8) et les hommes et les femmes de « statut mal défini » (9 et 0).

## De « nombreuses réserves » de la CNIL

Dès la Libération, l'orientation de ce répertoire des personnes nées à l'étranger évoluait progressivement. Mais les bonnes intentions ne se concrétisaient pas toujours. Une note du 15 septembre 1944 mentionnait par exemple que toute mention de « race » devait disparaître. Il était toutefois indi-

qué plus bas : « Cette mesure ne devra pas faire l'objet pour le moment d'une recherche systématique au fichier ou au répertoire. » Dans la pratique, le « nettoyage » du répertoire fut largement insuffisant.

En 1987, la Commission pouvait ainsi constater que les chiffres 5, 6, 7 et 8 n'avaient pas tous disparu du fichier manuel. Un répertoire d'identification comportant des mentions qui n'auraient pas dû y figurer était donc encore parfaitement opérationnel. « Ce problème a suscité de nombreuses réserves de la part des représentants de la CNIL et a déjà été évoqué par elle ; les services de l'INSEE ont toutefois insisté sur le fait que ces informations n'étaient jamais communiquées », notait la Commission dans son 8<sup>e</sup> rapport d'activité.

« Nous sommes tombés sur ce répertoire tout-à-fait par hasard », nous a indiqué M. Favet. Une simple mission de contrôle ouvrait de la sorte de curieuses perspectives sur les richesses cachées de nos administrations. Par une délibération du 26 mai 1987, la CNIL demandait le versement de ces fichiers manuels et des microfiches aux archives de France dans un délai d'un an. En 1988, ce sont finalement les archives départementales qui ont hérité de cet imposant cadeau.

LAURENT GRELSAMER

## Les réactions après la « découverte » du fichier juif

Le Mouvement contre le racisme et pour l'antisémitisme des peuples (MRAP) déclare que la découverte du fichier juif de la préfecture de police de Paris donne « la mesure de la criminalité servile de ceux qui l'avaient établi dès septembre 1940 ». Le MRAP s'interroge « sur les complicités individuelles ou institutionnelles à propos de la rétention de la vérité sur cette page la plus honteuse de la collaboration vichyste avec l'ennemi hitlérien ».

M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire de Belfort, a indiqué sur les ondes de Radio J : « Tout ministre est responsable de ce qui se passe dans son administration. Dans la réalité, on ne peut pas demander à un ministre d'aller chercher lui-même les documents administratifs dans les archives mais c'est à chaque ministre de faire en sorte que dans son administration tous les efforts soient déployés pour que l'on sache ce qui s'y passe ».

M. Jean Kahane, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), demande « une enquête approfondie pour définir quelles sont les raisons qui ont pu faire que ces fichiers aient été dissimulés sciemment pendant des décennies ». « Confrontés à ces documents à un organisme sérieux tel que celui dirigé par le Centre de documentation juive contemporaine dirigé par Serge Klarsfeld me semblerait une bonne idée », a estimé M. Kahane.

M. Gérard Longuet, président du Parti républicain (PR), a déclaré sur Europe 1 : « La France a une facilité d'oubli et d'enterrer son passé, ce qui est parfois une des conditions de sa cohérence d'aujourd'hui. (...) Je ne suis pas pour exciter toutes les plaies de la société française mais je pense que nous n'avons pas toujours été bons. C'est un rappel à l'ordre pour les responsables et pour l'avenir ».

Le quotidien d'extrême droite *Présent*, dans son édition du 14 novembre, traite la découverte du fichier juif en quelques lignes, écrivant notamment : « Les médias en guerre civile : ils lancent l'affaire du « fichier des juifs parisiens » prétendument « mis en place par Vichy ». (...) C'est « la honte de la France », clament en chœur les médias, toujours prêts à sauter, à pourrir, à exciter la haine. Ils oublient que Paris était occupé par l'armée allemande et que le recensement des juifs avait été imposé par une ordonnance allemande du 27 septembre 1940 ».

M. Louis Merxandau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a déclaré : « Je ne vois pas d'objection de principe à ce que ce fichier soit transmis au Centre de documentation juive contemporaine. Il faut voir d'abord si nous sommes en conformité avec la loi. Je vais donc saisir la CNIL et certainement aussi le Conseil d'Etat pour savoir s'ils ne font aucune objection ».

Le prince héritier d'Italie devant la cour d'assises de Paris

## La balle perdue de M. de Savoie

Prince héritier d'Italie, Victor-Emmanuel de Savoie comparait, depuis mercredi 13 novembre, devant la cour d'assises de Paris pour des faits qui remontent au 18 août 1978. Il est accusé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort, sans intention de la donner.

Si Victor a pris sa carabine, ce n'est pas parce qu'on lui avait volé sa motolette ou son autoradio. C'est seulement parce qu'un gendarme lui avait pris son bateau pneumatique pour rejoindre un navire de plaisance dans une baie de Bonifacio. Furieux, Victor a pris son autre bateau pneumatique pour aller récupérer son bien.

M. Pendo est sorti. On s'est engouffré. J'ai tiré volontairement un coup pour effrayer cette personne. Il m'a sauté dessus. Nous avons basculé tous les deux dans l'eau. Et chacun est reparti de son côté.

La rixe était terminée. Pourtant, sur un autre bateau amarré à proximité, un jeune Allemand de dix-neuf ans sortait de sa cabine en chancelant. Un fragment de balle lui avait déchiré une arête et une veine au-dessus de l'aine. Il succombera quatre mois plus tard, malgré de nombreuses opérations.

Un fait divers presque ordinaire, si Victor n'était pas le prince Victor-Emmanuel de Savoie, cinquante-quatre ans, fils de Umberto de Savoie, dernier roi d'Italie, et de Marie-José de Belgique. Est-ce ce nom et ces titres qui vont perturber la procédure judiciaire, au point que l'affaire n'est enfin jugée que treize ans après les faits?

Certes, la défense a demandé de nombreuses expertises, mais la justice a pris son temps. Ainsi, il s'est écoulé près de trois ans entre la clôture d'une instruction qui avait duré neuf ans et l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises de Corse-du-Sud. Et, au cours de cette période, le dossier a dormi vingt mois dans une armoire du parquet général. L'urgence ne semblait pas s'imposer.

L'occupé avait été remis en liberté après un mois et demi de détention et la Cour de cassation estimait que l'affaire ne pouvait

être jugée convenablement en Corse. Paris fut donc désigné et la procédure s'étira encore pendant un an et demi.

Est-ce encore le nom et les titres qui ont conduit la justice à demander que le prince de Savoie se constitue prisonnier le matin même de l'audience au palais de justice, alors qu'il est d'usage de se présenter la veille au soir à la prison de la ville? Pourtant, le premier jour des débats fut presque ordinaire et l'accusé pénétra dans la box avec des menottes. Une fois pour les caméras et une seconde fois pour de bon devant un parterre de journalistes venus d'Italie, de Suisse, de Grande-Bretagne et d'ailleurs.

## Une famille au destin tragique

Une abondance qui a desservi l'accusé, car la cour a décidé de le maintenir en détention, mercredi soir, en observant que « l'ordre public est actuellement troublé, notamment du fait du retentissement des débats ».

Le prince de Savoie dormira donc en prison. Mais, pour le président Maurice Colomb, c'est seulement « Monsieur de Savoie ». Et l'interrogatoire de personnalité se déroule normalement. On y apprend que l'accusé n'a pas d'antécédents judiciaires et qu'il a été dans sa jeunesse stagiaire dans plusieurs banques. L'expert psychiatrie parle d'« hyperémotivité » et d'une « certaine immaturité affective ». Mais déjà la défense avance ses pions. M. Paul Lombard décrit « une famille marquée par un destin tragique » et son client évoque l'assassinat de son arrière-grand-père, les deux attentats dirigés contre son père, la crainte des Brigades rouges et une tentative d'enlèvement de son fils en 1978. Le ministre de l'Intérieur français lui avait d'ailleurs délivré une autorisation de port d'arme.

Va-t-on aborder les faits? Pas encore. Car la défense amorce une autre percée. Elle laisse entendre que la victime, Dirk Hamer, n'aurait pas reçu assez rapidement les soins qui lui auraient permis de survivre. Il est vrai que le jeune homme a longtemps perdu son sang, avant d'être transporté par bateau à la clinique de Porto-Vecchio, puis

par avion à l'hôpital de Marseille.

Mais une polémique s'installe entre le professeur Michel Olmer et le père de la victime, le docteur Rytke Geard Hamer. Le professeur reproche à la famille du blessé de lui avoir donné à boire malgré son interdiction et le père exprime ses doutes sur la qualité des soins prodigués. C'est ainsi que Dirk Hamer sera transféré à Heidelberg en Allemagne, sans que les responsables de l'hôpital de Marseille soient prévenus. Est-ce l'affaire dans l'affaire? Les experts tranchent le litige en considérant que l'état de Dirk Hamer était si grave que « la vie du blessé était extrêmement compromise dès la blessure », qui est « la cause primordiale et flagrante du décès ».

Les faits, M. de Savoie les expose calmement, les mains derrière le dos, sans discuter autre chose que de petits détails. Pourtant, il conclut : « Je ne suis pas du tout responsable. Il est exclu que ce soit ma balle qui ait atteint Dirk Hamer ».

## Plusieurs coups de feu

Et M. Lombard annonce : « Nous allons démontrer qu'il n'y a pas eu deux coups de feu, mais plusieurs ». Le président Colomb résume les dépositions des témoins qui seront appelés : celui-ci a entendu deux coups de feu, celui-là trois, un autre quatre, un autre encore « quatre ou cinq ». Il est établi que quelqu'un a tiré deux fusées éclairantes. Les détonations ont donc pu être confondues.

Mais, pour la défense, le coup mortel qui vint à M. de Savoie de comparative pour « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », a été tiré par quelqu'un d'autre. Ce serait M. Victor Guglielmi, propriétaire du bateau sur lequel se trouvait Dirk Hamer, qui aurait utilisé son revolver au même instant. Cité comme témoin, M. Guglielmi, ressortissant italien, n'est pas venu, comme bien d'autres. Malgré toutes ces absences, on refusa donc en deux jours l'instruction, qui a duré neuf ans. C'est un procès ordinaire.

MAURICE PEYROT

## SPORTS

VOILE : après les ennuis de Laurent Bourgnon dans La Baule-Dakar

## Fragiles araignées des mers

Laurent Bourgnon, sur le trimaran RMO dont le flotteur bâbord a été arraché à l'avant du bras de liaison, mercredi 13 novembre, a viré avec plus de 450 milles d'avance sur les deux autres trimarans en course, à la bouée au large de Tenerife (Canaries), dans la course en solitaire La Baule-Dakar. Le jeune navigateur suisse, victime également d'une petite voie d'eau dans sa coque centrale, va tenter de rallier la capitale du Sénégal en s'appuyant sur son flotteur tribord (nos dernières éditions du 14 novembre). Cet incident survient après l'abandon de cinq des huit multicoques engagés.

DAKAR

de notre envoyé spécial

Le flotteur bâbord était à priori hors de l'eau lorsqu'il s'est rompu. A-t-il cédé sous l'effet de vibrations excessives sur cette mer très hachée? A-t-il été touché par une vague d'une grande violence? Y a-t-il eu défaut de fabrication ou mauvais calcul de structure? Cette casse sur le plus récent des grands trimarans survient après les abandons de cinq des huit multicoques et d'un monocoque depuis le départ de La Baule n'a pas manqué de relancer la polémique sur la fiabilité de ces araignées des mers.

S'annonce-t-on du faible pourcentage des formule 1 qui sont à l'arrivée d'un grand prix? répondent Marc Van Peteghem et Vincent Lauriot-Prévoist, les architectes du trimaran RMO. Pour gagner, leur bateau doit présenter le meilleur compromis entre la puissance, la légèreté et la fiabilité.

Au départ de La Baule, François-Xavier Dehaye, président de l'Association des commanditaires de bateaux, situait l'évolution en faisant remarquer que le trimaran Elf-Aquitaine de Jean-Marie Le Cam avait été exactement deux fois moins lourd (5 tonnes) et deux fois plus toléré (260 m<sup>2</sup> au près) que le catamaran du même nom qui avait remporté la première édition de l'épreuve en 1980 avec Marc Pajot.

L'emploi généralisé de nouveaux matériaux plus légers et plus résistants, à base de carbone ou de fibres synthétiques, a permis d'enregistrer d'incontestables progrès dans les domaines de la performance et de la fiabilité, mais tous les calculs par ordinateur n'ont pu transformer l'architecture navale en science exacte.

## « Coefficient d'ignorance »

Des calculs théoriques ou des essais en soufflerie peuvent permettre de déterminer les forces de traction auxquelles peuvent être soumis sans dommage les coques, les mâts ou les gréements. Mais comment prendre en compte les contraintes supplémentaires imposées par l'état de la mer ou l'usure des matériaux?

« La construction navale a souvent fait une large place à l'empirisme, reconnaissent les deux architectes. Pour connaître la limite de résistance d'un élément, il fallait attendre qu'il casse. Au coefficient de sécurité, nous devions ajouter un coefficient d'ignorance que nous avons tenté de minimiser par une campagne de mesures en mer. » Ces mesures permettent de déterminer, dans chacune des conditions de mer et de vent, les contraintes auxquelles sont soumis les divers éléments du gréement ou de la plateforme du bateau.

Ainsi, lorsque RMO progresse tribord au près serré, avec 16 nœuds de vent et des creux de 2 mètres, les deux architectes ont pu constater que la galvauban tribord (câble servant à tenir le mât latéralement) subit un effort de 5,5 tonnes. Sous l'effet du vent dans les voiles, le mât de 27 mètres encaisse à sa base un pilonnage de 25 à 30 tonnes. Le flotteur immergé doit, lorsque la coque centrale se soulève, supporter 300 % du poids total du bateau, soit 15 tonnes.

Mais, si les bateaux ont beaucoup évolué techniquement ces dernières années, la façon de les mener a encore plus changé. « Ce n'est plus de la navigation mais du pilotage », estiment les deux architectes.

GÉRARD ALBOUY

## RELIGIONS

La mort de l'ancien archevêque de Montréal

## Paul-Emile Léger, le cardinal des lépreux

Le cardinal Paul-Emile Léger est décédé mercredi 13 novembre à Montréal, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Il avait renoncé en novembre 1967 à ses fonctions d'archevêque de Montréal, qu'il occupait depuis dix-sept ans, pour vivre dans une léproserie du Cameroun. Il avait voulu « arriver à une certaine pauvreté, abandonner l'exercice du pouvoir qui est parfois un vin capiteux, choisir l'insécurité ». La mort du cardinal Léger réduit à 159 le nombre des membres du Sacré Collège, dont 119 évêques du pape (âgés de moins de quatre-vingts ans).

Mystique, Paul-Emile Léger fut de tout temps. Il eut à cœur de se montrer un évêque résolument conciliaire, Vatican II (1962-1965) ayant été pour lui une période déterminante dans son évolution et Jean XXIII, un pape exemplaire.

Né en 1904 à Valleyfield, près de Montréal, ancien élève de l'Institut catholique de Paris de 1930 à 1933, il fut envoyé au Japon par la Compagnie Saint-Sulpice, à laquelle il appartenait, pour fonder un séminaire à Fukuoka. Recteur après la

Nancy décodée, le 12 septembre, d'une crise d'asthme (le Monde daté 15-16 septembre). Le magistrat a été chargé d'une information pour « homicide par imprudence et non-assistance à personne en danger », conformément aux réquisitions du parquet général de Lyon.

Un magistrat lyonnais va instruire le dossier du décès d'une détenu de la maison d'arrêt de Nancy.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon vient de désigner l'un de ses membres pour instruire le dossier de Corinne Hellis, une détenue de la maison d'arrêt de

La mort de l'ancien archevêque de Montréal

Paul-Emile Léger, le cardinal des lépreux

Le cardinal Paul-Emile Léger est décédé mercredi 13 novembre à Montréal, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Il avait renoncé en novembre 1967 à ses fonctions d'archevêque de Montréal, qu'il occupait depuis dix-sept ans, pour vivre dans une léproserie du Cameroun. Il avait voulu « arriver à une certaine pauvreté, abandonner l'exercice du pouvoir qui est parfois un vin capiteux, choisir l'insécurité ». La mort du cardinal Léger réduit à 159 le nombre des membres du Sacré Collège, dont 119 évêques du pape (âgés de moins de quatre-vingts ans).

Mystique, Paul-Emile Léger fut de tout temps. Il eut à cœur de se montrer un évêque résolument conciliaire, Vatican II (1962-1965) ayant été pour lui une période déterminante dans son évolution et Jean XXIII, un pape exemplaire.

Né en 1904 à Valleyfield, près de Montréal, ancien élève de l'Institut catholique de Paris de 1930 à 1933, il fut envoyé au Japon par la Compagnie Saint-Sulpice, à laquelle il appartenait, pour fonder un séminaire à Fukuoka. Recteur après la

guerre du collège canadien de Rome, il fut nommé par Pie XII en 1950 archevêque de Montréal, et deux ans après cardinal : il était alors âgé de quarante-huit ans, c'est-à-dire l'un des plus jeunes membres du Sacré Collège.

Au Concile, le cardinal Léger, jusqu'alors évêque traditionnel, se révèle rapidement partisan de réformes profondes. Il s'élève avec fermeté contre les abus du culte mariel. Il n'hésite pas à dire que l'amour est une fin véritable du mariage et que l'union des époux est légitime, même lorsqu'elle n'est pas ordonnée à la procréation.

Dans son diocèse, il encourage une rapide évolution des structures ecclésiales, provoque la « décléricalisation » de la société québécoise, incite les laïcs à prendre leurs responsabilités. Il s'intéresse autant aux milieux intellectuels qu'à la promotion des Canadiens victimes de la misère et aux œuvres caritatives.

A la fin de sa vie, il va coordonner les activités d'une Fondation qu'il a créée avec son frère Jules, ancien gouverneur général du Canada. Cette Fondation est présente aujourd'hui dans plus de 90 pays (755 projets pour plus de 30 millions de dollars par an) et soutient en particulier près de 4 millions de lépreux africains.

HENRI FESQUET

## ÉDUCATION

Le SNES considère que le projet de réforme du collège est « hors du réel »

Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) a violemment réagi aux propositions du Conseil national des programmes sur les collèges, rendues publiques mercredi 13 novembre (le Monde du 14 novembre).

Ce rapport est « hors du réel » et « ne peut servir de base de travail et de discussion. (...) Il propose un alourdissement considérable des tâches de concertation, de suivi et d'évaluation entraînant de nouvelles formes de hiérarchisation (...) et une véritable fragmentation en petites unités où régneraient l'arbitraire, la méritocratie et l'autoritarisme ».

Tandis que le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) « condamne globalement et sans réserve » le projet, le Syndicat national des collèges (SNC) estime qu'il « ne change rien sur le fond ».

En revanche, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEOC) soutient les propositions, mais estime que des moyens supplémentaires sont indispensables. Le SGEN-CFDT se félicite de ce texte « novateur ».

Enfin, les parents d'élèves de la PEEP sont satisfaits du projet qui « va dans le sens de leurs propositions ».

Delinquances urbaines



## SOCIÉTÉ

### Délinquances urbaines

Suite de la première page

« La toxicomanie et la sécurité sont des problèmes de civilisation urbaine auxquels on peut réagir en gauchiste ou en réactionnaire », affirme le maire de Barcelone, M. Pasqual Maragall. Mais on ne les règlera pas avec la répression et des solutions de court terme (1). Même sous la pression d'une hostilité populaire qui s'exprime dans toute l'Espagne, même sous la bourrasque du projet de loi sur la sécurité urbaine présenté par le ministre de l'Intérieur socialiste, M. José-Luis Corcuera, qui veut durcir la répression du trafic de drogue (le Monde du 15 octobre), Barcelone maintiendra le cap sur la prévention. Et son maire refusera d'indulger des amendes aux usagers, contrairement à ce qu'a décidé son homologue madrilène, M. Angelin Rodríguez Salgado (centre-droit).

Sur les Ramblas, on croisea toujours des fumeurs et des vendeurs de « chocolats » : « L'usage du haschich n'est pas un problème, chez

nous », dit simplement M. Maragall. Quant aux héroïnomes, on les verra encore se piquer, la manche relevée, sur un bout de trottoir, sans craindre les foudres policières. Les fonctionnaires municipaux se contentent de leur donner une documentation expliquant comment laver sa seringue et où trouver un centre de désintoxication. Il y a peu, la mairie a toutefois ordonné à ses policiers de faire déguerpir les usagers s'adonnant à une « consommation ostentatoire sur la voie publique », mais sans d'autre contrainte que de les inviter à aller se droguer ailleurs.

« Les narco-dépendants sont des malades qu'il faut soigner, pas des délinquants à emprisonner », le credo du maire, réçu en 1991, est inchangé : « Nous ne criminalisons pas l'usage de la drogue, cela reviendrait à les enfermer définitivement dans la marginalité ». La prison de Barcelone, la Modelo, est déjà pleine de détenus condamnés pour trafic ou pour des délits commis afin de s'acheter leur dose.

« Les prisonniers ont donné un surnom à l'héroïne : « la Reine ». Ils disent qu'ils sont à la Modelo sur l'ordre de « la Reine », commente un vigileur de prison. Si on emprisonnait aussi les usagers, ce serait l'explosion ! » Barcelone estime avoir à présent jugulé la progression de l'héroïne. « Mais la monnaie de la cocaïne est très inquiétante », précise le maire, bien que nous n'ayons jamais vu de crack à Barcelone.

Drogué ou pas, Barcelone s'arrête à ce qu'elle appelle « le modèle catalan de prévention ». Pour traiter des problèmes du plus près des habitants, des conseils locaux de la sécurité réunissent l'ensemble des acteurs concernés dans les quartiers. La participation des habitants est réelle : couvrant l'ensemble de la ville, une nuée d'associations de quartiers expriment les doléances de leurs dizaines de milliers de membres et, joignant le rôle de mouche du coche, réclament aux autorités des mesures aussi concrètes qu'un feu rouge à un carrefour ou un éclairage amélioré dans une rue coupée. Cette année, l'Association des voisins de la Vieille Ville a ramassé plus de dix mille seringues usagées dans les rues du quartier.

Même souci d'ouverture au public du côté de la Guardia Urbana, dernière police municipale d'Espagne (après celle de

Madrid) avec ses trois mille gardes urbains. « Priorité a été donnée à une police de proximité », note M. Julian Delgado, chef de la Guardia. 80 % de nos hommes sont affectés à un quartier déterminé où chacun doit nouer des relations avec les habitants.

Dans une caserne des Ramblas, on croise ainsi un jeune cheveu en train de réparer sa moto trop bruyante. Il a échappé à un procès-verbal mais a dû venir remettre son engin en état dans le garage des policiers. D'assez nombreux touristes se rendent aussi dans cet ancien couvent, quand ils ont été votés ou agressés : ils y trouvent assistance, qu'il s'agisse d'un toit pour la nuit, de l'annulation des cartes de crédit dérobées, d'un coup de fil aux parents ou d'un prêt d'argent.

Non loin de là, depuis la fenêtre de leur caravane grande ouverte sur la Carrer de San-Ramon, deux policiers observent d'un œil distrait la faune en balade dans une rue où les prostituées ne paient pas de mine. La caravane est ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre. On peut y déposer plainte ou demander conseil. Une petite flottille de caravanes blanches se déplace ainsi, de rue en rue, suivant au pas à pas les évolutions de la délinquance locale.

Bâtie sur les décombres de la police répressive de l'ancien régime, la police démocratique a, semble-t-il, acquis une confiance accrue des citoyens. « Le nombre des plaintes a doublé entre 1984 et 1990, comme si les citoyens avaient moins peur de franchir la porte des casernes », estime M. Delgado, nommé par le maire de la ville, et ancien membre du mouvement clandestin des militaires anti-franquistes.

Signe encourageant pour le « modèle catalan » : seulement 16 % des Barcelonnais estiment aujourd'hui que l'insécurité s'accroît, au lieu de 64 % en 1983. L'insécurité réelle est également à la baisse : un habitant sur cinq déclare aujourd'hui avoir été victime d'un délit ou d'une tentative de délit (un sur trois en 1984).

Les statistiques de la délinquance placent Barcelone dans la moyenne des capitales européennes. Un phénomène inquiétant pour la ville catalane : le 12 octobre, une centaine de chômeurs locaux ont cédé à leur façon le jour de Fête de la Vierge du Pilar, symbole franquiste de « l'hispanité ». Ces nostalgiques de la Phalange ont agressé un clochard, deux travestis et un homosexuel, tuant l'un d'eux. A quelques mois de l'ouverture des JO, Barcelone redoute ces « violences urbaines » commises par des bandes de jeunes.

E. In.

Prochain article : II. - Les concierges de Birmingham

(1) En Espagne, la consommation de stupéfiants est décriminalisée ; seul le trafic est passible d'emprisonnement.

### Du soleil dans le Barrio Chino

BARCELONE

de notre envoyé spécial

A deux lancées de javelot du village olympique, le Barrio Chino restera un quartier chaud. Mais le cœur historique de Barcelone, son ambiance de vieux port et de bouge à matelots ne sortont pas indemnes de l'épreuve des JO. N'en déplaise à Georges Sautelle ou à Montalban, la « réhabilitation » de ces ruelles populaires, haut-lieu de la vie nocturne et de la prostitution, est en marche.

Vingt-deux milliards de pesetas (plus de 1 milliard de francs) ont été dégagés depuis 1987 pour rénover ce quartier de la vieille ville. La municipalité ne cache pas son espoir de réduire, du même coup, une délinquance et une toxicomanie pour lesquelles le Barrio Chino offre un terrain en or.

Dans ce jeu de destruction, trois mille logements vétustes, cinq cents pensions et petits hôtels ont déjà été rayés de la carte. Avec eux ont disparu une trentaine d'hôtels de passe et mille deux cents « lits chauds » où les dormeurs se relayaient selon le système des « trois-

huits ». Des espaces libres ont été dégagés d'un fouillis urbain qui ne voyait jamais le soleil. Plantée de bars à prostitution, la Carrer dels Escudellers est désormais flanquée d'une petite place décorée d'une œuvre de Calder et, à son autre bout, d'une autre place au mur orné d'une fresque anti-sida de Keith Haring.

Une faculté de lettres et de sciences économiques s'est installée dans une bâtisse rose et désuète qu'occupait jusqu'alors une maison close. Barcelone espère que les jeunes vont réinvestir un Barrio qui avait perdu la moitié de ses habitants en quinze ans : un tiers de sa population a plus de soixante-cinq ans.

Comment éviter la hausse des loyers et la spéculation immobilière ? Les habitants de toujours, les prolétaires, seront relogés sur place, promet-on à la mairie. Ils profiteront de la remise à neuf d'un quartier dont la société de construction chargée des infrastructures des JO vient de renouveler le réseau d'égouttement des eaux, dans cette ville basse régulièrement inondée.

E. In.

### Méthadone contre héroïne

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Dernière les briques rouges de ce qui fut l'usine de camions Pegaso se cache un centre de traitement par la méthadone (1). Un escalier, un guichet, un couloir d'attente. Un dispensaire avec coffre-fort, vitre blindée et miroir sans tain. Un circuit médical entouré de barrières de sécurité.

Le patient s'inscrit dans les toilettes. Il urine dans un gobelet face au miroir sans tain. L'infirmerie surveille, puis vérifie que le liquide ne recèle pas de traces de drogues. Protégée par une vitre blindée, elle sort une dose de méthadone du coffre-fort. La verse dans un gobelet de jus d'orange (les pastilles sont excisées ; placées sous la joue, elles seraient revendues à la sortie). Glisse le gobelet à travers un petit sas de sécurité, après avoir jeté un regard sur la carte médicale du patient. Son verre bu, le patient s'en retourne à la rue.

La scène a lieu tous les matins, entre 8 et 10 heures. Les héroïnomes qui veulent « décrocher » ont signé un « contrat » et chacun est suivi par un thérapeute. Quatre-vingt-dix

patients prennent ici leur dose quotidienne. Six cents autres « irréguliers » viennent aussi « prendre un verre », une ou plusieurs fois par mois. Vingt-trois ans en moyenne, dix-huit ans pour les plus jeunes, la quarantaine pour les plus vieux.

Il a fallu attendre 1990 pour que Barcelone adopte les programmes de méthadone. « Nous étions réticents face à ce traitement de substitution, pas de guérison », explique la directrice du centre. Mais le développement du sida a balayé les réticences. Plus de la moitié (52 %) des seringues ramassées par les services sociaux de la ville sont infectées par le virus. Alors, la méthadone est venue compléter la panoplie classique des quatre centres d'assistance aux drogués de Barcelone.

C'est toutefois dans la discrétion que la municipalité implante de nouveaux centres. Dans toute l'Espagne, des riverains se mobilisent, en effet, pour empêcher l'ouverture d'un centre de traitement des toxicomanes dans leur quartier.

E. In.

### Un entretien avec M. Gilbert Bonnemaïson

« Sans implication populaire, la politique de prévention serait une duperie », nous déclare le vice-président du Conseil national des villes

« L'augmentation des statistiques de la délinquance et, à un autre titre, l'émotion soulevée par des crimes contre des enfants relancent un débat « sécuritaire » qui semblait disparu depuis des années. Qu'en pensez-vous ?

Il n'est certes pas innocent qu'une actualité fasse resurgir un débat sur la peine de mort, qui, dix ans après son abolition, reste le thème moteur du discours sécuritaire. Il n'est pas innocent, non plus, qu'une volonté d'allonger les peines de prison soit apparue lors de la discussion sur la réforme du code pénal devant le Parlement. Nous savons bien que le domaine de la sécurité est propice à tous les excès de la démagogie. Mais les responsables des villes savent aussi, par expérience, que les solutions les plus efficaces relèvent d'une politique conjuguant prévention, répression et solidarité.

Que proposent, en effet, les chantres de l'insécurité, qui, ces temps-ci, ont repris de la voix ? De renforcer la répression policière ? Elle tourne déjà à plein. De remplir encore les prisons ? Multiplier les incarcérations produit de la récidive à haute dose. Quant à la hausse des statistiques (+7 % en 1990), je note qu'elle accompagne une résurgence de l'esprit sécuritaire, alors qu'un mouvement en sens inverse s'était enclenché en 1985 avec la montée de l'esprit préventif. Quatre milliards de francs ont été investis par l'Etat, depuis, dans la construction de prisons prévues par le « programme 13 000 » de M. Alain Chandon.

En dix ans, le budget de l'Etat n'a dégagé que 420 millions de francs pour la prévention.

Au cours de cette période, les politiques de prévention ont subi d'un certain essoufflement. Que proposez-vous pour dynamiser le dispositif ?

Je regrette que les gouvernements, comme les villes, ne se soient pas engagés davantage dans

lancées il y a dix ans et qui ont été peu à peu amoindries. Cette année encore, elles nous ont permis d'éviter un « été chaud » dans les banlieues. Leur succès doit à présent être étendu sur douze mois : cela sera possible au prix d'une mobilisation plus large et d'un développement des moyens.

Comment mobiliser les habitants des quartiers qui vivent l'insécurité au quotidien ?

La sécurité locale est l'affaire de tous. Rien n'est plus riche que les confrontations, « sauvages » ou pas, qui ont lieu aujourd'hui entre des groupes d'habitants et de jeunes. Ceux des quartiers nord de Marseille se sont réunis après l'agression d'un chauffeur de bus et, grâce à l'action d'un médiateur, ils ont réussi à mettre au point une attitude collective responsable. Dans d'autres cités, des jeunes et des adultes se rencontrent pour discuter de la drogue et des petits trafiquants dans leur quartier. On est alors au cœur du lien social.

« Sans implication populaire, la politique de prévention serait une duperie. Nous avons déjà réussi à décrocher le travail de certains professionnels, de l'Etat et des administrations municipales. Mais une nouvelle étape doit être franchie : qu'ils soient jeunes ou adultes, chômeurs ou commerçants, marginaux ou lycéens, les membres de la population locale doivent devenir l'élément central de notre politique. Cette implication des gens et des acteurs de terrain est préférable aux débats généraux démagogiques sur l'insécurité. Cessons de faire comme si la mobilisation des habitants ne pouvait prendre qu'un visage : celui des milices d'auto-défense. Il y a tant d'exemples, en France et à l'étranger, qui nous disent le contraire. Faisons confiance à l'intelligence ! La démocratisation de la vie locale est l'enjeu majeur de la fin du siècle.

Une semaine internationale de la prévention s'ouvre lundi à Paris, avec une conférence attirant plus d'un millier de responsables des plus grandes villes du monde ainsi qu'un sommet ministériel des Nations unies. La prévention fait-elle l'objet d'un consensus national et international ?

Le rôle pionnier de la France en matière de prévention se voit reconnu aussi bien par les responsables municipaux que par l'ONU. Face à des problèmes communs, tout le monde est à la recherche des moyens les plus efficaces de la sécurité urbaine. Il est grand temps que, à tous les niveaux des pays et des Etats, on comprenne que la voie sécuritaire est inefficace. A cet égard, je me félicite de la présence de maires français et étrangers de toutes les tendances politiques, démocratiques, à commencer par celle du maire de Paris. La coopération internationale permettra à chacun de puiser dans la richesse des expériences nationales et locales. De la confrontation naîtra, je l'espère, une détermination commune à écarter les « solutions » les plus simplistes.

Propos recueillis par ERICH INCYAN

### Une Semaine internationale de la prévention à Paris

La montée de la délinquance concerne aussi bien les pays développés que les pays moins avancés, les pays occidentaux que les nouvelles démocraties de l'Est. Aussi les politiques de prévention seront examinées par des acteurs locaux et des responsables gouvernementaux venus des cinq continents pour participer à la Semaine internationale de la prévention qui s'ouvre, lundi, à Paris.

Qu'ils soient responsables municipaux, policiers ou magistrats, français ou étrangers, quelque mille quatre cents acteurs locaux confronteront d'abord leurs expériences, du 18 au 20 novembre, à la Conférence internationale sur la sécurité, les drogues et la prévention en milieu urbain. Cette conférence, dont M. Gilbert Bonnemaïson est le maître d'œuvre, réunira des responsables de plus de cinquante pays. Sont notamment attendus, du côté étranger, les maires de Barcelone, Colorado-Springs, Eindhoven, Lisbonne, Oslo ou

Turin, ainsi que les ministres de la Justice d'Argentine, du Portugal ou de Nouvelle-Zélande, et les ministres de l'Intérieur de Russie et d'Ukraine.

Dans la foulée se tiendra le sommet ministériel des Nations unies sur la prévention du crime et la justice pénale, du 21 au 23 novembre. Il réunira des ministres et des responsables gouvernementaux en charge de la justice et de la police, des affaires urbaines et des questions sociales, des Etats membres des Nations unies. Conduite par M. Michel Delabarre, ministre de la ville, la délégation française comprendra aussi MM. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, Henri Nallet, garde des sceaux, et Jean-Marie Delarue, délégué interministériel à la Ville. Des organisations non gouvernementales, comme Amnesty International, ou intergouvernementales, seront aussi représentées à ce sommet des ministères, qui aura lieu au château de Versailles.

### EXPO-RENCONTRE

N° Vert 05 30 75 65  
APPEL GRATUIT

### ORIENTATIONS POUR LE GRAND AXE A NANTERRE

16 au 24 novembre - Paris au Carrefour  
17 - esplanade Charles de Gaulle  
25 novembre au 1<sup>er</sup> décembre - près du viaduc SNCF  
1<sup>er</sup> au 3<sup>1</sup> décembre - rue Anatole France  
2 au 8 décembre - boulevard de la Seine  
Devant le collège André Doucet

### INFO

REGION DE LA DEFENSE  
EPAD

سنة ١٤١٣ هـ

## CULTURE

## Les obsèques d'Yves Montand

« Merci d'avoir été là »

« La vie continue. Merci d'avoir été là », Yves Montand aurait aimé la force simple de cet hommage, écrit par un inconnu sur un registre lors de ses obsèques célébrées mercredi matin 13 novembre (nos dernières éditions) au cimetière du Père-Lachaise à Paris. Lui-même, évoquant Simone Signoret, aux côtés de laquelle il repose désormais, disait : « Tout en restant fidèle au souvenir, il faut continuer à vivre ».

Credo, aujourd'hui, de Carole Amiel, sa compagne, la première à déposer une rose rouge sur le cercueil en chêne clair, et, lorsqu'il sera en âge de comprendre, de Valentin, son fils (trois ans en janvier), qu'il chérissait au point de vouloir s'engager dans un nouveau combat, contre l'enfance malheureuse.

La vie a paru plus forte que la mort, mercredi dans cette avenue Agnès, 44<sup>e</sup> division, du Père-Lachaise. Peut-être parce que Yves Montand communiquait encore son amour de la vie, par le truchement de sa silhouette grandeur nature, entièrement dessinée avec des roses rouges, sur fond de roses blanches. Sa silhouette au music-hall (chemise et pantalon), le représentant main droite tenant son chapeau-claque.

Peut-être aussi parce que ses obsèques ont été épurées du cérémonial qui entoure la mort des célébrités : ni oraison funèbre, ni chants, ni musique. Mais des monceaux de roses et des lys, des œillets et des marguerites à profusion.

Une dominante de fleurs blanches, des couronnes symbolisant sa triple passion — music-hall, cinéma, politique — par la diversité de leur provenance : le président de la République, l'ambassadeur de

Pologne « à l'ami de Solidarnosc », Pierre Mauroy, ses amis de l'Olympia, Claude Sautet, Emmauelle Béart, Daniel Auteuil (ensemble), le Centre national de la cinématographie, Gaumont, Renaud (« Adieu l'ami »), Jean-Jacques Beineix « et l'équipe du film » qu'il tournait lorsqu'il a été victime d'un infarctus. Et aussi les communes de Saint-Paul-de-Vence et d'Authenil-Authouillet (Eure), la Fondation pour la recherche médicale. Un bateau pour le Vietnam etc. Ainsi qu'une énigmatique : « Rosalie à César ».

Simplicité, émotion pudique, face à la tombe de marbre beige clair et aux bouquets plantés selon le vœu de Simone Signoret. La brièveté de la cérémonie y fut peut-être aussi pour quelque chose : une demi-heure. Le temps pour la famille et pour les plus proches amis, de déposer à leur tour une rose rouge sur le cercueil.

« Il s'est trompé mais il l'a dit »

Des amis réalisateurs, avec qui Yves Montand a tourné : Marcel Carné, Constantin Costa-Gavras, Claude Berri, Jean-Paul Rappeneau, Alain Corneau, Gérard Oury, des amis comédiens : Michèle Morgan, Catherine Deneuve, Alain Delon, Gérard Philipe, Michel Piccoli, Francis Huster, Anouk Aimée, Claude Piéplu... C'est le Septième art qui a surtout rendu hommage, mercredi, à l'interprète de *L'Aveu*.

Le chanteur du *Temps des cerises* et le militant politique ont été moins accompagnés : Patrick Bruel, Yves Simon, Line Renaud, Henri Salvator, côté music-hall ; Jack Lang et François Léotard, actuel et ancien ministres de la culture,

Yvette Roudy (représentant le PS) et Roland Leroy (représentant le PC), côté politique. Ainsi qu'Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT.

Ce ne fut pas un défilé populaire, lorsque le public fut admis, après la cérémonie, à s'aligner devant le cercueil. Il y eut, certes, six à sept mille personnes, dont beaucoup venues de province, mais certains se souvenaient qu'il y en avait le double lors des obsèques de Simone Signoret et près de cent mille pour l'enterrement d'Edith Piaf. Une foule moins importante que prévu où dominaient les gens qui aimaient Yves Montand depuis des décennies et voyaient en lui un reflet de leur jeunesse. Pour les absents c'était comme si l'hommage par médias interposés avait suffi.

Un restaurateur en retraite exprimait une pensée commune à beaucoup : « Je me sens très proche de lui. Comme lui, je suis d'origine modeste ; comme lui, j'ai été un compagnon de route du PC. Il a cru en une grande cause, il s'est trompé, mais il l'a dit, et ça c'est formidable ».

Une seule note un peu inadéquante : l'ostentation de la municipalité toscane de Monsummano-Alto à vouloir « récupérer » non pas Yves Montand, mais Yves Montand. L'interprète de Z avait renié son village natal en refusant la citoyenneté d'honneur, afin de fuir l'attitude de ses habitants, qui avait contraint à l'exil son père, antifasciste convaincu. Il n'aurait pas aimé voir, devant son cercueil, non seulement une couronne mortuaire, mais encore l'étendard déployé de cette cité.

MICHEL CASTAING

## DANSE

## Saporta, superbe et scandaleuse

La « Carmen » de la chorégraphe défraie la chronique



MARC ENGUERAND

## LILLE

de notre envoyée spéciale

Karine Saporta, plus que n'importe qui, a le tort de n'être jamais prête un soir de première : le public du Festival de Lille en a fait les frais pour la création de *Carmen*, solo de la chorégraphe interrompu avant la fin. Consciente de son retard, elle a accepté d'écrire une lettre d'excuses aux abonnés, et de jouer à nouveau, fin janvier, à Lille.

Dès le lendemain, si *Carmen* avait bien encore quelques minutes techniques, la pièce était là, dans l'ombre d'un doute : « la » Saporta, enchaînant le choc et l'assomant, avait travaillé toute la nuit avec son équipe. Il fallait la voir faire son entrée, devant une salle frémissante des événements de la veille, épuisée, mais les épaules hautes, décidée à montrer sa force, à ne pas aller au tapis une seconde fois. La bande son mise à fond, comme à son habitude, faisait taire toute velléité de chahut.

La chorégraphe a traité le personnage de Carmen à la manière d'une marionnette du Bunraku, se livrant ainsi au fantasme fondateur de sa création : le corps manipulé, attaché à des fils, éternel objet de désir, offert, provoquant, mais à jamais dérobé. Trouvant de nombreux points de comparaison entre la culture et le tempérament espagnols et japonais, Karine Saporta et son décorateur, Jean Bauer, ont réalisé un travail magnifique sur l'ambiguïté des formes, celles de l'éventail, de la cloison soulignée, de la jalousie, glissant de l'une à l'autre, d'un geste à l'autre, corps présenté de côté comme dans le flamenco, lent déplacement inspiré du théâtre nô. Les lumières de Hervé Audibert, tout comme les costumes d'Emi Wada, servent à la perfection l'histoire de cette illusion. Illusion, comme l'amour de Karine Saporta

pour le personnage de Carmen, qu'elle pensait pouvoir mettre en scène alors qu'elle n'avait pas dansé depuis plusieurs années, oubliant aussi qu'elle venait d'achever la lourde production de *la Duchesse de Milan*. Illusion également des coproducteurs de croire les artistes incroyables. Mais, une fois rodé, le spectacle restera comme une pièce d'anthologie dans l'œuvre de Saporta : ce théâtre d'ombres résume tout son univers, officiant japonais, lilliputiennes à la Vélazquez inclus. La bande son débute par un dialogue dans lequel la voix amoureuse de Carmen exprime déjà la trahison.

Le lendemain, la public se reconfortait avec les danseurs de flamenco Lalo Tejeda et Javier Baron, pour des prestations manquant singulièrement de *duende* (d'âme). Parfaits techniciens, jeunes et beaux, ils parurent réintégrer leurs corps et l'habiter seulement dans la seconde partie. Sur tout Javier Baron. Manolete, qui se produisait avec son groupe au Théâtre municipal de Tourcoing, nous disait combien le flamenco, hors d'Espagne, est un combat difficile à mener sur scène, nécessitant un ordre pédagogique — guitares, danses, chants en alternance régulière — afin d'amener le spectateur au-delà des clichés touristiques : jusqu'à ce moment de grâce suspendu dans le temps.

DOMINIQUE FRÉTARD

► « Carmen », de Karine Saporta, sera jouée le 14 à Bucarest et, le 19, à Timisoara. Prochains spectacles du Festival de Lille : « Hispanica » : le 13, 20 h 45, le chanteur El Chocollato, Hippodrome de Douai ; le 15, 20 h 30, voix féminines du flamenco, Opéra de Lille ; le 16, 17 heures, débat sur l'avenir du flamenco, et, à 21 heures, « Fiesta flamenco », à La Rose des vents, Villeneuve-d'Ascq.

## La France et les deux mondes

La commémoration des 500 ans de la découverte de l'Amérique

Christophe Colomb n'est certes pas français, ce qui n'empêchera pas la France de s'associer en 1992 aux commémorations du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique. Le pays célébrera la rencontre des deux mondes, « occasion exceptionnelle de souligner l'apport de l'Amérique latine et des Caraïbes à la modernité et de renforcer nos relations d'amitié avec l'Espagne, le Portugal et l'Italie », a annoncé M. Jack Lang, mercredi 13 novembre, au cours d'une conférence de presse.

Un comité d'une cinquantaine de personnalités, dirigé par M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a accordé son label à une soixantaine de projets, expositions, concerts, films ou colloques. Parmi les festivités, une rétrospective de peintres contemporains latino-américains, un cycle de cinéma mexicain au Centre Pompidou ; au Musée de l'Homme, une exploration dans l'Amérique, de la Préhistoire aux Temps modernes.

Le Festival d'Avignon 92 s'ouvre à l'Espagne et à l'Amérique latine avec, notamment, la création de deux œuvres de Lope de Vega : *Luis Pasqual mettra en scène le Chevalier d'Olmedo* quand Bernard Sobel mettra la *Découverte du Nouveau Monde* par Christophe Colomb. Le Festival de danse de Montpellier rappellera, lui, l'expulsion de la communauté juive d'Espagne. De l'autre côté de l'Atlantique, le Royal de Luxe présente son spectacle *Cargo 92* dans différents ports d'Amérique, la Chapelle royale du château de Versailles s'installera dans la cathédrale de Mexico, et vice versa.

Des partenaires français coproduisent le *Christophe Colomb* de Ridley Scott... avec Gérard Depardieu. Le tournage commence le 2 décembre prochain, la sortie en salle étant prévue le 12 décembre 1992. Enfin, la France sera présente à l'Exposition universelle de Séville, où elle célébrera son 14 juillet le 6 mai 1992.

B. M.

## THÉÂTRE

## Les nourritures nouvelles

Michel Didym parie sur la diffusion du répertoire contemporain en Lorraine

On parle peu de l'activité théâtrale en Lorraine, trop peu. En quelques mois, des changements ont eu lieu là-bas à la tête des principaux théâtres publics. A Nancy, Charles Tordjman a pris la tête du centre dramatique national, remplacé à Thionville par Stéphanie Loïc. Entre ces deux villes, l'abbaye des Prémontrés, à Pont-à-Mousson, s'apprête, sous la direction de Philippe Daguet et l'impulsion du ministère de la culture, à devenir un centre chorégraphique national ouvert toute l'année pour des résidences d'artistes et la création de spectacles.

Dans ce cadre splendide du XVII<sup>e</sup> siècle qui se reflète dans la Moselle à eu lieu en septembre un événement singulier : la *Mousson d'été 91*, rencontre plutôt confidentielle entre le répertoire contemporain et un public mal habitué au genre, imaginée par un jeune acteur et metteur en scène né à Nancy, Michel Didym. Pendant trois jours, on y a lu des textes d'Armando Llamas, Jean-Yves Chatais, Michel Marcel et Elizabeth Neumüller. Michel Didym avait choisi de mettre en scène la *Nuit juste avant les forêts*, de Bernard-Marie Koltès, interprétée par Daniel Martin et présentée

ces jours-ci par le centre dramatique de Nancy (1) puis au Théâtre national de Strasbourg les 20 et 21 décembre.

« Indispensable » Koltès

« La Nuit... n'est presque jamais montée en France depuis sa création dans une mise en scène de Jean-Luc Boutté quand, dans une même saison, elle est créée dans cinq mises en scène différentes en Allemagne. Ici, beaucoup de directeurs frileux opposent un scandaleux « encore un Koltès... » alors que c'est un auteur — lorrain — immense et indispensable. »

Koltès comme emblème d'un travail de recherches que Michel Didym veut imposer dans « sa » région, hors de l'institution, mais main dans la main avec elle. A Nancy, il y a deux ans, il avait présenté *Ruines romaines*, de Philippe Minyana, que les Parisiens ont pu voir au Théâtre de la Bastille. L'année dernière, ce fut, du même auteur, *Boomerang ou le salon rouge*, début d'une amitié avec Micheline Presle. Cette année, Michel Didym s'est donc attaqué à Koltès avant de retrouver, au printemps prochain, El-

beith est complètement pète, une pièce folle d'Armando Llamas dont il avait signé une mémorable mise en espace à Théâtre ouvert.

L'idée de faire son métier en Lorraine lui est curieusement venue à Berkeley, aux États-Unis, où il a travaillé dans le cadre d'une bourse de la Villa Médici hors les murs. « Mel Gordon, président de l'Université, un jour de Grand-Guignol, m'a conseillé de créer un théâtre « là où je venais ». Conseil qui m'a empêché de dormir, jusqu'à ce que je comprenne une chose : je devais effectivement assumer mon travail, forger mes outils dans un lieu de recherches et d'innovation. L'abbaye des Prémontrés est devenue ce lieu-là. »

Michel Didym a donc créé une petite compagnie, avec les acteurs Philippe Fretun, Catherine Kocher-Marissé, Daniel Martin et l'éclairagiste Pierre Peyronnet. Un seul but, en Lorraine et partout où cela sera possible : « Penser la production de manière différente pour offrir aux spectateurs des nourritures nouvelles. »

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre de la Manufacture. Jusqu'au 16 novembre. Tél. : 83-30-23-32.

**NICOLAS**

« La voiture avec chauffeur qui accompagne mon vin jusque chez moi, je l'ai commandée chez Nicolas. »

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

## MUSIQUES DU MONDE

75 F



15 ET 16 NOV. 18H  
**CHOCOLAT  
ET AGUJETAS  
DE JEREZ**  
chant Flamenco

LUNDI 18 NOV. 20H30  
**UAKTI** Brésil  
des instruments originaux  
une musique à découvrir  
LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

La chair de

THÉÂTRE QU  
LES GUERR

Création



# CULTURE

## CINÉMA

### L'odyssée d'un clandestin

Un émigré turc héros du film qui a obtenu l'Oscar étranger 1991

VOYAGE VERS L'ESPOIR  
de Xavier Koller

Voilà donc le film qui, lors de l'attribution tant recherchée de l'Oscar, a supplanté *Cyrano de Bergerac*. On ne va pas polémiquer, mais en quoi le sujet ici traité — d'une manière d'ailleurs traditionnelle — peut-il intéresser, voire passionner les États-Unis ? Est-ce par son aspect typiquement européen ?

Sur la foi d'une carte postale envoyée par un vague parent qui parle de « paradis », un paysan turc du Sud-Est montagnard, Haydar, décide d'aller s'établir en Suisse. En vain son épouse Myriem, qui doit l'accompagner pour travailler elle aussi, et laisser au village leurs sept enfants, en vain ses parents et son entourage lui font-ils remarquer que l'aventure est risquée. Haydar s'obstine et, selon la loi du mâle, les femmes n'ont qu'à obéir. Il vend son cheval, ses deux vaches, ses moutons, rassemble l'argent nécessaire à l'achat des deux passeports et des billets pour le voyage en bateau d'Istanbul jusqu'en Italie, première étape du transport clan-

destin. Il obéit pourtant à Myriem — plus pour avoir la paix que par bonté d'âme — en consentant à emmener avec eux l'un de ses fils, le jeune Mehmet Ali. Ce qui va compliquer les choses et l'itinéraire.

Xavier Koller, cinéaste suisse, ne dore pas la pilule et ne s'engage pas dans les sentiers du maniérisme. C'est essentiellement une histoire individuelle qu'il raconte : celle d'une utopie née d'un entêtement, et qui va se heurter à tout un trafic organisé, une forme d'exploitation des candidats à l'immigration vers les riches pays d'Europe pratiquée avec un cynisme affiché, un mépris total de la dignité humaine.

Certes Haydar, Myriem et l'enfant rencontrent aussi de braves gens, mais seulement quand ils se sont détournés, par hasard, de la filière. Leur destin bascule dans le hall de la gare de Milan, où ils ont fini par échouer, après avoir raté leur entrée en Suisse avec un camionneur qui les avait pris en sympathie. Ils retombent dans les griffes des passeurs, sont mêlés à un groupe d'émigrants qu'on traite comme du bétail et qu'on abandonne à la neige, au froid, au

brouillard du col de Spilgen vers la Suisse alémanique.

Jusque-là, le film, à défaut d'être original, est fort, bien centré dans sa description d'une odyssée lamentable, d'un déracinement volontaire, du choc entre la mentalité agraire du Turc et la civilisation industrielle et urbaine de l'Occident. Mais lorsque de l'individu Xavier Koller passe au groupe, lorsque, à partir d'un fait divers réel survenu en Suisse en 1988, il veut orienter vers la tragédie les espoirs perdus d'Haydar, il se montre assez maladroit. En croyant faire preuve d'humanisme, il brouille les cartes. D'un style de constat très personnel, il semble se réfréter, dans sa mise en scène, à *Yol*, de Sherif Gören et Yilmaz Güney, et même à *La Dernière Chance*, de Léopold Lindtberg, film suisse qui, en 1944, soulevait le problème du refoulement des réfugiés politiques (juifs et antinazis) aux frontières de la Confédération helvétique. Curieux tout cela, mais à voir, de toute façon.

JACQUES SICLIER

## MUSIQUES

### Voix du Tibet

Les moines du collège tantrique de Gyoto en concert dans toute la France

La venue à Paris, pour la soirée unique du 5 juillet 1990, des lamas tibétains de Gyoto a été un événement assez exceptionnel pour que l'organisation d'une tournée à travers toute la France puisse être envisagée. On sait l'intérêt, pour ne pas dire la ferveur, qui s'attache désormais à la cause tibétaine : cause politique certes, mais aussi et surtout culturelle, spirituelle.

Colonisé, asservi, ravagé, le Tibet ne cesse en effet de hanter ceux qui, confusément ou lucidement, doutent le plus haut pays du monde, de pouvoir élever. Bien que présentant une terre étrange et une tradition singulière, personne n'envisage de s'en tenir tout à fait éloigné. L'attraction qu'exerce la pensée et la souffrance venues de ce vaste territoire s'apparente davantage à l'aimantation qu'au raisonnement, comme si le « Pays des Neiges » appartenait à l'imaginaire de chacun.

L'écoute des chants tibétains est peut-être le meilleur moyen de vérifier cette connivence. D'autant que les moines-musiciens de Gyoto sont les intercesseurs les plus efficaces et les plus légitimes. Fondée en 1474, leur université tantrique était considérée, à Lhassa, comme insurpassable

quant à la qualité de son enseignement musical. Après l'invasion chinoise de 1959, la destruction du monastère et l'assassinat de nombreux membres de la communauté, une centaine de lamas réussissent à fuir en Inde et à se regrouper afin d'assurer la continuité de la transmission religieuse et artistique.

Il n'est pas exagéré de dire qu'en préservant et en ressuscitant cette part essentielle de leur patrimoine spirituel, les exilés assurent à la fois la survie de l'identité tibétaine et gardent la maîtrise de son identité. Les chants des moines de Gyoto ne ressemblent à rien de ce que nous connaissons en Occident. On nomme « yang », ce qui veut dire « voyelle », l'élément déterminant de cet art d'interprétation vieux de cinq siècles, celui-ci se fonde sur la vibration d'une voyelle. Dans le groupe, chaque chanteur émet simultanément plusieurs notes, ce qui produit l'illusion d'un chœur à l'écho continu. Les voix, abyssales et sombres, plus basses encore que celles des basses les plus profondes, accueillent parfois des éclats plus aigus, tandis que des clochettes rituelles, des tambours et des cymbales accompagnent l'ensemble du cérémonial. Le « yang »,

en effet, a pour vocation de communiquer avec les dieux, les « Esprits-rois », ceux que l'on désigne souvent comme les « Grands protecteurs ». On ne peut se tenir à l'écart du fleuve mugissant de ces prières qui semblent n'avoir ni source ni estuaire.

ANDRÉ VELTER

► Concerts le 15 et le 16 novembre au Musée Guimet, place d'Iéna, 75016 Paris ; le 18 novembre à la Chapelle des Carmes de Vannes ; le 19 novembre à l'église Saint-Nicolas de Nantes ; le 22 novembre à Notre-Dame de Bordeaux ; le 24 novembre au théâtre du Taur de Toulouse ; le 27 novembre à l'église Saint-Genès-les-Carmes, Clermont-Ferrand, et le 29 novembre à la cathédrale de Lyon. Pour la suite de la tournée, Tél. : 45-48-50-49.

► Voir aussi l'exposition Tibet, art et méditation, Musée des beaux-arts de Rennes, jusqu'au 3 février 1992. Tél. : 99-28-55-85.

## EXPOSITIONS

### La chair de la peinture

EUGÈNE LEROY  
à la Galerie de France

Ce serait peu dire que le succès d'Eugène Leroy est tardif : à quatre-vingts ans, il se voit enfin reconnu pour ce qu'il est, l'un de ces isolés, l'un de ces peintres hors écoles et hors époques qui, dans l'histoire, comptent assurément davantage que la plupart de leurs contemporains plus illustres qu'eux de leur vivant. Isolé, Leroy l'est demeuré à Wasquehal des décennies durant — il y est né en 1910,

— n'exposant guère jusqu'aux années 80 que dans la région lilloise, y exposant des tableaux étranges et indéfinissables. Les plus récents ne diffèrent guère des plus anciens : même singularité, même obsession de la peinture portée à son paroxysme.

En dépit de leurs titres, qui suggèrent parfois un motif figuré, l'œil n'observe d'ordinaire qu'une surface abstraite, comme l'on dit, accidentée, tissée d'entrecroisements, d'ondulations et d'accumulations de couleurs, peau tatouée et striée de traînées écar-

lates et jaunes, textures qui appellent la caresse des doigts autant que l'attention du regard. Les références apparemment les plus proches, Dubuffet et Fautrier, ne servent à rien, car Leroy ne pratique ni l'expressionnisme de l'un ni la matière de l'autre. Simple, au contraire, ayant commencé une toile, il la « pousse », il la complète et l'enrichit jusqu'à ce qu'elle aie suscité une sensation de densité et de présence très puissante.

Telle est la force de cet artiste, qui se soucie peu qu'on l'accuse d'esprit de système : il rappelle combien la peinture est exercice physique, manifestation charnelle. En un temps où l'immatériel et le simulacre sont de mode, il rend à son art l'une de ses qualités perdues — grand mérite.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, 75004 Paris : tél. : 42-74-38-00. Jusqu'au 7 décembre.

**THEATRE OUVERT**  
JARDIN D'HIVER 42 62 59 49  
**LES GUERRIERS**  
MINYANA - CANTARELLA  
AVEC JANY GASTALDI, CHRISTOPHE HUYSMAN,  
MAXIMILIEN REGIANI, ALADIN REBEL

**Princess Mary**  
CLASSE ET QUALITÉ DES  
SOUS-VÊTEMENTS SUISSES  
HANRO - SAWACO - ZIMMERLI  
dames - hommes  
PURE LAINE - PURE SOIE  
LAINE ET SOIE  
205, rue Saint-Honoré, Paris 75001  
Métro Tuileries  
Tél. : 42.60.70.37

Maison  
des Arts  
du 15 nov. au 18 déc.  
**LES GUERRES  
Picrocholines**  
D'APRÈS RABELAIS  
MISE EN SCÈNE PIERRE PRADINAS  
LOCATION 49 80 18 88  
FNAC - Virgin Megastore

### Opéra de feu

Un film qui brûle, d'après le roman d'une femme dérangeante

MALINA  
de Werner Schroeter

Femme de feu prise dans le feu des passions, corps enflammé, esprit incandescent. Une femme libre et qui écrit : une intellectuelle, de plus féministe. Rien pour plaire à la société viennoise. Telle était Ingeborg Bachmann — morte des suites de brûlures qu'elle se serait infligées dans sa baignoire, — telle est « la Femme », héroïne sans nom de son roman *Malina*, telle est Elfriede Jelinek, qui l'a adaptée pour Werner Schroeter, lequel n'est pas non plus un cinéaste de tout repos.

La Femme a un mari : Malina. Il est son ami, son frère. Il l'aime. Sans doute a-t-il voulu lui apporter l'équilibre, ce dont elle n'a que faire. Ils vivent côte à côte, dans une belle maison sombre qui sent le vide. Elle, réfugiée devant sa machine à écrire, brillant cigarette sur cigarette, et de temps en temps Malina apparaît. Et puis il y a leur petite fille. Et puis il y a l'autre, Ivan. L'amant. Cet homme qui a une autre vie avec femme et enfant, contre lequel elle se cogne, et qui tend un miroir au gouffre de son insatisfaction. Il y a les parents, les gens, figures grossières, ridicules et mesquines. « Elle était constamment en fuite, et elle a toujours vu les hommes comme ils sont vraiment : une masse obtuse, dénuée d'esprit, de tact et de scrupules, avec laquelle on est réellement obligé de rompre », écrit Thomas Bernhard à propos d'Ingeborg Bachmann.

Werner Schroeter — lui aussi constamment en fuite, dans le travail, allant d'une ville, d'un théâtre à l'autre — est l'un des seuls metteurs en scène — le seul ? — susceptibles de traduire dans ses images, qui semblent vues de l'extérieur et vécues de l'intérieur, les outrances, les distorsions de cauchemars éveillés, les suffocations d'une passion-orage, trop brutale, trop intense pour trouver à s'exprimer. Des images où se

mêlent les flamboyances baroques et l'arrogance de la dérision.

Déchantant la beauté de cet opéra frénétique, quelques brefs instants de réalisme apportent la violence de la trivialité. Les personnages peuvent sombrer dans l'abattement, mais ignorent le sens du mot paix. Ils ne sont que fureur. L'univers à la fois hiératique et torturé de Schroeter — celui de ses premiers films, *La Mort de Maria Malibran* ou *Salomé*, ou de ses mises en scène lyriques — rejoint la folie d'Ingeborg Bachmann. « Je la connaissais très bien, dit-il, et d'une certaine façon j'étais assez critique à son égard. Je connais aussi Elfriede Jelinek depuis longtemps. Travailler ensemble était tout naturel. Nous avons respecté le roman et surtout la personnalité de Bachmann. Travailler ensemble est beaucoup dire. Nous nous sommes vus deux fois. Je lui ai indiqué quelles couleurs je pensais donner aux personnages, c'est tout.

La « fragilité »  
d'Isabelle Huppert

« Il était nécessaire de garder le côté malin du roman et de le prendre avec un maximum d'énergie. Surtout le personnage de la Femme, qui ne doit pas être larmoyante. Surtout pas, Ivan, nous l'avons un peu modifié, intellectuellement. Je ne trouvais pas intéressant d'en faire un amant de lady Chatterley. Mais les rapports du trio restent les mêmes que dans le livre. Le choix des acteurs s'est fait dans ce sens. »

Les acteurs : Mathieu Carrière-Malina, impossible à séduire ; Can Togay-Ivan, inquiétant, beau comme un fauve, et Isabelle Huppert, la Femme, creusée, fiévreuse, égarée, comme calcinée sous la peau. Isabelle Huppert tendue au bord de l'hystérie, surprenante. Le rôle lui a valu, en Allemagne le grand prix de la meilleure comédienne, et le film, atypique dans la production actuelle, a également reçu la récompense suprême.

« Isabelle est idéale pour ce per-

sonnage. Elle n'est jamais lourde. Jamais laide, même à la fin, quand elle se défait. Elle est intellectuelle, intelligente, c'est ici nécessaire. Elle possède la fragilité, l'esprit, elle est sensible et expressive. Ce ne sont pas les qualités les plus courantes des comédiennes allemandes. J'espère monter avec elle Salomé au théâtre. Nous ne nous étions jamais vus, nous nous sommes rencontrés à Venise dans une fête, nous avons parlé. Elle est venue me voir répéter le Roi Lear au Théâtre de Düsseldorf et a accepté de tourner dans Malina.

» Pour Can Togay, il m'a paru tout de suite tellement évident que je n'ai pas hésité. Quant à Mathieu Carrière, nous sommes amis depuis treize ans. Sur le plateau, j'ai d'abord pris soin d'eux. Si bien que l'atmosphère était assez tendue. Je devais me montrer arrogant. C'est un système de travail, mais difficile à supporter pour l'équipe. Inutilement importante avec ce film. Même si certaines scènes ont été compliquées à tourner, dangereuses, il se rapproche du Kammermusik. Chaque jour, je me suis inventé une catastrophe pour tenir la machine sous pression.

Fausse catastrophe pour exorciser les vagues ? Le feu brûle au propre comme au figuré ce film incendiaire, excessif, orgueilleusement radical, cet opéra de la révolte.

COLETTE GODARD

**AULAV**  
21 novembre 91  
21h  
**MERCE CUNNINGHAM DANCE COMPANY**  
LOCAL 06 02 01 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

**NICOLAS**



"A quel âge un vin a-t-il assez de maturité pour qu'on lui donne la permission de sortir, je l'ai appris chez Nicolas."

Pour savoir à quel moment commencer à boire, Nicolas vous le dira.

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.





26 Signes de détente à l'usine Renault du Mans  
27 La Banque du Japon baisse son taux d'escompte

28 Communication  
29 à 31 « Le Monde Affaires »

32 Marchés financiers  
33 Bourse de Paris

## De l'argent frais pour le budget et pour la création d'emplois

### Fausse privatisation

En annonçant le 13 novembre la cession par l'Etat d'environ 2 % du capital du groupe pétrolier Elf Aquitaine, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a laissé croire à un tournant dans la politique gouvernementale. « Cette opération s'inscrit dans la politique de mobilisation d'actifs publics décidée par le gouvernement, dont la vente des titres du Crédit local de France constitue la première mise en œuvre », a-t-il déclaré. Et les observateurs d'en conclure à une « privatisation partielle », assurant ainsi le dogme présidentiel du « n'importe quel nationalisme », contenu dans la Lettre aux Français de M. Mitterrand, pendant sa campagne électorale de 1988.

En réalité, rien n'a changé. Et M. Bérégovoy n'avait fait que le confirmer lors de sa conférence de presse du 11 septembre (Le Monde du 13 septembre). Le dogme n'est pas transgressé et ne le sera pas durant toute la législature actuelle : celle que soit l'importance des cessions pratiquées par l'Etat, celui-ci restera majoritaire dans le capital des entreprises publiques, avec 51 % au minimum ou 75 % lorsque la loi le lui impose (Renault, les compagnies d'assurances).

En cédant 2 % environ d'Elf, M. Bérégovoy poursuit le grignotage de la part de l'Etat dans le groupe pétrolier, pratiqué depuis plusieurs années (au 1<sup>er</sup> janvier 1988 elle se situait encore à 66 %) à l'occasion d'augmentations de capital que l'actionnaire public (via le holding d'Etat ERAP) ne suivait pas. La vraie nouveauté est ailleurs. Si le gouvernement a décidé, à plusieurs reprises depuis 1988, de cessions minoritaires d'entreprises publiques (introduction en Bourse de Pechiney International, émissions d'Elf, de l'UAP, du GAN, des AGF...), c'est la seconde fois, après le Crédit local de France, que les capitaux ainsi récupérés (plus de 2 milliards de francs) ne serviront pas à renforcer les fonds propres des entreprises concernées, mais à alimenter les caisses de l'Etat. Point de belle stratégie financière ou internationale, de grande politique industrielle derrière l'actuelle opération Elf, mais de la basse cuisine budgétaire destinée à fournir quelques milliards supplémentaires à un Etat appauvri, dont les marges de manœuvre sont réduites. Quelques argent pourra encore être tiré des assurances quand l'Etat n'est pas au plancher de 75 % : c'est le cas notamment avec les GAN (79,44 %). Mais le gouvernement serait bien en peine de faire plus : les hommes politiques oublient un peu vite que l'enchevêtrement tassé autour des entreprises publiques par l'accumulation de textes constitutionnels, législatifs ou réglementaires rend pour l'heure techniquement compliquées sinon impossibles des privatisations plus larges.

CLAIRE BLANDIN

### La privatisation de British Telecom pourrait rapporter 6 milliards de livres

Le gouvernement britannique a précisé, mercredi 13 novembre, les modalités de la privatisation d'une dernière tranche de la compagnie de téléphonie BT (ex-British Telecommunications). Au total, l'Etat mettra à la disposition du public entre 22 % et 25,6 % du capital de BT, sur les 47,8 % qu'il avait conservés lors de la privatisation initiale du groupe en 1984. Selon le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, l'opération devrait rapporter de 5 à 6 milliards de livres (de 49,5 à 59,5 milliards de francs).

Au moins 1 350 millions d'actions seront vendues mais si l'offre rencontre un grand succès son montant pourra être relevé à 1 575 millions de titres. Les petits actionnaires bénéficieront de conditions privilégiées.

### L'Etat va mettre en vente 2 % du capital d'Elf...

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé mercredi 13 novembre dans la soirée que l'Etat céderait un peu plus de 2 % du capital du groupe pétrolier Elf-Aquitaine, ramenant la part qu'il détient à travers l'ERAP de 53,8 % à 51,5 %. Sur la base des cours actuels de la Bourse (408,70 francs le 13 novembre), ce désengagement devrait rapporter à l'Etat environ 2,3 milliards de francs.

La cession des titres Elf portera sur 5,78 millions de titres et comportera deux tranches : une française et une internationale. Elle prendra la forme d'une offre publique de vente (OPV), une procédure qui permet de placer une certaine quantité de titres dans le

public à un prix déterminé à l'avance. Dans cette perspective, M. Bérégovoy va saisir la commission d'évaluation des entreprises publiques pour déterminer une valeur minimale du groupe.

La direction de la première compagnie pétrolière française a réagi favorablement à la nouvelle en soulignant que cette « opération allait se faire très facilement ».

Le 25 septembre 1986, dans le cadre des privatisations, M. Edouard Balladur, alors ministre de l'économie et des finances, avait cédé 11 % du capital d'Elf-Aquitaine pour un montant de 3,3 milliards de francs. Le prix de vente retenu, après avis de la commission d'évaluation, était de 305 francs, soit un niveau inférieur de

10 % au dernier cours coté (339 francs) en Bourse et en retrait de 13 % par rapport à la valeur attendue par les analystes financiers. Le premier jour de cotation, l'action se négociait à 320 francs.

Cette opération-test, la première du programme de privatisations engagée par le gouvernement de M. Jacques Chirac, avait rencontré un réel succès puisque 61,5 millions de titres Elf étaient demandés, alors qu'il n'en était proposé que 10,8 millions. Le nombre de petits actionnaires intéressés par l'opération avoisinait les 300 000 (281 118 exactement). Servis en totalité, ils recevaient 2,9 millions de titres.

DOMINIQUE GALLOIS

### ... et 25 % du Crédit local de France

Annoucé le 2 août (Le Monde du 3 et daté 4-5 août), l'introduction en Bourse de 9,5 millions d'actions du Crédit local de France (environ 25 % du capital de l'établissement) débutera le 19 novembre, à un prix qui n'a pas encore été fixé, mais qui pourrait s'établir aux environs de 250 francs par titre. L'opération portera sur deux tranches, domestique et internationale. Pour favoriser le petit actionnariat, en cas d'un afflux d'ordres d'achat qui conduirait à des attributions trop réduites, après application de la règle proportionnelle, le minimum d'actions délivrées par acquéreur est fixé à dix. L'Etat, qui détenait 47,5 % du capital du CLF, en cédant 22 %, ce qui lui procurera près de 2 milliards de francs,

et continuera à détenir le contrôle de l'établissement grâce aux 25 % appartenant à la Caisse des dépôts.

Créé le 7 octobre 1987 pour prendre la suite de la Caisse d'équipement des collectivités locales (CAECL), fondée en 1966, le Crédit local gère un encours de 220 milliards de francs de prêts à ces mêmes collectivités, distribuant 35 milliards de francs de crédits en 1990, avec 45 % du marché, devant les Caisses d'épargne et le Crédit agricole. Société anonyme soumise à l'impôt, l'établissement est très rentable : son bénéfice est passé de 787 millions de francs en 1988 à 1 milliard de francs (estimé en 1991), cette progression devant se ralentir en 1992 (+5 %) et s'arrêter en 1993 avant de repartir. Le président du directoire, M. Pierre Richard, a indiqué toutefois que le dividende sera porté de 21 % du bénéfice en 1990 à 26 % en 1991 et 30 % ultérieurement, ce qui permettra de distribuer 260 millions de francs au titre de l'exercice en cours.

M. Richard a souligné que le Crédit local ne craignait pas le jugement du marché : outre ses résultats, il dispose de fonds propres très abondants (11 milliards de francs), d'un ratio Cooke (rapport de fonds propres aux engagements) de 20 % pour une norme de 8 %, d'une rare et précieuse notation internationale, le prestigieux triple A des agences Moody's et Standard and Poor's, de frais de gestion très réduits et d'une connaissance approfondie des collectivités locales. « Le Crédit local est donc une bonne affaire », constate M. Richard, qui met toutefois en garde les souscripteurs : « Ce n'est pas un coup pour bourgeois, le véritable amour du CLF étant une expansion prévisible », parce que c'est un établissement jeune dont l'encours augmente régulièrement et que les marges sur crédits ne seront pleinement dégagées que dans quelques années.

Il faut y ajouter une « diversification ambitieuse et maîtrisée » vers l'étranger (Europe et Etats-Unis) et le financement de grands projets tels que le pont de Normandie, dont le montage vient d'être bouclé, le métro de Toulouse et Eurodisneyland. Quant aux risques, M. Richard les minimise : le CLF n'a encore jamais perdu un franc de capital sur les prêts aux collectivités locales, qui ne peuvent faire faillite. Même l'affaire d'Angoulême n'a entraîné pour le CLF (50 % des engagements) que des provisionnements « minimes ».

FRANÇOIS RENARD

### Un nouveau « temple de la culture » près de l'Etoile

## La FNAC ouvre un magasin de plus de 15 000 mètres carrés à Paris

La FNAC a ouvert, jeudi 14 novembre, le plus grand de ses magasins, à quelques pas de l'Etoile : 15 379 mètres carrés, dont 8 084 consacrés à la vente, dans les anciens locaux des Magasins réunis, au milieu desquels trône une « Colonne du Savoir » de 18 mètres de haut.

En choisissant le magnifique immeuble du « Grand Bazar » construit en 1912 par l'architecte Marcel Oudin, décoré par les artistes de l'école de Nancy, pour abriter à l'angle des avenues des Terres et Niel sa surface de vente la plus importante, la FNAC a indiscutablement voulu frapper les esprits. Et prouver sa force à tous ceux qui en avaient douté, en 1988, lors de l'offensive des mégastores Virgin dans l'Hexagone.

Qu'on se souvienne de l'engouement provoqué par l'ouverture du magnifique magasin Virgin sur les Champs-Élysées, de l'impression d'espace qui se dégageait des anciens locaux de la First National Bank magistralement réaménagés de la grosse muse à la lyre qui courrait les murs parisiens, de la polémique alimentée par l'ouverture le dimanche... L'offensive avait donné un brusque coup de vieux à la FNAC, qui se voulait, depuis 1954, le tribunal du commerce des « produits de loisir culturels », pour reprendre l'expression maison.

Il n'aura pas fallu longtemps au nouveau patron du groupe, M. Jean-Louis Périat, pour riposter. Avec vigueur. Au début 1989, après avoir rehaussé à 3 % du chiffre d'affaires sa rentabilité, il lance sa contre-offensive : en trois ans, il veut doubler les surfaces de vente pour les faire passer à 100 000 mètres carrés, doubler aussi le chiffre d'affaires (objectif : 10 milliards de francs), créer mille emplois par an... Et il va ouvrir le 4 décembre une FNAC berlinoise, en attendant la madrilène.

Aujourd'hui, alors que l'étoile de Virgin semble pâlir, en raison notamment d'investissements surdimensionnés en province, celle de la FNAC paraît au firmament. Les deux groupes ont-ils enterré la hache de guerre ? Virgin dément en tout cas les rumeurs sur une entrée de la FNAC dans son capi-



tal. De son côté, M. Périat estime que « ce serait intelligent de faire quelque chose ensemble » en cas de création d'une centrale d'achat commune à certains produits.

La toute nouvelle FNAC-Etoile — la trente-neuvième du nom en France, la trente-neuvième dans le monde — remplacera celle de l'avenue Wagram, ouverte depuis 1968 : trois fois plus grosse qu'elle, elle a aussi une surface double de celle du Forum des Halles et triple de celles de Virgin en province... Dans cette lutte contre les mégastores, M. Périat aurait-il cédé à la mégalomanie ? Il s'en défend vigoureusement : « J'ai lu que j'étais mégalomane. Je suis surpris car il ne s'agit pas d'une création mais d'un transfert ».

Et d'expliquer : « Le coût d'une FNAC classique est compris entre 22 et 30 millions de francs. La FNAC-Etoile a coûté 130 millions de francs. On a dit que c'était une folie, mais notre concurrent à Bordeaux et Marseille (NDLR : Virgin) a dépensé la même somme pour une surface trois fois plus petite », se défend-il. Pour financer cette opération, le groupe a notamment vendu — à un prix non communiqué — l'immeuble de l'avenue Wagram et se contente de louer à la Midland celui de l'avenue Niel. Montant du loyer : 4 % du chiffre

d'affaires (900 millions au départ, portés à un milliard en trois ans).

M. Périat ne peut pourtant pas nier avoir voulu faire une opération de prestige : « Notre FNAC-Etoile se doit d'être hors du commun. (...) C'est un merveilleux espace culturel digne d'annoncer le nouveau millénaire. Elle est naturellement un lieu que l'on viendra visiter du monde entier, un lieu que l'on pourra admirer, comme d'autres monuments de la capitale », écrit-il dans le livre qu'il

vient de consacrer aux « années FNAC » (1). Quoi qu'il en soit, le premier libraire de France (20 millions de volumes vendus, soit 13 % du marché hors scolaire et scientifique) consacrera 1 200 mètres carrés au livre dans son nouveau temple de la culture, dont 180 mètres carrés pour la jeunesse et 350 mètres carrés pour les Beaux-Arts. La musique, aussi, sera de la partie sur 1 500 m<sup>2</sup> (le double de Wagram). Mais il faudrait aussi citer la galerie d'art et d'édition, la télévision et la vidéo, le son, la micro-informatique et la bureautique (900 m<sup>2</sup>)... et un parking de 1 300 places.

Mais le « clou » du magasin, c'est sans doute aussi la « Colonne du Savoir » érigée en son centre. En pierre de Bourgogne (reconstitution), elle est égyptienne (d'inspiration) : les canotches sont remplacés par douze écrans commandés par des bornes interactives, « premier multimédia grand public », selon ses créateurs. Elle s'élève au sommet en une vasque de bronze de 4,30 mètres de diamètre, ruisselante d'eau, ornée, au centre d'une reproduction dorée de la tour de Sagarah, coiffée d'une flamme... Une tour truffée de câbles, d'ordinateurs (Apple), d'une base de données sur CD-ROM, de quatre stations de pompes, de deux ascenseurs. Le tout pour 10 millions de francs.

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Les Années FNAC, de 1954 à aujourd'hui. Fayard, 120 francs.

(Publicité)

## STATE OF KUWAIT

### ANNOUNCEMENT

**SUBJECT :** Prequalification of international Contractors to participate in tenders for the construction, operation and maintenance of sanitary engineering, irrigation and afforestation projects.

**OPENING DATE :** ... 20-10-1991  
**CLOSING DATE :** ... 30-11-1991

For more informations, please contact :  
Central Tender Committee's office  
P.O. Box 1070, SAFAT,  
P.C. 13011,  
State of Kuwait.  
Fax No. 00965-2416574

O R

Ministry of Public Works,  
P.O. Box No. 8, Kuwait  
State of Kuwait.  
Tel. : 00965 - 2416863 - 2439956  
Telefax : 2416863

La publicité ci-dessus est relative à une préqualification internationale des contractants pour participer aux offres concernant la maintenance de l'ingénierie sanitaire, de l'irrigation et des projets de forage au Koweït.

### Quatre mille viticulteurs ont manifesté à Montpellier

MONTPELLIER

de notre correspondant

Quatre mille viticulteurs venus de l'Aude, de l'Hérault et du Gard ont manifesté dans les rues de Montpellier, mercredi 13 novembre, pour exiger un contrôle plus strict des importations et l'augmentation du prix du vin.

Réuni en début d'après-midi sur la place de la Comédie, le cortège a arpenté calmement, sous une pluie fine, les rues de la ville. Parmi les manifestants se trouvaient de nombreux élus, dont M. Jacques Blanc, président (UDF) du conseil régional, le maire socialiste de Montpellier, M. Georges Frêche, et M. Gérard Saumade, président (PS) du conseil général de l'Hérault. Etaient aussi présents M. François Degans, tête de liste des Vins dans ce même département pour les élections régionales, et M. Jean-Claude Martinez, tête de

liste du Front national. Près de la préfecture, la délégation a rencontré celle des infirmières de la Coordination nationale, qui campent depuis maintenant seize jours sous une tente plantée sur la place des Martyrs de la Résistance.

Des incidents ont cependant émaillé le retour des viticulteurs, vers 18 heures, au péage de Saint-Jean-de-Védas, sur l'autoroute A 9. Ils ont entrepris de filtrer la circulation et de vider les chargements de plusieurs camions de fruits et légumes, espagnols notamment, provoquant un embouteillage monstrueux. Vers 19 heures, les CRS chargèrent, contraignant les viticulteurs à s'enfuir dans les cars et à repartir. Plus tard, au péage d'Argde, un camion de salades a aussi été vidé, provoquant l'intervention des forces de police. Mais vers 22 heures, tout était rentré dans l'ordre.

JACQUES MONIN

سنة ١٤١٢ هـ

هذا من الأصل

## ÉCONOMIE

### SOCIAL

La Régie hâte l'ouverture des négociations salariales

### Signes de détente à l'usine Renault du Mans

La décision de la direction générale de Renault d'avancer à décembre au lieu de février l'ouverture des négociations salariales pour 1992 (nos dernières éditions du 14 novembre) paraît avoir détendu le climat à l'usine du Mans, qui entame son dixième jour de grève. Rompues depuis samedi, les discussions entre les syndicats et les responsables de l'établissement ont repris dans l'après-midi et devaient se poursuivre jeudi 14 novembre en fin de matinée.

Le geste des dirigeants de Renault a été favorablement accueilli par les organisations syndicales, qui considèrent que cette initiative « ouvre de nouveaux horizons ». Dans une lettre récemment adressée à M. Raymond Lévy, PDG de Renault, M. Jean-Pierre Boustoulet, administrateur salarié de l'entreprise et responsable CGT de l'usine du Mans, avait indiqué qu'une ouverture anticipée des discussions salariales « semblerait raisonnable ». D'ailleurs, dès le début de la grève à Cléon, M. Michel Praderie, secrétaire général du groupe, avait évoqué une telle possibilité.

Reste que cette ouverture est essentiellement symbolique. Dans l'esprit de la direction, il n'est pas question de conclure un nouvel accord avant le début de l'année (la traditionnelle lettre de cadrage du gouvernement pour le secteur public ne sera connue qu'en janvier).

Néanmoins, hâter les discussions pourrait, le cas échéant, permettre d'adopter un calendrier plus favorable en programmant les revalorisations plus tôt dans l'année. De même, la renégociation des mécanismes d'intéressement aux résultats (qui prendra fin en 1992) pourrait fournir du « grain à moudre ». En revanche, l'entreprise n'a pas l'intention d'améliorer sensiblement les dernières offres formulées aux grévistes du Mans (une indemnité supplémentaire de 1 200 francs sur l'année en deux versements) après avoir accordé une prime de 1 000 francs au personnel de Cléon.

Bien que des débrayages localisés

■ Renault en tête des ventes européennes en octobre. — Avec 11,9 % des parts de marché en octobre, Renault devient le principal constructeur automobile européen. Les ventes, qui ont progressé de 7,2 % en un an, ont permis à la marque française de gagner 0,5 % de part de marché en un an. La progression concerne les cinq principaux pays de la CEE (RFA, Grande-Bretagne, France, Italie et Espagne), mais elle est surtout sensible en Allemagne (+113 % entre janvier et octobre). La Clio devient également la voiture la plus vendue en Europe. Derrière Renault, Ford détenait 10,6 % du marché en octobre devant Opel (10,4 %) et Volkswagen (9,8 %).

soient intervenus mercredi dans ce dernier établissement, il n'est pas impossible que les syndicats recherchent une porte de sortie pour en finir avec le conflit du Mans qui, dans l'immédiat, ne paralyse pas l'approvisionnement du groupe. En outre, les bons résultats commerciaux enregistrés par le constructeur au cours du mois d'octobre risquent de nuire à l'image de marque d'une action qui a déjà conduit la direction à faire des concessions non négligeables.

JEAN-MICHEL NORMAND

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 14 novembre 1991 :

#### DES DÉCRETS

— N° 91-1160 et 91-1161 du 7 novembre 1991 portant création et organisation provisoire des universités d'Artois et du Littoral ;

— N° 91-1162 du 7 novembre 1991 relatif au rôle de l'inspection du travail dans les ateliers des établissements publics dispensant un enseignement technique ou professionnel ;

— N° 91-1164 du 12 novembre 1991 pris en application de l'article 20 de la loi n° 89-548 du 2 août 1989 relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France et fixant les modalités d'application de l'article 35 bis de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée.

Alors que le conflit se durcit à Belfort

### Les syndicats appellent à la grève générale à l'usine Bull d'Angers

Alors que l'usine Bull de Belfort était toujours paralysée, l'intersyndicale CGT-CFDT de l'établissement d'Angers a appelé à une grève générale de 24 heures jeudi 14 novembre. Selon la direction, ce mouvement ne perturberait pas, en début de matinée, le fonctionnement de l'usine.

Les représentants syndicaux entendent par cette action « mettre en garde la direction du groupe contre toute tentative de réduction d'emploi sur le site ». Ils redoutent la suppression de 500 emplois (sur 2 400 salariés) en 1992. Si la direction de l'usine dément ce chiffre, elle reconnaît toutefois qu'« un plan d'adaptation de l'outil industriel est à l'étude pour la fin de l'année ».

A Belfort, le directeur de l'établissement a fait signifier, mercredi, par huisserie une ordonnance d'évacuation du transformateur d'électricité occupé, depuis le 6 novembre, par les grévistes, et a annoncé la prochaine mise en chômage technique des 1 400 salariés de l'usine.

La reprise des négociations bute toujours sur le montant de l'indemnité de « préjudice moral » réclamée par les syndicats et rejetée par la direction (Le Monde du 12 novembre).

## Une sinistreuse économique contagieuse

Suite de la première page

On sait que les phénomènes psychologiques d'anticipation ont, en économie, des conséquences réelles : la façon dont les gens voient demain est aussi importante que ce qui se passe aujourd'hui. Désormais, l'information électronique donnerait aux humeurs un impact mondial qu'elles n'avaient pas. Nous serions entrés dans « une économie de contagion ».

La formule est séduisante et, après tout, pourquoi pas ? En tout cas, les faits bien réels ne sont pas enthousiasmants. Les pays anglo-saxons en récession sortent difficilement de leurs difficultés tandis que les « locomotives » allemande et japonaise freinent nettement, sinon brutalement. Au total, les économistes de l'OCDE qui ont publié leurs prévisions révisées le mercredi 13 novembre (les dernières dataient de juin) estiment qu'il y a des signes de retournement dans plusieurs pays mais le rythme en est plus faible qu'attendu. La reprise pourrait arriver un peu plus tard que prévu. Le délai pourrait être de six mois.

Les principaux responsables en sont les États-Unis. Après une chute de 1,6 % du PNB au dernier trimestre 1990 (en rythme annuel), puis de 2,8 % au premier trimestre 1991, la remontée s'amoindrit à -0,5 % au deuxième trimestre, puis l'économie sort de la récession en mai (estimation) avec un rebond de 2,4 % du PNB au troisième trimestre. Ce chiffre est faible, une sortie de crise s'effectuant historiquement avec plus de vigueur. Du coup, l'OCDE a abaissé d'un demi-point sa perspective pour la totalité du second semestre à 2,2 %.

Un plateau serait-il d'ores et déjà atteint autour de ce chiffre ? Certains craignent même que l'économie ne repique du nez avant de repartir vraiment au cours de l'an prochain, la croissance formant une courbe en W. L'OCDE exclut cette rechute : le scénario de reprise serait simplement décalé de six mois. En conséquence, sur l'année 1992, la croissance attendue serait inférieure à 3 % et non plus supérieure.

M. Bush ne peut pas y faire grand-chose. L'énorme déficit budgétaire l'empêche de suivre M. Major qui, confronté au même problème, a annoncé des dépenses publiques supplémentaires pour 1992-1993 de 11 milliards de livres (110 milliards de francs). Paradoxe du côté budgétaire, le président américain a fait pression sur la banque centrale pour qu'elle abaisse ses taux d'intérêt. Il a été écouté. Mais on

se demande aujourd'hui si ce fut sage. Car, d'une part, la baisse du coût de l'argent ne semble pas avoir d'effet sur les consommateurs (il est vrai que cette baisse est mal répercutée par les banques : le taux sur les cartes de crédit atteignant encore parfois 18 %), alors que, d'autre part, cet assouplissement monétaire pourrait relancer l'inflation.

L'annonce, mercredi 13 novembre, d'une hausse des prix de gros de 0,9 % ne doit pas alarmer. Mais elle a conforté les critiques qui affirment que la baisse des taux est dangereuse. Inefficace à court terme, elle fera sentir son plein effet l'été prochain lorsque l'économie sera en pleine redémarrage et elle risque alors de faire flamber les prix.

Le décalage — au mieux — de la reprise américaine intervient alors que les deux « locomotives » de la croissance mondiale freinent. Le Japon, d'abord, où la banque centrale vient, elle aussi, de baisser son taux de l'escompte afin de relancer les investissements et une consommation intérieure qui s'essouffent (en particulier les ventes de voitures). La croissance l'an prochain pourrait ne pas atteindre 3 %, chiffre qui, à Tokyo, provoque une morosité et qui, dans les capitales occidentales, renforce les craintes que les groupes nippons n'en soient amenés à chercher leur substance à l'étranger. La remontée des excédents commerciaux japonais observée cette année serait, en ce cas, durable.

Plus inquiétante encore, surtout pour la France, est l'Allemagne. La croissance ralentit de 4,5 % au premier semestre à 2,5 % au second et à 2 % environ pour 1992. Le marché allemand, qui a représenté un gros débouché pour les autres pays européens (provoquant un gain de croissance de 0,6 point pour la France cette année, d'après une étude de l'American Express), va se restreindre.

Or, si cet effet positif de l'économie allemande disparaît, l'effet négatif, en l'occurrence la hauteur des taux d'intérêt, risque, lui, de perdurer. La facture de l'unification n'est pas réglée et, pour compenser le profond déficit du budget fédéral, la banque centrale devra maintenir l'argent cher en Allemagne, c'est-à-dire en Europe.

Taux élevés là où ils pourraient être plus faibles, faibles là où ils sont inopérants, croissance stagnante, les citoyens ont des raisons de cultiver le doute. Mais les gouvernements n'ont pas tort non plus de s'en plaindre et de dénoncer la contagion mondiale de la sinistreuse.

ERIC LE BOUCHER

### INDUSTRIE

L'Europe des composants électroniques

### Le franco-italien SGS-Thomson discute avec Philips, Bosch et Alcatel

SGS-Thomson, avec la bénédiction des pouvoirs publics français, est bel et bien décidé à relancer cette Europe des composants électroniques mise à mal, en l'espace de quelques mois, par les défections de deux de ses trois piliers essentiels. En septembre 1990, le néerlandais Philips renonçait à développer la nouvelle génération de mémoires statiques S-RAM et abandonnait ses recherches dans les écrans à cristaux liquides, les senseurs et les lasers semi-conducteurs. Dix mois plus tard, l'allemand Siemens, avec qui SGS-Thomson avait engagé des pourparlers pour un éventuel rapprochement de leurs activités semi-conducteurs, choisissait de son côté de s'associer à l'américain IBM. Depuis lors, la firme franco-italienne, filiale de Thomson-CSF et de l'IRI, le holding de l'État italien dans l'industrie, est en quête désespérée de partenaires.

SGS-Thomson s'efforce de solliciter l'appui de ses principaux clients européens, industriels de l'électronique grand public et des télécommunications, qui ont tout intérêt à voir persister une source autonome d'approvisionnement d'origine communautaire et non américaine ou japonaise.

L'idée est d'obtenir de ces gros consommateurs de composants un soutien financier indispensable à la firme franco-italienne, tant pour maintenir un effort de recherche à un niveau acceptable, dans un secteur où ces coûts sont extraordinairement élevés, que pour résister à la guerre de prix que se mènent américains et japonais sur ce marché.

Le français Alcatel-Alsthom a ainsi été approché. Le ministre délégué à l'Industrie et au commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, a par ailleurs indiqué, mercredi 13 novembre, que des pourparlers étaient en cours « avec un allemand et un hollandais », à savoir le groupe Robert Bosch et... le néerlandais Philips. Les modalités de ce soutien financier restent à préciser. Les formules peuvent aller de contrats d'approvisionnement à long terme (les clients de SGS-Thomson s'engageant à acheter des quantités déterminées à un prix fixé) à une participation en capital. Le sujet devrait être évoqué lors du conseil européen des ministres de l'Industrie, lundi 18 novembre à Bruxelles.

C. M.



# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Dix jours après la nomination du gouvernement Miyazawa

### La Banque du Japon diminue de 0,5 point son taux de l'escompte

Depuis l'entrée en fonctions du gouvernement de M. Kiichi Miyazawa au Japon, le 5 novembre, les rumeurs d'assouplissement du crédit se faisaient insistantes. Jeudi 14 novembre, la Banque du Japon a finalement annoncé une diminution de 0,5 point du taux de l'escompte, ramené de 5,5 % à 5 %. Déjà, en juillet, les autorités monétaires avaient décidé de faire passer ce taux officiel de 6 % à 5,5 %, renversant le mouvement de hausse annoncé au printemps de 1989.

Il ne fait aucun doute que l'économie japonaise est sortie de la phase de croissance très rapide de la fin des années 80 ; depuis le

début de l'année, la production industrielle s'est en baisse et les profits des entreprises diminuent. La demande intérieure est languissante, un élément inquiétant pour les partenaires économiques du Japon puisqu'il se traduit par un nouveau gonflement des excédents commerciaux de l'archipel. Alors que le taux de croissance avait atteint 5,6 % en 1990, les conjoncturistes estiment que le rythme actuel avoisine 3 %. Performance honorable selon les critères occidentaux mais qui suscite des craintes de récession à Tokyo.

Face à cette situation, les autorités japonaises - un peu moins préoccupées par l'inflation qu'à leur

habitude - choisissent donc, à l'instar des Américains, d'assouplir le crédit pour stimuler l'activité. Selon la dernière revue de conjoncture trimestrielle de la maison financière Nomura, « si la Banque du Japon diminue le taux de l'escompte jusqu'à 4 % avant juin 1992 et si l'administration augmente les dépenses de travaux publics », la croissance économique pourrait atteindre 3,5 % en 1991 et 2,3 % en 1992. La Banque du Japon dispose encore d'une marge de manœuvre importante dans la poursuite de sa politique d'assouplissement du crédit : entre 1987 et 1989, le taux de l'escompte avait été maintenu à 2,5 % seulement.

F. L.

### La hausse des prix reste soutenue en Espagne

Les espoirs de ralentissement de l'inflation en Espagne ont été déçus, mercredi 13 novembre, par l'annonce d'une augmentation de 0,6 % des prix de détail en octobre (5,5 % en glissement annuel). A partir du 1<sup>er</sup> janvier, la hausse de la TVA, l'imposition de nouvelles taxes sur l'essence et le tabac devraient contribuer à la poursuite d'une hausse des prix importante.

Les autorités monétaires ont annoncé le 13 novembre une diminution très limitée du taux de l'escompte, ramené de 12,6 % à

12,5 %. Cette mesure a été qualifiée de « technique » par les opérateurs des marchés financiers qui ne s'attendent pas à l'amorce d'une véritable dérive du coût du crédit au cours des prochaines semaines, compte tenu de la persistance d'un taux d'inflation élevé. Actuellement, les taux d'intérêt espagnols, parmi les plus élevés d'Europe, attirent les investisseurs sur le marché de Madrid, et provoquent une hausse le cours de la peseta.

## REPÈRES

### CONJONCTURE Léger excédent des paiements courants en France en août

La balance des paiements courants de la France a été légèrement excédentaire en août (de 0,3 milliard de francs après correction des variations saisonnières) alors qu'elle avait été déficitaire de 1,4 milliard en juillet. Sur les huit premiers mois de l'année, le solde de la balance des transactions courantes accuse un déficit de 25,2 milliards de francs contre 27,4 milliards pendant la même période de 1990. L'amélioration enregistrée s'explique d'abord, selon les chiffres du ministère de l'économie, par une progression de l'excédent de la balance des services (du tourisme en particulier), et aussi par de moindres sorties au titre des transferts unilatéraux. Ce sont les versements à la Communauté européenne, jusqu'à présent moins importants qu'en 1990, qui expliquent l'amélioration. Mais ces retards seront comblés en fin d'année et les versements apparaîtront en fin de compte plus importants sur 1991 que sur 1990. Ainsi, l'amélioration de la balance des paiements courants de la France risque d'être seulement temporaire. Le déficit sur 1991 pourrait atteindre une cinquantaine de milliards, chiffre qui correspond aux estimations du ministère de l'économie.

### Hausse de 0,9 % du salaire ouvrier au troisième trimestre

Le taux de salaire horaire ouvrier (TSH) a progressé de 0,9 % au troisième trimestre 1991, ce qui porte son augmentation à 4,6 % sur un an, a annoncé mercredi 13 novembre le ministère du travail. Ce chiffre témoigne d'un certain ralentissement : lors des deux premiers trimestres, la progression avait atteint 1 % puis 1,6 %. Selon le ministère, le pouvoir d'achat du salaire horaire ouvrier « se serait élevé de 2 % » d'octobre 1990 à octobre 1991, dans l'hypothèse d'une hausse des prix de 2,6 % pendant cette

période. D'autre part, le salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés s'est accru de 0,8 % au troisième trimestre, soit une hausse de 4,3 % sur un an.

### ILE-DE-FRANCE

#### Rallonge des crédits d'aide au logement

Le conseil régional d'Ile-de-France a décidé, mardi 12 novembre, de consacrer 75 millions de francs supplémentaires au logement. Ces crédits iront, en particulier, à l'aide aux plus démunis, aux étudiants et apprentis, ainsi qu'au « logement intermédiaire ». Adoptée dans le budget rectificatif 1991 par la majorité RPR-UDF - les communistes et le Front national ayant voté contre et les socialistes et radicaux de gauche s'étant abstenus - cette rallonge porte à plus de 544 millions les autorisations de programmes de la région en matière de logement et d'acquisitions foncières. Une somme qui correspond, selon la présidence de la région, à la moitié de l'aide consentie par l'Etat, alors même que le logement n'est pas de la compétence régionale.

### TRANSPORTS Des capitaux asiatiques dans McDonnell Douglas

McDonnell Douglas, troisième avionneur mondial, a reconnu officiellement, mercredi 13 novembre, qu'il négociait la vente à des investisseurs asiatiques d'une forte participation - jusqu'à 40 % (2 milliards de dollars ou près de 12 milliards de francs) - dans ses activités civiles. Selon le Wall Street Journal, il s'agit de Taiwan Aerospace Corp., qui pourrait entrer jusqu'à 40 %, le constructeur américain espérant élargir à d'autres investisseurs de la région (Singapour, Corée du Sud, Japon) l'opération, qui porterait alors sur 49 % du capital.

Cette vente permettrait à l'avionneur de trouver les fonds nécessaires au lancement de son programme MD-12, un gros porteur concurrent d'Airbus et de Boeing, dont le coût est estimé à 4 milliards de dollars. Elle risque de provoquer une levée de bouillottes outre-Atlantique car, même s'il a déjà annoncé la séparation en deux de ses activités civiles et militaires, le constructeur est le premier fournisseur du Pentagone.

## Face à la croissance du nombre des demandeurs d'emploi

### Le Congrès américain prolonge la durée d'indemnisation des chômeurs

Mettant un terme à plusieurs semaines d'escarmouches entre l'administration et le Congrès et, à l'intérieur de ce dernier, entre républicains et démocrates, les parlementaires des deux bords sont parvenus, le 13 novembre, à un accord visant à prolonger la durée d'indemnisation des chômeurs en fin de droits, une mesure qui a reçu l'aval de la Maison

Blanche.

#### NEW-YORK

##### de notre correspondant

D'après le texte qui devait être voté par le Congrès américain dans les prochaines heures, avalisé par le président Bush, les chômeurs en fin de droits vont bénéficier dès la semaine prochaine d'une rallonge de durée variable. Elle sera de vingt semaines dans les régions où la récession est la plus marquée (en gros la Nouvelle-Angleterre, l'Alaska, la Virginie Occidentale et Puerto Rico), de treize semaines dans les régions où la situation est considérée un peu moins grave (le reste de l'est des Etats-Unis, la Californie, l'ouest du pays et le Midwest) et de six semaines ailleurs.

Actuellement, les quelque 9 millions d'Américains privés d'emploi (6,8 % de la population active en octobre) bénéficient d'une durée d'indemnisation limitée à 26 semaines pour tout le monde. Le financement de ces nouvelles dispositions - dont le coût est estimé à 5,2 milliards de dollars (29,12 mil-

liards de francs) - s'effectuera hors-budget, pour moitié grâce à une accélération des rentrées fiscales auprès des contribuables à revenus élevés et pour le solde par une faible augmentation de la taxe d'indemnisation des chômeurs versée par les employeurs.

Adressant un message de félicitations au leader républicain (minoritaire) au Sénat, M. Robert Dole, le président Bush a souligné le rôle « constructif » joué par les démocrates dans l'élaboration de ce texte. « Nous sommes maintenant en mesure de venir en aide aux gens véritablement frappés par la crise sans pénaliser le continuant », a-t-il déclaré, faisant allusion aux deux textes précédents, d'inspiration démocrate et d'un montant assez voisin, auxquels il avait opposé son veto, estimant à la fois que le pays n'était plus en récession, il n'était pas besoin de prévoir ce type de dispositions nouvelles et, d'autre part, que ces mesures auraient surtout pour effet d'aggraver le déficit fédéral, contrairement aux accords de 1990 visant à rétablir l'équilibre budgétaire dans les cinq ans.

Dans la foulée, la Chambre des représentants a approuvé le 13 novembre, à une large majorité, un texte garantissant un congé sans solde de douze semaines pour permettre aux employés d'accomplir certains devoirs familiaux (s'occuper d'un nouveau-né ou d'un enfant malade...). Mais cette disposition, qui doit encore être approuvée par le Sénat, devrait faire l'objet d'un veto présidentiel, la Maison Blanche estimant qu'elle constitue une charge induite pour les comptes des entreprises.

SERGE MARTI

## SERVICES

### Premier en Europe

### L'organisateur de salons Blenheim veut se diversifier

Les salons professionnels résistent à la crise : c'est le diagnostic formulé par Blenheim, premier organisateur européen de salons, implanté notamment en Grande-Bretagne, en France, aux Etats-Unis et en Allemagne. Au cours de l'exercice achevé fin août, malgré la crise du Golfe et la morosité économique, le groupe a augmenté son chiffre d'affaires de 38 %, arrivant à 122,2 millions de livres (1,2 milliard de francs), et son bénéfice net de 43 %, atteignant 19 millions de livres. Le bénéfice a progressé même en France, où le chiffre d'affaires a légèrement reculé (- 5,2 %).

Pour profiter encore plus à l'avenir de cette insensibilité à la conjoncture, Blenheim, déjà premier en France, troisième en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, souhaite à la fois devenir le premier dans tous les pays où il est présent, élargir sa présence géographique de façon à ne pas dépasser 30 % de revenus dans une même devise (et même 20 % pour la Grande-Bretagne) et étendre ses activités (vers la publication de catalogues et de magazines, les services aux exposants).

■ Liaisos téléphoniques privées entre Tallin et Helsinki. - La compagnie privée de téléphone de Helsinki vient d'être autorisée par les autorités finlandaises à exploiter des liaisons de télécommunications entre la capitale finlandaise et Tallin, capitale de la nouvelle République d'Estonie. C'est la première brèche dans le monopole des liaisons internationales, jusqu'ici réservées aux PTT finlandaises publiques.

## Actionnaires de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

donnez sa chance à votre Compagnie...

- La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme, doit désormais pouvoir s'appuyer sur un actionariat stable et cohérent, condition indispensable au bon fonctionnement de l'entreprise.
- ACCOR est le meilleur partenaire :
  - Il a la capacité industrielle, financière et de management, de conforter la place européenne que mérite la Compagnie.
  - Sa tradition et sa culture sont les meilleures garanties de respect de l'identité de votre Compagnie.

...Accor vous donne la vôtre

- COBEFIN, filiale belge à 81 % de ACCOR, vous donne la possibilité de céder vos actions à des conditions attractives : le prix proposé est supérieur de 25 % au dernier cours connu avant l'annonce de l'Offre Publique d'Achat.
- Ce prix représente un multiple du résultat estimé de 47 fois pour 1991, et de 27 fois pour 1992.

#### Modalités de l'offre

- L'offre porte sur l'ensemble des actions ordinaires et AFV\* au prix de 8 650 FB (1 435 FF au taux de change du 31 octobre 1991) sur la période du 7 novembre au 5 décembre 1991 en Belgique et aux Pays-Bas ; du 7 au 29 novembre 1991 en France.
- Le prospectus, le bulletin d'acceptation ayant été approuvé en Belgique le 31 octobre 1991 par la Commission bancaire et financière et la note d'information ayant reçu en France le visa COB n° 91-421 en date du 5 novembre 1991, sont tenus à la disposition du public auprès des établissements suivants :
  - France : Banque Indosuez,
  - Belgique : Générale de Banque
  - Pays-Bas : Suez Koijman n.v.

et chez ACCOR - Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris cedex 15.

\* AFV : Actions avec avantage fiscal

**ACCOR**

ENTREPRISE D'HÔTELLERIE DE  
RESTAURATION ET DE SERVICES

LOTTO - MERCREDI 13 NOVEMBRE 1991											
15	18	22	25	42	44	27	20ES56				
2	12	14	34	42	43	45	20ES56				

هذا من اجل





## Le Monde

# AFFAIRES

## Le paradis reconquis de la banque Warburg

Cinq ans après le Big Bang, la révolution financière qui a ébranlé la City n'est pas circonscrite. Mais la première banque d'affaires britannique affiche une santé insolente et se développe à travers le monde

**S**il les arrogants gratte-ciel de Broadgate pouvaient courber le dos et rentrer leurs épaules, le cœur de la City ressemblerait, en cet automne 1991, à un cortège funèbre. Cinq ans après le Big Bang, la révolution qui a frappé le monde de la finance européenne, n'est toujours pas circonscrite. Alors que l'ensemble de la communauté bancaire paie le prix d'une croissance à tout va, la noble maison S. G. Warburg Group affiche au contraire une bonne santé insolente, en ces temps de vaches maigres, et s'offre le luxe de se répandre à travers le monde.

La défense d'ICI contre Hanson Trust, la direction internationale de l'émission Eurodisney, la vente d'Enterprise Oil à Elf, la prise de participation de Penland dans le groupe Tâpie, la coordination générale de la privatisation de la deuxième tranche de British Telecom, la cession de la chaîne Interhotel (ex-RDA) et de l'acier mexicain, la constitution du nouvel ensemble bancaire International Nederlanden Group (Pays-Bas)... derrière bien des grandes opérations, en Grande-Bretagne et ailleurs, on retrouve cette «merchant bank», fondée à Londres après la seconde guerre mondiale par Siegmund Warburg, banquier allemand de haut lignage, réfugié du nazisme. Un nom légendaire qui résonne dans les esprits des cambistes du «square mille» comme l'une des rares réussites du bouleversement du Stock Exchange.

### Un supermarché de l'argent

Conciliant entreprises, achats et ventes de titres, placés de pères en fils, les trois fers de lance de la première banque d'affaires britannique. Telle une sorte de supermarché de l'argent, celle-ci couvre la plupart des compartiments du marché, domestique et international. Selon des analyses, à Londres, S. G. Warburg contrôle à elle seule 9 % des valeurs boursières et 10 % du marché des bons du Trésor. Seule grande maison de courtage britannique à faire le poids à Tokyo et à Wall Street, la firme du «Finsbury Avenue», qui emploie 5 000 personnes, dont la moitié à l'étranger, possède également l'agent de change français Bacot-Allain, la compagnie suisse Soditric, des intérêts en Espagne et en Italie qui contribuent de façon significative aux bénéfices annuels, qui tournent autour de 1,3 milliard

de francs. Son président, Sir David Scholey, cinquante-six ans, est l'un des personnages clés de la place, où l'on murmure son nom comme prochain gouverneur de la Banque d'Angleterre.

Comment Warburg est-elle passée d'un établissement de taille moyenne, spécialisé dans l'euro-marché et les activités de direction d'émission, à ce mastodonte attrape-tout en l'espace d'une quinzaine d'années? Tout d'abord, en anticipant mieux que ses rivaux le choc violent de la réforme dans cet univers feutré fait de trois siècles d'habitudes.

Rappelons que le Big Bang s'appliquait, pour l'essentiel, sur quatre grands changements : la suppression des commissions fixes sur les

titres, la fin de la séparation entre courtiers recevant les ordres (brokers) et contreparties (jobbers), l'ouverture du capital des charges aux intérêts étrangers et la cession par la Banque d'Angleterre du monopole de l'émission de fonds d'Etat à des intermédiaires spécialisés autorisés à exécuter des transactions pour leur clientèle mais aussi pour leur propre compte.

Face à la révolution du négoce, la Warburg a racheté trois sociétés des plus prestigieuses installées depuis la nuit des temps à l'ombre de la cathédrale Saint-Paul. Les brokers Rowe & Pitman (société fondée en 1894), Mullens (1742) et le vénérable jobber Akroyd & Smithers sont des institutions du «Square Mile», l'orgueil même de la glorieuse

Angleterre. Si le tout est regroupé dans une filiale unique sous l'autorité de la Holding Mercury International Group, David Scholey refuse de démembrer les activités des charges acquises pour les reclasser dans les départements respectifs, comme le font ses concurrents britanniques, les Kleinwort-Benson, Morgan Grenfell et Barclays de Zoete Wedd. «Le profil de nos associés était très similaire au nôtre : implantation internationale, intégrité et absence de faiblesse. Le choc culturel a ainsi pu être évité. Nos partenaires ont pu continuer à traiter les affaires comme avant, tout en disposant de moyens supérieurs», nous explique le président de l'établissement qui sera rebaptisé S. G. Warburg Group au lendemain du grand chambardement.

Pour faire travailler en harmonie ces hommes venus de structures disparates et de métiers divers, il fallait un ciment : la «culture Warburg» que le Financial Times résume ainsi : «Un subtil mélange du côté le plus traditionnel de la City et de la couleur grisaille et d'une touche d'arrogance présente depuis sa fondation.» Considéré aujourd'hui comme le bastion par excellence de l'établissement bancaire anglais, S. G. Warburg fait encore de larges concessions à ses origines allemandes : une austerité dans la mise, la prééminence du travail en groupe et des obligations collectives sur les commodités et les fantaisies personnelles, les communications écrites, le sens de la consultation à tous les niveaux.

### Corps de direction réduit

«Je suis directeur et je ne peux pas envoyer de lettre ou de fax qui ne soit pas contresigné par deux autres personnes», s'extasia Christopher Reilly, un des responsables des affaires internationales. Dans les comptes rendus de réunion ou dans la correspondance, on ne badine pas avec l'orthographe et la ponctuation. Quant à l'«état système» à l'américaine, il est totalement prosaïque, les «Warburg boys» avancent toujours masqués, courtis, un tantinet ennuyés, animés par la volonté de vaincre mais sans jamais donner l'impression de jouer de cour. Les frais généraux sont auscultés à la loupe. Malgré un salaire de 659 000 livres (6,54 millions de francs), qui en fait l'un des patrons les mieux payés de ces îles, David Scholey est installé dans un petit bureau décoré de meubles et d'œuvres d'art et ne porte rien sur lui qui trahisse le conformisme de l'endroit.

Avec un corps de direction réduit – quelque deux cent cinquante personnes – Warburg rappelle davantage le cabinet d'avocat ou la banque d'associés du type Lazard que le géant bancaire. Sir David se présente comme le président d'un conseil, arbitrant ou conciliant les points de vue différents exprimés dans la discussion. Sa fonction, dit-il, est d'abord d'écouter, de tenir compte des observations et critiques pour guider le groupe vers l'objectif déterminé en commun.

Cette volonté de ne pas se laisser griser par la course au gigantisme se retrouve sur le front international. Tandis que les «investment banks» new-yorkaises se sont jetées goulument sur le marché allemand, malgré les entraves à la libre concurrence et le poids des banques locales, Warburg a préféré s'engouffrer dans les brèches de l'ouverture des marchés en France, en Espagne et en Italie. La reprise de la société de Bourse française Bacot-Allain illustre ce que David Scholey appelle pudiquement la «stratégie

d'opportunité» : un agent de change pourvu d'un service d'étude des valeurs françaises renommé, à la recherche de fonds propres pour se lancer à plein corps dans la contrepartie, à l'instar des «jobbers» londoniens, et qui partage une «communauté de valeurs, l'éthique, la morale, le respect de la parole donnée», insiste François Bacot. «Grâce à Bacot-Allain, nous avons ajouté à la panoplie ce qui manquait : un tremplin pour l'exploitation du marché européen que nous considérons dorénavant comme notre marché intérieur», surcraie-t-il Sir David. Aujourd'hui, Bacot-Allain est la seule société de Bourse à faire partie de la quinzaine de «STV», spécialistes agréés en valeurs du Trésor.

Certes, la performance de S. G. Warburg ne fait pas toujours l'unanimité à Londres. Une trop grande prudence peut constituer un handicap à l'heure de la reprise des méga OPA et des coups de bourse «à l'américaine». En se rangeant résolument dans le camp de la défense, du côté des «cibles», le département «corporate finance» a démontré une certaine réticence à assumer de trop gros risques. Par ailleurs, les héritiers de Sir Siegmund ne se sont guère distingués dans la création de produits financiers dans les domaines spéculatifs ou innovateurs (management buy out).

MARC ROCHE

Lire la suite page 31

## La voie royale d'un seigneur de l'argent

De petits yeux malicieux et un sourire éclatant un visage massif et coloré comme on en trouve – on ose le dire – parmi les portraits des gentilshommes du dix-septième siècle dus à Holbein à la National Gallery, Sir David Scholey, cinquante-six ans, apparaît comme un homme d'action, le «Yorkshireman» robuste avec des mains fortes. Si la banque Warburg laisse percer une arrogance bien tempérée, son président, lui, provoque la sympathie immédiate : urbain, séduisant, affable. Pénétrer dans sa demeure de capitaine au long cours est un privilège : ce seigneur de l'argent ne fait pas partie de ces personnalités qui se livrent à tout bout de champ.

S'il n'appartient pas à la noblesse de la finance – les Baring, Cazenove, Schroder – ce fils de banquier fait partie du second «cerle magique», l'Angleterre des marchands et son réseau complexe de contacts et d'amitiés tissé depuis les années de collège à l'université d'Oxford et dans le régiment des lanciers royaux. Plus intéressé par la tromperie que par la pratique dans l'orchestre de la chanteuse Dusty Springfield, et par les parties de roulette clandestines que par la passion des connaissances ou les tournois d'éloquence, il quitte Oxford dès la seconde année. Le futur PDG de S. G. Warburg obtient son premier emploi par recommandation chez la Guinness-Mahon, un bastion de la haute banque anglaise où le jeune homme, en pantalon rayé, chapeau melon et parapluie réglementaires, s'initie aux arcanes du marché monétaire.

En 1964, lors d'un cocktail, il rencontre Siegmund Warburg («Une vague connaissance de mon père») qui, cherchant à étoffer son encadrement, lui fait signe. On pouvait attendre le parcours du combattant. C'est la voie royale. Ambitieux? Sans doute, mais le patronage de Sir Siegmund et de son associé Henry Grenfell lui évite les intrigues, les luttes au couteau et souvent salissantes. La maison de Greesham Street n'a que deux cents employés. Chaque matin, sous l'œil de Siegmund, les cadres se réunissent pour lire toute la correspondance de la firme... Ascension météorique : le voilà qui occupe un bureau coïncé



entre ceux des deux patrons. Une carrière de cour et de courbettes pour les uns. Une vie pleine pour les autres. Au bout de l'épreuve : la vice-présidence en 1977, la coprésidence en 1980, lors de la retraite de son mentor : «Travailler à ses côtés a été une expérience étonnante. Je suis certain qu'il serait horrifié devant la dimension de l'entreprise qu'il a créée...»

«Scholey a le rare talent de donner l'impression de prendre son temps, il dirige sa maison de main de maître, est au courant de tout, délègue bien mais est là aux moments critiques», déclare un confrère averti. Seules ombres au tableau : la phobie des indélébiles affrontements de personnes dans une serre portée à haute pression où s'exacerbent les tensions, les rancœurs et les états d'âme, et une tendance au retard étonnante dans un métier où la ponctualité est de règle.

Avec Eddie George, numéro deux de la Banque d'Angleterre, et Sir David Walker, président du Securities and Investments Board, David Scholey est considéré comme l'un des favoris pour succéder à Robin Leigh-Pemberton à la tête de l'institut d'émission de Threadneedle Street quand son mandat viendra à expiration, en 1993. Aimerait-il la présidence de l'Old Lady, un poste digne de son rang? «Honnêtement, je ne connais pas la réponse à cette question.»

M. R.

## Un biographe nommé Jacques Attali

La question est tellement de rigueur qu'on hésite à la formuler : que pensez-vous de Jacques Attali, auteur de la célèbre biographie de Sir Siegmund Warburg, une société financière totalement indépendante de Warburg and Co, refusant de s'associer au projet du livre. Jacques Attali charme Henry Grenfell, qui, lui, accepte de parler et lui laisse même voir certaines pages du journal intime de Sir Siegmund.

Le livre est publié en 1985. Quatre ans plus tard, Moste Mirahil veut le porter à l'écran. Vive opposition de Max Warburg au projet, bien que Jacques Attali participe au scénario. Procès perdu en Allemagne, pressions financières avortées sur les banques... la tentative de censure échoue misérablement. «David Scholey qui n'a pas vu le film s'est entêté à dire qu'il était excellent», nous assure Jacques Attali, «c'est la première fois qu'il y a un film sur une dynastie financière qui ne soit pas du roman». Juif, étranger, outsider, désireux de bâtir une banque internationale à Londres...

Warburg-Paribas-Becker. Eric Warburg, le plus proche parent de Siegmund, et son fils Max, qui dirigeant MM. Warburg à Hambourg, une société financière totalement indépendante de Warburg and Co, refusant de s'associer au projet du livre. Jacques Attali charme Henry Grenfell, qui, lui, accepte de parler et lui laisse même voir certaines pages du journal intime de Sir Siegmund.

Le livre est publié en 1985. Quatre ans plus tard, Moste Mirahil veut le porter à l'écran. Vive opposition de Max Warburg au projet, bien que Jacques Attali participe au scénario. Procès perdu en Allemagne, pressions financières avortées sur les banques... la tentative de censure échoue misérablement. «David Scholey qui n'a pas vu le film s'est entêté à dire qu'il était excellent», nous assure Jacques Attali, «c'est la première fois qu'il y a un film sur une dynastie financière qui ne soit pas du roman». Juif, étranger, outsider, désireux de bâtir une banque internationale à Londres...

Faut-il voir dans la mission du président de la BERD comme un désir de mimétisme avec son modèle, Siegmund Warburg? Pour le président de S. G. Warburg, «il y a un élément de similitude, Jacques Attali a identifié une fonction, mais son inspiration est le résultat d'une analyse géopolitique». Siegmund a toujours refusé de décrire comment il envisageait l'avenir. Je suis persuadé que Jacques Attali a une bonne idée de sa banque pour les vingt ou trente prochaines années.

«Quand je suis venu à Londres pour écrire mon livre, je ne pensais pas que dix ans plus tard je serais à la tête d'une banque», souligne l'homme de la BERD. Ce dernier vient d'ailleurs de louer des bureaux permanents au 175 Bishopsgate, un immeuble de Broadgate situé à quelques encablures du siège de S. G. Warburg.

M. R.

(1) La tentative du PDG de Paribas, Pierre Moussu, de soustraire les filiales suisses et belges de Paribas à la nationalisation.

## TABLES D'AFFAIRES

### DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41 De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD sélé, 142, Champs-Élysées F. dim.

SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

### RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, 25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park.

dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> T.L.J.

découvrir. Déj. Dîner. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

DEMAIN, NOTES SUPPLÉMENT

Le Monde

Sous le PARRAINAGE de la MAIRIE du XVI<sup>e</sup>

7<sup>e</sup> Salon des Antiquaires de PARIS XVI<sup>e</sup>

JARDINS DU RANELAGH du 8 au 18 novembre 1991

de 11 h à 22 h tous les jours

AVENUE PRUDHON - MÉTRO MUETTE



هنا من الحمار

هذا من اجل

AFFAIRES

# Automne brumeux pour le Printemps

Les difficultés américaines des actionnaires suisses fragilisent un des fleurons des grands magasins parisiens. L'abandon d'Euromarché à Carrefour a pris de court les cadres

LES cadres du Printemps ont été pris de court par le brusque virage à 90 degrés imposé par leurs actionnaires belges dans le dossier Euromarché, à la fin du mois de juin. Quatre mois après, même s'ils affirment le contraire, ils ont encore du mal à accepter cette décision. Le sentiment que le groupe traverse un *no man's land* est encore aggravé par les incertitudes et les rumeurs sur son actionnariat.

« L'affaire Euromarché est sûrement une des plus grandes frustrations professionnelles qu'ait vécues une équipe de direction » : en tant que directrice des relations humaines, Catherine Barbaroux est particulièrement bien placée pour décrire l'état d'esprit des cadres du Printemps contraints, en juin, à renoncer en quarante-huit heures à leur projet le plus cher : le rachat d'Euromarché. Tout était prêt pour réaliser cette opération, pièce maîtresse de la stratégie de Jean-Jacques Delort, qui se bat depuis quinze ans pour faire du Printemps un groupe de distribution multi-spécialiste.

La logique qu'il défend a le mérite d'être claire : historiquement, le Printemps est engagé dans deux métiers – les grands magasins et les magasins dits « populaires » (Pristalia, notamment) – qui progressent à petite vitesse, en raison de l'absence de la concurrence de la grande distribution moderne (hypermarchés, supermarchés, discom-

ters...). Il s'agit donc d'investir dans des secteurs ayant le vent en poupe, notamment dans la vente par correspondance (d'où la reprise en 1987 de la totalité de La Redoute, premier « vépéciste » français) et les hypermarchés. La cible Euromarché semblait particulièrement bien choisie, puisque le Printemps détenait déjà plus de 40 % de son capital et que Jean-Jacques Delort siégeait au conseil de cette chaîne, avec laquelle son groupe entretenait des liens historiques remontant aux années 70.

## Une union sans nuages

Mais coup de théâtre à la fin juin : au moment précis où l'autre grand actionnaire d'Euromarché et son gestionnaire – la banque Lazard, sans le feu vert de laquelle l'opération ne pouvait se faire, en raison d'un accord d'actionnaires – semblaient sur le point de lâcher Euromarché, l'opération capote et Carrefour rattrape la mise. « Le coup du siècle pour Carrefour », commente un professionnel de la distribution... et un coup dur pour le Printemps, brusquement en panne de stratégie. « En pause », corrige Catherine Barbaroux et, à l'unisson, tous les opérationnels du groupe, qui mettent désormais en avant le dynamisme de la branche VPC (vente par correspondance) autour de La Redoute, la bonne tenue des activités financières et l'infatigable travail de fond mené dans les grands magasins et les enseignes populaires.

Il a fallu attendre quelques jours avant d'apprendre que ce revirement avait été imposé au management par les actionnaires suisses. Cet acte d'autorité était d'autant plus surprenant que, vue de l'extérieur, l'union entre les familles Maus-Nordmann (propriétaires de 42,2 % du capital, mais de 56 % des droits de vote) et Jean-Jacques Delort semblait sans nuages. « Un excellent actionnaire, très industriel », qui a remis des fonds lorsque c'était nécessaire et appuyé en son temps le rachat de La Redoute, assure aujourd'hui encore Daniel Arnaud, directeur général adjoint chargé du secrétariat général et de la direction financière du groupe.

## L'art du secret

En réalité, les familles Maus-Nordmann, entrées il y a vingt ans dans le Printemps, ont qu'à se féliciter du travail effectué depuis 1977 par Jean-Jacques Delort. En quinze ans, ce Toulousain rugueux peut se vanter d'avoir remis sur pied un groupe qu'il avait trouvé en pleine déconfiture, se taillant ainsi une solide réputation de bon manager. Pour la première fois, ses actionnaires ne le suivaient pas dans sa stratégie et ce « lâchage » était d'autant plus visible qu'il avait été public son engagement personnel dans le dossier Euromarché (1).

La stupeur était à son comble lorsqu'on apprit pourquoi les action-

naires prenaient ainsi à contre-pied un de leurs managers : en proie à de grandes difficultés aux Etats-Unis, ils ne voulaient pas prendre le risque de se lancer dans l'opération Euromarché, qui aurait mobilisé toutes les forces du Printemps.

A cause de ces problèmes, les Maus-Nordmann se trouvaient brusquement sous les feux de l'actualité. A leur corps défendant, car, s'il est un art qu'ils cultivent particulièrement, c'est bien celui du secret. D'ou, on ne sait rien... ou presque. L'histoire de leurs familles ? Elle n'existe pas. Des documents comptables ? Non plus. Un organigramme du groupe ? Pas plus. On sait qu'ils figurent parmi les Suisses les plus riches de la Confédération, que leur activité repose sur trois pieds (les Etats-Unis, la Suisse et la France), qu'ils gèrent notamment en Suisse la grande chaîne Pinette. Apparemment surpris de l'émotion suscitée dans l'Hexagone par les incertitudes que fait peser sur l'avenir d'un des plus beaux monuments de la distribution parisienne l'exposé de leurs difficultés outre-Atlantique, ils restent extrêmement discrets, au risque d'être incompris.

Car on n'est même pas sûr que les familles propriétaires envisagent de céder tout ou partie du Printemps pour combler la perte occasionnée aux Etats-Unis par le rachat, en 1989, de la chaîne de magasins Carson. Perte pour laquelle le chiffre de 900 millions de dollars (soit quelque 5 milliards de francs) a été avancé,

mais être confirmé, le porte-parole du groupe faisant même comprendre qu'il est glorieux.

A la fin juillet, alors que les rumeurs de cession s'amplifiaient autour du Printemps (occasionnant une belle envolée du titre en Bourse), il déclarait : « Nous avons des problèmes aux Etats-Unis, c'est vrai, mais de là à vendre toutes les participations, il y a un pas ». Aujourd'hui, il fait remarquer qu'« un groupe suisse, à la veille du grand marché européen, n'a pas intérêt à perdre sa seule implantation dans le Marché commun » et souligne l'extraordinaire solidité financière du groupe, qui a « un taux d'endettement de rêve », avec seulement quelques emprunts hypothécaires pour des raisons fiscales et des « réserves latentes considérables » sur ses biens immobiliers.

Dans la Confédération, on donne la priorité à la « remise sur pied de Bergner », la filiale américaine qui a demandé à la fin du mois d'août la protection de la loi sur les faillites (« chapitre 11 »). Cette procédure, explique-t-on, visait à assurer les livraisons (stoppées par les fournisseurs) pour la rentrée et Noël, période clé pour la réussite ou l'échec d'une saison... Un de ses effets a été de susciter la colère des banquiers des Maus-Nordmann, qui se sont estimés maltraités par cette décision. Depuis, les rapports se seraient améliorés. De toute façon, on ne connaît pas les décisions des deux familles qu'après les conclusions des différents audits sur le groupe confiés à de célèbres cabinets.

## Une hypothèse franco-française

Fallait-il y voir un signe supplémentaire d'attachement des actionnaires à leur filiale française, une volonté de verrouillage ou la possibilité de disposer d'un siège facilement libérable ? Un conseil de surveillance du Printemps, le 25 septembre, a réaffirmé son soutien à un nouveau représentant de la famille, Didier Maus. Et pour faire taire les rumeurs de désaccord entre les actionnaires et leurs managers, un coup de chapeau appuyé était donné à l'équipe dirigeante pour ses bons résultats, au premier semestre, dans un contexte économique morose.

Car, entre-temps, des candidats à la reprise du Printemps s'étaient – parfois bruyamment – mis sur les rangs, la conviction s'étant installée dans l'Hexagone que les Maus-Nordmann seraient contraints de céder une partie de leur empire pour renflouer les Etats-Unis (personne ne les imagine touchant à leurs intérêts suisses) sont cités, entre autres, des allemands comme Quelle ou Metro, le français Pinaut, appuyé par le très actif Crédit lyonnais, et les plus beaux noms de l'establishment, comme Euris.

Un des grands avantages de l'hypothèse Pinaut serait d'être « franco-française », un thème actuellement porteur auprès des pouvoirs publics – et, à première vue, d'assurer l'intégrité du groupe : nul doute qu'une solution du type Quelle (numéro deux européen de la VPC) fait craindre pour l'ancrage dans le groupe de la région Nord (qui compte deux élus de poids, Pierre Mauroy et Michel Delabarre)... Or le porte-parole des familles a explicitement écarté une vente par appartements en déclarant, le 6 novembre, que « le groupe Maus-Nordmann doit compter avec d'autres actionnaires, il ne peut pas vendre le groupe Printemps morceau par morceau ».

Accueilli fraîchement par les observateurs en 1987, le rachat de La Redoute s'avère, en effet, particulièrement porteur pour le Printemps : la VPC résiste mieux que prévu au ralentissement actuel et, à l'intérieur de ce secteur, La Redoute tire bien son épingle du jeu. Certains la considèrent aujourd'hui comme une de ses « vaches à lait » (« le plus grand pourvoyeur de pro-

fit », préfère Daniel Arnaud). Son arrivée a non seulement donné un coup de fouet à la branche financière (dont le nouveau patron n'est autre que l'ancien directeur de cabinet de Michel Rocard, Jean-Paul Huchon, également en-banquier – au Crédit agricole), mais elle devrait servir de vecteur à la diversification et à l'internationalisation du groupe : pour pallier la relative stagnation du catalogue généraliste en France – directement concurrencé par Les Trois Suisses – l'entreprise met l'accent sur des créneaux spécialisés plus prometteurs comme l'équipement de la maison (La Maison de Valérie), l'enfant (Vert Baudet) ou la femme mère (Daxo). A l'étranger, sa filiale italienne renoue avec la rentabilité, et elle vient de racheter le numéro cinq de la VPC anglaise, Empire Stores.

## L'histoire repasserait-elle les plats ?

Son éventuel « décrochage » serait difficilement acceptable pour le management, à la fois parce qu'il réduirait la rentabilité financière de l'ensemble du groupe et parce qu'il consisterait en un retour en arrière dans la politique de diversification. En revanche, un des avantages de l'hypothèse Pinaut – à supposer qu'elle aboutisse – serait de la renouer, puisqu'il apporterait dans la corbeille la chaîne de magasins Conforama. Lorsque Conforama était à vendre, l'équipe de Jean-Jacques Delort avait sérieusement envisagé de le racheter. Mais, elle avait préféré garder ses forces (et son argent) pour Euromarché... L'histoire repasserait-elle les plats ?

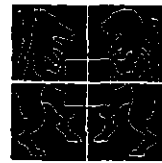
Un des grands soucis de l'équipe dirigeante du Printemps est de combattre l'idée que les incertitudes conduisent à l'immobilisme : très convaincu, Léon Salto, à la tête de la branche magasins, vient d'inaugurer un magnifique espace « beauté » au rez-de-chaussée du boulevard Haussmann, jouant à plein la carte du haut de gamme et de la magie. Et il continue de repositionner également vers le moyen-haut de gamme les très mal nommés « magasins populaires » (2), dont l'un des inconvénients (leur localisation en centre-ville, sans parking) pourrait se transformer en atout dans une France vieillissante, monoparentale et citadine.

Chacun sera sur le qui-vive, le 20 novembre, date du prochain conseil de surveillance du groupe... S'y produira-t-il quelque chose de particulier ? On le disait déjà du précédent, le 25 septembre... Une chose est sûre : le Printemps ne pourra supporter longtemps sans dommage cette période d'incertitude. D'abord, parce que le ralentissement de la consommation pèse fortement sur les grands magasins, déjà touchés par les effets de la crise du Golfe. Il ne peut donc se contenter de gérer au plus serré et il lui faut développer des activités sources de cash-flow (certes, les 2 milliards de francs de plus-values sur Euromarché vont engendrer de l'argent...). De même, les plus beaux jours de la branche financière sont terminés et, après la loi Neiertz sur le surendettement des ménages, promis à une maturation. Enfin, parce que ses concurrents ne restent pas les deux pieds dans le même sabot : il ne faut pas oublier que les Galeries Lafayette viennent de racheter les Nouvelles Galeries, de mettre un pied à Berlin et d'ouvrir en grande pompe un magasin à New-York. Or, la distribution, c'est comme la bicyclette, quand on arrête d'avancer...

FRANÇOISE VAYSSÉ

(1) La presse s'est fait l'écho pendant des mois de la querelle opposant les présidents de Lazard (Antoine Bernheim) et du Printemps (Jean-Jacques Delort) à propos d'Euromarché.  
(2) Les magasins populaires regroupent un concept venu des Etats-Unis et d'Allemagne dans les années de la grande crise de 1929 : ils vendent des articles à des prix uniques. D'où les deux appellations « Pristalia » (groupe Printemps) et « Monoprix » (groupe Galeries Lafayette).

Le Monde



ScPo

ENTREPRISES, MÉDIAS : des liaisons dangereuses ?

4<sup>e</sup> séminaire Sciences-Po - Le Monde

mardi 26 novembre 1991

MATIN

Présidence : René RÉMOND

9 h Ouverture du séminaire : Alain LANCELOT

9 h 15 LA COMMUNICATION DANS L'ENTREPRISE : AVEC OU SANS LES MÉDIAS ? Séance introduite par Elie COHEN

\* Des stratégies de communication contrastées : Christian BLANC, Pierre DELAPORTE, Jean DROMER, Jean-Louis MISSIKA,Animateur : Manuel LUCBERT

11 h LE RECOURS AUX MÉDIAS : DU NARCISSISME A LA DOMESTICATION ? Séance introduite par Patrice ALLAIN-DUPRÉ

\* De l'usage de la presse par les entreprises : Alain MINC, Nina MITZ, Patrice KREIS,Animateur : Michel COLONNA D'ISTRIA

12 h 45 Déjeuner

APRÈS-MIDI

Présidence : Jacques LESOURNE

14 h 15 LES MÉDIAS FACE AUX ENTREPRISES : UNE INFORMATION SOUS INFLUENCE ? Séance introduite par Bruno FRAPPAT

\* L'opinion des journalistes : E.S. BROWNING, Emmanuel de LA TAILLE, Didier POURQUERY, Federico RAMPINI, Philippe RIES,Animateur : Roland CAYROL

16 h SITUATIONS DE CRISE : LES MÉDIAS, INSTRUMENTS DE GUERRE ? Séance introduite par Yves MAMOU

\* L'information, nouvel enjeu dans les crises : Jean-Bernard PINATEL, Pierre-Yves TANGUY, Marc VIENOT, Patrick ZELNIK,Animateur : Alain FAUJAS

17 h 45 CONCLUSION DU SÉMINAIRE : Jacques LESOURNE

Ce séminaire se déroulera à l'hôtel NIKKO - 75015 PARIS  
Programme détaillé et inscriptions : Institut d'Études Politiques de Paris - Service formation continue  
215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 45-49-11-76 - 45-49-51-94

EMPLOI

Chaque mardi daté mercredi

Le Monde

INITIATIVES



## AFFAIRES

# A quoi servent les plans textile ?

Avec trois millions de salariés dans la CEE et 365 000 en France, le textile et l'habillement occupent une place essentielle dans la structure industrielle des Douze et de l'Hexagone. Essentielle... mais fortement menacée

**F**ERMETURES d'entreprises, dépôts de bilan, suppressions d'emplois, désarroi, montée du chômage, régions sacrifiées, vallées désertées... Les scénarios noirs sont de retour. La magie de la mode, couleurs et falbalas, s'efface derrière la crise des industries du textile et de l'habillement. Les plans d'urgence sont un premier train de mesures (le Monde du 26 juillet). La Communauté européenne lui emboîte le pas. Après avoir entendu Martin Baugmann, ministre de l'Industrie des Douze, les propositions du commissaire européen chargé du développement régional, Bruce Millan (voir encadré).

Fin, en effet, le temps où il était de bon ton de ne se pencher que sur les industries dites « stratégiques », à haute valeur ajoutée, à base de composants ou d'électronique. Les Douze ont fait leurs comptes. Entre filature et tissage, maille et confection, l'industrie du textile et de l'habillement de la Communauté emploie trois millions de personnes - 40 % de moins qu'il y a quinze ans - pèse 9 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière et représente 40 milliards d'écus (280 milliards de francs) d'échanges entre Etats membres. En 1989, les ménages européens ont consacré 6 % de leur budget - 300 milliards d'écus (2 100 milliards de francs) - à se vêtir.

En France même, rappelle-t-on au ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur, « les entreprises du textile et de l'habillement restent le deuxième employeur du pays avec 365 000 salariés », bien que réductions d'effectifs et licenciements connaissent une nouvelle poussée. L'an dernier, l'industrie nationale a payé un tribut de 15 000 emplois à la modernisation et à la concurrence internationale. Elle en a perdu autant pendant les six premiers mois de cette année.

La conjoncture se fait exécrable. Les exportations des pays en voie de développement sont dopées par la baisse du dollar (la devise américaine est celle des transactions), alors que le marché intérieur stagne. Faute de croissance, de confiance et d'augmentation du pouvoir d'achat, la consommation de produits manufacturés, dont fait partie le textile-habillement, a baissé de 0,6 % au premier semestre selon l'INSEE. « Ajoutez à cela, ajoute un conseiller, un temps d'hiver en mai, d'été en septembre avec tous ce que cela implique d'achats différés, et vous aurez une idée des difficultés de ce secteur à l'activité saisonnière ».

### Accumulation de difficultés

Une accumulation de difficultés qui tombe au mauvais moment, au terme des accords multilatéraux conclus avec les pays en voie de développement et à la veille d'un retour du textile et de l'habillement au droit com-

mun du marché international sous l'égide du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). S'il est conclu, l'accord ouvrira plus grandes encore les frontières des Douze. « Le marché français représente 200 milliards de francs, rappelle-t-on au Quai de Bercy. Impossible, donc, de l'abandonner tout entier aux importations et d'imaginer un déficit de cette ampleur. Avec ses 80 milliards de francs, la facture pétrolière du pays n'en représente pas la moitié. » C'est, en fait, les industries du textile et de l'habillement ne seront pas abandonnées.

En 1982 déjà, l'Etat avait tendu la perche à un secteur durement frappé. Presque par hasard. Avec l'élection de François Mitterrand et son cortège de nationalisations, les grands patrons désertent les allées du pouvoir. Seuls les patrons du textile - un secteur considéré comme « non stratégique » - restent. Deux rapports parlementaires conclusent à l'exercice de leurs charges sociales sous le bras, continuent à fréquenter l'Elysée et Matignon. Pierre Mauroy n'a pas oublié qu'il est né à l'ombre des bœufs. Son ministre de l'Industrie, Pierre Dreyfus, sait se montrer attentif et convaincant : le gouvernement adopte, quelques mois seulement avant le retour à la rigueur, un vaste plan « textiles » - « le seul mai en quarante ans », commentent encore les professionnels.

Pour l'essentiel, le plan prévoit un allègement substantiel des charges sociales en contrepartie d'engagements sur l'emploi et le volume d'in-

vestissements. « Les entreprises calculent elles-mêmes les déductions auxquelles elles avaient droit, raconte Thierry Noblot, de l'Union des industries textiles (UIT), l'Etat vérifiant en fin d'année si les termes du contrat avaient bien été respectés. » Les premiers résultats sont là (le plan prendra prématurément fin en 1984 sous la pression de la Commission européenne). De 1981 à 1983, la marge brute d'autofinancement des entreprises augmente de 146 %, les investissements de 47 % (+ 23 % pour le textile, + 75 % pour la maille, + 125 % pour l'habillement), alors qu'ils avaient chuté de 45 % en volume de 1974 à 1981. L'action sur l'emploi, en revanche, se révèle plus fugitive.

Ce n'est pas toujours le cas. En Belgique, à portée de voix des fabriques désertées de Tourcoing, les usines flamandes neiges qui bordent la route de Waregem à Courtrai montrent que textile et habillement (ainsi que l'ameublement) peuvent se conjuguer avec pavillons coquets, jardins propres et prospérité. Industriels et patrons flamands ont su développer cette politique de « niches » qui, du couteil à matelas au tissu d'ameublement ou au tapis, leur permet de dominer des marchés limités mais lucratifs.

Mais le plan Claes, du nom du ministre belge l'ayant porté sur les fonts baptismaux, a aussi joué un rôle. A l'époque, comme le raconte Marc Santens, dernier baron belge du textile selon la presse flamande, « il

s'agit de trouver un moyen d'aider de petites entreprises familiales manquant de fonds propres sans autoriser l'Etat à interférer dans leur gestion. On crée donc des actions sans droit de vote ». L'entreprise avait quinze ans pour rembourser cet emprunt sans intérêt avant que les actions ne retrouvent leur plein effet.

### Un train de mesures modeste

La mesure aide à la reconversion, accompagne des investissements massifs même si elle n'en est pas l'unique cause. En 1986, la Commission de Bruxelles met un terme à ce plan de 22 milliards de francs belges (un montant fixé pour faire pendant aux subventions déversées sur la sidérurgie wallonne). Aujourd'hui, l'industrie belge du textile et de l'habillement exporte 85 % de sa production et pèse, avec 100 000 emplois, 12,5 % de l'emploi salarié du pays.

« Toutes ces aides ont cessé », assure Marc Santens, le pays est trop endetté pour avoir les moyens d'une politique économique. « Même si, d'exonération de la taxe cadastrale en déduction partielle des investissements du montant imposable, les coups de pouce sont loin d'être négligeables. Comme dans l'Allemagne voisine, où subventions et incitations se perdent dans le maquis du fédéralisme ; comme dans l'Italie du « système D », où la société Iniziativa Spa (équivalente à l'une de nos sociétés de développement régional) peut financer jusqu'à 75 % de

l'implantation d'une usine textile dans le centre de la Péninsule.

En comparaison, le train de mesures défendu fin juillet par Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, paraît bien modeste. Quatre cents des 860 millions de francs annoncés représentent la simple répercussion vers le secteur textile de la baisse - plus générale - de la taxe professionnelle ; 250 millions vont aux régions ; 110 millions reprennent des mesures existantes (certification et innovation) ; 80 millions, enfin, correspondent au coût de l'extension aux frais de collection du crédit impôt « recherche », seule vraie nouveauté.

On est loin des largesses de 1982. Alors que la profession se mobilise et apprend - c'est un événement - à travailler unie, tous métiers confondus. Aux Rencontres textiles, le 7 novembre à Troyes, l'association l'Intégrale textile, qui réunit 250 entreprises, a proposé aux délégations de Carpi (Italie), Mataro (Espagne) et Leicester (Grande-Bretagne) de faire une sainte-alliance et de créer le premier réseau d'échanges entre les principales villes de la bonneterie européenne. Et pourquoi pas un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) des grandes régions de l'Europe textile ? Face à la concurrence du grand large, l'industrie hexagonale semble prête à sortir de sa léthargie.

PIERRE-ANGEL GAY

## Cinq cents millions d'écus très convoités

Cinq cents millions d'écus. C'est le montant des aides que la Communauté européenne entend consacrer à la reconversion des régions fortement dépendantes de l'industrie textile. Cinq cents millions d'écus ou 3,5 milliards de francs, qui devraient donner lieu à une belle empoignade, le 18 novembre, lorsque le conseil des ministres « industrie » des Douze examinera - sans pouvoir s'y opposer toutefois - le programme RETEX en faveur des régions fortement dépendantes de l'industrie textile. Un programme destiné, en priorité, dans l'esprit de son promoteur, Bruce Millan, à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce, mais dont le mode de répartition n'est pas encore définitivement arrêté.

Et c'est là que le bât risque de blesser. Il reste, par exemple, à définir la place que le textile devra occuper dans l'industrie régionale, au risque de favoriser ici et de défavoriser là. Pour l'instant, le projet de Bruce Millan ouvre la possibilité à une région de bénéficier du programme RETEX si elle figure

parmi les plus défavorisées, éligibles au programme européen FEDER. En France, par exemple, cela profiterait au Nord-Pas-de-Calais, aux Vosges et au Val-de-Loire de bénéficier des nouvelles aides. Mais pas au département de l'Aube où, pourtant, l'industrie de la maille souffre tout autant de la crise du textile européen.

« Distorsion de concurrence », accusent déjà tous ceux qui pourraient être exclus des retombées du nouveau programme. « Pour éviter cette difficulté, il faudra peut-être que les Etats membres mettent en place des aides complémentaires en faveur des régions non éligibles », reconnaît un fonctionnaire bruxellois, ouvrant la voie à de vastes marchandages. Mais ce n'est rien à côté d'un autre débat : l'ex-Allemagne de l'Est bénéficiera-t-elle de RETEX ? « Ce serait construire une seconde industrie textile allemande aux frais du contribuable européen », lâche un professionnel. Les arbitres promettent d'être délicats.

P.-A. G.

## Le paradis reconquis de la banque Warburg

Suite de la page 29

Un volume d'affaires en hausse ne signifie pas nécessairement des bénéfices automatiques. La rareté des émissions de titres et des activités les plus rémunératrices, comme le conseil en fusion et acquisition d'entreprise, la concurrence des *investment banks* américaines dans la City, comme Goldman Sachs et Morgan Stanley, se font sentir au niveau des profits. Tout en demeurant bon par rapport au reste du secteur, la rentabilité sur fonds propres laisse à désirer. A l'instar du *Financial Times*, les capitalistes d'industrie dénoncent des prétentions parfois exagérées. Après tout, avec un capital de 934 millions de livres, S. G. Warburg demeure une institution aux ressources limitées par rapport aux titans américains, japonais ou allemands. Pour résister à ces coups de boutoir venus d'ailleurs, l'entreprise doit se doter d'un outil (investissements technologiques, expansion du réseau étranger) à la hauteur de l'enjeu qui pourrait nécessiter de nouveaux besoins en capital. Enfin,

d'aucuns notent que la conjoncture difficile nécessite peut-être un style de direction moins consensuel et plus autoritaire.

De quoi l'avenir de ce groupe, dont la réussite tient à une savante alchimie alliant quelques brillants atouts et des lambeaux de gloire, sera-t-il fait ? Depuis 1981, David Scholey mène sans tapage la barque, une coquille de noix devenue paquebot au fil de cinquante ans d'existence. Il vient de confier la direction générale à son bras droit, lord Cairns, pair du royaume, moulé à Eton, une belle revanche posthume pour Sir Siegmund, « l'immigré », longtemps rejeté pour n'être accepté que du bout des lèvres par les grandes familles anglaises. Quand on l'interroge sur l'après-« Big Bang » en mentionnant le *Paradis perdu*, chef-d'œuvre de Milton, son écrivain favori, David Scholey réplique avec son regard limpide et ce charme d'un Oscar Wilde un peu las qu'il aimait naguère le cinéma : « Vous voulez dire le « paradis reconquis »... »

MARC ROCHE

## SI FRANCE TÉLÉCOM EST NOTÉ TRIPLE "A", CE N'EST PAS PAR HASARD.



Directeur financier d'un grand investisseur, je recherche aujourd'hui les émissions de FRANCE TELECOM pour les raisons qui me faisaient apprécier, ces dernières années, les emprunts de la CNT. La signature a changé, pas la qualité du papier. L'avance technologique de cet opérateur public, ses succès commerciaux et sa solidité financière sont autant d'atouts pour souscrire en toute tranquillité. Ce n'est donc pas un hasard si Moody's et Standard and Poor's ont attribué à FRANCE TELECOM les meilleures notes : Aaa et AAA. Une valeur d'avenir qui conjugue dynamisme et sécurité.



FRANCE TELECOM



EMPLOI

Le Monde

سكوت من الاموال





# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 14 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel									
VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%
4100 CAC 35	4142	4180	-38	-0.91	4100 CAC 35	4142	4180	-38	-0.91
1200 CAC 35	1200	1200	0	0.00	1200 CAC 35	1200	1200	0	0.00
1300 CAC 35	1300	1300	0	0.00	1300 CAC 35	1300	1300	0	0.00
1400 CAC 35	1400	1400	0	0.00	1400 CAC 35	1400	1400	0	0.00
1500 CAC 35	1500	1500	0	0.00	1500 CAC 35	1500	1500	0	0.00
1600 CAC 35	1600	1600	0	0.00	1600 CAC 35	1600	1600	0	0.00
1700 CAC 35	1700	1700	0	0.00	1700 CAC 35	1700	1700	0	0.00
1800 CAC 35	1800	1800	0	0.00	1800 CAC 35	1800	1800	0	0.00
1900 CAC 35	1900	1900	0	0.00	1900 CAC 35	1900	1900	0	0.00
2000 CAC 35	2000	2000	0	0.00	2000 CAC 35	2000	2000	0	0.00
2100 CAC 35	2100	2100	0	0.00	2100 CAC 35	2100	2100	0	0.00
2200 CAC 35	2200	2200	0	0.00	2200 CAC 35	2200	2200	0	0.00
2300 CAC 35	2300	2300	0	0.00	2300 CAC 35	2300	2300	0	0.00
2400 CAC 35	2400	2400	0	0.00	2400 CAC 35	2400	2400	0	0.00
2500 CAC 35	2500	2500	0	0.00	2500 CAC 35	2500	2500	0	0.00
2600 CAC 35	2600	2600	0	0.00	2600 CAC 35	2600	2600	0	0.00
2700 CAC 35	2700	2700	0	0.00	2700 CAC 35	2700	2700	0	0.00
2800 CAC 35	2800	2800	0	0.00	2800 CAC 35	2800	2800	0	0.00
2900 CAC 35	2900	2900	0	0.00	2900 CAC 35	2900	2900	0	0.00
3000 CAC 35	3000	3000	0	0.00	3000 CAC 35	3000	3000	0	0.00
3100 CAC 35	3100	3100	0	0.00	3100 CAC 35	3100	3100	0	0.00
3200 CAC 35	3200	3200	0	0.00	3200 CAC 35	3200	3200	0	0.00
3300 CAC 35	3300	3300	0	0.00	3300 CAC 35	3300	3300	0	0.00
3400 CAC 35	3400	3400	0	0.00	3400 CAC 35	3400	3400	0	0.00
3500 CAC 35	3500	3500	0	0.00	3500 CAC 35	3500	3500	0	0.00
3600 CAC 35	3600	3600	0	0.00	3600 CAC 35	3600	3600	0	0.00
3700 CAC 35	3700	3700	0	0.00	3700 CAC 35	3700	3700	0	0.00
3800 CAC 35	3800	3800	0	0.00	3800 CAC 35	3800	3800	0	0.00
3900 CAC 35	3900	3900	0	0.00	3900 CAC 35	3900	3900	0	0.00
4000 CAC 35	4000	4000	0	0.00	4000 CAC 35	4000	4000	0	0.00
4100 CAC 35	4142	4180	-38	-0.91	4100 CAC 35	4142	4180	-38	-0.91

COMPTANT (sélection)									
VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%
1200 CAC 35	1200	1200	0	0.00	1200 CAC 35	1200	1200	0	0.00
1300 CAC 35	1300	1300	0	0.00	1300 CAC 35	1300	1300	0	0.00
1400 CAC 35	1400	1400	0	0.00	1400 CAC 35	1400	1400	0	0.00
1500 CAC 35	1500	1500	0	0.00	1500 CAC 35	1500	1500	0	0.00
1600 CAC 35	1600	1600	0	0.00	1600 CAC 35	1600	1600	0	0.00
1700 CAC 35	1700	1700	0	0.00	1700 CAC 35	1700	1700	0	0.00
1800 CAC 35	1800	1800	0	0.00	1800 CAC 35	1800	1800	0	0.00
1900 CAC 35	1900	1900	0	0.00	1900 CAC 35	1900	1900	0	0.00
2000 CAC 35	2000	2000	0	0.00	2000 CAC 35	2000	2000	0	0.00
2100 CAC 35	2100	2100	0	0.00	2100 CAC 35	2100	2100	0	0.00
2200 CAC 35	2200	2200	0	0.00	2200 CAC 35	2200	2200	0	0.00
2300 CAC 35	2300	2300	0	0.00	2300 CAC 35	2300	2300	0	0.00
2400 CAC 35	2400	2400	0	0.00	2400 CAC 35	2400	2400	0	0.00
2500 CAC 35	2500	2500	0	0.00	2500 CAC 35	2500	2500	0	0.00
2600 CAC 35	2600	2600	0	0.00	2600 CAC 35	2600	2600	0	0.00
2700 CAC 35	2700	2700	0	0.00	2700 CAC 35	2700	2700	0	0.00
2800 CAC 35	2800	2800	0	0.00	2800 CAC 35	2800	2800	0	0.00
2900 CAC 35	2900	2900	0	0.00	2900 CAC 35	2900	2900	0	0.00
3000 CAC 35	3000	3000	0	0.00	3000 CAC 35	3000	3000	0	0.00
3100 CAC 35	3100	3100	0	0.00	3100 CAC 35	3100	3100	0	0.00
3200 CAC 35	3200	3200	0	0.00	3200 CAC 35	3200	3200	0	0.00
3300 CAC 35	3300	3300	0	0.00	3300 CAC 35	3300	3300	0	0.00
3400 CAC 35	3400	3400	0	0.00	3400 CAC 35	3400	3400	0	0.00
3500 CAC 35	3500	3500	0	0.00	3500 CAC 35	3500	3500	0	0.00
3600 CAC 35	3600	3600	0	0.00	3600 CAC 35	3600	3600	0	0.00
3700 CAC 35	3700	3700	0	0.00	3700 CAC 35	3700	3700	0	0.00
3800 CAC 35	3800	3800	0	0.00	3800 CAC 35	3800	3800	0	0.00
3900 CAC 35	3900	3900	0	0.00	3900 CAC 35	3900	3900	0	0.00
4000 CAC 35	4000	4000	0	0.00	4000 CAC 35	4000	4000	0	0.00
4100 CAC 35	4142	4180	-38	-0.91	4100 CAC 35	4142	4180	-38	-0.91

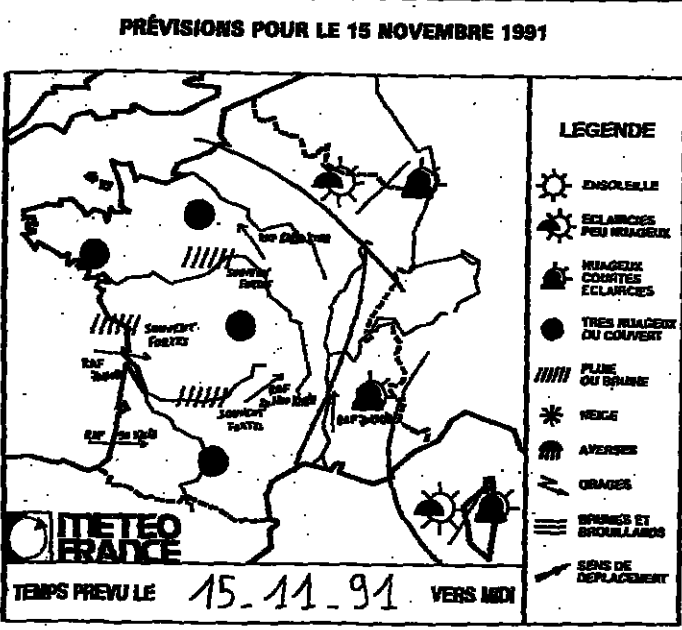
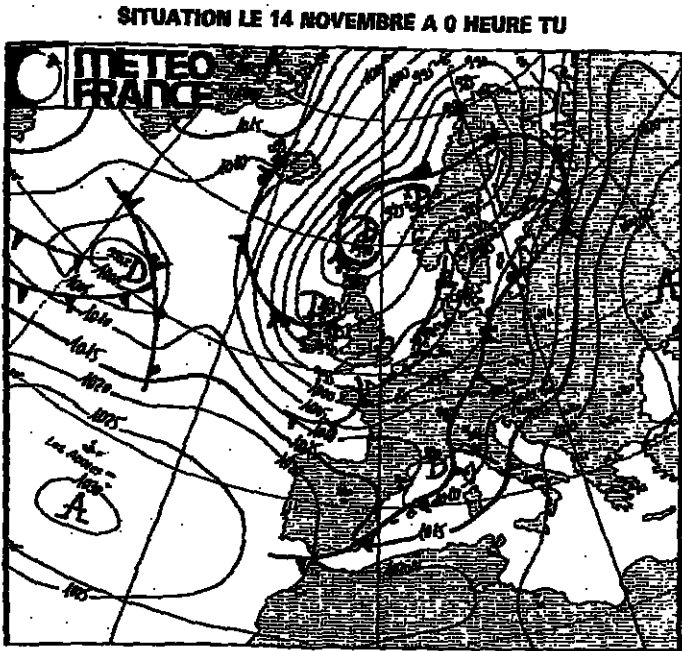
PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 46-62-72-67

Handwritten signature: *Handwritten signature*





# MÉTÉOROLOGIE



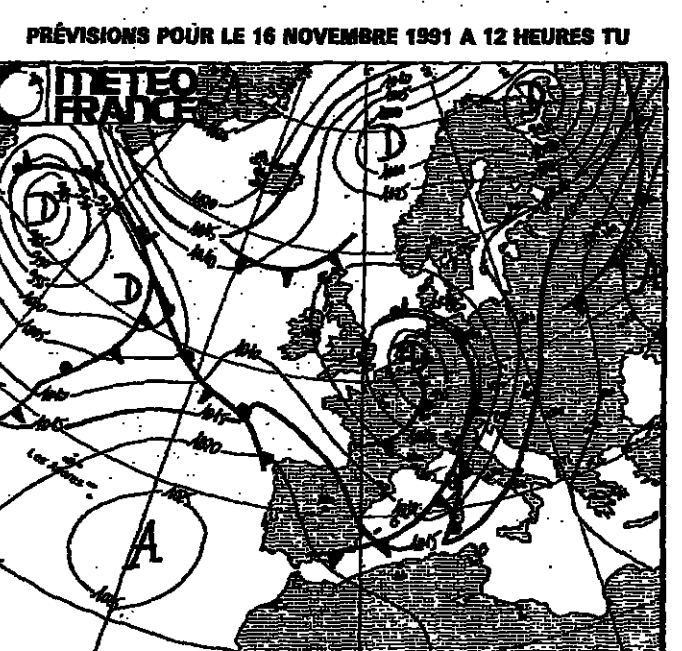
Vendredi : nouvelles pluies accompagnées de vent violent. Sur toutes les régions de l'Ouest, on se réveille sous la pluie et le vent, les rafales pouvant atteindre 90 km/h sur l'Aquitaine. L'amélioration ne se fera qu'en fin de journée.

Sur le Nord-Picardie, le Bassin parisien, le Centre, le Massif Central et le Languedoc-Roussillon, il faudra vite profiter des éclaircies du début de matinée, car le ciel va rapidement se couvrir ; il pleuvra dès le milieu de matinée, et la pluie durera jusqu'au soir. Le vent de sud ou sud-ouest soufflera violemment avec des rafales comprises entre 60 et 80 km/h.

Sur la moitié est du pays, la journée sera partagée entre les nuages et le soleil. Toutefois, dans l'après-midi, le ciel se couvrira par l'Ouest. Le vent de sud se lèvera dans la vallée du Rhône. La pluie arrivera en fin de journée.

Seule la Corse ne devrait pas être trop inquiétée par les nuages.

Les températures resteront assez proches des normales saisonnières : les minimales seront comprises entre 7 et 10 degrés sur la moitié ouest, entre 3 et 6 degrés sur la moitié est, et entre 8 et 11 degrés sur le littoral méditerranéen. Les maximales seront en légère hausse, s'élevant entre 11 et 15 degrés du nord au sud, et jusqu'à 17 ou 18 degrés sur le littoral méditerranéen.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés											
le 13-11-1991 à 18 heures TU et le 14-11-1991 à 6 heures TU											
le 14-11-91											
FRANCE											
AMARCO	18	10	P	TOULOUSE	12	7	T	LOS ANGELES	28	16	D
BARCELONA	15	8	A	TOURS	12	4	P	LUXEMBOURG	6	2	C
BORDAUX	14	7	A	POURCELAPE	20	22	D	MADRID	12	8	N
BRESCIA	10	4	N	ALGER	24	10	N	MARSAKRA	24	8	N
CARPI	10	5	T	AMSTERDAM	8	4	A	MILAN	9	6	P
CHATELAIN	11	4	T	ATLANTA	19	10	D	MONTREAL	3	-1	P
CHENOUET	11	4	T	BANGKOK	33	22	N	MUSCOU	1	8	C
DJON	10	-3	N	BARCELONA	12	7	D	NEW YORK	9	4	D
GRENOBLE	15	6	T	BEGRAD	14	3	N	OSLO	7	0	C
LYON	10	-4	N	BELGIUM	12	6	N	PALMADAMA	30	16	N
LYON	10	-4	N	BREITENBURG	9	4	N	PARIS	13	-1	D
MARSAKRA	24	8	N	LE CAIRE	24	14	D	REIMS	22	22	N
NANCY	12	5	A	COPENHAGUE	9	6	A	ROME	19	17	T
NANCY	12	5	A	DAKAR	31	23	N	SINGAPOUR	28	24	C
NICE	17	11	D	DUBLIN	14	9	D	STOCKHOLM	7	2	N
PARIS-MONT	11	4	N	GENEVE	14	6	N	STONY	13	9	D
PARIS	14	6	A	HONGKONG	24	17	D	TOKYO	23	15	N
PERPIGNAN	14	6	A	ISTANBUL	16	12	C	TUNIS	9	4	C
REIMS	12	5	A	LIBOURNE	16	10	D	VARSOVIE	9	4	C
STRASBOURG	12	4	N	LYON	10	-4	N	VERONE	10	8	P
				LONDRES	9	1	N	VIRENE	12	7	C
ÉTRANGER											

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

# RADIO-TÉLÉVISION

## IMAGES

## Silence, on vit !

QUE Michel et Michèle aient divorcé, voilà qui ne bouleversera pas les foules habituées, statistiquement, aux accidents de la vie conjugale. Même si, dans le cas, il s'agissait des Rocard.

L'étonnant fut ailleurs. Le fait que l'ancien premier ministre, dans un élan de parler vrai, un souci de présidentialité, ait cru nécessaire de faire savoir à été commenté comme s'il s'agissait d'un événement politique inédit, courageux, habile même. Et cela encore dans l'émission de Christine Ockrent « Direct », consacrée à la vie privée des hommes politiques. C'est dire l'état de la société politique face aux mœurs du temps. Car enfin quoi ? Ou nous sommes encore dans un temps où pour accéder aux plus hautes fonctions, il convient d'être bon père, bon mari, bon chrétien, de préférence apostolique et romain, idéal des veillées des chaumières républicaines. Et encore n'évoque-t-on là que le cas des hommes, celui des femmes supposant quelques vertus complémentaires. Ou tout le système est d'une hypocrisie noire, et combien soulignable.

La vie privée des hommes publics échappe, en France, à la publicité journalistique. C'est là une vieille et salutaire convention : ne point toucher aux amours de César, à sa femme, ou son homme, à ses enfants légitimes ou non. Ce tabou ne signifie pas pour autant que les politiques répugnent à étaler leur vie de famille sous les yeux les plus avantageux. Avec photos édifiantes dans les magazines, enfants exemplaires et joyeux chiens de bonne compagnie et feu dans la cheminée. C'est là, disons, de la vie privée idéale, contrôlée et supposée éligible.

A cette large nuance près, les politiques exigent et obtiennent, sans mal, le respect de leur vie privée. Les rédactions savent et ne disent pas. Et c'est un rare plaisir journalistique, parfois, que de savoir et de taire. C'est en tout cas une sage précaution à voir les exemples cités, dans l'émission, d'autres pays, notamment les États-Unis. Là-bas, les médias, sérieux ou non, veulent l'homme public nu et entier. Affaire de culture, de protestantisme puritain, et à l'occasion voyeur, qui suppose que le mensonge est faisable, et que l'homme politique, privé ou public, étant un tout, mieux vaut connaître le tout qu'une partie. L'idée se défend. Sauf qu'humainement, elle est vite ingérable et se finit en chasse à l'homme. Dans son infinie sagesse, notre V<sup>e</sup> République le sait bien qui ne rêve pas encore d'une réforme de cette institution-là !

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 14 novembre

- TF 1**
- 20.50 Série : Navarro.
  - 22.30 Magazine : Ex libris. Invités : Jean-Pierre Petit (Enquête sur les extraterrestres) ; Martine Castello (la Conspiration des étoiles, les Urmas terrores ou extraterrestres, avec Philippe Chabon et Isabelle Blanc) ; Daniel Costella (Parlons, un miracle et trois secrets) ; Peco Rabonne (Trajectoire, d'une vie à l'autre) ; Monique Simonet (Images et messages de l'au-delà) ; Jean-Marie (L'Enigme des vampires) ; François-Marie Banier (Photographies).
  - 23.50 Magazine : Télévision.
  - 0.15 Journal, Le Débat, Météo, Bourse.
- A 2**
- 20.45 ► Magazine : Envoyé spécial. La bombe de Saddam ; Femmes de guerre, d'Aubert Edler et Christian Héro.
  - 22.15 Cinéma : La Palangine des larmes. ■ Film français de Jacques Dorfmann (1987-1988). Avec Qing Yi, Tu Hui Qing.
  - 0.10 Magazine : Merci et encore Bravo.
  - 1.10-1.2.3 : Théâtre.
  - 1.20 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 Cinéma : La Porte du paradis. ■ Film américain de Michael Cimino (1980). Avec Isabelle Huppert, Kris Kristofferson, Christopher Walken.
  - 23.15 Journal et Météo.
  - 23.25 Court-métrage : Ecrire contre l'oubli.

- 23.40 Téléfilm : La Pénitencière de l'enfer.** La dure vie d'une gardienne de prison.
- 1.15 Musique : Carnet de notes.**
- CANAL PLUS**
- 20.05 Sport : Football. Championnat de France : Marseille-Monaco, en direct.
  - 22.40 Flash d'informations.
  - 22.45 Cinéma : Susie et les Baker Boys. ■ Film américain de Steve Kloves (1989). Avec Michelle Pfeiffer, Jeff Bridges, Beau Bridges (v.o.).
  - 0.35 Cinéma : La Désenchantée. ■■ Film français de Benoît Jacquot (1990). Avec Judith Godrèche, Marcel Bonzonnet, Yvan Desny.
- LA 5**
- 20.50 Cinéma : Le Salaire de la peur. ■■ Film français de Henri-Georges Clouzot (1952), avec Y. Montand.
  - 23.20 Sport : Tennis. Masters 1991 à Francfort.
  - 0.00 Magazine : C'est tout comm.
  - 0.20 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.35 Cinéma : Guet-apens. ■■ Film américain de Sam Peckinpah (1972). Avec Steve McQueen, Ali McGraw, Ben Johnson.
  - 22.40 Cinéma : La Boulangerie de Valorgue. ■ Film français d'Henri Verneuil (1953). Avec Fernandel, Pierre Bruno, Francis Lel.
  - 0.25 Six minutes d'informations.

- LA SEPT**
- 21.00 ► Magazine : Avis de tempête.
  - 22.55 Documentaire : Maria-Joao Pires.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Cérémonies de l'aube, d'après Carlos Fuentes (2).
  - 21.30 Profils perdus. Marguerite Durand, le féminisme en dentelle.
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. Mémoires de nuit. 3. Nuit d'ivresse.
  - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Serge Mestre (les Plages du silence).
  - 0.50 Musique : Coda. Arthur H. 4. C'est toujours une histoire de musique.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 3 août lors du Festival de Bregenz) : Adagio et fugue pour cordes de l'Art de la fugue de J. S. Bach, de Mozart ; Sérénade pour cordes en ut majeur op. 10, de Dohnanyi ; Divertimento pour cordes en mi bémol majeur K 583, de Mozart, par le Trio à cordes de Vienne (Jan Pospisil, violon, Wolfgang Kios, alto, Friedhelm Rietm, violoncelle).
  - 23.07 Poussières d'étoiles. La Boite de Pandora. Œuvres de Arthol, Copland, Godevsky, Barber, Ives, Schoenberg, J. Strauss, Hindemith, Weill, Milhaud, Poulenc, Martinu, Falla, Honegger, Roussel, Stravinsky.

## Vendredi 15 novembre

- TF 1**
- 14.30 Feuilleton : Côté Ouest.
  - 15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
  - 16.15 Feuilleton : Riviera.
  - 16.40 Club Dorothée.
  - 17.30 Série : 21 Jump Street.
  - 18.25 Jeu : Une famille en or.
  - 18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
  - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
  - 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.55).
  - 20.00 Journal, Météo, Tapis vert.
  - 20.45 Variétés : Tous à la Une.
  - 22.45 ► Magazine : Grands reportages. J'ai neuf ans et je travaille.
  - 23.50 Sport : Supercross de Bercy.
  - 1.00 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 15.20 Variétés : La Chance aux chansons.
  - 16.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
  - 16.40 Magazine : Défendez-vous.
  - 16.55 Magazine : Giga.
  - 18.20 Série : Mac Gyver.
  - 19.10 Jeu : Question de charme.
  - 19.40 Divertissement : Caméra indiscrette.
  - 20.00 Journal et Météo.
  - 20.45 Jeu : Fort Boyard.
  - 22.05 Sport : Boxe. Championnats d'Europe des poids plume : Fabrice Benichou (France)-Vicenzo Linetola (Italie), à Nimex.
  - 23.10 1. 2. 3. Théâtre.
  - 23.15 Cinéma : Hiroshima mon amour. ■■ Film français d'Alain Resnais (1959). Avec Emmanuelle Béart, Eij Okada.
  - 0.45 Journal et Météo.
- FR 3**
- 14.30 Magazine : Regards de femme. Invité : Martine Scriver, biologiste.
  - 15.00 Magazine : Faut pas rêver (rediff.).
  - 16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
  - 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
  - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
  - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
  - 20.00 Un livre, un jour. Murrans pour mémoire, de Didier Dacrinck et Joanne Puchol.
  - 20.10 Divertissement : La Classe.

- 20.45 Magazine : Thalassa. Les Flots de la misère. L'indigence des pêcheurs en Inde du Sud.
  - 21.40 Magazine : Caractères. Parlez-moi d'amour. Invités : Isabelle Viellard (Une liaison dangereuse, d'Isabelle de Cherrière) ; Jérôme Mossa-Lavau (Les Lois de l'amour) ; Jean-Claude Carrière (Les Mots et la Chose) ; Maurice Lévy (Sade) ; Pierre Moindot (Le Descent du fleuve).
  - 22.45 Journal et Météo.
  - 22.55 Court métrage : Ecrire contre l'oubli. Jacques Dery et Bruno Masura pour Stanza Bopape (Afrique du Sud).
  - 23.10 Magazine : Musicales. Cycle Schumann (1<sup>re</sup> partie).
  - 0.05 Magazine : Mondo Sono. Afrique : Côte d'Ivoire ; Amérique latine : Cuba ; Antilles.
- CANAL PLUS**
- 15.25 Documentaire : Nos cousins les grands singes.
  - 15.45 Court métrage : Ecrire contre l'oubli. Jacques Dery et Bruno Masura.
  - 15.55 Cinéma : Chien de fic. ◻ Film américain de Rod Daniel (1988).
  - 17.35 Magazine : Rapido.
  - 18.00 Canaille peluche.
  - En clair jusqu'à 20.30
  - 18.30 Le Top.
  - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
  - 20.30 Téléfilm : La Dernière Chasse.
  - 21.55 Documentaire : Lions dans la nuit africaine.
  - 22.50 Flash d'informations.
  - 23.00 Le Journal du cinéma.
  - 23.04 Cinéma : Permis de tuer. ◻ Film britannique de John Glen (1989).
- LA 5**
- 14.25 Série : Sur les lieux du crime.
  - 15.55 Série : L'Enquêteur.
  - 16.50 Youpi ! L'école est finie.
  - 18.10 Série : Shérif, fais-moi peur.
  - 19.05 Série : Kojak.
  - 20.00 Journal, Météo et Le Temps de Nicolas.
  - 20.40 Journal des courses.
  - 20.50 Téléfilm : Pêchés de jeunesse. Parique parmi d'ex-collèges.
  - 22.40 Sport : Tennis. Masters 1991 à Francfort.

- 0.10 Journal de la nuit.
- M 6**
- 14.20 Téléfilm : Refuge pour un espion.
  - 15.50 Magazine : Accusé de réception.
  - 16.50 Série : Docteur Marcus Welby.
  - 17.40 Jeu : Zygomusic.
  - 18.05 Série : L'Homme de fer.
  - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
  - 19.54 Six minutes d'informations.
  - 20.00 Série : Cosby Show.
  - 20.30 Météo.
  - 20.40 Téléfilm : La Panthère contre le crime.
  - 22.15 Série : Equalizer.
  - 23.10 Magazine : Emotions, charme et érotisme. Tranche de vie : Les impertinences de Lili Fricotine ; Caméra indiscrette ; Séance de pose.
  - 23.40 Magazine : Culture rock. Invité : Charlette Courure.
  - 0.10 Capital.
  - 0.20 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 20.55 Flash d'informations (et à 22.30).
  - 21.00 Téléfilm : Warburg (1<sup>re</sup> partie).
  - 22.35 Série : Photo-romans. Lisbennuit.
  - 22.50 Téléfilm : Liens étroits.
  - 0.05 Court métrage : L'Apparition.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Gilbert Lely (1).
  - 21.30 Musique : Black and Blue. Lucien Mazon et Alain Gerber (l'Épopée du jazz).
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. Mémoires de nuit. 4. La nuit des temps.
  - 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jean-Michel Palmier.
  - 0.50 Musique : Coda. Arthur H. 5. Alors, l'histoire de l'avenir ?
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Concert (donné le 14 novembre au Théâtre des Champs-Élysées) : Le Songe de Geronte, oratorio-cantate op. 38 de Elgar, par le Chœur de Radio-France et l'Orchestre national de France, dir. Gérard Schwarz.
  - 23.07 Poussières d'étoiles.

هذا من اجل

Dans un texte adopté à Bruxelles

## L'Europe, les Etats-Unis et le Japon s'engagent à harmoniser les expérimentations pharmaceutiques

A l'issue d'une conférence internationale qui s'est tenue à Bruxelles, du 5 au 7 novembre, à l'initiative de la Commission des Communautés européennes, les Douze, les Etats-Unis et le Japon se sont engagés à réduire de manière significative les essais redondants sur les produits pharmaceutiques et le recours aux animaux de laboratoire. Un texte d'une trentaine de pages sera bientôt publié.

BRUXELLES

de notre correspondant

Dévoiant, mercredi 13 novembre, les grandes lignes de ce document, un porte-parole et le responsable de l'unité pharmaceutique de la Commission ont souligné que « plus d'un million de participants, du monde de l'industrie et des instances publiques concernées, ont participé aux travaux de cette première mondiale destinée à dégager des grandes lignes d'action afin d'harmoniser les pratiques de chacun ».

Bon an, mal an, une soixantaine de substances nouvelles (dont 40 % issues de la recherche européenne) sont mises sur le marché. Souvent dix années d'essais ont été nécessaires pour le fabricant. Et de nouveaux essais sont imposés au stade de la commercialisation, en fonction des réglementations nationales. « Il faut éviter les duplications, n'apporter rien, les recherches antérieures pour satisfaire aux normes de chacun », a expliqué le responsable de la Commission. L'idée est que, quand un test a été fait, les responsables de chaque pays peuvent en tirer la conclusion qu'ils veulent, mais que la répétition du test doit être évitée.

Jusqu'à présent, ce qu'on appelle la « stabilité » des médicaments, c'est-à-dire leur conservation sous les différents climats, donnait lieu à des tests séparés en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Un accord tripartite va permettre de réduire ces essais de 30 %, soit une économie moyenne de 100 000 écus par nouvelle substance mise au point. Dans l'important domaine des « essais de reproduction », ce

qui ont trait aux effets éventuels sur un enfant d'un médicament pris par la mère, « les lignes directrices en vigueur dans les trois régions ont été reconnues comme équivalentes avant l'adoption d'une ligne directrice commune, qui sera proposée en 1992 ».

Européens, Américains et Japonais se sont engagés à harmoniser au plus vite les exigences relatives aux médicaments pour personnes âgées, en vue de la nécessaire mise au point de substances spécifiques pour cette clientèle de plus en plus vaste.

### « Quarante-huit chiens de moins »

Outre les mesures visant directement à des économies, dans un domaine où la recherche représente en moyenne 15 % du coût du produit final, la pression de l'opinion publique est prise en compte en ce qui concerne le tribut animal au progrès. Un accord a été dégagé pour ramener de douze à six mois la durée des essais sur la toxicité chronique des médicaments. « En clair, il faudra quelque 200 rats et 48 chiens de moins pour vérifier la sécurité de chaque nouvelle substance. » Quant à l'expérimentation jusqu'à des doses de toxicité délibérément mortelle — ce que les spécialistes appellent « la fixation de la dose létale 50 » —, elle sera abandonnée purement et simplement.

Le Canada et les autres pays européens de l'AELE avaient envoyé des observateurs à la conférence. Les grandes lignes dégagées par celle-ci sont complémentaires du programme d'harmonisation communautaire en cours. Chez les Douze, il est notamment question de la création d'une Agence européenne du médicament, dont l'existence pourrait faciliter une autorisation unique de mise en vente, valable dans toute la Communauté. Les ministres de la santé ont brièvement évoqué cette question lors d'un conseil à Bruxelles le 11 novembre. Comme son collègue allemand, M. Bruno Dürksen a dit qu'il n'y avait pas d'urgence à créer l'Agence si c'est pour « substituer une procédure centralisée — avec des fonctionnaires supplémentaires — à nos mécanismes actuels ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Transportant des fonds de Suisse en France

## Un adjoint au maire de Grenoble est interpellé par les douaniers

GRENOBLE

de notre correspondant

Les douaniers français du poste frontière franco-suisse de Ville-la-Grand (Haute-Savoie) ont découvert mardi 12 novembre dans la voiture de M. Guy Névache, troisième adjoint au maire de Grenoble (divers gauche), chargé des grands projets et des droits de l'homme et du citoyen, une somme de 600 000 francs.

M. Névache a expliqué aux fonctionnaires qui lui ont dressé un procès verbal que cet argent lui avait été confié par une amie française résidant à Lausanne (Suisse). Pour lui rendre service et lui éviter d'acquiescer 15 000 francs de frais exigés par une banque suisse pour ce transfert, l'élu grenoblois avait décidé de prendre en charge les 600 000 francs.

Au cours d'une conférence de presse organisée à Grenoble mercredi soir, M. Névache, qui avait à ses côtés l'amie qu'il avait voulu dépanner, a tenté de se justifier. « J'ai bêtement tenté de faire le malin », a-t-il dit. Cet argent était uniquement destiné à acheter un appartement pour quelqu'un de modeste. Il n'y a là-dessus aucun financement occulte d'un parti, ni une opération me concernant, mais une affaire d'amitié.

La personne à qui M. Névache a rendu service et qui n'a pas souhaité révéler son identité a indiqué qu'elle travaillait en Suisse depuis dix ans, mais elle ne bénéficiait pas du permis B, qui donne à un étranger la possibilité d'exercer une profession dans la Confédération helvétique. Elle occupait donc des emplois « au noir », notamment comme dame de compagnie de personnes âgées. « Ce sont mes économies que je souhaitais ramener en France pour acheter, avec ma mère, un appartement à Marseille », a-t-elle déclaré.

Ce genre de transfert de fonds entre la Suisse et la France est une opération relativement courante, mais elle est soumise à une somme de 50 000 francs, une

déclaration au service des douanes. Cette formalité est gratuite. Toutefois, l'intéressé doit justifier la provenance de cet argent, ce que ne souhaitait pas faire l'amie de M. Névache, soucieuse de préserver l'anonymat de ses employeurs. En effectuant ce transfert de fonds et en omettant de le déclarer lors de son passage au poste frontière, l'élu grenoblois n'a pas commis d'infraction pénale mais il a contrevenu à la législation sur les changes. Une enquête a été ouverte par les douanes afin de connaître l'origine exacte de ces fonds.

Cette affaire est politiquement gênante pour le coureur des Alpes pendant neuf ans et président du groupe socialiste au conseil général de l'Isère sous la présidence de M. Louis Mermaz, il avait été battu en 1982 par un candidat RPR. Il a joué un rôle important au sein de la Fédération socialiste de l'Isère, dont il a été, pendant une longue période, le trésorier. A la veille des élections municipales de 1989, il avait décidé de rejoindre la nouvelle équipe conduite par M. Alain Carignon, alors membre du RPR. M. Névache a pris la tête, au sein de la majorité municipale, d'un groupe d'élus se réclamant de la gauche.

« Il n'y a rien de malhonnête dans ce que j'ai fait, dit-il. Pourquoi donc faudrait-il que je démissionne ? J'ai été imprudent et je le reconnais. Je le répète, il ne s'agit pas d'une affaire politique. Si j'acquiesçais la conviction que je suis tombé dans un piège politico-policière, alors je considérerais que la démocratie française est tombée bien bas ».

CLAUDE FRANCILLON

La crise yougoslave

## M. Roland Dumas n'exclut pas une rencontre à Paris entre les belligérants

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, jeudi 14 novembre, sur Europe 1 qu'il « n'exclut pas » une rencontre à Paris entre les parties de la crise yougoslave. Les présidents serbe et croate, MM. Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman, s'étaient déclarés prêts à venir discuter de paix à Paris après la visite en Yougoslavie d'une délégation de personnalités morales et

religieuses françaises (Le Monde des 12 et 13 novembre).

Le ministre a rappelé qu'au début de la crise M. François Mitterrand avait déjà reçu séparément les présidents de Serbie et de Croatie. Mais, a dit M. Dumas, « il y a un tel climat de haine dans cette région du monde et qui remonte à plusieurs siècles que l'on ne va pas résoudre en quelques semaines un conflit aussi profond qui oppose pour des raisons historiques, ethniques, religieuses des communautés qui veulent en découdre ».

### Le prix Anjou d'aujourd'hui

Jean-Claude Barreau, relevé mardi 12 novembre de ses fonctions de président de l'Office des migrations internationales (OMI), est le lauréat du 30<sup>e</sup> prix Anjou d'aujourd'hui, à Paris, pour son ouvrage *De l'islam en général et du monde moderne en particulier* (Le Pré aux Clercs). Il a été choisi au second tour par 9 voix contre 2 à André Fontaine (*Un sans l'autre*) et 3 à Marc Fumaroli (*L'Etat cultuel*). Jean-Claude Barreau présidait l'OMI depuis mars 1989. En septembre, il avait publié cet ouvrage qui a suscité une vive polémique, et affirmait alors dans une interview qu'il fallait, pour réussir l'intégration, « abandonner la pratique musulmane », « la religion la plus asservissante, la plus fermée qui soit ». Le prix est décerné à un « ouvrage portant sur la période contemporaine ». Présidé par Jacques Fauve, son jury comprend des journalistes et écrivains comme André Frossard, Christine Clerc, Alain Dubamel, Albert Du Roy, Jacques Julliard, Philippe Tesson, Claude Trébert.

## Rhône-Poulenc va supprimer environ mille emplois dans la chimie

Un comité central d'entreprise de Rhône-Poulenc était réuni jeudi 14 novembre dans la matinée pour être informé de suppressions d'emplois dans la chimie. Ce plan dont les modalités seront arrêtées par la suite devrait, selon diverses sources, concerner moins d'un millier d'emplois. Il est lié à l'arrêt de fabrication de certains produits sur quatre sites Salindres (Gard), Les Roches-de-Condrieu (Isère), Ribécourt (Oise) et Lille (Nord).

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Haut les mains !

QUESTION sécurité dans les écoles, ils sont pas très rassurés non plus, aux Etats-Unis. Seulement là-bas, c'est pas comme ici, on ne lésine pas sur la surveillance. Un exemple entre mille : il est 7 heures du mat à Indianapolis, une ville quelconque, une ville de l'Amérique profonde. Les cars de ramassage scolaire déversent plusieurs centaines de gamins ensommeillés devant la porte du collège. En rangs par deux. Direction salle de gym. Prière de prendre la queue et de se pointer, bras levés, jambes écartées devant des flics en uniforme. Pour quoi faire ? Pour être passés au détecteur de métal ! Leurs ceintures, leurs sacs à dos, leurs paquets de livres entourés d'une courroie aussi. Par là qu'à Roissy.

Vous ne me croyez pas ? Ça s'était hier à la « une » de USA Today. Photos à l'appui. Et chiffres : 135 000 revolvers prennent chaque jour que Dieu fait, à travers le pays, le chemin du lycée. Sans parler des couteaux, des rasoirs, des marteaux, des fusils à canon scié, des 22 long rifle, et des pare-balles révélés, de la commune à la

terminale, par le bip-bip de la poêle à frire. D'où ça sort tout ça ? De partout. De la table de chevet de papa, de la poche d'un copain, d'un vol à l'échelle d'un grand magasin. Avec deux cents millions d'armes en circulation, on n'a que l'embaras du choix.

Signe des temps ! Autrefois, on demandait aux potaches de ne pas planquer leur chewing-gum sous la rampe de l'escalier. A présent, dans certains établissements, on exige des cartables en plastique transparent pour éviter les fouilles, ça prend quand même du temps. Et on entraîne les élèves à se planquer derrière leurs pupitres au premier coup de feu. Parce que ça tire dans tous les sens, en classe et en cour de récré. Et ça tue ? Oui, encore pas mal. La mort violente avec ou sans intention de la donner est devenue la cause principale de décès chez les 12-25 ans.

Ils ont quand même une drôle de veine, les Américains ! Vu que leurs enfants prennent le soin de se bousiller gentiment entre eux, ils sont pas obligés de se charger du boulot en les éduquant ou volant chaque fois qu'ils en voient passer un.

EN BREF

Le PDG d'une entreprise nippole inculpé pour avoir menacé un de ses cadres. — M. Francis Guillot, PDG de la SEREL, à Nice, une entreprise spécialisée dans la signalisation autoroutière, a été inculpé de séquestration avec prise d'otage, extorsion de signature et menace de mort sous condition, mercredi 13 novembre, par M<sup>me</sup> Dominique Haumont-Daumas, juge d'instruction à Nice. Il lui est reproché d'avoir tenté d'intimider un cadre de son entre-

prise, M. Gérard Canarie, dont il voulait se séparer. Ancien président des clubs de football de l'OGC-Nice et de l'AS-Cannes, M. Guillot aurait recouru aux services d'une agence de détectives privés d'un ami pour contraindre M. Canarie à démissionner et à signer une reconnaissance de dettes d'un montant de 2 millions de francs. Parmi les complices présumés de M. Guillot, également inculpés, figure M. Richard Conte, directeur de la SEREL.

## SOMMAIRE

### DÉBATS

« L'armée rouge passera-t-elle l'année 1992 ? » par Bertrand Gallot  
■ Bibliographie : « Une France sans défense », de Jean d'Albion 2

### ÉTRANGER

Irlande : M. Haughey ramène son gouvernement... 4  
Tchèques et Slovaques ne sont pas parvenus à un compromis sur l'avenir de la Fédération... 4  
L'argent du Pentagone ne servira pas à aider l'URSS... 4  
La politique nucléaire de la Corée du Nord pourrait déboucher sur une grave crise régionale... 6  
La préparation du sommet européen de Maastricht... 7  
Paris invite le gouvernement de Djibouti à « engager le dialogue avec l'opposition »... 8

### POLITIQUE

Le débat sur les réformes institutionnelles... 8  
Les travaux parlementaires... 10  
Le conseil d'administration de l'ENA demande que le transfert à Strasbourg soit différé... 10

### SOCIÉTÉ

Jusqu'en 1987, l'INSEE utilisait un répertoire national d'identification intégrant la mention de « juif indigène »... 12  
Le prince héritier d'Italie devant la cour d'assises de Paris... 12  
La Baule-Dakar à la voile : les annués des trimarans... 12

### CULTURE

Les obsèques d'Yves Montand... 14  
Danse : Karine Saporta, superbe et scandaleuse... 14  
Théâtre : Michel Didym à Nancy... 14  
Cinéma : « Malina » de Werner Schroeter et « Voyage vers l'espoir » de Xavier Koller... 15

### LIVRES • IDÉES

■ L'adieu à Rimbaud : les ambiguïtés d'un centenaire : les albums d'Arthur ; le « Rambo » d'Aden ; Benjamin l'inconstant ; Le feuilleton de Michel Braudeau : « Un gai savoir »... 17 à 24

### ÉCONOMIE

L'Etat va mettre en vente 2 % du capital d'Elf... 25  
Signes de détente à l'usine Renault du Mans... 26  
La Banque du Japon diminue son taux d'escompte de 0,5 point... 27  
Le Congrès américain prolonge la durée d'indemnisation des chômeurs... 27

### COMMUNICATION

Audiotélex : les quotas soumis aux sénateurs... 28

### MONDE AFFAIRES

■ Les paradis reconquis de la banque Warburg : Automne brumeux pour le Printemps... 29 à 31

### Services

Abonnements... 2  
Annonces classées... 28  
Carnet... 34  
Loto... 27  
Marchés financiers... 32-33  
Météorologie... 35  
Mots croisés... 34  
Radio-télévision... 35  
Spectacles... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14 novembre 1991 a été tiré à 490 072 exemplaires.

## PASSAGES

Marthe Robert, Maud Mannoni, Edgar Morin, Alain Touraine, André Glucksmann et Hervé Le Bras.

## LES INTELLECTUELS PEUVENT-ILS NOUS SORTIR DE LA CRISE ?

Numéro de novembre  
vente en kiosque 30 F

GRATUIT  
jusqu'au 15 décembre



8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

## NEUBAUER

vous propose  
votre 106, 205, 309, 405  
en série spéciale CUIR  
(intérieur complet en cuir façon sellier)

## NEUBAUER

vend et loue des voitures  
c'est français, nous en sommes fiers !

25, bd des Batignolles 75002 PARIS ☎42.93.69.52  
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21



# LIVRES • IDÉES

## L'adieu à Rimbaud

Alors que s'achève la célébration du centenaire de la mort du poète, Alain Borer publie une *Œuvre-Vie* en point d'orgue à vingt ans de passion rimbaldienne. « Un adieu radieux », dit-il

**L'ŒUVRE-VIE D'ARTHUR RIMBAUD**  
Édition établie par Alain Borer.  
Arles, 1 426 p., 220 F jusqu'au 31/12/91, 270 F ensuite.

Voici un livre qui excède les livres et témoigne de tous les élan, de toutes les fureurs, un livre où ne manque aucun horizon impossible ni aucune ligne de fuite : l'édition, par Alain Borer, de l'œuvre unique qui a nom Arthur Rimbaud. Non pas les œuvres complètes du poète, mais l'ensemble des traces qu'il a laissées derrière lui. Car il était nécessaire d'inventer un autre principe éditorial pour celui qui n'avait fait que « passer » par la poésie, la traversant comme une contrée parmi d'autres avec la même impatience et le même désaveu. Alain Borer revient, ici, sur l'impérieuse nécessité qui l'a conduit à devenir le maître-d'œuvre d'une *Œuvre-Vie* qui est aussi un foudroyant vaticane.

« Vous annoncez en préface de l'édition du centenaire : « Tout Rimbaud, rien que Rimbaud, pour la première fois... » C'est un parti pris qui sonne clair, mais est-il si facile à tenir ?

— Cette édition ne veut pas prendre parti, mais prendre date. Depuis un siècle, il n'y a eu qu'une seule édition prétendant à la complétude de Rimbaud, celle de la Bibliothèque de la Pléiade, en 1946, puis 1972 : elle était à l'arrière de fond en comble. D'abord parce que la Pléiade procédait par rempiquage, injection massive de parasites (cent seize lettres et documents croqués), comme si le plus grand poète français ne faisait pas le poids requis ! Les « Œuvres complètes » ont été quelque peu complétées... L'importance d'une œuvre serait garantie par son épaisseur, selon cette évidence volumétrique qui vaut aux auteurs la considération : par concavité. Ces lettres de correspondants variés — on même de personnages entrés eux-mêmes — formaient barage, brouillant radicalement l'écoute.

— On n'a appliqué ce procédé ni à Mallarmé, ni à Baudelaire, ni à Flaubert. Il était urgent d'établir des records, comme on dit sur une table de montage. Toutes ces interférences renvoyées en notes, la « voix » de Rimbaud se reforme, les lettres se reconnectent, se répondent entre elles : présenter « Tout Rimbaud, rien que Rimbaud » comme on fait serment de vérité, c'est lui donner, ou plutôt lui rendre enfin la parole. Ce principe entraîne un profond soulagement — cette émotion que l'on a pu éprouver à voir intégralement pour la première fois le *Napoleon* d'Abel Gance.

— A propos de vos prédécesseurs, vous parlez de « sabotage », de « sabotage », de « grégarisme éditorial ». Comment renaissent-ils de ce « sabotage » ?

— Les malentendus qui accompagnent encore le « poète maudit » dérivent de cette donnée élémentaire : Rimbaud a été édité en dépit du bon sens, mal édité, mal édité, dit-on en italien pour « maudit ». « Trop dédaigné », M. Rimbaud n'a rien voulu faire paraître en fait de vers », déplorait Verlaine en 1884 : il n'a publié qu'un seul livre, *Une saison en enfer*, à compte d'auteur, et trois poèmes. Or, à partir de cette



A quatorze ans, en 1868, il écrit ses premiers poèmes...

frêle certitude, un seul petit livre édité — et rejeté —, la tradition a établi une fiction, rassemblant des poésies (prononcer : poésies) en retirant les poèmes des lettres qui les contenaient (les composaient même), ou en bâtissant des « livres » dont nul ne peut dire qu'ils furent jamais dans l'esprit de leur auteur ; donné des titres à sa place ; distingué une classification a priori ; conjuré l'abandon de la littérature.

Dans « la Pléiade », cette collection qui matérialise la « postérité », Rimbaud a été transformé en Auteur-avec-une-Œuvre, confortant tout lecteur dans la certitude

sacrée des classiques. Pourtant, de nombreux poèmes présentent trois ou quatre états différents (*Première Soirée*, *Le Cœur volé*, *Les Effarés*) sans que « l'auteur » se soit donné la peine d'arrêter la version définitive que les éditeurs s'empressent de recomposer pour lui. Dans le cas de Rimbaud, une édition chronologique me semble la seule concevable, la plus utile, en tout cas la seule possible. Rimbaud est un de ces poètes dont on ne peut se dispenser de connaître les étapes — fulgurantes — pas à pas. Retraçables, les *Vers latins*, relégués en « Pléiade » page 1 030, viennent à leur

place (en 1868, écrits à quatorze ans), ils sont bien les premiers poèmes d'Arthur Rimbaud. Nous donnons *Une saison en enfer* en 1873, telle quelle, en fac-similé (avec ses dix-sept pages blanches qu'il faut traverser) et tous les textes chronologiquement, lettres-poèmes ou recueils fugaces et correspondances, dans tous leurs états manuscrits successifs.

— Qu'est-ce que « les bogues de Berrichon » que vous dénoncez et repérez partout ?

— Un ensemble d'idées toutes faites sur la littérature et une façon de les naturaliser. Tous ces procédés remontent, en effet, à Patrice Berrichon, le sinistre beau-frère posthume de Rimbaud. Son édition, avec la caution d'un Claudel épiscopal, marqua le point culminant (1912) ; elle a introduit ces « bogues », comme dit l'informaticien, qui ont contaminé les éditions ultérieures, caractérisées par une inertie profonde. Par exemple, après avoir intitulé *Œuvre de Jean-Arthur Rimbaud* son édition précédente, de 1898, Berrichon offrait au public un autre livre du même auteur, du même format, de la même épaisseur, chez le même éditeur, *Lectures d'Afrique et d'Arabie*.

Telle est sans doute la « berrichonnerie » la plus dévastatrice, la plus parfaitement admise que « la Pléiade » a reconstruite au pinacle. En deux livres, l'un, les « Œuvres », l'autre, la « Correspondance », Berrichon assurait tout d'abord disposé à le croire qu'il y avait bien « deux Rimbaud » — « le poète », puis « l'homme d'action » — matérialisés par deux livres, côte à côte... Une « tradition » qui a juste un siècle, ce n'est pas une tradition, c'est une mauvaise habitude. La lecture du véritable corpus des écrits de Rimbaud donne à comprendre, au contraire, cette vie « tout en avant » que disait Verlaine, l'unité de l'œuvre et de la vie, leur étrange connexité — l'œuvre-vie.

— Les poèmes perdus, les lettres égarées sont indiqués à leurs dates respectives. Pourquoi avoir tenu à rappeler cette place du manque ?

— Un tiers au moins de l'œuvre a disparu et les deux tiers environ de la correspondance. Les éditions ont toujours fait le black-out sur cette vaste lacune, redoublant l'oubli : non seulement ces écrits sont perdus, mais ils ont été tus. Peut-on faire comme si Rimbaud n'avait pas écrit, notamment, les *Veilleurs*, ce poème dont Verlaine disait qu'il fut « ce qu'Arthur Rimbaud a écrit de plus beau, de beaucoup » ? Le remplissage voulait-il pallier l'oubli des textes perdus ? La notion d'« œuvre » s'est resserrée, par convexité, sur ce qui était connu (*Une saison en enfer*) ou reconstitué par d'autres, acrobatiquement (*Les Illuminations*), imposant l'idée d'une « œuvre complète » mais brève, quand elle fut tout au contraire étendue et inachevée.

Propos recueillis par André Velter  
Lire la suite page 20

**LE FEUILLETON**  
de Michel Braudeau

### Un gai savoir

« Cantatrix Sopranica L. » : sous ce titre énigmatique paraît le quatrième tome d'écrits rivaux de Georges Perec. C'est une caricature très distinguée et parfaitement loufoque des communications scientifiques dites « sérieuses ». Tableaux, électrogrammes, résultats d'expériences, discussion, tout y est. A ceci près que les objets d'étude sont tantôt les réactions des cantatrices face à d'intempestifs jets de tomates, tantôt les mœurs d'une variété fantaisiste de papillons dans les îles Salomon, ou encore d'imaginaires écrits secrets de Raymond Roussel. Rire garanti. Joyeux ou mélancolique.

Page 18

### DOSSIER

#### Ainsi parlait Nietzsche

Difficile à force d'être simple, la pensée de Nietzsche n'a pas fini de faire naître enthousiasmes et répulsions, malentendus et manipulations. Avec Christian Delacampagne, François Azouvi et la chronique « Philosophies » de Roger-Pol Droit, « Le Monde livres-idées » consacre un ensemble à cette œuvre-cataclysme.

Pages 22 et 23

### D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

#### L'immémorial Segalen

Gilles Manceron publie une biographie qui passionnera ceux qu'intrigue l'existence de Victor Segalen, poète-voyageur, qui haïssait l'exotisme. « Il me faut savoir, notait-il dès son arrivée en Asie, son continent de prédilection, outre ce qu'apparaît le pays, ce que le pays pense. »

Page 24

## Benjamin l'inconstant

A l'occasion de la parution d'un inédit de 1810, portrait d'un homme qui fit de l'opportunisme une règle de vie

On publie un inédit de Benjamin Constant, les *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une Constitution républicaine dans un grand pays*, texte écrit entre 1795 et 1810 (voir page 18 la chronique de François Boti). Nous avons demandé à Henri Guillemin de présenter la pensée politique de Constant. Pour l'historien — dont on connaît la verve iconoclaste — elle se caractérise comme une suite d'adaptations souples — très souples — aux circonstances.

On s'est imaginé, pendant des années, que les idées et la vie politique de Benjamin Constant ne prirent consistance qu'à partir de

1800. Quelle erreur ! Benjamin Constant exerce Robespierre (« La peste l'éloigne », 31 janvier 1794), non seulement parce qu'il a donné la parole à la classe infime, mais parce qu'il l'induit à révéler l'Étre suprême ainsi que ces christiques, « misérables avortons de la barbarie juive enée sur la férocité vandale ». Les thermidorien le ravissent parce qu'ils renversent et assassinent Robespierre. Pourtant, à leur propos, il pense comme M<sup>me</sup> de Staël, laquelle écrit en toutes lettres : « Ce sont des scélérats pour leurs intérêts. Alors que l'autre est un scélérat par pur amour du crime. »

Germaine Necker n'ose tout de même pas accuser Robespierre de cupidité ou de corruption ! Elle

avait fui Paris dès le lendemain du 10 août 1792 ; elle veut maintenant y revenir et y rouvrir son salon ; mais elle amène dans ses bagages un amant nouveau, ce Benjamin Constant de vingt-six ans (elle en a vingt-sept) qui a vérifié, avec elle, l'excellence d'une tactique dont il se vante expressément dans une lettre de 1814 : « Rares sont les femmes qui demeurent insensibles à ma façon d'être absorbé et dominé par elles. » Ce très petit personnage du pays de Vaud a visé au sommet. Il a voulu avoir la fille Necker, épouse de l'ambassadeur de Suède à Paris. Et il l'a eue.

Henri Guillemin  
Lire la suite page 19

## PRIX NOVEMBRE

Cassegrain

RAPHAËL  
CONFIANT  
Eau de Café

roman

Grasset



سكتة من الحزن

هذا من الأصل

**CANTATRIX SOPRANICA L.**  
et autres écrits scientifiques  
de Georges Perec.  
Le Seuil, collection  
« La librairie du XX<sup>e</sup> siècle »,  
117 p., 75 F.

**LE FEUILLETON**  
de Michel Braudeau



Georges Perec : la revanche du documentaliste

## Un gai savoir

EN présentant, après *l'infra-ordinaire*, *Vœux* et *Je suis né*, ce quatrième tome d'écrits divers de Georges Perec, *Cantatrix sopranica L.* dans la collection de Maurice Olender, « La librairie du XX<sup>e</sup> siècle », Marcel Bénabou se demande, nous demande, si c'est là du pastiche ou de la parodie. Intéressante question qui nous permet de cueillir dans le Petit Robert cette aimable citation de Gide : « Les formes secondaires de la satire, le persiflage et la parodie ». Laissons de côté le persiflage, qui n'est pas de notre ressort, et rajoutons le pastiche.

Il se dégage aussitôt un parfum de cuisine agréable de ces vocables latins. Pastiche, qui a donné pastis et pâtissier, vient de *pasticium*, le pâté, qui est une façon plaisante d'accommoder les restes et n'obéit pas à une recette trop stricte, sinon sur les proportions de l'alcovette et du cheval. Et la satire, Pascal Qui-guier l'indiquait dans un de ses *Petits Traités* parus il y a un an chez Maeght, vient du mot *saturne*, qui désignait un grand plat, un compotier où l'on disposait pêle-mêle les premiers fruits, préparant ainsi un pot-pourri. Qu'un des plus illustres romans de l'Antiquité, sinon le père des romans, soit intitulé *Satiricon* en dit long sur la liberté qui s'attachait d'emblée à ce genre narratif — le roman est autorisé à mélanger tous les autres genres à son gré — et sur sa dimension critique. Par vocation, le roman imite et se moque, il parodie ou il pastiche (on laissera pendre, et même tomber, la question de savoir si la parodie est une catégorie du pastiche) la société et ses mœurs, de toutes les manières possibles, selon le génie particulier de chaque auteur. Il est fiction critique, et en cela les écrits scientifiques de Georges Perec dont il s'agit aujourd'hui sont pleinement des satires : des pieds de nez et aussi des « petits romans ».

POUR situer l'origine « scientifique » de ces écrits, il faut rappeler que Georges Perec entra au CNRS en 1961 comme simple technicien documentaliste (ce qui lui permit d'écrire *Les Chusos*, prix Renaudot 1965), attaché au laboratoire de neurophysiologie médicale de l'hôpital Saint-Antoine, et qu'il en sortit en 1978, peu avant de recevoir le prix Médicis pour *la Vie, mode d'emploi*. C'est à l'occasion du départ à la retraite d'une collaboratrice du laboratoire de Saint-Antoine, en 1974, que Perec a rédigé, pour un recueil d'hommages, le texte *Cantatrix sopranica L.*, qui n'allait pas rester longtemps confidentiel. De nombreuses photocopies en ont circulé dans les milieux savants, pour la plus grande joie des habitués des colloques médicaux, et la revue *Banana Split* l'a reproduit en 1980.

C'est la caricature très distinguée et loufoque de la communication scientifique « sérieuse ». D'abord, elle est en « anglais ». Le titre complet est : « Experimental demonstration of the tomato-

topic organization in the Soprano (*Cantatrix sopranica L.*) ». Il s'agit d'une étude sur la *yelling reaction* (YR), c'est-à-dire la réaction de hurlement, que d'éminents chercheurs ont observée chez la cantatrice lorsqu'elle reçoit à l'improviste une tomate en pleine poire, ce qui nous renvoie au compotier déjà cité. Après les remerciements d'usage à tous ceux qui l'ont précédé sur cette voie aride, des tandems tels que Zaeg & Puss, Hun & Dew, Payre & Taimelle, Somette & Billevalyzyé, Perec décrit son expérience sur cent sept sopranos femmes en bonne santé, anesthésiées localement et maintenues à température constante devant une machine à lancer des tomates — jusqu'à neuf projections par seconde, — puis, une fois les sopranos perfusées à l'huile d'olive et placées en étuve, l'examen histologique de fragments de leur cerveau, etc. Tout y est, les tableaux, les électrographes, les résultats et la discussion, la bibliographie délicate, qui est à soi seule un morceau d'anthologie.

Sans méchanceté, avec un humour imperturbable, Perec, le petit documentaliste, prenait sa douce revanche sur les puissants cerveaux qui cherchaient, qui cherchent encore sûrement

et pour longtemps, dans les hauts échelons de la hiérarchie. Documentaliste, c'était du reste le bon poste pour un homme qui s'est toujours interrogé sur la façon de ranger les livres dans une bibliothèque, les objets sur un bureau, émerveillé par le catalogue de la Manufacture des armes et cycles de Saint-Etienne ; un auteur dont un recueil de textes posthumes est intitulé *Penser/classer* (Fayard, 1985) et dont les deux principaux romans sont pleins de listes et d'énumérations.

UNE autre étude consacrée aux déplacements d'une variété fantaisiste de papillons dans les îles Salomon, avec carte à l'appui, est du même tonneau. Ainsi qu'un bref texte d'inspiration philologique visant à démontrer que contrairement aux apparences, trompeuses évidemment, la Beauce n'est pas plate. Perec rend aussi hommage à un ami qui l'a beaucoup fait rire, lui et les milliers de lecteurs de l'admirable *Rubrique-à-brac* que publiait la revue de bandes dessinées *Pilote*, l'inénarrable Marcel Gotlib. La liste des travaux qu'il attribue à Gotlib et son ami Léon Burp, depuis l'altération de l'égo chez l'animal domestique jusqu'à l'explication de la déshydratation chez le chameau en passant par l'analyse de la pigmentation chez le zèbre, est encyclopédique. Perec ne fait qu'évoquer la grande figure, à peu près inconnue, de Romuald Saint-Sébastien, inspirateur de Gotlib et inventeur, entre autres merveilles, du boomerang comestible, hélas disparu, sorte de tarte à la crème revenant à son point de départ quand elle a manqué son but. On imagine sans peine les applications infinies et quotidiennes d'un tel procédé.

PLUS troublant que comique est le court essai intitulé *Roussel et Venise*, esquisse d'une géographie mélancolique. Perec y multiplie les références à des thèses et documents fictifs avec la même impassible éloquence dans le canular, dresse une carte de Venise fautive mais plausible, invente un hôtel, des palais, des canaux, place en miroir une autre carte de la région parisienne pour montrer comment se reflètent les deux topologies, parisienne et vénitienne, dans l'imaginaire de Raymond Roussel. A partir de trois fragments retrouvés d'un écrit secret de Roussel, il reconstitue l'intrigue d'une ancienne tragédie fondée sur un de ces jeux de mots (« La vérité sort de la bouche des enfants ») que l'auteur de *Locus solus* possédait à l'origine de certains de ses écrits. Perec trouve même la trace d'un amour caché de Roussel pour un jeune Ascanio de seize ans, mort prématurément.

Le piège est, bien sûr, que l'œuvre de Roussel est tellement pleine d'inventions déliantes qu'en lui en rajoutant quelques-unes Perec ne sort pas d'une certaine vraisemblance. En parodiant la démarche d'un auteur qu'il admire, Perec épouse chacun de ses pas, même si ce sont des faux pas, et lui redonne vie à l'instant, prolonge son œuvre de quelques pages. Si l'on rit de bon cœur avec les tomates et les sopranos, c'est un autre rire, mélancolique et mystérieux, que fait naître cet épisode véritablement forgé de toutes pièces et qui paraît tomber si juste. Ce qui prouve, nouveau fruit à notre macédoine, les liens étroits de la critique et de la fiction, du rire et de la création, dans le compotier du roman.

### DE LA LITTÉRATURE

de M<sup>me</sup> de Staël.  
Edition établie  
et présentée  
par Gérard Genette  
et Jean Goldzink.  
Flammarion, « GF », 445 p.

### FRAGMENTS D'UN ŒUVRE ABANDONNÉ SUR LA POSSIBILITÉ D'UNE CONSTITUTION RÉPUBLICAINE DANS UN GRAND PAYS

de Benjamin Constant.  
Edition établie  
et présentée  
par Henri Grange, Aubier, 506 p.,  
195 F.

« L'ÉTHIOPIENNE »... C'est ainsi que Barbey d'Aurevilly sur-nommait M<sup>me</sup> de Staël. « Voyez son portrait », disait-il, ajoutant que Germaine était « brûlée par le double soleil de la passion et du génie ». Rien de moins. Il est vrai qu'elle exerçait une sorte de fascination. Benjamin Constant évoquait « le bonheur de connaître M<sup>me</sup> de Staël et de l'entendre ». Il ne marchandait pas, en 1829, son admiration rétrospective : « M<sup>me</sup> en s'éloignant d'elle, écrivait-il, on était encore longtemps soutenu par le charme qu'elle avait répandu sur ce qui l'entourait (1) ».

Germaine, la femme magnétique... Bien avant Sartre, elle s'était demandé : « Qu'est-ce que la littérature ? », dans un essai qui parut en 1800. C'était une façon d'inaugurer le dix-neuvième siècle. La ponctualité de la baronne contraria Chateaubriand, car son *Génie du christianisme* paraissait seulement en 1802. Et le vicomte n'aimait guère être pris de vitesse. L'ouvrage de M<sup>me</sup> de Staël s'intitulait *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales*. Elle préférait les titres d'allure latine. Elle avait déjà publié son chef-d'œuvre, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*. Elle donnerait ensuite *De l'Allemagne*.

Germaine n'était pas la fille de n'importe qui. Ni arrogante ni

modeste, elle voulait toujours être fidèle à ses origines. Elle était, en effet, la « fille de M. Necker », le ministre réformateur sans cesse renvoyé et rappelé par Louis XVI. Elle était aussi la « fille des Lumières », cela va de soi. Jadis, à douze ans, elle était allée à Ferney, pour apercevoir Voltaire avant qu'il n'eût la mauvaise idée de mourir. Par littérature, M<sup>me</sup> de Staël entendait non seulement les œuvres d'imagination, mais encore les œuvres de réflexion : Homère et la philosophie anglaise... Les uns et les autres pouvaient d'ailleurs se mêler, car ce sont nos sentiments qui entraînent nos idées. Germaine n'aimait pas les « esprits froids » qui renonçaient à s'émeouvoir lorsqu'ils se mettent à penser. Pour ce qui la concernait, la « fille des Lumières » ne réprimait pas ses états d'âme.

La Révolution, l'Histoire et la brusquerie des événements avaient contraint la littérature à se dépêcher. L'époque avait pressé les écrivains de prendre parti à travers des pamphlets, des libelles ou des manifestes. Il fallait être à l'heure. Ou même la devancer. Les hommes de lettres de jadis, qui avaient médité dans la solitude et la tranquillité de leur cabinet, se perdaient parmi les silhouettes, déjà lointaines, d'une France défunte. Certains jours, on se demandait si l'ancienne république littéraire, avec ses salons, ses philosophes et ses marquises, avait réellement existé. Quand l'Histoire va trop vite, le passé revêt un air improbable. Et les personnes d'autrefois se mettent à ressembler à des fantômes... De plus, les intempérances, le fanatisme, la grandiloquence révolu-

### HISTOIRES LITTÉRAIRES par François Bott

## Un hiver sentimental et philosophique



BERENICE CLEVEE

tionnaires avaient provoqué une terrible « usure des mots ». Les passions avaient « défiguré » la raison, comme le disent les préfaciers de M<sup>me</sup> de Staël. Et la « rigueur philosophique » avait cédé la place à l'« esprit de système ».

Aussi, dans cet essai de l'année 1800, Germaine s'efforçait de tout redéfinir, de tout repenser, en se référant (bien sûr) aux principes de 1789 et à l'esprit des Lumières. C'était d'autant plus nécessaire qu'un nouveau despotisme s'établissait depuis le coup d'Etat de brumaire (novembre 1799). M<sup>me</sup> de Staël se faisait à la fois historienne et sociologue. Elle étudiait l'évolution de la littérature à travers les époques, les nations, les régimes politiques, et sous les différents climats. Relançant la vieille querelle des Anciens et des Modernes, qui avait opposé Racine à Fontenelle et qui ferait pâillir des générations d'écoliers,

elle se rangeait dans le parti des Modernes. Son histoire de la littérature servait, en effet, à illustrer « les progrès de l'esprit humain ». « Il faut, disait-elle, invoquer tous les malheurs et tous les vices pour empêcher les nations de s'éclairer. »

Même si la « perfectibilité » de notre espèce et de ses mœurs était déjà l'« objet de sourires indulgents » — ces fameux sourires, pis que des sarcasmes, — l'optimisme de Germaine ne se laissait pas entamer. Dès lors, elle invitait la littérature à devenir républicaine et à favoriser, autant que possible, « les progrès de l'esprit ». Les ennemis qu'elle désignait, c'étaient le despotisme et la démagogie.

M<sup>me</sup> de Staël jouait ainsi les sergents recruteurs. Elle encourageait les écrivains à militer pour les Lumières. Leur première tâche serait de combattre cette « fatigue de l'inachevé » qui est la conséquence des espérances

décues. Plus tard, on appellerait cela « ne pas désespérer Billancourt ». Toutefois, vers la fin du livre, Germaine évoquait le temps où « la vie n'avait point encore démenti ses promesses ». Elle avait, au passage, qu'il faut chercher, dans les plaisirs de la pensée, quelque secours contre les blessures du cœur.

LES blessures du cœur... M<sup>me</sup> de Staël les éprouva trop souvent par la faute de Benjamin Constant. Elle était née le 22 avril 1766. L'Europe ne l'avait pas deviné, mais, entre 1786 et 1789, ce vieux continent avait abrité la naissance de quatre personnages très singuliers : Germaine d'abord, et ensuite Benjamin (1767), François René de Chateaubriand (1768), Napoléon Bonaparte (1769). Ces quatre contemporains allaient avoir des relations difficiles et, parfois, tourmentées. Chateaubriand durerait davantage que les autres. Il fallait bien que le vicomte eût le loisir de terminer ses *Mémoires d'outre-tombe*... La baronne fit la connaissance de Benjamin Constant à la veille de l'automne 1794. Elle le mit dans son lit et l'enferma dans son parti. Ils passèrent l'hiver ensemble, dans le château de M. Necker, à Coppet, sur le lac Léman. Hiver sentimental, hiver philosophique. On écrivait. On discutait. M. Necker se mêlait aux conversations.

Cela rassemblait à des vacances, malgré les tumultes de l'époque. Mais ce bonheur et cette sérénité seraient vite assombrés, car Benjamin Constant s'empressa de tromper M<sup>me</sup> de Staël. Il alla de coup de foudre en coup de foudre. Avec

ses conquêtes — épouses et maîtresses, — on pourrait composer une chanson : Jenny, Isabelle, Wilhelmine, Charlotte, Julie, Anna, Amélie, Juliette. Et j'en oublie sûrement. Cependant, ni les scènes de ménage ni les crises de jalousie n'empêchèrent le travail en commun. Le commerce intellectuel de Germaine et de Benjamin fut moins agité que leur commerce sentimental.

Ils méditaient ensemble — souvent à Coppet — sur les moyens de tirer la France des malheurs où l'avaient jetée le despotisme des rois et les excès de la Révolution. Quelques ouvrages naquirent de ces réflexions qui précédaient ou suivaient les orages de l'amour. Il y eut notamment *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution et des principes qui doivent fonder la République en France*. Mme de Staël écrivit ce texte en 1798, avec le concours de Benjamin Constant, mais elle le rangea dans ses tiroirs et le laissa inachevé pour entreprendre son essai sur la littérature. Benjamin prolongea leur réflexion commune à travers les *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays*.

HENRI GRANGE, l'éditeur et le préfacier de ces *Fragments* (jusqu'à présent inédits), fait valoir qu'ils méritent « un plaidoyer en faveur de la République [et] un pamphlet contre celui qui l'a assassinée ». On y retrouve les clartés souveraines de Benjamin Constant. Parient des peuples qui applaudissaient Napoléon, il notait que ces derniers paraissent « travailler à la fois à s'étourdir par leurs acclamations et à se dédommager par leurs railleries, et pressentir aux mêmes l'époque où le prestige [serait] passé ». Benjamin avait commencé cet ouvrage vers 1795. Il en poursuivit la rédaction jusqu'en 1810. Quand les écrivains se dégoûtent de leurs républiques imaginaires, ils se consolent avec des constitutions.

(1) *Littérature et politique*, œuvres de Benjamin Constant, « Bibliothèque de la Pléiade ».



# Le pari manqué de Toussaint

Après trois exercices littéraires rigoureux et couronnés de succès, le jeune romancier n'a pas réussi la Réticence

LA RÉTICENCE  
de Jean-Philippe Toussaint.  
Editions de Minuit, 160 p., 65 F.

Jean-Philippe Toussaint poursuit, depuis son premier livre, *La Salle de bain*, paru en 1985, un projet littéraire qu'on pourrait, si les comparaisons n'étaient pas toujours trompeuses, rapprocher de celui de Mondrian en peinture. Il s'agit de dépasser l'art d'écrire de tout ce qu'il peut avoir d'anecdotique, de réaliste, d'historique ou de social, pour ne laisser subsister que l'essentiel — et du même coup le sublimer, — le mouvement de l'esprit, la perfection harmonique, l'abstraction grammaticale, la trace infime qui signale le face-à-face de l'homme avec l'absolu — une ride sur l'océan, une petite grimace qu'on fait à la mort, une image ou une équation qu'on arrache au chaos universel.

Autant dire que chacun des romans du pascalien Toussaint est écrit sur le fil du rasoir, que son entreprise affronte des périls extrêmes, et qu'à faire ainsi le vide, de manière aussi radicale, on prend le risque d'y tomber. Après trois exercices d'équilibre littéraire si rigoureux, si réussis que les lecteurs n'ont pas manqué de saluer la performance de l'artiste, Toussaint vient de choir avec *La Réticence*. Ça ne vaut ni qu'on l'accable ni qu'on brûle ce qu'on avait adoré dans *Monstres* ou dans *Appareil-photo*. En revanche, il paraît intéressant de comprendre pourquoi l'arc s'est brisé les ailes. Il n'y a pas d'histoire dans la



Jean-Philippe Toussaint : un surprenant aveu

*Réticence*, seulement un jeu de figures. Celles-ci sont organisées autour d'un centre, le narrateur, qui débarque à Sasuelo à la fin du mois d'octobre, en compagnie de son tout jeune fils, et qui décide d'aller rendre visite à l'un de ses amis, un nommé Biaggi, qui habite une villa en dehors du village. Mais le narrateur éprouve aussi une incompréhensible réticence à faire cette visite qu'il remet sans cesse, qu'il transforme en expéditions périphériques autour de la villa, ou en effractions nocturnes, tantôt se sentant épié et menacé par Biaggi, tantôt imaginant des scénarios dramatiques pour tenter d'expliquer l'absence de son ami. Autour de cette valse-hésitation, qui prend des allures de cauchemar, s'effectuent des mouvements

mépris de moi pendant huit mois. Moi, cela faisait trente-trois ans maintenant que je ne me leurrerais plus sur ma nature, car je venais d'avoir trente-trois ans oui, c'est l'âge où finit l'adolescence. » Toussaint a trente-trois ans.

On voit bien où le romancier veut en venir : à nous faire accepter l'absence d'une histoire anecdotique pour mieux nous faire pénétrer, comme par ricochet, dans une histoire infiniment plus mystérieuse, angoissante, essentielle. Celle de l'affrontement, sans cesse différé, reporté, avec la vie d'adulte et ses règles. Mais à force de détours, de réticences, de manières, aussi élégantes, subtiles, et parfaitement écrites soient-elles, de tourner autour du pot, le lecteur finit, lui, par se lasser et par s'enfuir. La retenue de Toussaint lui devient une punition. Et, du coup, les petits élans d'encouragement que lui prodigue l'écrivain — ces délicieuses propositions relatives par exemple, où l'antécédent s'amuse à se promener très loin du pronom relatif, — après l'avoir fait sourire, l'agacent comme des coquetteries, comme des ornements qui ne feraient que mieux souligner le vide du théâtre.

Une fois encore, il ne faut pas dramatiser ce dérapage. Toussaint a essayé d'explorer une voie nouvelle de l'expression romanesque. Il est tombé dans une impasse. Une impasse de Toussaint vaut mieux que les réussites les plus éclatantes de la plupart de ses confrères, c'est l'injustice de la littérature.

Pierre Lepape

## HISTOIRE LITTÉRAIRE Benjamin l'inconstant

Suite de la page 17

Ce succès inouï équivaut à brancher Constant sur une des plus grosses fortunes de l'Europe. *«De quoi aller à tout»*, dira-t-il dans *Adolphe* au chapitre 7. Avec la rage qui le tient de se faire entendre, à peine débarqué à Paris, il envoie trois lettres aux *Nouvelles politiques* de Suard, où il exprime ses sentiments et ceux de Germaine sur la longue lacheté de la Convention. Il n'admet pas, pour comble, qu'elle veuille imposer dans les prochaines assemblées la présence de deux tiers de ses membres. Il a eu par bonheur la prudence de ne pas signer des écrits qui déplaisaient furieusement aux gens en place : il

peut toujours ainsi nier en être l'auteur.

En Suisse, il a forcément entendu parler de l'épouvantable misère que connaissent les quartiers du travail à Paris, les faubourgs Saint-Jacques, Saint-Marcel et Saint-Antoine. Le numéraire y est inconnu et l'assignat ne cesse de tomber. La mortalité dans l'hiver 1794-1795 atteint un chiffre décuple des années ordinaires. Les suicides se multiplient et un rapport de police est devenu célèbre, décrivant une veuve qui, avant de sauter dans la Seine, a solidement ficelé contre elle son petit garçon de dix ans pour l'entraîner silencieusement dans la mort. Le loia vaut 2 000 francs-papier, et Benjamin Constant découvre avec ravissement les acquisitions de terrains que l'on peut faire en France avec les revenus suisses. Il ne se connaît plus et dit à sa famille : *«C'est le Pérou!»*

Quand il voit Barras recourir aux coups de canon en plein Paris le 13 vendémiaire pour convaincre les royalistes de renoncer à leurs intentions, il se fait aussitôt couvrir par une incroyable lettre de Germaine à Barras où elle ne peut se retenir de lui parler du *«culle»* (sic) que Benjamin porte à un si grand homme. Autrement dit, il est désolé que ce soit de sous-pers calment les chances des uns et des autres afin de ne pas se tromper dans son choix et d'opter pour le futur gagnant, quel qu'il soit.

L'épouvantable Babeuf...

François Mauriac, faute d'informations, s'imaginait Benjamin Constant comme suit : *«Un éblouissant jeune homme»* grand, blond, mince, danger public pour les vertus mondaines. En fait, le Benjamin Constant de 1794 (vingt-sept ans) a déjà une légère voussure du dos et un petit ventre bedonnant, une blennorrhagie contractée à Londres et mal soignée lui a laissé un regard trouble, et il lui faut pour lire des béquilles teintées.

On peut compter que Benjamin Constant ne se laisse pas oublier du public dans l'obscure permanence qui est la sienne de parvenir, tout Suisse qu'il est, à quelque grand poste gouvernemental français. En 1796, c'est son libelle *De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier*, l'année suivante, des *Réactions politiques*, avec une adjonction de

dernière heure sur l'épouvantable Babeuf et ses Egaux qui contestaient la légitimité même de la propriété. Avec quel soulagement Benjamin Constant verra Babeuf, qui, derrière les grilles de sa cage, a tenté vainement de se donner la mort, traité, inerte et sanglant, jusqu'à la planche de la guillotine!

Mais M<sup>me</sup> de Staël l'ennuie beaucoup. Suspectée, et non sans raison, de faire rentrer illégalement des émigrés, elle a été priée discrètement par le Directoire de s'éloigner de France. Benjamin Constant l'a d'abord défendue, et même a renforcé les liens entre eux en lui plantant dans le ventre un troisième enfant — cette future duchesse de Broglie dont la chevelure rousse dénoncera la paternité. Puis il s'est exaspéré et lui a reproché de ne pas savoir choisir entre un mari imbécile, calamiteux et déshonoré et lui-même, qu'elle aurait d'ailleurs — quelle surprise! — presque *«ruiné»* par de mauvais conseils en place-gent, l'affaire s'arrange vite, et Benjamin Constant reçoit de sa maîtresse 34 000 francs en numéraire, ce qui, pour l'heure, arrange tout.

Au renouvellement dictatorial de 1799, Sieyès apparaît. Celui que Robespierre appelait *«la taupe»* et qui laisse entendre qu'un régime comportant sans cesse des à-coups doit faire place à une gestion régulière. Il précise même que, excellent pour tirer lui-même la charrette, il ne vaut rien dans un attelage et, entré au pouvoir le 16 mai 1799, le 14 juillet, il y introduit à ses côtés, pour la police, Fouché, le plus efficace sans doute des adversaires de Robespierre en thermidor et dont le passé précédent était d'un terroriste implacable. On peut donc s'attendre avec lui à du nouveau et, selon Benjamin Constant, dans le bon sens. Le bruit court d'ailleurs qu'un nouveau gouvernement se prépare où M. Constant aurait sa place.

Mais tout à coup, le 14 décembre, le bruit se répand que *«Bou-naparte»*, que l'on croyait emporté en Égypte, a soudain débarqué à Fréjus le 9 octobre. Il y a fait une rapide escale, le temps d'apprendre que la situation militaire est rétablie et qu'il va pouvoir se présenter comme l'homme de la paix (le 9 octobre, c'est un mois juste avant le 18 brumaire : 9 novembre). Il sera à Paris dans la nuit du 15 au 16. Benjamin Constant, qui se ventera dans ses souvenirs d'avoir vu

Sieyès *«tous les jours»* jusqu'au 14 brumaire, va le trahir dès cette date.

Un changement de scène absolu. Il y aura un simulacre de République et l'autorité sera toute dans la main du général. Quel bonheur! *«On donnera sans doute beaucoup aux propriétaires, en droit et en force armée.»* Le 20 brumaire, les délégations seront rendues aux fournisseurs et, la semaine suivante, le projet d'impôt sur la fortune sera aboli.

«Son amitié vous abaisserait»

Mais Germaine sera assez vite un peu déçue du général à qui elle s'est naturellement proposée pour quelques divertissements amoureux et qui n'a pas donné suite à ses avances. Du moins pour plaire à Joseph avec lequel Germaine demeure très liée. Bonaparte donne une place à Benjamin dans son tribunal en décembre, mais Constant y joue à l'opposant et Bonaparte le congédie dès le début de 1802. M<sup>me</sup> de Staël aura été choquée elle-même du pamphlet lancé en 1814 par Benjamin Constant contre une France en agonie. *«Vous n'êtes pas Français, Benjamin»*, lui écrivait-elle écoeuvée. Elle ne l'était pas davantage, mais pareille attitude la révoltait. Jusqu'en 1811, elle a encore tenté sa chance auprès de l'empereur à l'occasion de la naissance du roi de Rome.

Quand Napoléon revient de l'île d'Elbe, il se souvient de ce que, à coup sûr, Benjamin Constant lui a fait lire en 1810 et qui est, en somme, la preuve, sous ses yeux, de l'habileté que démontre Benjamin Constant à faire crier *«Vive la République!»* à des gens qui l'étranglent. Ce Constant l'amuse, et il lui offre d'entrer dans son tribunal. Le 31 mars 1815, Benjamin Constant écrit dans son journal : *«Les intentions seront libérales, la pratique sera despotique. n'importe.»* Rien n'est plus édifiant sur la loyauté du personnage.

Dans le numéro 153 de son *Cours familier*, le vieux Lamartine de soixante-quinze ans glisse ces quelques lignes sur Benjamin Constant, *«oracle des puritains de la liberté»* : *«Appelé d'un signe aux Tuileries, il s'était mué à la seconde en salarier du tyran, affamé de bruit, nécessaire d'argent, sceptique d'idées, son amitié vous abaisserait...»*

Henri Guillemin

# SADE

Un livre d'une touchante et constante beauté.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

Donatien Alphonse François, marquis de

# SADE

Maurice Lever



Fayard

914 p.  
198 F

A personnage unique, biographie exceptionnelle. Avec Maurice Lever, le marquis de Sade a enfin trouvé un portraitiste à sa mesure.

Didier Senécal, Lire

Une biographie scrupuleuse.

Philippe Sollers, Le Monde

Répétons-le: cette biographie est un chef-d'œuvre.

Michel Crépu, La Croix

Une aventure des plus exceptionnelles survient aujourd'hui à Sade: 177 ans après sa mort, le voici non seulement fondu dans l'histoire mais expliqué par elle, par la volonté et le plaisir d'un historien. Maurice Lever.

Arlette Farge, Libération

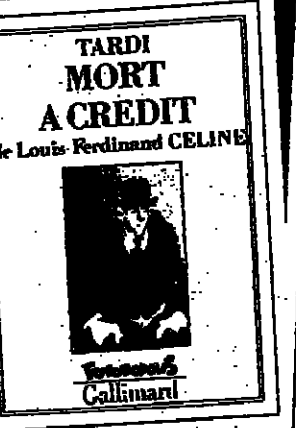
La nouvelle biographie de l'auteur de "Justine" fera désormais autorité.

Pierre Enckell, L'Événement du Jeudi

# FAYARD



LA VIE LA MORT  
CHANTS PRÉCAIRES  
par CÉS MERTENS  
La mort chantée  
par les poètes  
160 pages 150 FF  
BEAUCHESNE  
21, rue de Valenciennes 75011 PARIS



432 P. 712 Dess. 240 Frs.

سكنا من لاجل

هنا من اجل

LIVRES • IDÉES  
ANNIVERSAIRE

# Les ambiguïtés d'un centenaire

Les « Années Rimbaud », célébration du centième anniversaire de la mort du poète, viennent de s'achever. Non sans avoir accumulé les paradoxes...

Toute célébration comporte sa part d'enflure et de ridicule. Celle de Rimbaud, qui vient de s'achever, n'a pas échappé à cette règle. L'enflure a des conséquences : le nom et l'œuvre du célébré, tout en clignotant partout, de Marseille à La Villette, de Charleville à Aden, tout en faisant grand bruit, s'évanouissent, se disloquent, perdent sens, dans l'air social et médiatique de la fête. Mais la célébration manifeste aussi le décalage qui existe inévitablement entre sujet célébré et célébrants. Le premier, par définition, ne peut guère donner un avis, qui encombrerait d'ailleurs les seconds !

Dans le cas des « Années Rimbaud » — pluriel de pur artifice

destiné à faire croire que l'anniversaire de la mort du poète va nous faire pénétrer dans une ère durablement poétique, — ce décalage prend des allures particulières, paradoxales. Comment célébrer officiellement celui qui passe pour un symbole de la révolte absolue ? Comment élever une statue à celui qui rêva de les déboulonner toutes ? On n'a pas même oublié d'en ériger : celles qui trônent à Charleville depuis 1927 et devant la Bibliothèque de l'Arsenal à Paris ne suffisant pas à notre malheur... Comment enfin proclamer une foi quelconque en la poésie l'année de la mort de celui qui fit taire si ostensiblement la poésie en lui ? Comme l'écrit Pierre Michon

dans *Rimbaud le fils* (Gallimard, voir « Le Monde des livres » du 8 novembre) : « Rimbaud a le don d'enfermer ceux qui l'approchent... »

Mais ramenons d'abord le paradoxe à de justes proportions. L'image de l'absolue révolte est le principal poncif attaché au nom de Rimbaud. Le poète n'appartient à personne, c'est-à-dire à tout le monde : copropriétaires du domaine public, les célébrants, dont la sincérité n'a pas à être, *a priori*, remise en cause, sont donc fondés à accomplir leur tâche.

Il faut aussi s'arrêter un instant sur les particularités du « cas Rimbaud ». En 1985, avec le centenaire de la mort de Victor

Hugo, c'était la France républicaine qui s'auto-célébrait, légitimement : il y avait une cohérence. S'il s'agissait de Baudelaire ou de Mallarmé, qui sont les deux autres grands phares poétiques du dix-neuvième siècle, la fête n'aurait pas pris cette allure, ni cette ampleur. L'homme des *Illuminations*, lui, suscite toujours cet engouement un peu suspect, un peu court surtout et simplificateur. Comme il arrive souvent, les embellissements sont à la mesure de méconnaissances diverses, de confusions : Rimbaud en est, en cette année de célébrations, la principale victime.

De ces célébrations, le livre d'Alain Borer constitue, sur un

plan qui n'est pas du tout celui du spectacle bruyant, qui est celui du plus grand sérieux, comme le point d'orgue. Élevé avec la rigueur maniaque du philatéliste, le monument de mille cinq cents pages d'Alain Borer (voir l'entretien de l'auteur avec André Velter) nous apparaît comme un symptôme. Imaginez-on un tel monument dédié à Mallarmé ou Baudelaire ? *L'œuvre-vie*, telle que l'a conçue Borer, n'est concevable que pour Rimbaud. Ce rêve de parfaite continuité entre la vie et l'œuvre et sa conséquence — la parfaite équivalence établie entre chaque mot écrit et prononcé par le poète, — le refus de toute hiérarchie à l'intérieur du corpus rimbaldien,

donne de l'auteur du *Bateau ivre* une image particulière. Image dans laquelle la grandeur de l'œuvre — quelques dizaines de poèmes et de lettres, *Une saison en enfer*, les *Illuminations* — et le génie du poète se perdent au profit de la stature mythique de « l'homme aux semelles de vent », dont le moindre mot prend ainsi valeur de parole sacrée.

Formulons un souhait : que, les lampions de la fête éteints, le bruit apaisé, les mille cinq cents pages du Borer-Rimbaud digérées, l'œuvre, quel qu'en soit l'exact contour, d'Arthur Rimbaud retrouve le chemin du splendide isolement dans lequel il faut encore et toujours apprendre à la lire.

Patrick Kéchichian

## Les albums d'Arthur

Deux ouvrages de Claude Jeancolas indispensables aux rimbaldolâtres

LE DICTIONNAIRE RIMBAUD

de Claude Jeancolas.

Balland, 426 p., 198 F.

LES VOYAGES DE RIMBAUD

de Claude Jeancolas.

Balland, 318 p., 435 F.

Claude Jeancolas, historien d'art et journaliste, commissaire de l'exposition « Voyages de Rimbaud » au Musée Rimbaud de Charleville, publie coup sur coup chez le même éditeur deux ouvrages indispensables pour tous les rimbaldolâtres. Pour les rimbaldomaniaques amoureux de cartes et d'estampes, le superbe album de photographies est une invitation au voyage irrésistible. Plus de trois cents clichés d'époque pris sur les lieux où Rimbaud vécut, les villes aimées et quittées, les déserts, et les trop rares autoportraits de la fin, presque indéchiffrables.

On y trouve la gare de Charleville telle que la vit Rimbaud dans ses premiers rêves de départ, le Bois-d'Amour où il bavardait avec son ami Delahaye, les quartiers de Paris où il séjournait, la rue de Buci et la rue Séguier, le port de Londres où les temps des amours avec Verlaine, les plages de Chypre et les déserts du Harar. Toutes les images d'Aden, de Padang et de Batavia sont très prenantes. On ne peut plus fantasmer l'errance rimbaldienne sans ce beau volume qui ne coûte pas plus cher qu'un aller simple en chemin de fer pour quelque obscure coin de province française.

Les rimbaldophones apprécieront certainement, du même auteur, le dictionnaire de la langue concoctée par Arthur à partir du français, de l'argot parisien, du patois ardennais, de l'anglais. Sans compter les nombreux mots de langue amharique dont Rimbaud parseme sa correspondance. Le dictionnaire est suivi d'une énième édition des poésies, où sont imprimés en italiques tous les mots recensés par le dictionnaire. On relève des noms communs et d'autres qui le sont moins : « déleurrer », « absorculer », « hannetonner », ainsi que l'« hydrolat lacrymal » et le « wasserfall ». Les noms propres ne le sont pas toujours, comme celui de Catulle Mendès.

D'autres sont étonnants, comme celui de Djami, le serviteur de Rimbaud à Aden, à qui il laissa un héritage arrivé trop tard, ou celui de Vitalie Cui, épouse Rimbaud, mère d'Arthur, dont souvent l'image reste un peu floue et trop rugueuse. On pourra toujours estimer telle ou telle définition trop courte ou sans lumières, souhaiter d'autres entrées, etc. N'importe : tel qu'il est, ce dictionnaire est fort utile et l'auteur ne refusera pas de nouvelles éditions, au besoin.

M. B

## L'adieu à Rimbaud

Suite de la page 17

— Cette « œuvre-vie » reste-t-elle en attente de miracle ? Faut-elle déjà place aux inédits qui, un jour, pourraient sortir de l'oubli ?

— Rimbaud fait dire à Jésus : « Vous autres, si vous ne voyez (point) des miracles, vous ne croyez point... ». Les textes de Rimbaud ont été publiés au gré des découvertes successives, au cours de ce siècle, jusqu'en 1965, en vrac : selon le principe chronologique, tout inédit serait immédiatement inséré, et non pas adjoint. Ainsi vient en son temps un petit poème inédit, fragment d'opéra bouffe, ou une seconde version de la *Rivière de Cassis*, le dessin complet de Verlaine pendu, ou le manuscrit original d'un *Cœur sous la soutane*, récemment retrouvés. Nous avons aussi quelque plaisir à ne pas publier le *Baron de Péluche*, attribué à tort à Rimbaud, ni cette fameuse carte postale de Rimbaud à Delahaye, qui était un faux : d'établir, en somme, vraiment l'œuvre que Rimbaud nous conçoit. Un siècle après sa mort, Rimbaud reste à découvrir. Et sans doute l'édition du premier centenaire pourra-t-elle encore s'enrichir. Les chercheurs ont plus d'avenir que les faussaires.

— Vous venez de mener à bien une entreprise qui durait vous haster depuis des années. Com-

ment réalise-t-on collectivement un rêve personnel ?

— Vingt ans d'annotations quasi quotidiennes de mon exemplaire de « La Pléiade » l'ont fait disparaître, à mon insu, préparant cette édition sans vraiment me l'avouer. Ce sont les rêves inavoués qui s'accomplissent le plus sûrement. Mais celui-là ne pouvait se réaliser que collectivement. La « tradition » concevait de vastes « tentatives d'annotations » des « œuvres » de Rimbaud, dans lesquelles le Grand Annotateur. Celui qui sait tout sur Rimbaud, allait infléchir de sa vision « l'œuvre » entière qu'il embrassait. Le Grand Annotateur est mort. Il n'est donné à personne de pouvoir annoter sérieusement « tout » Rimbaud. J'ai fait appel aux spécialistes indiscutables, représentant différents courants de pensée, de plusieurs continents, différentes générations même. Puis l'ensemble des interventions a été communiqué aux vingt collaborateurs afin que chacun puisse compléter ou contester l'autre. Rimbaud n'appartient à personne, bien que l'on ait envie de le garder pour soi...

— La publication de cette « œuvre-vie » marque-t-elle le point d'orgue de votre engagement rimbaldien, ou bien le point d'arrivée, l'adieu ?

— L'adieu, radieux.

Propos recueillis par André Velter

## Le « Rambo » d'Aden

Pas moins de deux ministres français, MM. Dumas (affaires étrangères) et Lang (culture), entourés de plusieurs personnalités gouvernementales yéménites, ont, début novembre, inauguré, à Aden, l'Espace culturel et poétique franco-yéménite, dit Maison Rimbaud.

ADEN

de notre envoyé spécial

« Tout ce monde pour nous ! », s'écria M<sup>me</sup> Monique Lang en arrivant à l'ancienne Compagnie Bardet, qui employa et logea Arthur Rimbaud lors de son séjour adéno-abyssin (1880-1891). Mais, juchée sur les toits des immeubles, la foule bruyante aperçue par l'épouse de notre ministre de la culture était réunie là uniquement parce que la Maison Rimbaud jouxte le stade où se jouait au même moment un match capital pour les supporters locaux : Yémen-Bahreïn.

Qui plus est, « Rimbaud » se transcrit et se prononce en arabe exactement comme « Rambo », et certains Adénites, ayant sans doute lu rapidement le journal, crurent à l'ouverture d'un centre consacré au héros du pire cinéma américain...

Les clameurs célébrant le premier but yéménite couvrirent les voix des ministres et des poètes, bien qu'ils se soient enfilés dans une pièce sans air pour y échanger des discours et des vers, au lieu de les délivrer sur la terrasse un peu mieux ventilée, d'où Rimbaud et tant d'autres avant nous purent contempler un vieux minaret blanc, la mer Rouge violette et les crêtes noires de l'ancien volcan dans lequel Aden est née.

Rimbaud, on le sait, n'eut pas de mots assez durs, dans ses missives, pour « l'affreux trou d'Aden », où « les parois du cratère empêchent l'air d'entrer », où il n'y a « pas une seule feuille », « pas une goutte d'eau douce », où il fait « une chaleur excessive ». Bref, le pauvre Arthur vécut là « un réel cauchemar », « sans journaux ni bibliothèque », au milieu « de bédouins du lieu parmi lesquels on devient un imbécile total en peu d'années » (1).

Un vaste travail de traduction

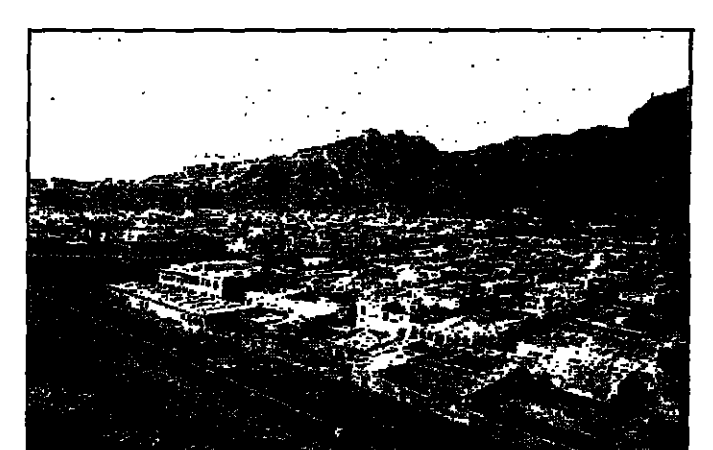
Cependant, nos rimbaldologues ont, en bien cherchant, trouvé deux bouts de phrase qui, à leurs yeux, ont aboli ces impitoyables constatations : « Si j'étais fort malade, je descendrais à Aden, qui est un pays civilisé » (lettre d'Abyssinie, 10 janvier 1883). « La grande chaleur d'Aden me ferait du bien » (20 février 1891, neuf mois avant la mort de Rimbaud, survenue à Marseille).

Du coup, le « roc affreux » d'Aden s'est mué pour nos rimbaldiens en un « lieu intense, fait d'â-pic sombres et de lumière violente » et, en mars 1990, deux mois avant l'union des deux Yémens, les autorités, alors marxistes, d'Aden avaient accueilli in situ un colloque de rimbaldophiles arabes et français (le 1<sup>er</sup> Monde des livres) du 30 mars 1990).

Depuis lors, notamment grâce à l'entregent de l'écrivain d'origine irakienne Chaouki Abdelmir (devenu diplomate sud-yéménite, puis yéménite depuis la réunification), la chambre de commerce d'Aden, occupante, à partir de 1968, de l'ex-siège de la société Bardey, a cédé la splendide salle à

ponibles, jusques aux bandes dessinées de Chiavelli (Ed. Dargaud).

On est resté pantois de voir que les dévôts de Rimbaud, inspirateurs de cette virée adénite dont on ne peut contester l'originalité, n'avaient pas songé à présenter également au public yémé-



Vue d'Aden vers 1890 (anonyme)

arcades du rez-de-chaussée et promis d'en faire autant, par la suite, pour les deux étages supérieurs.

En attendant la réalisation de cette promesse et la concrétisation de projets français (2) ou franco-yéménites (transfert à l'Espace poétique du centre culturel français d'Aden, création avec des Yéménites d'une Alliance française, etc.), l'inauguration ministérielle a été marquée par une présentation, dans la salle libérée, de la plupart des ouvrages en français de Rimbaud ou sur Rimbaud, actuellement dis-

nite le travail de traduction, non négligeable, réalisé par les Arabes et d'ailleurs mis en évidence à Paris, début 1991, par une bonne petite exposition de l'Institut du monde arabe, « Rimbaud-Aden... aller-retours ».

De l'Egyptien Ramsès Younan (traducteur, en 1949, d'une *Saison en enfer* à Rimbaud et la *Commune*, de Pierre Gascar (mis en arabe, en 1989, par le Syrien Abdelbari Ayoun El Soud), en passant par les traductions de *Lettres d'Aden* par le Libanais Charbel Dagher en 1986, le choix ne manquait pas et aurait été

d'autant plus bienvenu que la principale librairie adénite ne diffuse actuellement aucune œuvre en arabe de ou sur Rimbaud.

A-t-on craint que les horreurs écrites, qu'on le veuille ou non, sur Aden par Rimbaud ne suscitent quelque réaction des visiteurs yéménites ? Une certaine frivolité française paraît plutôt devoir être incriminée. Il paraît que l'erreur va être réparée mais l'effet négatif du premier jour restera. Que n'aurait-on pas dit si des Arabes avaient organisé à Paris une manifestation sur un de leurs auteurs ayant vécu en France, sans avoir la délicatesse d'y présenter les versions françaises de son œuvre ?

Eddie Murphy en version française

En somme, heureusement que le public auquel s'intéresse, en principe, prioritairement le nouveau Espace franco-yéménite s'occupait de ballon le jour de l'ouverture de la Maison Rimbaud ! Mais ces jeunes gens auraient pu être là car, même illettrés — et c'est une constatation à laquelle on peut se livrer dans l'ensemble du monde arabe contemporain, — ils montrent souvent un intérêt réel et parfois des dispositions étonnantes pour l'art poétique, un art ayant chez eux de solides racines datant d'avant même l'islam.

Le soir de l'ouverture officielle, toutefois, les rimbaldomanes transportés à Aden donnaient une audition franco-arabe de poésie. On s'attendait donc qu'elle eût lieu dans la Maison Rimbaud, située en plein centre. Point du tout ! Elle était organisée à la périphérie, dans le principal palace adénite, entre plantes vertes, fonctionnaires et projecteurs...

Oubliés d'archef, nos jeunes amateurs de ballon et de poésie, ce soir-là, n'eurent d'autre ressource que d'envahir le cinéma de plein air Reine-de-Saba, où l'on projetait un célèbre film américain, le *Fic de Beverly Hills*, avec Eddie Murphy. En version française, c'est vrai, mais sous-titrée en arabe...

Souhaitons quand même bonne chance à l'Espace Rimbaud, avec l'engagement de nous enquérir, dans un an ou deux, de sa destinée.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Le Dictionnaire Rimbaud, de Claude Jeancolas (voir l'article de Michel Braudieu ci-contre).

(2) Pour le moment, dans le cadre du projet Maison Rimbaud, la France a essentiellement financé les missions à Aden de Serge Sautreau, poète, essayiste, producteur à France-Culture depuis 1985.

\* « Le Monde sans visa » publiera, dans son édition du samedi 16 novembre, un reportage de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz sur Aden.

\* A lieu actuellement à Chartres, sous le patronage de l'UNESCO, une exposition sur le thème « Vitraux et architecture du Yémen ». Techniques, beaux-arts et art de vivre sont présentés à l'aide de nombreuses photos et documents ainsi que grâce à l'audiovisuel. Le commissaire de l'exposition est l'ethnologue José-Marie Bel (Journ'art 20 avril 1992, Centre International du vitrail, 5, rue Cardinal-Fé, 28000 Chartres, tél. : 37-21-65-72).

Emmanuelle Nunez



## Traduire la poésie

Consacrées cette année à la traduction de la poésie, les Huitièmes Assises de la traduction littéraire se sont déroulées en Arles les 9, 10 et 11 novembre sous l'égide de l'ATLAS. Les débats et ateliers qui se sont tenus durant ces trois journées ont confirmé la valeur et l'intérêt de ces assises. Elles ont le mérite de rassembler des professionnels qui, la plupart du temps, travaillent dans un certain isolement.

Un débat sur un point difficile, mais moins technique qu'il n'y paraît — la traduction de Rilke — a permis de mesurer, sur un auteur précis et essentiel, certains des problèmes que pose le passage d'un poème d'une langue à l'autre. C'est Claude Vigée qui a le mieux, le plus sereinement parlé de son travail sur les poèmes de Rilke : « Faire de la traduction une sorte de remerciement ; c'est par gratitude que j'ai traduit Rilke ; la clef est la gratitude. »

Deux prix ont été remis au cours de ces assises : le prix Nelly-Sachs est allé à Nata Minor pour sa version d'Eugène Onéguine, de Pouchkine (Seuil), et à Didier Laroison, traducteur des poèmes du Brésilien Carlos Drummond de Andrade (Gallimard) ; le prix Halperine-Kaminski de la Société des gens de lettres a également couronné une traductrice de littérature brésilienne, Maryvonne Lapouge-Pertorelli, pour sa version de *Diadorim*, de João Guimarães-Rosa (Albin-Michel). Enfin, les Éditions Arcane 17, de Saint-Nazaire, ont présenté un volume d'hommage à Laure Bataillon, fondatrice des assises, décédée en 1990 : *Traduire, écrire* (124 p., 89 F.).

P. K.

## Passage en revues

Idées, histoire, sociétés

Le nouvel ordre mondial qui s'organise après l'effondrement en Union soviétique du modèle stalinien sera-t-il marqué par une suprématie, sans réel partage, du mode capitaliste, considéré comme « naturel » ? « Le monde est-il un marché ? » s'interroge *Actuel Marx*, publication théorique, issue du Centre de philosophie politique, économique et sociale du CNRS, la régulation libérale est-elle en mesure d'assurer, comme elle le prétend, une croissance harmonieuse et pacifique de l'humanité ?

Pour les contributeurs de la revue, la réponse est clairement et massivement négative. Samir Amin montre les effets profondément néfastes du libéralisme planétaire pour le tiers-monde. René Passet analyse les effets désastreux d'une régulation purement marchande sur la situation écologique de l'humanité. Pour la réflexion, l'étude la plus enrichissante est celle que Renato di Ruzza, économiste de l'université de Grenoble, consacre à l'idée même de marché dont il montre qu'elle est tout à la fois vide et mystificatrice : le marché ne révèle réellement ni les besoins ni la rareté, mais, tout au plus, la demande solvable et la rareté par rapport à celle-ci (*Actuel Marx*, n° 9, PUF, 224 p., 100 F.).

Cette même question du coût humain du capitalisme et de sa prétention à s'universaliser se retrouve dans l'article que Margaret Manale consacre dans *Études* à la réunification de l'Allemagne sous le titre « La RDA existe-t-elle encore ? ». Malgré les efforts financiers importants

consentis par le gouvernement de Bonn, l'ancienne Allemagne de l'Est est en train de se vider, dans la douleur, le chômage, le ressentiment, du meilleur de sa substance : « Depuis l'ouverture du Mur en novembre 1989, l'Est a perdu plus d'un demi-million de personnes, et cette saignée continue à raison de cinq mille personnes par semaine... La manière dont l'économie ouest-allemande impose son hégémonie produit donc des traumatismes, dont les conséquences individuelles et sociales sont encore imprévisibles. Pour une grande partie de la population de l'Est, le Mur est encore là. » (*Études*, novembre 1991, 148 p., 50 F.).

*L'Homme et la Société* a consacré un important numéro spécial à la situation des femmes. On est bien loin « des gloses larges et vagues sur la condition féminine », comme le dit le directeur de la revue, Jean-Pierre Leirer. Il s'agit ici de montrer, à travers des exemples concrets pris dans différents pays, différents types de civilisation, comment les femmes sont des enjeux politiques — dans l'affirmation de la supériorité civilisatrice de l'Occident par exemple, ou dans la stratégie de reconquête catholique — et comment elles sont, en même temps, des actrices dans la recomposition du champ social où elles inventent leur propre statut (*L'Homme et la Société*, L'Harmattan, n° 99-100, 254 p., 140 F.).

*Gradiva*, revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie, présente un texte de son fondateur,

Michel Leiris, mort il y a un an. Il s'agit du dossier de candidature — rédigé en août 1967 — que l'écrivain-anthropologue, alors maître de recherche au CNRS, avait présenté pour devenir directeur de recherche. Autobiographie scientifique donc, mais à des fins administratives — ce qui confère à cet écrit inédit un certain humour. De manière moins anecdotique, « Titres et travaux » permet de préciser les articulations, serrées, étroites, précises, que Leiris construisait entre son travail scientifique et son activité proprement littéraire. Parant de lui, ce qui n'est pas habituel, à la troisième personne, Leiris écrit : « La poésie étant son intérêt majeur, il se trouvait dans les dispositions les plus adéquates pour étudier la langue initiale des Dogons de Sanga et procéder, par la suite, à l'analyse stylistique des textes recueillis... En revanche, il lui paraissait indéniable que son expérience de l'observation ethnographique l'a aidé dans ses tentatives de description de soi-même : n'est-ce pas, outre l'influence d'une cure psychanalytique, l'habitude de prendre en face des phénomènes humains une position d'observateur qui lui a permis de se faire le témoin, extérieur en quelque sorte, de ce qui se déroulait en lui ? » L'administration a bien reçu le message. Leiris a été nommé directeur de recherche au CNRS en janvier 1968 (*Gradiva*, Jean-Michel Place, 124 p., 80 F.).

P. L.

**BERNARD BESRET CONFITEUR**  
De la contestation à la sérénité



**Vingt ans après Boquen, Bernard Besret parle.**

"Étonnant, déroutant, dérangeant."  
— Claude-François Julien, *Le Nouvel Observateur*

"A la fois credo et confession, récit d'un itinéraire et interrogation sur l'avenir."  
— Robert Solé, *Le Monde*

COLLECTION PAROLES VIVES  
ALBIN MICHEL

**Centre Georges Pompidou**  
Espace séminaire dirigé par Christian Descamps  
21 et 22 novembre 1991 Débats publics à 21 h petite salle.

**"FEMME ET PHILOSOPHIE"**  
avec F. BALIBAR, A. BERTRAND, M. LE DEUFF, G. FRAISSE,  
D. LA PLANE, M. LEBOVICI, I. MACLEAN, C. MORALI,  
J. PEIFFER, M. TORT

vient de paraître aux Éditions du Centre Georges Pompidou  
"FRONTIÈRES ET LIMITES"

## Le CLES de Strasbourg

Un rendez-vous des Yougoslaves

Est-Ouest, Nord-Sud, Orient-Occident, la fin de la Mittel-Europa... Les médianes et les diagonales, qui traversent arbitrairement les territoires, forment de bizarres géométries dans les têtes et dans les œuvres des écrivains. C'est pourquoi Christian Salmon, qui dirige le CLES (Carrefour des Littératures Européennes de Strasbourg) depuis cette année, a voulu ces panachés, qui sont la sève non seulement des littératures étrangères, mais aussi de la pensée des intellectuels et des citoyens. Le fait même de réunir autour de Juan Goytisolo, l'Espagnol de Barcelone, de Paris, d'Alme-

ria et de Marrakech, le Turc Nedim Gürsel, le Hollandais Cees Nooteboom, le Franco-Yougoslave Alexandre Popovic, le Grec Cheimones était lourd de symboles ; tout comme l'interrogation que se posaient mutuellement les Portugais José Saramago et Almeida Faria, l'Argentin Juan José Sacer, l'Espagnol Julian Rios — « Qui découvre l'Autre ? », — tandis qu'Eduardo Lora nous demandait comment sortir de cette Europe introuvable (le titre de son dernier livre, éd. A.M. Métailié).

« La mémoire pour l'être humain est un peu l'appendice perdu dans


une vie antérieure », affirmait Joseph Brodsky, le Russe des États-Unis, rendant hommage à Danilo Kis, que Strasbourg avait souverainement ignoré jadis lorsqu'il y avait enseigné à son arrivée en France au début des années 60 et qui, à l'article de la mort, était encore en train de traduire les poèmes du prix Nobel 1987. Il était venu dire que l'essentiel était de se « sauver de l'oubli [de la non-existence] ». Et, en ce lendemain d'anniversaire d'Octobre, alors qu'il garde en lui la mémoire de toutes les pierres, de tous les canaux de sa ville, il nous disait : « Je ne retournerai pas à Pétersbourg... »

Surtout, Strasbourg fut, cette année, un rendez-vous irremplaçable pour des Yougoslaves qui voulaient encore s'appeler ainsi et qui nulle part ailleurs n'auraient pu se rencontrer. Qui auraient eu peur même de s'adresser la parole dans un pays qui, dans une sorte de fête païenne, ne cesse de tuer l'Autre. L'occasion, par exemple, fut donnée à Stjepan Cerovic de faire connaître *Vreme*, un hebdomadaire d'information de Belgrade créé l'an dernier, qui est devenu le centre de l'opposition libérale à la guerre et à tous les nationalismes : « Si vous voulez, on peut comparer *Vreme* à un journal qui aurait été pro-Juif en Allemagne dans les années 30... Dans cette guerre entre deux fascismes, nous refusons de nous plier à la haine. » Contre la guerre qui ne dit pas son nom, *Vreme* nous emmenait loin des littératures...

N. Z.

LES PARADIS PERDUS V

**LES GRANDES FÊTES D'AÔÛT (1938)**



**JACQUES DARCANES**

Les Éditions de l'Unité


« Un des plus grands écrivains français vivants » — *Oly Jenson*

DISTRIBUTION **disque** 5, rue de la Tave - B.P. 65 - 28112 LUCÉ

10 L'Espagnol Francisco Ayala prix Cervantes 1991. — L'écrivain espagnol Francisco Ayala, quatre-vingt-cinq ans, a obtenu le prix Cervantes 1991, la plus prestigieuse récompense littéraire de langue espagnole. Il a publié une cinquantaine de livres, romans, essais critiques et sociologiques. En 1982, il publie le premier tome de ses mémoires, sous le titre *Souvenirs et oublis*. En 1983, il remporte le Prix national de littérature en Espagne avec le deuxième tome, *L'Exil*, et en 1985, il obtient le prix des lettres espagnoles.

10 Rectificatif. — Une erreur de transmission a faussé le sens d'une phrase dans l'article de Pierre Drouin : « A gauche, c'est où ? » (« Le Monde livres-Idées » du 8 novembre). Il fallait lire : André Gorz « verrait bien qu'un nouveau socialisme consiste à restreindre le champ où peut s'exprimer la rationalité économique ».


**PIERRE LEPAPE. DIDEROT. UN ESPRIT UNIVERSEL, LE PREMIER DES MODERNES, UN INTELLECTUEL D'AUJOURD'HUI.**



456 pages, 145 F.

Pierre Lepape  
**DIDEROT**

Grandes Biographies Flammarion



Femmes exemplaires, mystiques, extatiques... Troublantes saintes amoureuses.

« Extases féminines »  
Jean Noël Vuarnet.

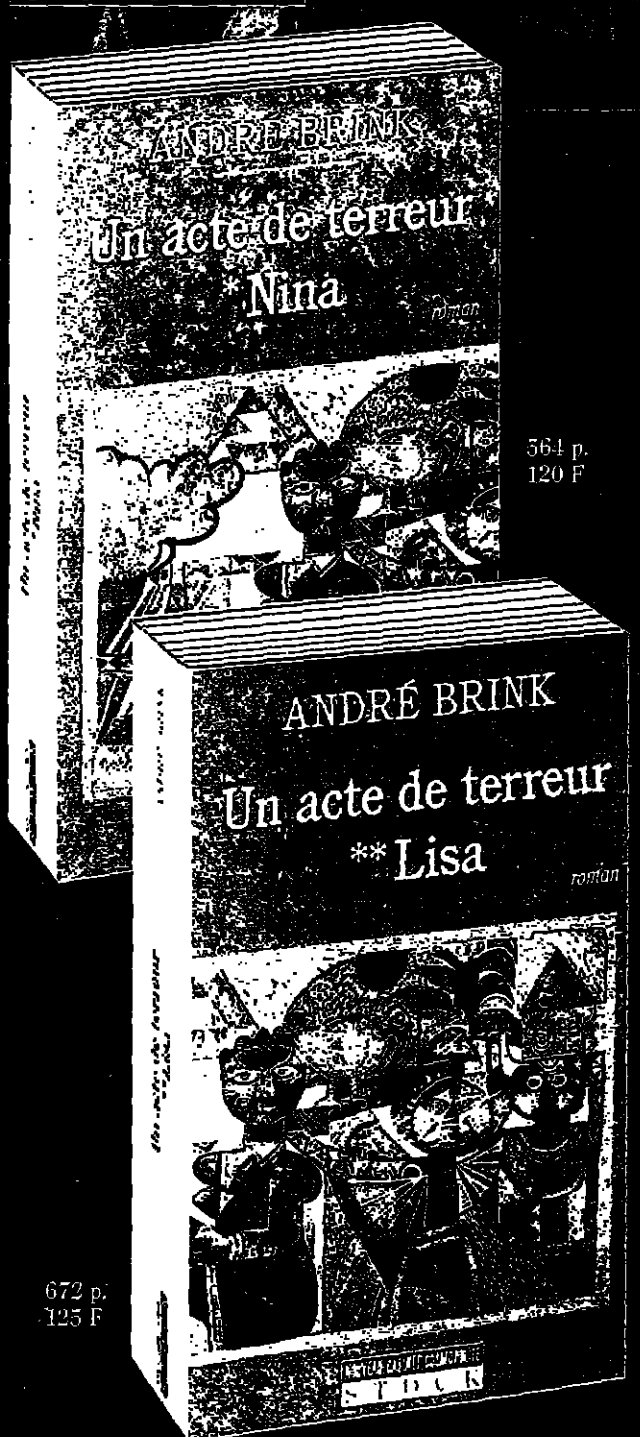
HATIER

هكذا من أجل

Un grand livre d'amour et de rage, une réflexion sur la violence comme moyen de changer le monde.



NOUVEAU CABINET COSMOPOLITE  
STOCK



Un Tolstoï sud-africain.

Bernard Rapp, Caractères

Egalement parus dans la  
Bibliothèque cosmopolite  
Stock

Le mur de la peste.  
Un turbulent silence.

Stock

## Ainsi parlait Nietzsche

Dans la pensée contemporaine, un cataclysme porte le nom de Nietzsche, dont on est encore loin de mesurer les conséquences. Ce philosophe, le plus déconcertant qui soit, suscite cet automne une série d'études très diverses. En outre, tandis que s'achèvera dans un an la publication des *Œuvres complètes* chez Gallimard, bon nombre de textes sont réédités dans les collections de poche. Difficile à force d'être simple, provocante et décapante, fluctuante et diverse aussi, la pensée de Nietzsche n'a pas fini de faire naître enthousiasmes et répulsions, malentendus et manipulations, mises au point et polémiques. L'ensemble que nous publions souligne quelques aspects des débats qui se poursuivent autour de cette fracture des temps modernes.



## Contre Hitler et Heidegger

Dès 1935, Karl Löwith, élève du maître de Fribourg, réfutait la lecture nazie de Zarathoustra ou de la Volonté de puissance

**NIETZSCHE : PHILOSOPHIE DE L'ÉTERNEL RETOUR DU MÊME**

de Karl Löwith.  
Traduit de l'allemand  
par Anne-Sophie Arestup.  
Calmann-Lévy, 318 p., 140 F.

Lorsque, en 1987, le passé nazi de Heidegger est une fois de plus remonté à la surface, on a un peu parlé d'un de ses anciens élèves, le philosophe juif allemand Karl Löwith qui, lui, avait choisi l'exil et le combat. L'autobiographie de ce dernier (*Ma vie en Allemagne avant et après 1933*) sortit d'ailleurs en 1988 (Hachette). Elle ne fit guère plus de bruit que n'en avait fait, en 1969, la publication d'une de ses études intitulée *De Hegel à Nietzsche* (Gallimard). Sans doute Karl Löwith n'est-il pas un penseur médiatique. Il n'en reste pas moins un théoricien original, qui sait joindre la clarté à la profondeur. La traduction de son grand ouvrage sur Nietzsche, que nous proposons aujourd'hui, Calmann-Lévy, devrait permettre au public français de s'en rendre enfin compte.

Ce livre est en effet doublement important. D'une part pour sa valeur historique : ayant été publié en 1935, il constitue l'une des premières lectures proprement philosophiques de Nietzsche, fondée sur la décision - beaucoup moins évidente à l'époque qu'aujourd'hui - de considérer celui-ci comme un penseur, non comme un poète ni comme un prophète. D'autre part, ce livre permet d'entrevoir les raisons pour lesquelles, dans les années suivantes, Löwith crut nécessaire de rompre non seulement avec l'idéologie nazie mais aussi avec le tour que, depuis *Être et Temps* (1927), prenait la pensée de Heidegger. Et il constitue encore, de ce point de vue, un utile contrepoint à la lecture de Nietzsche proposée par le « maître de Fribourg », ainsi qu'aux implications politiques de cette lecture.

Revenons au début des années 30. À l'époque, Nietzsche est encore peu ou mal compris. On voit en lui un homme de lettres, un disciple atardé de Schopenhauer, une sorte de dandy en proie aux maladies « fin de siècle ». Dans le meilleur des cas, un psychologue subtil, un moraliste incisif. Et puis, sur fond de III<sup>e</sup> Reich, des universalistes allemands entreprennent de le « nazifier ». Ils font de lui le prophète de la race nordique, le héraut d'un monde dominé par la force, le chantre de la « volonté de puissance » et du « surhomme » (Baudouin).

Contre ces divers contresens, Karl Löwith commence par opérer un retour aux textes mêmes de

Nietzsche. Il rappelle la nécessité de lire ceux-ci avec prudence. Il montre comment la pensée du philosophe, conséquence d'une expérience vitale, évolue avec les années. Il en souligne les contradictions, les lacunes, l'inachèvement. Et, avec humilité, s'abstient de répondre aux questions auxquelles Nietzsche lui-même n'avait pas répondu.

Comprendre un philosophe ne veut pas dire le faire entrer de force dans le carcan d'un système prêt-à-l'emploi. Ce qui n'empêche pas, bien sûr, la pensée nietzschéenne d'avoir, comme toute pensée forte, sa structure propre. Encore faut-il ne pas se tromper sur celle-ci. Le grand livre de Nietzsche, comme le montre Karl Löwith, n'est pas la *Volonté de puissance*, recueil posthume de fragments arbitrairement rassemblés. C'est le *Zarathoustra*, dont le mérite est de livrer la théorie la plus importante du philosophe : celle de l'Éternel Retour.

C'est sur ce point précis que Löwith, dès 1935, se sépare de celui qui fut son professeur (bien qu'il soit à peine plus âgé) et qui

est alors le recteur très nazi de l'université de Fribourg : Martin Heidegger. Ce dernier n'ignore pas l'importance du thème de l'Éternel Retour chez Nietzsche. Mais il n'y voit qu'une tentative - selon lui ratée - pour renverser la métaphysique. Bientôt Heidegger va affirmer que la philosophie de Nietzsche ne constitue que l'aboutissement suprême de cette dernière, autrement dit du « nihilisme », autrement dit encore de « l'oubli de l'être ». Contresens que reprendront, après lui, des générations de heideggeriens pieux, surtout en France.

Le livre de Karl Löwith propose le fil d'une autre lecture. Non, Nietzsche, dont la pensée s'enracine dans une critique radicale du platonisme, n'est pas un métaphysicien comme les autres. Non, il ne s'est pas laissé enfermer dans le nihilisme, même s'il a été un moment tenté par celui-ci. Sans doute sa volonté de penser l'Être sous une catégorie nouvelle - celle de l'Éternel Retour - se heurte-t-elle à une difficulté majeure : l'insurmontable contradiction

entre l'homme et le monde, entre la volonté de puissance et la nécessité d'accepter le destin (*amor fati*). Dépasser l'homme, d'une part ; se reposer dans l'éternité du « midi », de l'autre : si intenable qu'elle soit, cette double injonction ouvre cependant, à la pensée, un territoire nouveau qu'aucune métaphysique, aucune idéologie politique ne saurait annexer.

En exposant pour la première fois ces quelques thèses, Karl Löwith s'écarterait donc des interprétations de Nietzsche dominantes en son temps. Du fait que, depuis la seconde guerre mondiale, celle de Heidegger se soit durablement imposée en Europe, il peut être salutaire, aujourd'hui, de relire Löwith pour se rappeler que d'autres chemins sont possibles. Et qu'il y eut aussi, dans l'Allemagne des années 30, des philosophes assez courageux pour sacrifier leur carrière à ce qu'ils estimaient être la vérité. Löwith préfère l'exil aux honneurs. Il est permis, aujourd'hui, de préférer « son » Nietzsche à celui de ses adversaires.

Christian Delacampagne

## Et bientôt «La Pléiade»...

Après l'« édition grise », Gallimard prévoit l'entrée du philosophe dans sa prestigieuse bibliothèque



« On en est à présent la publication des œuvres complètes de Nietzsche dans l'« édition grise » que publient les éditions Gallimard ?

Marc B. de Launay. - Il ne manque plus qu'un volume de fragments posthumes, à paraître en octobre 1992, qui datent de juillet 1882 à l'hiver 1883-1884, c'est-à-dire la période qui suit immédiatement la rédaction du *Gai Savoir*. Ce moment correspond, d'une part, au travail préalable à *Zarathoustra*, et, d'autre part, à une réélaboration de l'instrument critique constitué, dans le langage de Nietzsche, par la « sémiotique ». Ce volume contiendra aussi une centaine de pages où Nietzsche résume sa propre pensée à l'intention de Lou Andreas-Salomé, dont il vient de faire la connaissance et de tomber amoureux.

D'autre part, nous réimprimerons les volumes manquants. En effet, l'édition a commencé en 1965, et des lecteurs se plaignent, à juste titre, que certains tomes ne soient plus disponibles.

Avez-vous révisé certains volumes déjà publiés ?  
- Bien sûr. Il a fallu revoir

certaines apparitions critiques, car la perspective proprement philologique adoptée par les éditeurs scientifiques, Colli et Montinari (entre-temps décédés tous les deux), a évolué en fonction même de ce qu'ils mettaient au jour par leur relecture des manuscrits et, surtout, par leur datation rigoureuse.

Pour-on dire que cette datation a modifié l'interprétation de Nietzsche ?

- C'est certain. Premièrement, la place de *Zarathoustra* est considérablement relativisée. Ce n'est plus ni le livre principal ni l'aboutissement de l'œuvre de Nietzsche. Deuxièmement, on le sait, la *Volonté de puissance* apparaît comme un projet que son auteur a fini par abandonner à l'automne 1888. Enfin, on a pu pénétrer vraiment au cœur de la manière dont Nietzsche écrivait et composait la plupart de ses ouvrages, qui sont des montages, au sens propre, d'aphorismes. Une certaine dynamique de l'écriture et du style primant sur la réflexion systématique. Ce qui

donne inévitablement une coloration esthétique à cette pensée.

- Qu'en est-il de l'édition des œuvres dans « La Pléiade » ?

- Elle va débuter en 1994. Cinq volumes sont prévus, qui paraîtront dans l'ordre chronologique des œuvres de Nietzsche. Cette édition de « La Pléiade » reprendra, en la révisant, toute l'édition grise, avec en outre des textes de jeunesse ne figurant pas dans l'édition actuelle. L'appareil critique strictement philologique sera restreint au profit d'une annotation plus philosophique. Enfin, il y aura un index des matières, qui permettra au lecteur de circuler à travers les milliers de fragments posthumes, ainsi qu'un index des noms. Par ailleurs, la typographie de « La Pléiade » autorise à publier les fragments posthumes en même temps que les textes auxquels ils se rapportent. On évite ainsi des volumes constitués uniquement de fragments.

Propos recueillis par

François Azouvi  
► Marc B. de Launay assurera l'édition de Nietzsche dans « La Pléiade ».

Des Juifs

HOSOGAM



LIVRES • IDÉES  
DOSSIER

POURQUOI NOUS  
NE SOMMES  
PAS NIETZSCHÉENS

de Alain Boyer,  
André Comte-Sponville,  
Vincent Descombes, Luc Ferry,  
Robert Legros, Philippe Raynaud,  
Alain Renaut,  
Pierre-André Taguieff.  
Grasset, coll. « Le collège  
de philosophie »,  
308 p., 120 F.

TOUTS comptes faits, ce Nietzsche est un mauvais garçon. Malin, rusé, subtil, certes. Mais décidément incohérent : on trouve sous sa plume tout et son contraire. A chaque citation on peut en juxtaposer une autre, signée Nietzsche elle aussi, disant sur le même sujet exactement l'opposé de la première. Voyez, jeunes gens, ce prétendu penseur est un auteur aberrant. Il est insaisissable, irrationnel, monstrueux. Prenons garde ! La raison n'est pas seule atteinte : la République est en danger, la vertu est menacée. Citoyens, méfions-nous !

Car cet agité fantasque, dérangé, mégalo-mane, irascible, n'est pas seulement illogique. Il est aristocrate jusqu'au bout des ongles, viscéralement antidémocrate. C'est simple : il est on ne peut plus réactionnaire ! Et immoral avec ça. Et violent, de surcroît. Rendez-vous compte : il n'aime pas les faibles, ni la pitié, ni les petites lâchetés du confort. Sans doute ne sait-il pas aimer du tout. Il vante les barbares, et annonce la guerre. Il flirte avec l'inhumain et rêve du surhumain. Bref, il dérange.

C'est une affaire entendue. On ne soulignera jamais assez - oyez, belle jeunesse - que ce Nietzsche, si abondamment vanté naguère, est un individu extrêmement dangereux. Antichrétien, antisocialiste, antisémite, répétons-le. Cela est assuré. Mais ce n'est pas tout. En plus, il est suspecté de plusieurs autres délits. Lesquels exactement ? Racisme, fascisme, antisémitisme ; goût immodéré pour la hiérarchie ; prédilection pour le mensonge, l'illusion, l'ap-

parence ; attirance vers la force brutale, la cruauté, la domination. Allons, si Hitler offre à Mussolini une édition de Nietzsche reliée cuir, est-ce bien un hasard ?

Ce genre de remarques organise un volume collectif intitulé *Pourquoi nous ne sommes pas nietzschéens*. On vient d'en faire un résumé rapide, ironique peut-être, mais qui ne trahit pas l'essentiel des quelques positions communes aux huit auteurs. Un bandeau rouge, entourant l'ouvrage, avertit qu'il s'agit d'une « génération philosophique ». Longtemps après que les « nouveaux philosophes » ont disparu, une génération-marketing s'attaque donc à Nietzsche.

Vous ne voyez pas pourquoi ? Allons, ce n'est pas si difficile. Il y a déjà quelque temps, Luc Ferry et Alain Renaut avaient inventé un amalgame nommé « Pensée 68 » englobant sans vergogne des auteurs et des problématiques aussi dissemblables que Bourdieu ou Lacan, Deleuze ou Derrida. Des références maîtresses des années 60 et 70, que reste-t-il ? Grossièrement, on pourrait imaginer un très naïf constat de ce genre : Marx est perdu de vue, c'est le moins qu'on puisse dire. Freud résiste encore, mais il est isolé dans la réserve des Mohicans lacaniens. Heidegger, depuis l'affaire Farias et la redécouverte de ses compromissions avec le nazisme, en impose moins. Nietzsche, seul, jouit encore d'un important crédit.

Si l'on pouvait montrer que les grands héritiers français de Nietzsche (Foucault et Deleuze, et, à d'autres titres, Derrida) ont eu un mauvais maître, se sont compromis avec un faux philosophe, un penseur kitsch et loufoque, un délinquant maléfique, un irresponsable vénérable, etc., que nous serait-il permis d'espérer ? On verrait comment notre génération, un temps égarée, « renoue avec l'ancienne exigence de rationalité » (oui, ancestrale !). On verrait le débat démocratique revenir à l'argumentation saine, et les progrès de la modernité triompher des forces obscures. « En voilà une



PHILOSOPHIES  
par Roger-Pol Droit



Un mauvais garçon ?

idée qu'elle est bonne», comme aurait dit Coluche, qui passera bientôt, au train où vont les choses, pour un nietzschéen averti.

Evidemment, on peut ne pas aimer Nietzsche, avoir une sorte d'allergie envers ses manières d'être, d'écrire, de penser, de danser. Encore faut-il, pour s'y attaquer, ne pas passer à côté et en avoir saisi à peu près l'essentiel.

Ce n'est pas le cas ici, dans l'ensemble. Ce recueil est consternant. On y voit, de page en page, des auteurs intelligents, habituellement habiles, ayant déjà à leur actif des ouvrages estimables, commettre à propos de Nietzsche tant de contresens, et de si grossiers, qu'on ne sait s'il s'agit d'une inquiétante ignorance ou d'une maladroite mauvaise foi. Détailler les erreurs naïves et les arguments

tendancieux serait excessivement long. Il faudrait se demander, par exemple, comment on peut encore croire que l'Eternel Retour « nie par définition » l'idée de progrès, alors qu'il ne s'agit jamais d'un retour au même. Il faudrait se demander aussi comment on peut encore penser que la « brute blonde » a dans l'imaginaire de Nietzsche une existence physique. Il suffira de s'en tenir aux principales perspectives. Il y en a trois.

L'INCOHÉRENCE, d'abord. Nietzsche serait absurde, inconsistant, malaisé à combattre et trop aisé à citer, parce qu'il énonce, d'une page à l'autre, des affirmations contraires. On a presque honte d'avoir à rappeler que Nietzsche doit se lire comme un multiplicateur de points de vue. La bonne question n'est pas : ce qu'il dit ici (du christianisme, de la morale, du pessimisme, etc.) est-il vrai ou faux ? Il ne s'agit pas non plus de se demander : cela, le pensait-il vraiment ? Est-ce, sur ce point, son jugement ultime, définitif, absolu ?

La seule interrogation est : de quel lieu, dans quelle perspective, à partir de quel point de vue cet énoncé donné est-il pertinent ? Du fond de la vallée, nul ne considère la rivière qui y serpente du même oeil qu'au sommet. Du haut de la montagne, personne n'a la même perspective - ni sur les fonds brumeux ni sur les sommets écarlates. Ces changements d'optique, ce « perspectivisme », peuvent donner le tournis. Mais ils n'ont rien à voir avec des contradictions proprement dites, et moins encore avec une pensée déglutée capable, ou coupable, de n'importe quoi. Tout élève de terminale comprenant cela aisément, il est inquiétant que des professeurs d'université n'aient pas encore entendu cette bonne nouvelle.

Le danger, ensuite. Bien sûr que Nietzsche est dangereux - au même titre que l'alcool, le delta-plane ou la plongée sous-marine. Ou encore dieux et diables. Ce n'est pas sans motifs qu'il se compare lui-même à la dynamite - chacun sait qu'elle peut soulever

des montagnes ou terroriser des innocents. Sa dynamite ? La provocation. L'outrance est sa façon d'être sérieux, l'excès sa mesure, la démesure sa méthode. C'est pourquoi la pire des lectures de Nietzsche - dont ce livre donne plus d'un exemple - consiste à le prendre au pied de la lettre, à lui rogner les métaphores et à conclure de là que, décidément, il n'est ni compréhensible ni fréquentable. Cette façon de faire est la pire parce qu'elle va totalement à l'encontre du geste du philosophe artiste, mais aussi parce que c'est précisément en prenant certaines phrases de Nietzsche au pied de la lettre que les nazis ont cru pouvoir l'annexer.

Le devenir, enfin. Il est frappant que la grande majorité des contributions à ce recueil considèrent Nietzsche comme un bloc, une unité, un corps, ou un corpus, figé. L'évolution interne de Nietzsche, son rapport intime au nihilisme et au dépassement du nihilisme, sont fort peu pris en compte, aussi bien dans les analyses de ses relations à la rationalité, à l'illusion, à l'idée de décadence, que dans les études, plus intéressantes, consacrées aux diverses cautions que les réactionnaires français ont voulu, notamment autour de Maurras, trouver dans certains de ses textes.

ALORS, pourquoi ne sont-ils pas nietzschéens ? Il n'y a que deux réponses. La première est évidente : parce qu'ils n'ont pas lu Nietzsche, ou pas lu le livre, faute de vouloir ou de savoir, ce qui est finalement indifférent. La seconde réponse est qu'en fait il n'y a pas de nietzschéens, sauf par malentendu ou par crispation dogmatique. Nietzsche lui-même n'était pas plus « nietzschéen » que Marx ne fut marxiste. Sans doute pourrait-on se demander, pour finir, s'il convient vraiment de s'attarder sur un ouvrage raté, finalement trompeur et surtout inutile, alors que tant de vrais livres restent inévitablement de côté. Malgré le noble conseil de Zarathoustra, il faut parfois « être un chasseur-mouches ».



Des juifs attirés

Au début du siècle, nul intellectuel juif n'a pu ignorer l'œuvre nietzschéenne

DE SILS-MARIA  
A JÉRUSALEM  
Nietzsche et le judaïsme.  
Les intellectuels juifs  
et Nietzsche.

Sous la direction  
de Dominique Bourrel  
et Jacques Le Rider.  
Cerf, 274 p., 100 F.

« Fou furieux qui, les yeux échevillés, la bouche écumante, avec des gestes sauvages, éjacule un flot de paroles étourdissantes », « tantôt écarte d'un rire fou, tantôt lance des injures oratoires » : tel est Nietzsche pour l'écrivain juif Max Nordau en 1894. Mais à la même époque Chaim Weizmann, qui n'est pas encore le premier président de l'Etat d'Israël, recommande à son épouse la lecture roborative de *Zarathoustra* ; David Frischmann le traduit dès 1900 ; Martin Buber « tombe sous l'emprise » de l'ouvrage, qu'il lit, relit, commente et dont il traduit la première partie en polonais ; en 1909, c'est en yiddish qu'en sont traduits les chapitres introductifs ; les fondateurs du sionisme polémiquent entre eux pour savoir si le surhomme est l'équivalent du *zaddik* ; l'amitié de Max Brod et de Kafka se noue autour d'une dispute sur Nietzsche ; et Freud n'échappe pas non plus à la nécessité de se situer par rapport au prophète de Sils-Maria.

Réception foisonnante, polyvalente chez les intellectuels juifs, et cela très tôt, dès 1874-1875 (1). A certains sionistes, Nietzsche offre

l'exemple d'un renversement fécond des valeurs bourgeoises de la vieille Europe ; il sert de révélateur à leur judaïsme contestataire en même temps qu'il leur fournit un « brevet de germanité ». Mais à un Daniel Halévy, à un Victor Basch, autrement assimilés à la culture de leur pays, Nietzsche apporte une pensée élitiste qu'il suffit de dégager de sa gangue antijuive et trop allemande parfois pour qu'elle soit intégrée à l'histoire universelle de la philosophie. Autre écho chez Kafka, dont la fascination pour les juifs d'Europe de l'Est au détriment de ceux de l'Ouest, pour la culture yiddish, s'alimente à la polarité nietzschéenne Apollon/Dionysos.

Nietzsche sert ou bien de repoussoir ou bien de pôle attractif ; mais nul, parmi les intellectuels juifs, ne l'ignore ou ne l'évite.

A l'extrême dispersion du spectre de cette réception répond d'abord le flou de la notion d'intellectuel juif. Qu'y a-t-il de commun entre Ahad Ha'am, Léon Blum, Martin Buber et Kafka, sinon l'expression « intellectuel » juif ? Même si ce n'est pas leur objet principal, les études ici rassemblées offrent en prime un panorama digne d'intérêt sur l'extraordinaire éclatement, corrélatif d'une extraordinaire vitalité, du judaïsme européen au début du siècle. Dans cette configuration historique si particulière, marquée par la fin du rêve de l'émancipation calme, par la naissance de l'antisémitisme laïc et du sionisme, il n'est pas étonnant, mais il est instructif que cette

doctrine complexe, si féconde en ruptures de perspectives, se soit prêtée à tant d'appropriations diverses. Que Nietzsche ait pu jouer un rôle non négligeable dans le devenir-juif d'auteurs de la pointe de Rosenzweig, de Scholem ou de Buber, voilà qui jette tout autant de lumière sur la situation de l'intelligentsia juive que sur la puissance des thèmes nietzschéens.

Le paradoxe - à moins que ce ne soit la conséquence de tout cela - est que cette réception s'effectue pour une large part en contournant les thèses de Nietzsche sur les juifs et sur le judaïsme. La complexité de la réception juive du nietzschisme n'est donc pas non plus sans rapport avec l'ambivalence de Nietzsche à l'égard du judaïsme, qu'il loue et bafoue tour à tour dans des propos bien connus. Le temps n'est plus du Nietzsche pré-nazi, forgé en grande partie par la peur du philosophe et grâce à un montage d'aphorismes ; mais l'image d'un Nietzsche philosémite n'est pas moins simplificatrice, même si elle est plus généreuse.

La réalité, telle qu'elle sort de quelques-uns des textes de ce volume, est sans doute autre : dans l'antijudaïsme de Nietzsche, il entre plus de philhellénisme que d'antisémitisme proprement dit, lequel ne semble pas avoir été vraiment son fort. Et surtout, il y a chez lui une ignorance abyssale des juifs - traités bien souvent au niveau du stéréotype - et du judaïsme : celui de son temps, certainement, mais aussi celui de l'Ancien Testament. « *Le Juif en tant que tel reste introuvable, il n'est au mieux que la limite négative du chrétien, quand il n'y est pas purement et simplement réduit.* » Pour Nietzsche, en fait, ce sont Jésus et Paul qui sont les juifs les plus juifs.

Plus d'une intelligence pouvait sortir étourdie de ce dernier coup du philosophe au marteau.

F. A.

(1) La comparaison avec le monde anglo-saxon est étonnante. Cf. Richard Schacht, « Nietzsche's coming of age », *The Times Literary Supplement*, 11 octobre 1991.

AVEC L'ARRIVÉE DES DEUX DERNIERS VOLUMES,  
VOUS NE POURREZ PLUS DIRE  
QUE VOUS NE SAVIEZ PAS.



Enfin, l'essentiel est là : une nouvelle organisation des connaissances, l'accès rapide à tous les domaines du savoir, l'efficacité de la synthèse.  
THÉMA, encyclopédie thématique en 5 volumes,  
1.250 thèmes. 499 francs chaque volume ou  
2.290 francs la collection complète en librairie.

THÉMA

L'ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION.

H.-O. ROTERMUND  
HÔSÔGAMI  
ou la petite verole aisément

la description des épidémies dans la société japonaise de l'époque Edo  
et l'analyse des éléments formateurs du culte rendu au « dieu de la variole »

MAISONNEUVE ET LAROSE

سكتا في الحظ

Présentation des nouveautés Hiver 91-92  
histoire et beaux-arts

des éditeurs français, anglais, américains,  
italiens, allemands, japonais et russes.

sur

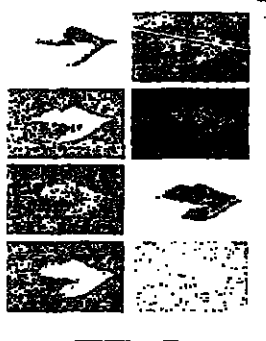
## LA RUSSIE DES TSARS

jeudi 21 novembre de 18 h à 21 h.

Librairie GALIGNANI

224, rue de Rivoli 75001 Paris  
face au jardin des Tuileries

## PAROLES D'AMOUR



328 pages, 120 F

Nous avons  
voulu parler  
d'amour...

A. Comte-Sponville, P. Drevet,  
A. Garréta, J. Hassoun,  
C. Juliet, J. O. Majastre,  
E. Morin, I. Pennacchioni,  
P. Sansot, E. Thomas, Wolinski...

Planning familial de l'Isère  
SYRON  
ALTERNATIVES

## LA PENSÉE UNIVERSELLE



115, BOULEVARD  
RICHARD LENOIR  
75540 PARIS CEDEX 11  
TEL: 43 57 74 74

 <b>ALBERT BEAUVAIS</b> <b>"TRAVAIL, FAMILLE, PATRIE"</b> Mémoires d'un résistant 128 pages 34,50 F	 <b>LUC PRINCESSE</b> <b>"VIVE LES ANGLAIS!... C'EST TOMBÉ RUE ARISTOTE!"</b> Une enfance dans la 2ème guerre mondiale 288 pages 121,30 F	 <b>JACQUES DU JARDIN</b> <b>"LA FOURMILLÈRE INSOLITE"</b> Et si les fourmis descendait de la lune ? 192 pages 80,20 F	 <b>NATHALIE BOEUF</b> <b>"LE BLEU DE MES RÊVES"</b> 48 pages 48,50 F	 <b>H. H. NATHALIE WATT</b> <b>"À l'image de la rivière"</b> 80 pages 48,50 F
 <b>RAYMOND VITRUVÉ</b> <b>"BECASSINE, ŒUVRE LITTÉRAIRE"</b> Commentaires et résumés des 25 albums 128 pages 68,60 F	 <b>MAURICE POYARD</b> <b>"DE LA LIBERTÉ... À L'ENFER NAZI ET À LA DELIVRANCE!"</b> 96 pages 54,90 F	 <b>JOHN EDWARD</b> <b>"LES AUTRES ET TU OU L'AMOUR POUR VIVRE"</b> Un appel lancé à l'ensemble des femmes 218 pages 87,80 F	 <b>DOMINIQUE SOUX</b> <b>"SOMBRES PENSÉES"</b> 48 pages 44,30 F	 <b>YVONNE GIGNAT</b> <b>"RACONTE MOI L'AMOUR"</b> 80 pages 55,90 F
 <b>CHRISTIAN VIVICORSI</b> <b>"OPÉRATION TERRE NEUVE"</b> Une nouvelle planète pour un monde meilleur 40 pages 40,00 F	 <b>DENISE ROTH-PELCE</b> <b>"MERCI À TOUS"</b> Mémoires d'une enseignante 80 pages 49,60 F	 <b>JACQUELINE MICHEL-GRUYVER</b> <b>"LE CHÈVREFEUILLE"</b> Saga dramatique d'après-guerre 272 pages 128,80 F	 <b>YVONNE GIGNAT</b> <b>"RACONTE MOI L'AMOUR"</b> 80 pages 55,90 F	 <b>DIDIER BOQUET</b> <b>"LE REVEIL DE LA MUSE"</b> 128 pages 57,50 F
 <b>JEANINE MIGIEU</b> <b>"LA ROSE ET LE CHARDON"</b> Contes dans un jardin merveilleux 120 pages 62,30 F	 <b>JEANINE MIGIEU</b> <b>"LA ROSE ET LE CHARDON"</b> Contes dans un jardin merveilleux 120 pages 62,30 F	<b>BON DE COMMANDE</b> Je commande à la Pensée Universelle Titre : _____ Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____ Je joins _____ F. pour _____ exemplaires + 14,00 F par livre pour le port.	<b>BON DE COMMANDE</b> Je commande à la Pensée Universelle Titre : _____ Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____ Je joins _____ F. pour _____ exemplaires + 14,00 F par livre pour le port.	<b>BON DE COMMANDE</b> Je commande à la Pensée Universelle Titre : _____ Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____ Je joins _____ F. pour _____ exemplaires + 14,00 F par livre pour le port.

LA RAGE D'ÉCRIRE !

LIVRES • IDÉES

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

# L'immémorial Segalen



depuis peu d'années. Un voyageur qui n'est pas à la recherche des coutumes rares ou pittoresques, mais qui se dépouille des préjugés et des croyances de sa culture propre pour mieux pénétrer celle de l'autre. Un écrivain pour lettrés, dont le cercle des lecteurs s'agrandit lentement, sûrement, au rythme naturel des découvertes d'une postérité qui trouve en lui une approche d'une formidable modernité. Une recherche de l'autre qui est un approfondissement intérieur, un exotisme qui est, selon sa définition, une « esthétique du divers » qui en fait le contemporain de Lévi-Strauss plus que de Pierre Loti.

En 1899,  
élève de l'École  
de santé navale

« Je naquis. Le reste en découle... »  
Ce détachement appliqué qui préside à la première phrase de l'au-

tobiographie squelettique de Victor Segalen, ces quelques pages qu'il compose en 1915, et qu'il intitule pompeusement *Essai sur moi-même*, sont comme une déclaration ironique à l'égard de toute biographie. Alors qu'il a détruit lui-même son journal. Pourtant, la vie de Victor Segalen est indissociable de son œuvre et l'épaisse biographie que vient de faire paraître Gilles Manceron, le petit-fils du plus proche ami du poète, qui complète l'importante étude de Henry Bouillier parue la première fois en 1961 (1), est un précieux éclairage, une mise en perspective de l'œuvre et de sa genèse. A cause même de sa minutie, de son extrême richesse, de sa surabondance de détails et de notes, le travail de Manceron passionnera ceux qu'intrigue l'existence de ce grand voyageur, de cet initiateur-initié à un ailleurs qui n'est jamais qu'une recherche vers ce qu'il appelle « le pays du réel ».

Né à Brest en 1878, médecin militaire de marine, poète, essayiste, romancier, ethnologue, admirateur de Huysmans et de Rimbaud, ami de Claude Debussy, d'Edmond Jaloux, de Rémy de Gourmont et de Rachilde, mais aussi de Pierre Loti et de Claude Farrère, comme lui officier de marine, mais dont il déteste le goût de l'exotisme, Victor Segalen sera sans cesse partagé : marin qui déteste la mer, fonctionnaire de la colonisation qui abhorre cet esprit « colonial » qu'il considère comme responsable de la perte des anciennes croyances et de la décadence des peuples, amoureux de sa femme et d'autre, mais formidablement machiste et dépourvu de sens de la paternité, écrivain élitiste mais prêt à faire la tournée des académiciens Goncourt au moment de la publication (à compte d'auteur) des *Immémoriaux*, passionné par la Chine, dont il va littéralement nourrir son écriture, mais cependant critique des Chinois, désireux de « rester violemment Européen et de tirer parti de la Chine » sans que les Chinois tirent parti de lui.

La biographie, qui suit fidèlement la chronologie, fournit une foule de détails tirés aussi bien de l'œuvre que des souvenirs et des correspondances, inédites ou non, qui contribuent à mieux comprendre le cheminement de Segalen : marqué par une éducation sévère, chez les jésuites de Brest, puis au collège catholique de Lesneven, viscéralement anticlérical, constamment régenté par une mère qui l'étouffe sous une surveillance qui ne se relâchera pas jusqu'à la fin de ses études à l'École de santé navale de Bordeaux, il va trouver, dès 1900, une forme de libération dans l'usage de l'opium, avant qu'il s'adonne à toute sa vie, au point de vue de la Polynésie, à Tahiti, où il va tout à la fois découvrir l'émerveillement de « l'exotisme sexuel » et la mort lente de la culture polynésienne d'où il tirera son premier roman, *Les Immémoriaux*, méconnu jusqu'à sa réédition (Plon, collection « Terre humaine », 1957), tragédie d'un peuple qui a perdu le sens du sacré sans que s'éveille la conscience morale et, en même temps, récit allégorique de sa propre transformation intérieure. Longtemps après, c'est avec nostalgie qu'il se souviendra de ces moments : « Je t'ai dit avoir été heureux sous les tropiques, écrit-il de Chine, huit ans plus tard, à Henry Manceron. C'est violemment, vrai. Pendant deux ans en

Polynésie, j'ai mal dormi de joie. J'ai eu des réveils à pleurer de joie du jour qui montait. » Surtout, envoyé aux Îles Marquises en août 1903 pour régler les affaires de Paul Gauguin mort trois mois plus tôt, il va découvrir dans cette rencontre posthume avec le peintre un maître en art et un maître à penser : « Il était aimé des indigènes, qu'il défendait contre les gendarmes, les missionnaires, et tout ce matériel de « civilisation » meurtrière. Il apprêtait ainsi aux derniers Marquisiens qu'on ne pouvait les forcer à suivre l'école. Ce fut un peu le dernier soutien des anciens cultes. » (Gauguin dans son dernier décor et autres textes de Tahiti, Fata Morgana, 1986.) En trois chapitres, Gilles Manceron nous restitue toute l'importance de cette rencontre posthume avec le peintre dont on liquide sans respect les reliques et les peintures « sans valeur » ainsi que la recherche, à Aden, de Rimbaud. Rimbaud, qu'il évoque dans le *Double Rimbaud* (Fata Morgana, 1986), ce visionnaire qui écrivait le *Bateau ivre* sans avoir jamais vu la mer.

SEGALIN a forgé le néologisme d'« exote » pour désigner ces voyageurs-nés sensibles à l'exotisme tel qu'il l'entendait et qui n'a rien à voir avec le déplacement géographique, puisqu'il s'agit pour lui d'arriver à la résurrection d'un monde à travers l'imaginaire et l'écriture. Quand il va choisir, après une sérieuse initiation à la langue chinoise, de partir pour la Chine, qui sera pour lui son continent littéraire et où il rencontrera Paul Claudel, dont il admire *Connaissance de l'Est* et dont le sépare un catholicisme qu'il abhorre, il note, dès son arrivée à Singapour, qu'il trouve trop européanisé et trop mercantile : « Il me faut savoir, outre ce qu'apparaît le pays, ce que le pays pense. » « Mais ici, ajoute-t-il, je ne sais rien du tout : et puis, il ne pense peut-être pas. Il décharge et il charge. Il pèse et il juge. Singapour est un musée facile pour voyageurs. » Il précisera qu'il n'est pas question pour lui de renoncer à son point de vue d'Occidental ou de s'assimiler : « Au fond, ce n'est ni l'Europe ni la Chine que je suis venu chercher ici, mais une vision de la Chine. Celle-là, je la tiens et j'y mords à pleines dents. »

VOYAGEUR, il n'a rien d'un travelling writer, et pourtant, au cours de ses deux traversées de la Chine, de 1909 et de 1914, il a pu parcourir le pays dans presque toute son étendue (« Il ne s'agit point de dire ce que je pense des Chinois (je n'en pense à vrai dire rien du tout), mais ce que j'imagine d'eux-mêmes : et non point sous le simulacre d'un livre « documentaire » mais sous la forme vive et réelle, au-delà de toute réalité, de l'œuvre d'art. »). Romanier, il refuse l'anecdote comme toutes les formes classiques des genres littéraires existants pour composer le *Fils du Ciel* (Flammarion), un « livre roman non historique » à propos de l'empereur Kouang-Siu le fils de Tsen-Hé étrangé sur ordre de sa maman raconté par l'annaliste qui a pour mission de retracer les faits et gestes de l'empereur. Avec René Lévy (Gallimard, coll. « L'Imaginaire ») et ses interminables chevauchées autour de la Cité interdite, on reste, comme l'auteur, fasciné par le personnage de Maurice Roy, le jeune homme de dix-neuf ans qui, pendant des mois, comme Schéhérazade, va alimenter un Segalen défilé de crédules, prisonnier volontaire des affabulations dont il va nourrir ses interrogations.

Le mystère de la fin de Victor Segalen ne sera peut-être jamais élucidé : découvert le 23 mai 1919, mort depuis deux jours, son Shakespeare à la main, dans la forêt bretonne, après une série de dépressions et de désintoxications de l'opium, il sera enterré sans autopsie. Condamné à attendre longtemps une œuvre posthume que l'antipathie – jamais explicite – de Saint-John Perse fera tarder jusqu'à sa mort.

(1) Victor Segalen, de Henry Bouillier. Marceur de France, 1961. Nouvelle édition revue et corrigée 1986. Une édition de la *Correspondance* de Segalen doit paraître l'an prochain dans la collection « Bouquins », de Robert Laffont.

OÙ TROUVER UN  
LIVRE ÉPUISÉ ?

Écrivez ou téléphonez :  
LIBRAIRIE (service 18)  
LE MONDE DU LIVRE  
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS  
(1) 43.25.77.04  
Code Minutal : 3815 MDL